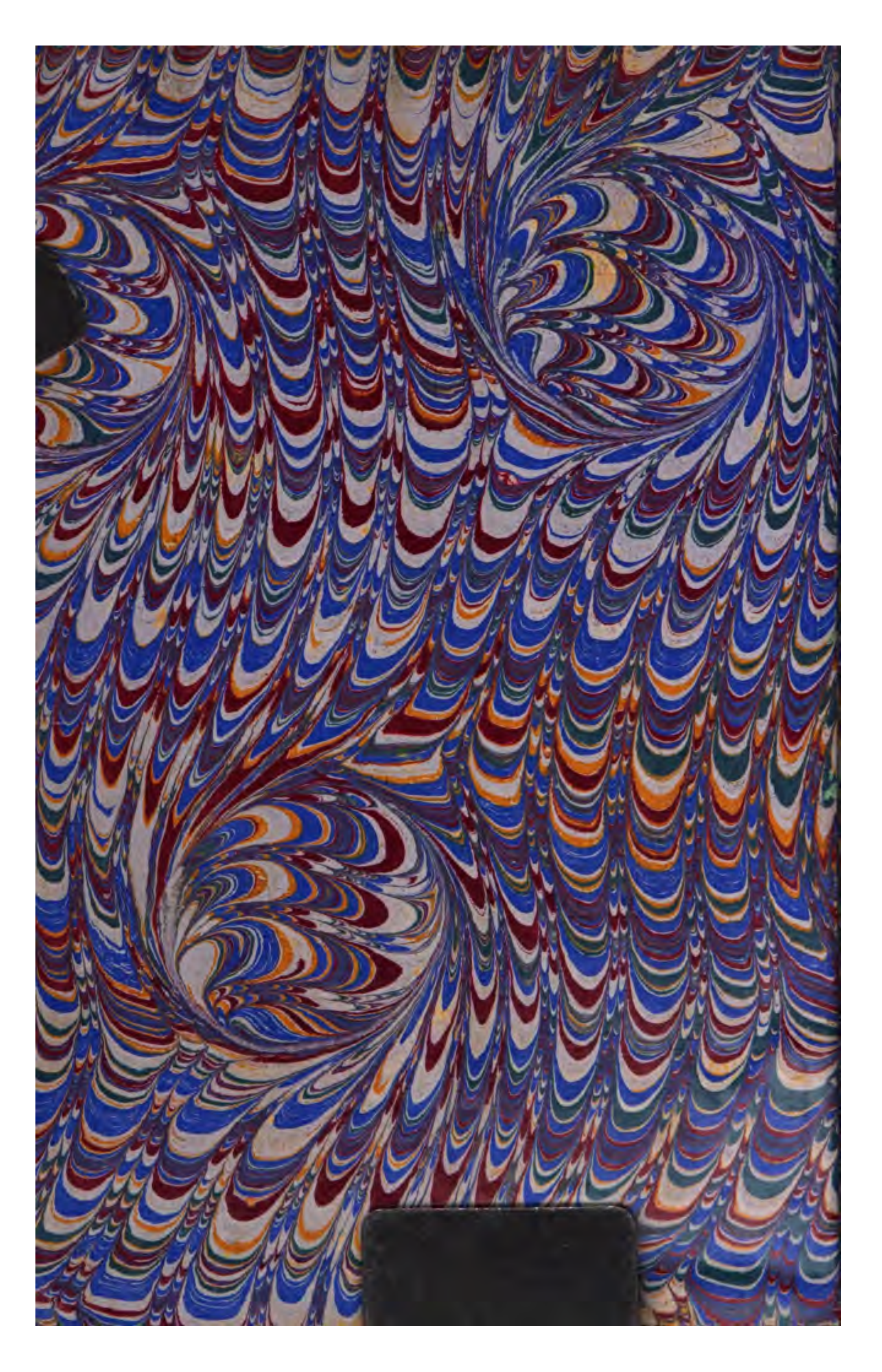
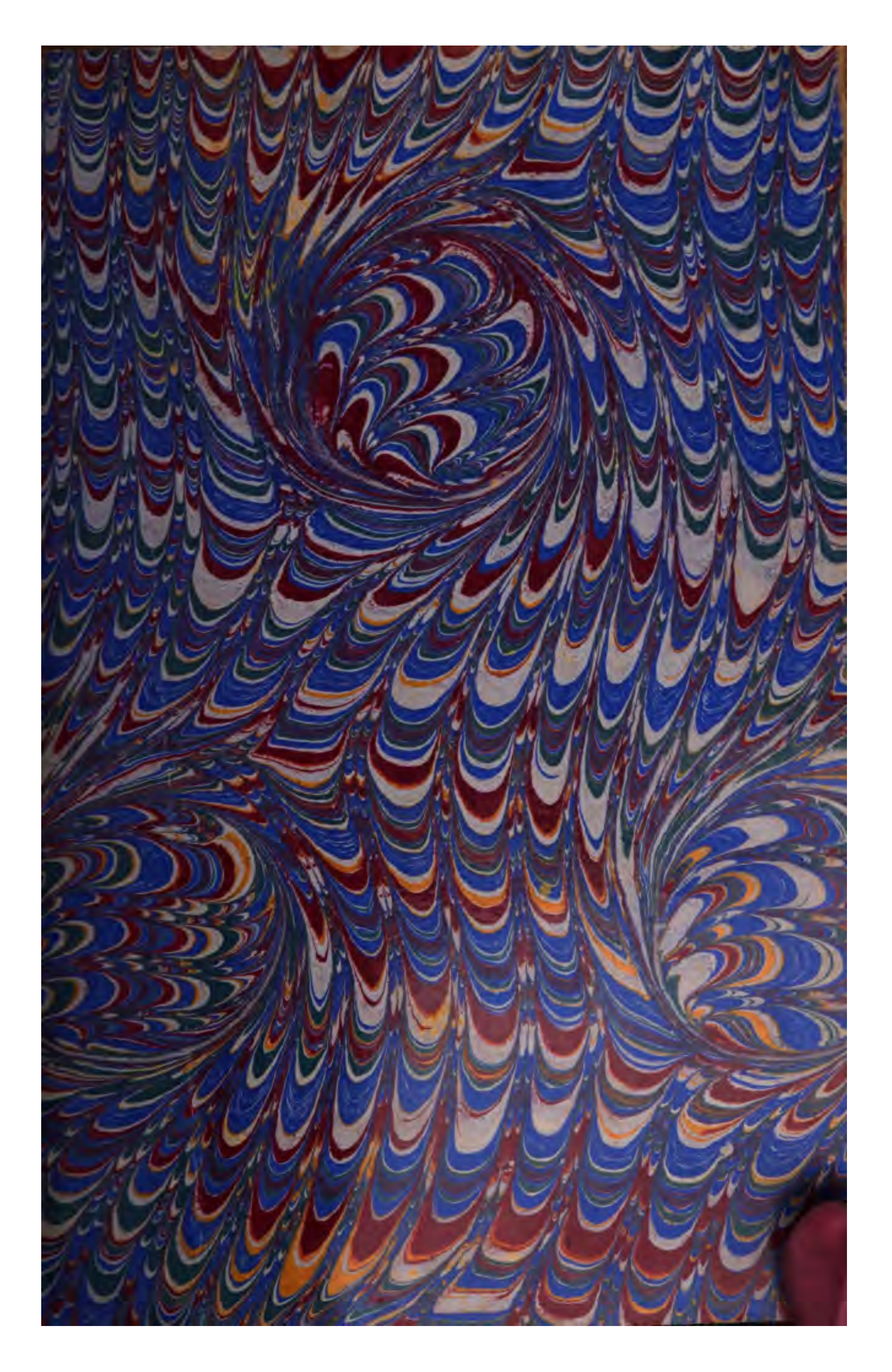
Mes angoisses
et nos luttes

1871-1873





IXe

2709

Mes angoisses

et nos luttes

1871-1873

A LA MÊME LIBRAIRIE

DU MÊME AUTEUR

MES SOUVENIRS :

I. LE ROMAN DE MON ENFANCE ET DE MA JEUNESSE. 1 vol. in-18. . . . . 3 50

II. MES PREMIÈRES ARMES LITTÉRAIRES ET POLITIQUES. 1 vol. in-18. . . . . 3 50

III. MES SENTIMENTS ET NOS IDÉES AVANT 1870. 1 vol. in-18. . . . . 3 50

IV. MES ILLUSIONS ET NOS SOUFFRANCES PENDANT LE SIÈGE DE PARIS. 1 vol. in-18. . . . . 3 50

V. MES ANGOISSES ET NOS LUTTES (1871-1873). . 3 50

NON! L'ALSACE-LORRAINE N'EST NI GERMAINE NI GERMANISÉE. 1 vol. in-18. . . . . 1 »

PAÏENNE. — UN RÊVE SUR LE DIVIN. 1 vol. in-18. 3 50

JEAN ET PASCAL. 1 vol. in-18. . . . . 3 50

MADAME JULIETTE ADAM

(JULIETTE LAMBER)

Mes angoisses et nos luttes

1871-1873



PARIS

ALPHONSE LEMERRE, ÉDITEUR

23-33, PASSAGE CHOISEUL, 23-33

M DCCCCVII

Mes angoisses et nos luttes

1871-1873

Le soir du jour où le billet d'Arlès-Dufour me donnait la certitude qu'Adam était dans le train de Bandol-Saint-Nazaire, qui avait sauté avec 20.000 kilos de poudre, je priai Rochefort de laisser partir avec moi pour Bruyères son fils Bibi.

Ce mois de février 1871 a gardé intenses dans mon souvenir toutes ses angoisses tragiques : angoisses d'épouse, de mère, de Française.

Jamais, depuis, je n'ai retrouvé en moi ce caractère de chercheuse d'appui, de suppliante, que j'eus alors. Même Bibi Rochefort et ses huit ans me parurent un soutien. Le cher enfant s'efforcerait, j'en étais certaine, de détourner mon esprit durant la route de l'affreuse vision de mon Adam mort broyé...

Je passai la nuit à ranger dans deux valises nos papiers les plus précieux que je triai

fiévreusement, brûlant, déchirant. Je fis un paquet de nos valeurs, que les banques avaient toutes rendues lors du bombardement.

Il ne fallait pas songer à emporter le moindre bagage, la ligne pouvant être interrompue à Vierzon, comme le bruit en courait. Au milieu de l'encombrement des gares, tout ce qu'il était permis d'espérer, c'était de garder ce qu'on portait à la main.

Laisser des papiers importants, nos valeurs, à Paris, je n'y pouvais songer. Est-ce que nos amis et moi, nous ne nous étions pas juré de mettre le feu à nos maisons, si les Prussiens entraient dans notre héroïque ville vaincue, livrée par des traîtres?

Quelle nuit! L'affreux malheur que celui qui me fait déserter mon poste de combat, briser la chaîne des événements auxquels je suis mêlée, me détacher de la cruelle histoire que je vis!

Une à une, par leur nom, les étapes de nos défaites se superposent, sans s'atténuer en se confondant, résonnent lugubres en ma pauvre cervelle qui éclate. Je n'ai plus de larmes.

J'ai, à l'état aigu, cette maladie de la défaite, cette douleur continuelle, affolante, d'avoir été vaincue comme Française à tous les coins des routes de l'Alsace, de la Lorraine, d'avoir été écrasée à Sedan, trompée, livrée à Paris.

Je ne conçois plus rien de sensé, je ne vois que la honte, que l'irrémédiable, je n'éprouve

plus que de la haine pour ceux qui nous ont sacrifiés par manque de foi en notre courage.

Prouver que ce n'est pas par lâcheté, par peur de la mort que nous avons capitulé, c'est là l'idée fixe qui, depuis la capitulation, hante l'esprit de tout assiégé, homme ou femme.

Imagine-t-on ce qu'une âme, en un pareil état de souffrance morale, sous la menace du plus grand des malheurs personnels, peut contenir de désespoir?...

Le jour a paru. Quelles tortures nouvelles va-t-il m'apporter?

*
* *

Magnin entre, les deux mains tendues. Adam n'est que blessé! Sa valise, trouvée à l'arrière du train, dans un wagon broyé, au milieu de morts informes, a fait croire qu'il était au nombre des 180 victimes. Magnin a télégraphié à Paul Ménard, gendre de Dorian, qui est à Lunel, d'aller sur l'heure auprès d'Adam et de ne le quitter qu'à mon arrivée.

Notre ami va m'envoyer immédiatement le laissez-passer qu'exigent les Prussiens. Il y fera inscrire Octave (Bibi) comme mon fils, et je pourrai partir ce matin.

Rochefort entre. Il sait déjà qu'Adam n'est

que blessé. Il donne à Bibi, qui a voulu coucher sur un canapé, tout habillé, pour « s'habituer au voyage », la mission d'appeler Adam le candidat « Fiche le camp ».

Rochefort part aujourd'hui pour Bordeaux.

J'écris à ma fille, à Jersey, sans lui parler de l'accident d'Adam, que je vais à Bruyères, qu'elle m'y écrive longuement, notre correspondance ne devant plus subir de lenteurs ni d'obstacle. Elle a dû recevoir toutes mes lettres par ballon, mais moi, je n'ai eu, en cinq mois, de ses nouvelles que par le mot si court reçu grâce à une amie inconnue. Je supplie ma fille de rester à Jersey, de ne le laisser quitter à aucun prix par mon père avant que je lui indique son itinéraire pour me rejoindre.

Mme Dorian, prévenue par Magnin, m'apporte mon laissez-passer. Dorian a quitté Paris pour le ravitaillement.

« Adam est vivant! il ne faut plus songer qu'à cela, me répète-t-elle.

— Mais il est blessé, grièvement sans doute. Je vous supplie de me dire si on me cache que sa vie est en danger.

— Il est blessé, mais sa vie n'est pas en danger, je vous le jure! Mon gendre vient de le télégraphier de Lunel à Magnin. Les journaux du Midi ont donné des détails sur tous les morts et sur tous les blessés de Bandol-Saint-Nazaire. Adam est blessé gravement, mais pas griève-

ment, c'est le terme même de la dépêche de Paul. »

Jourdan, Peyrat, Louis Blanc, Schœlcher et bien d'autres accourent, heureux de la bonne nouvelle vite répandue, et tous me répètent les paroles de Mme Dorian :

« Adam est vivant, il ne faut songer qu'à cela. »

J'envoie, deux heures avant le départ du train, chercher une voiture. Au bout d'une heure, mon domestique revient : il n'en trouve pas... Vite, nous allons partir à pied pour la gare d'Orléans. C'est bien loin. Arriverons-nous en une heure ?

Cernuschi nous rencontre dans l'escalier. Il a sa voiture : comme président de la commission des subsistances, il a pu la garder. Il me la donne et nous partons, Bibi et moi.

*
* *

L'horrible voyage ! Je souffre de mes douleurs névralgiques atrocement. Des Prussiens sont là, devant moi. Ils me demandent d'un ton rude mon laissez-passer. Celui qui me le rend touche ma main. Je frissonne comme au contact d'une bête venimeuse.

A Vierzon, des milliers de gens. Je n'ai plus conscience de ce que je fais. Je marche, j'agis

automatiquement. Comment ai-je mes billets? je ne le sais plus. Je conquiers pour Bibi et pour moi deux places dans un wagon de troisième classe. J'arrive à trouver un gros morceau de pain. Nous avons faim. Un voyageur a un peu de viande, mais pas de pain. Nous partageons.

Je mendie l'aide, le secours, durant cette triste route; je m'accroche à ceux qui peuvent nous protéger, Bibi et moi.

Enfin j'arrive à Oullins, chez mon vieil ami Arlès-Dufour. Est-ce que je sais ce dont il me parle? Ce long voyage sur une banquette de bois nous a brisés. Arlès-Dufour et Mme Arlès sont fort en colère contre Adam qu'ils voulaient retenir au passage et qui s'est entêté à partir, pour tomber sur ce train maudit. C'est miracle qu'il n'ait pas été tué.

Le « Père » et la « Mère », comme je n'ai cessé de les appeler, se désolent de ne pouvoir me garder au moins une nuit, tant ils me voient sans force contre l'extrême fatigue. Mais ils comprennent que je veuille partir le soir même pour rejoindre Adam.

Tous deux me rassurent, car, dès le lendemain de l'accident, ils ont reçu du pauvre blessé une dépêche en réponse à la leur, et dans laquelle je lis ces simples mots : « Vous le voyez, je suis vivant. »

Arlès-Dufour, jusqu'à l'heure du départ, me

parle des troubles de Lyon, de l'assassinat du commandant Arnaud. Je ne garde de son récit que des impressions sur mon ami Challemel-Lacour et sa nervosité, sur Andrieux et son courage, sur Le Royer et son sang-froid. Je retrouverai plus tard ces deux derniers dont j'entends le nom pour la première fois.

*
* *

J'ai télégraphié à Adam l'heure de mon arrivée à Cannes. Enfin, je vais le voir, si ses blessures lui permettent de venir... A mesure que j'approche de Cannes, j'ai peur. Mon angoisse va croissant. Blessé, il est blessé! Mais sa blessure, ses blessures, que sont-elles? Mon imagination me fait voir Adam aveugle, défiguré, infirme...

Il n'est pas à la gare de Cannes, ni Paul Ménard. Qu'y a-t-il, grands dieux?

Notre loueur de voitures me dit qu'Adam est à Nice pour sa candidature.

« Il est nommé?

— Non. Voilà une lettre qui vous expliquera. »

En effet, Adam m'explique qu'il est à Nice pour remercier ses partisans, que Paul Ménard est parti le matin et que lui, Adam, sera à Bruyères, le soir, pour dîner.

Mes angoisses se transforment en colère. Si je le pouvais, je repartirais pour Paris.

« Ah ! pour être un candidat « fiche le camp », dit Bibi, par exemple, il l'est tout le temps. »

A Bruyères, plusieurs de mes amis du Golfe et de Vallauris m'attendent. J'apprends par eux quelles sont les blessures d'Adam. Plus de vingt éclats de verre lui ont couturé le front. Son nez, fendu en deux dans sa longueur, avait été recousu, mais il n'a pu supporter les épingles qui rapprochaient sa blessure et les a enlevées. Enfin il a le coude droit brisé, et ce n'est pas sans résistance qu'il consent à porter son bras en écharpe.

Mes amis me trouvent changée, amaigrie, « plus la même ». Ils ont des visages souriants, des santés parfaites. On me dit sur tous les tons : « Enfin, vous voilà contente de revoir votre Bruyères ! »

Contente, moi ! Je n'ai que des sanglots dans la gorge. Des mois de désespérance, de tortures, me séparent de la gaîté de Bruyères, de vous, mes amis, de votre quiétude souriante.

« Mais nous sommes heureux de la fin de la guerre. Ne l'êtes-vous pas ?

— Et la défaite ? Vous demandez-vous ce qu'elle va nous arracher de notre chair française ? »

Avec une rancune farouche, je leur prouve qu'ils sont aussi étrangers à mon état d'âme

que les Anglais qu'ils côtoient chaque jour.

« J'ai eu faim et froid, leur dis-je.

— Avec votre argent, me répond un ami de Vallauris, comment auriez-vous pu manquer de quelque chose? Et, maintenant que la paix est en train de se faire, à quoi sert de se désoler? »

Cela, débité avec force accent méridional, qui me semble ajouter encore à l'indifférence pour ce que j'éprouve, à l'incompréhension de ma douleur patriotique, me cause une irritation que je ne puis dissimuler.

Un ami de Cannes trouve une autre note. Venu pour me féliciter de mon retour :

« Nous avons souffert plus que vous, me dit-il. De loin, on s'imagine toujours les choses pires qu'elles ne le sont! »

Cette fois, il est temps que je congédie mes très chers amis. Je les quitte sèchement. Je ne recevrai plus personne. Pauvre échappée de mon douloureux Paris, ces gens, ce ciel, ces fleurs, ce dédain pour tant de cruelles épreuves, ces Français si étrangers à la France me font horreur.

Bibi, qui est resté dans un coin du salon et qui a écouté, montre le poing à ceux qui s'éloignent.

« Quinze jours de viande de cheval, de pâtés de rats, de bombardement et vingt degrés de froid sans feu à ces gens-là! » grogne-t-il.

*
* *

Adam arrive tout joyeux, lui aussi. Il a appris à Nice sa nomination de député de Paris.

« Tu ne méritais pas d'être élu, » lui dis-je brutalement.

Et Bibi lui sert sur l'heure le mot de son père : « Candidat fiche le camp. »

« Sois indulgente, Juliette, me dit Adam. J'ai bien plus encore à me faire pardonner que tu ne crois. Je pouvais te faire savoir par une dépêche du préfet de Nice à Magnin ou à Dorian, que j'avais été blessé, que je ne l'étais pas grièvement ; mais, conscient de ma folie d'avoir quitté Paris pour cette décevante candidature des Alpes-Maritimes, je me disais qu'à la nouvelle de mon accident tu accourrais ici et que ma nomination à Paris sans toi n'aurait plus une chance. Pardon, pardon ! »

Je puis pleurer, mais je n'en éclate pas moins en reproches.

« Adam ! J'ai cru à ta mort. Tu m'as laissée malade, avec la garde de notre fortune en papiers qui pouvaient être volés ou brûlés ; tu as fui Paris quand les gens qui allaient rentrer, quand la province étaient incapables de comprendre ta démission du 31 octobre si les Parisiens ne la ratifiaient pas par ton élection

comme député. Sans le dévouement de Rochefort, sans moi, ta carrière politique était à tout jamais brisée.

— Aussi, avais-je mérité d'être puni, me répond Adam. Je l'aurais été rien que par ton irritation qui m'a poursuivi dès que je t'ai quittée, et que je trouvais légitime; mais n'es-tu pas assez vengée par le danger de mort que j'ai couru et dont je porterai la marque toute ma vie? »

Et deux grosses larmes coulent lentement sur sa pauvre figure où les cicatrices ne sont pas fermées encore.

Que pouvais-je répondre?

« Je suis pour qu'on lui pardonne, » déclare Bibi, avec un grand geste théâtral.

Nous dînons apaisés.

*
* *

« Si tu savais, Juliette, comme je suis sévère envers moi-même, me dit Adam, tu n'aurais pas cru nécessaire de m'accuser. Je n'ai plus qu'un désir : celui de me faire absoudre par toi sans une réserve. Il faut pour cela que je dépasse la mesure de mon devoir. Quoique je sois bien peu guéri encore de mes blessures, je partirai demain pour Bordeaux. »

Je vais coucher Bibi, car nous n'avons pour

nous servir que nos jardiniers. Sa chambre au second étage avec la vue de la mer et du ciel plein d'étoiles le ravit.

Je redescends, et cette soirée est pour nous une sorte de veillée des armes. Je remets entre les mains d'Adam tout ce que j'ai pu apporter de Paris, nos valeurs, des papiers.

Adam me raconte les détails de son accident.

A Marseille, au buffet, il trouve Albert Millaud, du *Figaro*, qui, au moment de remonter en voiture, insiste pour qu'Adam vienne causer et fumer avec lui dans un coupé qu'il a en tête du train. Adam reprendra plus tard sa valise, qui est dans un wagon à la queue.

. . . .

Les deux fumeurs causent, quand tout à coup quelque chose de chaud coule sur les yeux fermés d'Adam. Il monte un talus, guidé par une main vers un endroit où des femmes poussent de grands cris de pitié. Bientôt on lui lave la figure pleine du sang qui coule de vingt blessures où sont encore des éclats de verre qu'on lui enlève. Un médecin qui est là bande son front et soutient par une serviette son bras brisé qui le fait horriblement souffrir.

« Ah ! le pôvre ! ah ! les pôvres ! » répètent les femmes.

Que s'est-il passé? Adam n'a rien vu, rien entendu, rien senti, jusqu'au moment où il a monté le talus, guidé par une main de femme.

Le train a sauté avec 20.000 kilos de poudre que gardaient des gendarmes qui ont dû allumer un cigare.

Adam revient sur la voie où des morts sont entassés. Le ballast, sous la machine, est creusé à plus d'un mètre. Les trains de secours arrivent dans les deux sens avec des médecins. On transporte les blessés qui gémissent.

Il prend le train de secours qui retourne à Toulon, refuse d'en descendre et poursuit sa route, après avoir obtenu qu'on télégraphie à notre ami, le docteur Gimbert, au vieux docteur Maure, d'être à la gare de Cannes à son arrivée.

Ils sont là tous deux et commencent à le torturer, car tous les éclats de vitre à la tête, au visage, ne sont pas enlevés. Gimbert lui recoud le nez, mais dès le lendemain Adam l'oblige, dans un accès de fièvre, à lui enlever les points de suture avant que la plaie ne soit fermée. Le docteur Maure lui-même ne peut obtenir d'Adam qu'une chose : qu'il reste à l'hôtel, à Cannes, et n'aille point à Bruyères.

« Je dois la vie à Millaud, me répète Adam plusieurs fois ; sans lui, je restais à l'arrière du train, parmi les morts... »

*
* *

Durant cette longue nuit, nous ne cessons de mettre en tiers avec nous notre adorée Patrie. Ces quelques jours qui nous ont séparés ont amassé des événements sur lesquels nous échangeons nos confidences.

Adam a vu à Lyon, en passant, l'un de nos amis qui lui a dit la fureur de Challemel-Lacour en apprenant que dans l'armistice on avait « oublié » de comprendre l'armée de l'Est (celle que Jules Favre appelait « l'armée de Gambetta ! ») et qui allait être livrée à toutes les forces prussiennes. Challemel pleurait, criait à la trahison !

Millaud avait raconté à Adam que Gambetta, fou de rage contre Jules Favre qui laissait le Doubs, le Jura, la Côte-d'Or en dehors de l'armistice, ne cessait de répéter : « Le misérable ! »

C'était donc vrai, ce qu'on assurait à Paris au moment de mon départ, que Gambetta n'avait été averti, et seulement par trois lignes sans un seul détail, de la signature de l'armistice du 28 janvier, que le 29 au matin ; c'était bien vrai aussi que les dépêches dans lesquelles Gambetta réclamait des détails, des éclaircissements, étaient restées sans réponse, sauf sur un

point : l'arrivée immédiate à Bordeaux d'un membre du gouvernement de Paris, qui, d'ailleurs, ne vint pas !

C'est seulement du 30 au 31 que Gambetta apprit par Chanzy, qui en avait reçu la communication du prince Frédéric-Charles, que l'armée de l'Est n'était pas comprise dans l'armistice.

« Ah ! les misérables ! les traîtres ! » répétions-nous, Adam et moi, avec Challemel, avec Gambetta.

Durant quarante-huit mortelles heures, le gouvernement de Bordeaux, l'administration de la guerre, ne surent pas que les armées de l'Est étaient exclues de la convention.

Bismarck, dans sa haine pour Gambetta, avait tendu à l'incapacité militaire de Jules Favre un piège abominable grâce auquel 100.000 Allemands purent se jeter sur Belfort qui fut sauvé miraculeusement par l'héroïsme de Denfert-Rochereau.

Chanzy me raconta plus tard, en me parlant de la communication qu'il reçut du prince Frédéric-Charles, comment il avait acquis la conviction que le gouvernement de Paris désirait la continuation de la guerre à l'est pour infliger une défaite suprême au gouvernement de Bordeaux.

« Que Gambetta, me disait Adam, n'ait pas été tenu heure par heure au courant de ce qui s'échangeait entre Bismarck et Jules Favre, que

les membres du gouvernement, Simon, Pelletan, Garnier-Pagès, que Vinoy n'aient pas exigé qu'on lui communique l'état des négociations, après ce qu'avait fait Gambetta pour sauver l'honneur de la France, c'est abominable, c'est criminel! Ceux qui ont livré l'armée de l'Est qui, intacte, nous permettrait aujourd'hui d'obtenir des conditions moins dures, doivent être maudits.

— N'est-ce pas ton Trochu qui est le plus coupable? répliquai-je. N'est-il pas resté jusqu'à la fin président du gouvernement? L'homme qui s'était engagé à ne point capituler, mais non à ne pas faire capituler par un autre, pouvait-il comprendre que son premier devoir était de tracer à Jules Favre les lignes de démarcation de la convention de Versailles? Celui qui a réduit à l'impuissance, par sa faconde, des hommes d'énergie comme Dorian, comme toi, est un traître, oui, un traître! Bazaine, Trochu! l'un, traître conscient; l'autre, peut-être inconscient, mais je n'en jurerais pas!

— Oui, à la voix de Trochu, les courages s'immobilisaient, tandis qu'ils entraient sur l'heure en action à la voix de Gambetta. Si Chanzy, Faidherbe, Jauréguiberry, avaient été en possession de l'héroïsme de notre Paris, nous aurions combattu à outrance et peut-être vaincu...

— Que fait aujourd'hui Gambetta, le sais-tu?

— Hélas! il a donné sa démission, et les plus vaillants parmi ses fidèles le suivent dans sa retraite. Mais avant de se démettre, il a dénoncé au pays l'ignorance dans laquelle on l'a laissé de la convention de Versailles. Il a tonné contre des élections qui se font sous la protection des baïonnettes prussiennes, il a jeté l'anathème sur les hommes qui portent tout le poids des responsabilités de nos malheurs; il a adressé à Chanzy un suprême appel pour la continuation de la guerre. Et puis tout s'est tu, sa voix ne se faisant plus entendre... »

*
* *

Adam est parti pour Bordeaux. Il m'a priée de classer ses papiers, de les revoir, de relire les nombreuses lettres qu'avant son départ de Paris et depuis son accident il a eu à peine le temps de lire et auxquelles il n'a pu répondre.

J'ai la joie de trouver une lettre de Mme Sand à Adam, qui contient un billet de ma fille!

Mon émotion en revoyant l'écriture d'Alice si passionnément attendue est telle que mon cœur bat à se rompre.

J'embrasse le petit papier et je pleure des larmes qui, après tant d'autres amères, me sont douces.

Mme Sand écrit à Adam, le 2 février :

« Voilà une lettre d'Alice. Je l'ai reçue ce matin, et rayé quelques lignes trop intimes en apprenant que les lettres devaient être envoyées ouvertes, mais c'est tout à fait indifférent et ne cache rien dont Juliette doive s'inquiéter. Je lui en donne ma *parole d'honneur*. L'enfant est bien portante, en bon air, bien logée, bien soignée, se tranquillise et attend patiemment le moment prochain de revoir sa mère. Mais comment va-t-elle, ma chère Juliette? Plauchut m'a dit qu'elle était très souffrante. Un mot, bien vite, chers amis, je vous en prie.

« Quel soulagement de penser que vous ne mourez plus de faim et qu'il ne pleut plus de bombes sur Paris. Je vous avoue que, vous voyant en une telle situation, je n'étais pas du tout héroïque et demandais la paix. Je n'ai aucun courage pour voir souffrir non seulement ceux que j'aime, mais ceux que je n'aime pas.

« Je demande la paix, pour l'Allemagne presque autant que pour nous. Aussi, il faut nous nommer des députés qui ne veulent ni la paix, ni la guerre à tout prix. Il y a un parti en province pour cette dernière solution. Je ne sais pas si elle est patriotique, mais elle est inhumaine et la majorité la repousse. On ne fait rien de solide contre la majorité. Dites à Jules

Favre de venir s'occuper de nous. Il a été humain après avoir été citoyen.

« Quelqu'un » se permet de l'accuser de « lé« gèreté coupable ». C'est ce quelqu'un-là qui nous empêche de nous relever, par ses maladresses et ses accès de délire. Cette dictature d'écolier nous a perdus. La France n'était pas disposée à l'accepter, et ceux qui voulaient l'accepter, à commencer par moi, en ont été détournés par ses fautes sans nombre et l'indélicatesse de ses boutades. Envoyez-nous un homme sage et *humain*. Ne jetez pas la France dans cette rage de combats dont l'issue est l'étouffement de la civilisation des deux races. Notre honneur est sauf à présent. Nous avons tout souffert, tout accepté, tout subi sans nous plaindre. Paris a bien mérité de la Patrie et de l'Humanité. Soyez sûrs que tout ce qu'il y a de bon et de juste en Europe nous rendra son estime. Parlez à Jules Favre. Vous savez que je ne l'aimais pas beaucoup. J'avais tort. Je trouve sa conduite et sa parole admirables. Lui seul peut calmer les esprits que Gambetta irrite contre lui avec une amertume indécente; qu'il vienne, qu'il rende la République respectable comme Paris, qu'il ne croie pas ce qu'on lui dira dans la sphère des satisfaits du moment, c'est une camaraderie et elle est mal composée.

« A vous, ma Juliette, de cœur et d'âme. Ah! que j'ai souffert pour vous et avec vous, et que

je vous aime! Je n'ai pas besoin de vous dire que Maurice et Lina vous chérissent d'autant plus qu'ils ont souffert de vos épreuves.

« G. SAND. »

Encore un chagrin! et non l'un des moins cruels. Un abîme s'est creusé entre ma grande amie tant aimée et moi. Nous ne nous comprendrons plus. Celle que j'ai quittée, pleurant comme je pleurais au son du tambour de Maurice battant le rappel patriotique, est redevenue l'ancienne humanitaire de 1848. Elle s'apitoie sur les Allemands, tout comme mon vieil ami Arlès-Dufour. Tous deux psalmodient :

Les peuples sont pour nous des frères.

Il a suffi à George Sand de cinq mois vécus par elle loin du combat pour séparer nos pensées, à tout jamais peut-être. Mon chagrin actuel se double du regret des jours passés où le grand George et moi nous aimions notre France d'un même amour.

Par quoi serai-je consolée d'une telle perte d'âme française?

Par la lettre de mon adorée fille qui, loin de la France, cinq mois durant est restée en accord absolu avec mon esprit, avec mon cœur, aime qui j'aime, approuve qui j'approuve.

Quand la reverrai-je, mon Alice?

Je reçois une dépêche de Jersey. Me voilà enfin en communication avec les miens.

Bibi, qui ne connaît pas ma fille, regarde sans cesse son portrait, me parle d'elle, me dit sa joie de la voir et me répond chaque fois que je lui dis qu'il est bête :

« Je garde mon esprit pour « Elle ! »

Parmi les papiers que je classe, voici une lettre de Jules Ferry avec cette annotation d'Adam :

« Après la nuit du 31 octobre, durant laquelle nous avions donné, Ferry et moi, aux derniers occupants de l'Hôtel-de-Ville, notre parole qu'ils ne seraient pas arrêtés, Ferry prit parti contre ce qu'il appela ma « mansuétude » et approuva publiquement le gouvernement de me donner l'ordre d'arrêter ceux vis-à-vis desquels, lui et moi, nous avions pris des engagements. Au même moment, il me priait par une lettre datée du 1er novembre de faire mettre en liberté « plusieurs fous inoffensifs arrêtés dans « la journée du 31 octobre par la garde natio- « nale : Privé, Castelnau, Niquet. »

Adam avait ajouté :

« Ferry aime les doubles jeux. »

Je trouve aussi une lettre de Louis Ulbach, le Ferragus du *Figaro,* lettre datée des derniers jours qui ont précédé la capitulation et qui a son intérêt rétrospectif.

« Mon cher Adam,

« Nous touchons à la crise suprême, au dénouement fatal. Les bons citoyens ont un devoir à remplir : s'interposer entre les éléments discordants, empêcher, si Paris succombe, que la France ne succombe avec lui, éclairer la foule irritée, parer à l'effusion du sang, se substituer au gouvernement qui aura besoin de s'effacer.

« J'ai pensé qu'un homme de bonne renommée républicaine, n'ayant aucune attache officielle, mais cependant n'étant pas suspect aux hommes du pouvoir, devrait prendre l'initiative de convoquer chez lui cent notabilités bien choisies, des notabilités de parti et des notabilités de quartier, de la bourgeoisie solide, de l'armée, de la garde nationale, pour causer de ce qu'il y aurait à faire et pour faire ce qui est urgent.

« A toutes les heures calamiteuses de l'histoire, il s'est trouvé des hommes de bon conseil pour ménager les transitions et adoucir les chocs.

« Soyez l'un de ces hommes, Adam, faites tout votre devoir. J'attends un appel.

« Tout à vous,

« Louis Ulbach. »

Adam avait écrit au bas de cette lettre :

« J'ai si peu fait mon devoir que j'ai quitté

Paris et déserté... Puissé-je réparer cette faute, un jour, de façon à m'absoudre ! »

*
* *

Le résultat définitif des élections me paraît navrant. Les députés sont en majorité réactionnaires et nommés « pour faire la paix ». Hobereaux et capitulards la voteront. C'est la chambre désirée par Bismarck. Il a aidé à sa nomination, il a présidé aux élections. Les Prussiens n'ont-ils pas distribué des bulletins dans certaines villes pour les candidats réactionnaires? Bismarck ne veut pas que la guerre continue. L'Allemagne en a assez. Coblentz a reparu sous une autre forme. C'est chez eux, non à l'étranger, que des Français ont pactisé avec l'ennemi. La vieille France vaillante se meurt, elle est morte.

L'armistice ayant été conclu avec cette clause qu'une assemblée constitutionnelle convoquée immédiatement aurait à prendre des résolutions pour la paix ou pour la guerre, chaque candidat avait son importance aux yeux de Bismarck. Il a aidé, avec toute sa puissance de corruption, au choix de ceux qui accepteront la paix.

Parmi les députés élus, on compte environ 450 monarchistes des trois partis, légitimistes, orléanistes, dont le duc d'Aumale et le prince

de Joinville, et 30 bonapartistes. 180 républicains seulement, eux aussi de toutes nuances, sont nommés.

Thiers est élu par vingt-huit départements, Gambetta par neuf, Jules Favre par six, Ledru-Rollin par trois.

Le docteur Maure, que je viens de voir, a refusé de se porter à Grasse, malgré l'insistance de son ami Thiers.

« Non, lui a-t-il répondu, vous me feriez voter trop d'affreuses choses... »

Mon vieil ami est en fureur contre les Niçois.

Il m'apporte le texte du mandat impératif accepté par Borriglione :

1° Faire tous ses efforts pour que le général Garibaldi soulève la question de Nice.

2° Soutenir toute proposition qui sera faite ayant pour but l'annulation du plébiscite et du traité de 1860.

3° Se retirer de l'assemblée après avoir protesté, si elle rejette la proposition d'annuler l'annexion de Nice.

« Et voilà, ajoute le vieux docteur, les gens à qui Adam a fait l'honneur de solliciter leurs voix et qui lui ont infligé le déshonneur d'être blackboulé par eux. Lui, qui se bat en duel si aisément, aurait mieux fait de gifler deux ou trois séparatistes. L'effet eût été meilleur. »

*
* *

La première séance de la chambre a eu lieu avant l'arrivée d'Adam à Bordeaux. Naturellement, Jules Favre s'est empressé de déposer la démission du gouvernement capitulard de Paris, entraînant celle du gouvernement de la Défense nationale de Bordeaux, tous ayant une telle hâte d'être délivrés de Gambetta et de ceux qui l'entourent.

Cette séance dans une salle de théâtre, cette représentation nationale avec le double sens du mot, donne une impression de tristesse insurmontable.

Adam, arrivé à Bordeaux le 16, m'écrit dès le lendemain :

« Une commission vient d'être nommée, « chargée de continuer les négociations de la paix » entamées par Jules Favre. On confie à M. Thiers des pouvoirs qui lui donnent le droit d'accepter ou de rejeter les propositions du vainqueur.

Et qui lui adjoint-on pour le guider, pour l'éclairer, pour le fortifier? Deux vaillances, deux clairvoyances, deux compétences rares... comme insuffisance! Jules Favre et Ernest Picard!

« La situation est plus lamentable que je ne

le croyais. Gambetta semble avoir le don fatal d'attirer sur lui toutes les colères, de faire surgir les accusations les plus insensées. Jules Simon est odieux. Il prétend, m'a dit Duclerc, qu'à son arrivée Gambetta par peur s'est caché ! Or il habite une maison connue de tout Bordeaux, avenue du 30 Juillet, avec Ranc, Spuller et Cavalier (Pipe en bois) lequel, entre parenthèses, au dire de Duclerc, qui le tient d'un diplomate, a été d'une tenue parfaite et a fort intelligemment et correctement rempli sa mission.

« La maison de Gambetta est des plus accessibles. J'y suis entré comme on entrait rue Montaigne. J'y ai d'abord vu Spuller, qui m'a raconté des détails navrants sur la haine dont Jules Favre, Arago, Le Flô, Garnier-Pagès, Picard, Pelletan, Fourichon, tous présents à Bordeaux, poursuivent Gambetta. Ils lui en veulent d'être ce qu'il est et ce qu'ils ne sont pas.

« J'ai vu Gambetta dix minutes. Nous nous sommes embrassés. Il savait mon accident et me voyant tout couturé il m'a apostrophé en ces termes, de la façon que tu devines :

« Mon cher Adam, vous pourrez mourir plus utilement si le cœur vous en dit. Il y aura encore à risquer sa peau dans Paris pour un homme tel que vous. Il faudra y retourner vite.

« — Avec vous ?

« — Non, j'ai dit à Thiers, qui est aussi in-

quiet de Paris que de moi, qu'il n'aurait pas à nous combattre ensemble. Si la paix est signée je disparaîtrai pour quelques mois; si la guerre continue, ce qu'hélas je n'espère pas, j'irai ici ou là avec Faidherbe. Paris, si on fait la paix, dans les conditions atroces dont on nous menace, est voué à la Révolution. Imaginez que Bismarck a conseillé à Jules Favre de désarmer les mobiles et de laisser ses armes à la garde nationale! Ils l'ont fait, c'est à n'y point croire!

« Ils ont eu une telle peur de la continuation de la guerre, qu'ils n'ont songé qu'à briser entre mes mains l'armée de l'Est. Ils n'ont pas compris, les malheureux! qu'ils auront pire que la guerre étrangère.

« La première chose qu'un homme d'État doit craindre et prévoir après les grandes défaites et les grands sièges, ce sont les révolutions; il faut attirer le courage où il peut encore espérer vaincre, sinon la folie prend le peuple. »

« Allain-Targé est arrivé. Il a donné sa démission comme Ranc, comme Challemel, comme Freycinet, comme tous les amis de Gambetta qui se retirent avec lui.

« Gambetta m'a demandé de tes nouvelles, je lui ai dit brièvement ce que tu as été durant le siège; il le savait. Je lui ai proposé notre villa du Grand-Pin, dans laquelle il serait, ai-je ajouté, aussi seul qu'il le voudrait.

« Quand je quitterai Bordeaux, ce sera pour

aller à l'étranger, m'a-t-il répondu. Je crois avoir le droit, après les vilenies dont j'ai été comblé, de laisser la responsabilité de ce qui va se passer à ceux qui livrent la France aux Prussiens pour se débarrasser de moi. »

« Je suis allé à l'Assemblée, continue Adam. Jules de Lasteyrie, Paul de Rémusat, Victor Lefranc, Léon de Maleville, Saint-Hilaire, Pothuau, Charton, Scheurer-Kestner, sont venus à moi me plaignant d'être en un pareil état, mais me félicitant de l'avoir « échappé belle ».

« J'ai été plus que frais avec les membres de l'ex-gouvernement.

« Hier Grévy a été élu président de l'Assemblée. Il est dans la note de haine contre Gambetta ; Rochefort est accouru me demander des nouvelles de Bibi ; il l'embrasse. A demain le récit de la séance qui s'ouvre. J'en ai l'angoisse... »

*
* *

Bordeaux, 17 février.

« Juliette, tu vas souffrir comme je souffre. Je presse ta douleur contre la mienne, notre pauvre France n'est plus qu'en morceaux...

« A l'ouverture de la séance, Keller, député d'Alsace, a déposé la proposition que tu liras dans les journaux en même temps que cette

lettre. Lorsqu'il a dit d'une voix pleine d'angoisse : « La France ne peut consentir ni signer « la cession de la Lorraine et de l'Alsace, » j'ai entendu des sanglots autour de moi; d'autres ont entendu les miens...

« Keller a ajouté : « L'Alsace et la Lorraine « ne peuvent pas être aliénées. Elles affirment « à travers les obstacles et tous les dangers, sous « le joug même de l'envahisseur, leur inébran- « lable fidélité. »

« Je voulais crier des mots que j'ai à peine balbutiés !

« Vive l'Alsace-Lorraine !

« Keller et ses collègues avaient porté à Thiers leur protestation avant de la déposer à l'Assemblée. Il les avait éconduits avec dureté.

« Au moment où Keller descend de la tribune, Thiers y monte et dit de son ton le plus rogue et le plus bref :

« Sachez ce que vous voulez sur l'heure, « allez dans vos bureaux. »

« Bientôt une commission est nommée qui formule ainsi ses décisions :

« L'Assemblée nationale accueille avec la plus « vive sympathie la déclaration de M. Keller et « s'en remet à la sagesse et au patriotisme des « négociateurs.

« Ces négociateurs, c'est Thiers, c'est Jules Favre, c'est Picard.

« L'Alsace et la Lorraine sont perdues! Ju-

liette, pleurons-les, et jurons de consacrer notre vie à les reprendre !

« Thiers a été nommé à la presque unanimité chef du pouvoir exécutif de la République française. Je ne suis pas allé à lui, quoiqu'il se soit informé de moi. Saint-Hilaire et Maleville me le reprochent, mais je le vois signant le traité de paix qui livrera l'Alsace et la Lorraine à la Prusse, et il me serait impossible à cette heure de tendre ma main vers la sienne.

« Broca, qui est ici, et auprès duquel je dînais hier soir, m'a longuement questionné sur ce que j'ai éprouvé, senti, entendu au moment de l'explosion des 20.000 kilos de poudre. Je lui ai répondu que je n'avais rien éprouvé, rien senti, rien entendu. Je me rappelle les dernières paroles échangées avec Millaud, et je me vois lavant ma figure ensanglantée. Je n'ai pas dans l'esprit la moindre trace de ce qui s'est passé dans l'intervalle. Cette inconscience absolue intéresse Broca et ajoute, dit-il, un fait curieux à ses « observations craniologiques ».

« Sais-tu que Ledru-Rollin a donné sa démission de député par une très belle lettre disant qu'il est de son devoir à lui, l'organisateur du suffrage universel, de protester contre le vote des dernières élections, lesquelles n'ont pas présenté les conditions d'indépendance qui sont l'essence même du suffrage universel ?

« Tous, nous avons hâte de quitter Bordeaux

où doit être contresigné l'arrêt de mort de notre Alsace-Lorraine.

« Écris à ton père qu'il se tienne prêt dès maintenant à revenir à Paris, où j'irai chercher Alice pour te la ramener. Qu'il se mette en route à son gré, du 25 au 27, surtout pas avant.

« Je voudrais souffrir de tout ce dont je souffre avec toi, auprès de toi. »

Je reçois de Mme de Pierreclos une longue missive. L'accident de son ami Adam l'a beaucoup émue. Qu'il ait été miraculeusement sauvé est sa seule joie depuis une année.

Tout l'angoisse. Elle a « l'esprit envasé dans la boue des amertumes ».

Ulbach la renseigne sur l'état d'âme de Paris qui l'effraye et lui fait craindre une explosion de sauvagerie. L'échec de notre ami Alfred Assolant, qui a voulu être député et n'a réuni que quelques voix, l'attriste. « Ce garçon, me dit-elle, a du talent comme quatre et de la déveine comme douze. »

Elle me cite un mot de son oncle, M. de Lamartine :

« Tout gouvernement qui débute la tête en bas est condamné à une succession de sauts périlleux pour se relever, ou se casser les côtes. »

Mme de Pierreclos est restée à Mâcon depuis le début de la guerre, et elle me raconte les indignations de ses amis légitimistes « qui grincent des dents à propos de la profession de

foi du duc d'Aumale aux électeurs de l'Oise.

« Il y a, dans cet appel au suffrage universel, des mots comme ceux de Monarchie constitutionnelle, de République libérale, qui font hurler tous nos vieux amis aristocrates de province, m'écrit Mme de Pierreclos.

« Lorsque mon oncle vivait, ajoute-t-elle, et leur parlait de la République comme d'un gouvernement possible entre les mains d'hommes d'État dignes de ce nom, ils levaient les épaules et répondaient : « Poète ! »

« Ils sont convaincus que l'Assemblée nationale est composée d'une majorité qui ramènera la monarchie légitime, et certains d'entre eux ont l'égoïsme de parti assez chevillé au corps pour dire : « La monarchie légitime retrouvée ne sera pas trop chèrement payée par la guerre. » Et ils ajoutent : « Les souverains d'Europe, le tsar, dont l'oncle, Alexandre Ier, en 1815, a empêché qu'on partage la France, ne permettront pas son dépècement. »

Mme de Pierreclos, très patriote, me déclare qu'elle baiserait les griffes du diable s'il empêchait qu'on nous prenne l'Alsace-Lorraine.

*
* *

Ah ! que je préfère ce cri français à l'humanitarisme de mon vieil ami Arlès-Dufour, qui répond à mes reproches :

« Oui, je suis humanitaire! Ce qui, tout en me faisant souffrir ou jouir partout où la famille humaine souffre et jouit, ne m'empêche pas de sentir aussi vivement que les plus chauvins les malheurs de la Patrie. Seulement, je suis peut-être plus libre qu'eux pour rechercher la cause de ces malheurs et les éléments de progrès qu'ils peuvent et doivent contenir. Je cherche, mais je suis encore trop étourdi, trop accablé pour faire plus que d'entrevoir ces éléments.

« Plus je vais, plus j'y réfléchis, plus je trouve la cause de notre déchéance *presque uniquement* dans le *catholicisme* qui nous conduit à grands pas où il a conduit la Pologne, l'Irlande, l'Espagne, le Portugal, le midi de l'Italie, les Républiques de l'Amérique du Sud et l'Autriche, laquelle tombe plus lentement parce qu'elle a sept millions d'Allemands protestants.

« Que voulez-vous faire de populations auxquelles on apprend à mentir par la confession, à ne pas raisonner, à croire aveuglément aux miracles?

« Ah! pour Dieu! cela ne les empêche pas de se bien battre, de tuer leur prochain aussi bien que les raisonneurs, surtout lorsque le prochain ne comprend pas Dieu comme eux.

« *A preuve* les Bretons Vendéens qui ne pensent pas à la Patrie, mais à Rome, au pape et aux protestants. Soyez sûre que si au lieu de

Prussiens protestants, nous avions combattu les Autrichiens catholiques, Cathelineau et Charette ne seraient pas accourus, amen!

« Quand Alice revient-elle auprès de vous? »

Ma fille! Je n'en ai pas de nouvelles. Mes lettres, ma dernière dépêche restent sans réponse. Après la folie d'Adam, sa fuite de Paris, mon père a-t-il été pris de la folie d'y rentrer?

Je n'ose parler à Adam de mes inquiétudes. Il est si malheureux de tout ce qui nous menace et si mal remis encore de son accident.

J'écris à Arlès-Dufour qui a tant de relations en Angleterre de s'informer si mon père est encore à Jersey. Je lui télégraphie le lendemain que le silence de ma fille depuis six jours me rend folle.

Mon vieil ami me répond :

« Votre lettre et votre dépêche nous sont arrivées en même temps et nous ont décidés, ma femme et moi, à venir passer huit jours avec vous en partant d'ici le 21 ou le 22.

« Nous ne voulons à aucun prix vous laisser seule dans l'état de santé et de surexcitation où vous êtes. Après les secousses que vous avez subies, la solitude pourrait vous rendre folle réellement.

« Aussi pourquoi diable ne pas m'avoir chargé de rapatrier Alice et pourquoi Adam ne profite-t-il pas de l'interrègne de l'Assemblée

pour aller la chercher? Il y a cinq jours que nos députés sont ici.

« Calmez-vous avec l'espérance! »

*
* *

Adam doit être malade; il n'a pas vu encore Mme Dorian, qui est seule à Bordeaux et qui m'écrit le 20 pour me demander des nouvelles du « cher blessé ».

Tout paraît si écœurant à notre amie qu'elle nous félicite, Adam et moi, d'être éloignés d'un tel spectacle.

C'est Grévy qui l'irrite le plus. Sous les apparences de l'impartialité il cache de violentes rancunes. Sa haine contre celui qu'il appelle « l'insensé de Tours et de Bordeaux » n'a pas de limite.

« La gauche a élu Grévy parce qu'il est l'auteur de l'amendement de 1848 : « Le chef de l'État est nommé pour un temps illimité mais toujours révocable, etc. » La droite ne voit que par Grévy parce qu'il est outrancier... contre la résistance!

« Grévy a l'air plus austère qu'il ne l'est, ajoute Mme Dorian, et plus courageux qu'il n'est brave. Il exècre un Gambetta, un Dorian, qui ont ramassé l'épée de la France jetée à terre à Sedan, vendue à Metz.

« La majorité de la chambre subit la République parce qu'elle veut, en la déshonorant par la cession de l'Alsace-Lorraine, lui faire payer l'honneur d'avoir relevé la France. »

Je ne parle pas de mes inquiétudes sur ma fille au cher Bibi. Je lui ai trouvé des camarades et il s'abandonne avec frénésie, lui, le pauvre petit boulevardier enfermé entre le Faubourg Montmartre et l'Ambigu, à la joie de ce qu'il appelle « papoter avec la mer, avec les arbres, avec les lézards dont il raffole ».

Ma triste solitude se peuple par l'évocation de mes amis dont aucun ne me délaisse. Leurs lettres, chaque matin, me détournent durant quelques heures de mon idée fixe : pourquoi n'ai-je pas de nouvelles de ma fille?

Toutes les terreurs me hantent. Alice a fait naufrage peut-être. Cette fois je lis les journaux mot à mot. Je cherche sur la carte où s'est passé l'accident qu'on signale. J'ai reécrit à Jersey, j'ai retélégraphié. Rien! Mon Dieu! combien de jours subirai-je encore ce martyre?

Mme Sand m'interdit de souffrir pour la France. Elle ne sait pas ma torture nouvelle; elle m'écrit :

« Calmez-vous, mon enfant, je le veux, au nom de votre fille qui n'est pas forte et que vos souffrances tueraient. Elle aspire tant à vous revoir. Elle n'est pas comme vous de la nature des pythies; elle ne résisterait pas aux exu-

bérances qui vous attirent et vous brisent. »

Mais c'est pour ma fille que je souffre à cette heure. Je veux savoir où elle est. Par pitié, qu'on me le dise !

« Adam, ajoute ma grande amie, a besoin que vous soyez forte. La vie est si lourde pour les hommes à présent que les femmes *leur doivent* de ne pas ajouter à leurs craintes et à leurs chagrins. Occupez-vous de vous guérir, de vous reposer, de ramener votre fille près de vous. J'espère qu'Adam ne sera pas parti pour Bordeaux en apprenant que pendant huit ou dix jours il n'y a rien à faire. Il n'est pas de ceux qui travaillent à la guerre civile pour conserver une position. Qu'il laisse ceux qui s'égarent se perdre après avoir achevé de perdre la France. Ils sont bien plus coupables que les Prussiens, ces hommes qui l'ont épuisée et qui n'ont rien su faire de son sang et de son argent si largement versés par la France de toutes les opinions.

« Quant à mon pauvre Louis Blanc, l'élu de Paris, le voilà perdu dans les nuages, à cheval sur un sophisme énorme... Allons ! la crise à été trop forte ! elle a gâté et faussé les plus forts, les plus nobles esprits. Il faut que la lourde main de Jacques Bonhomme nous empêche de nous égorger, que l'idéal soit contenu quelque temps et que le brutal bon sens nous détourne du suicide. Ayons la patience de subir la loi des simples, puisque notre fièvre et notre intelli-

plomatiques, tous les calculs d'homme d'Etat, tous les complots lui apparaissent semblables à des toiles d'araignée qu'on effiloche d'un geste de la main. »

La haine d'Arlès-Dufour pour Bismarck fortifie la mienne.

Nous parlons de nos amis, entre autres de Louis Jourdan, saint-simonien comme le « Père ». Jourdan a quitté Paris avec son fils Charles. Il vient de s'embarquer à Marseille pour l'Algérie où il a, lui aussi, son Bruyères. Il lui faut du soleil après tant de jours sombres.

« N'allez pas vous laisser vaincre, m'écrit-il. La France va, plus que jamais, avoir besoin d'âmes ferventes, de cœurs courageux. Ne vous laissez pas envahir par le découragement. Plus la Patrie est écrasée, plus nous nous devons à elle. Vous allez bientôt avoir près de vous votre Alice. Elle vous aidera à espérer. Écrivez-moi. Le siège a tellement resserré les liens d'amitié qui m'unissent à vous, que je ne peux plus me passer du témoignage de votre affection.

« Votre vieil ami,

« Louis Jourdan. »

Tous me parlent de ma fille, tous répètent : « Elle va être bientôt auprès de vous. » Et les jours et les heures passent, et le silence, l'horrible silence pèse sur moi, interrompu seule-

ment par les plaintes que m'arrachent mes douleurs patriotiques.

*
* *

« Nous sommes toujours ici sans nouvelles de Versailles, m'écrit Adam le 26. C'est aujourd'hui cependant, à minuit, que finit l'armistice. On ne sait que penser. Thiers se serait-il laissé acculer au dernier moment par Bismarck? Au lieu de nous apporter un traité à discuter ou à voter, va-t-il nous arriver avec un traité tout fait sous sa seule responsabilité? Il est étrange que nous n'ayons pas encore reçu la nouvelle d'une prorogation de l'armistice, et une certaine agitation règne parmi les députés. La situation est fort grave, et, quoique la grande majorité de l'Assemblée soit résignée à une paix même mauvaise. je ne sais trop ce qui peut advenir.

« La gauche est divisée en deux réunions qui n'en feront bientôt qu'une et qui, en attendant, se sont assemblées hier pour délibérer sur la question de la cession de l'Alsace-Lorraine. De ce côté, il y aura d'énergiques protestations, si la discussion n'est pas escamotée, ce que semblent croire Victor Hugo et Louis Blanc.

« En sortant de la séance, Schœlcher m'a présenté à Victor Hugo, et je suis rentré avec

lui, puisque nous sommes voisins. En route, après m'avoir fait les compliments qui lui sont habituels, comme tu sais, il m'a parlé de toi avec une sorte d'enthousiasme. C'est de Louis Blanc qu'il tient ce qu'il sait, et il a insisté « pour avoir l'honneur de t'être présenté soit à Bordeaux, si tu y viens, ou dès notre retour, à Paris. »

« Est-ce toi ou moi qui télégraphie à tes parents de rentrer à Paris aussitôt la paix signée? Mais tu leur as déjà certainement écrit ou télégraphié; quoi? J'ai besoin de le savoir pour que nous évitions des chassés-croisés. »

Vais-je écrire à Adam l'angoisse que me cause le silence des miens?

« Attendons encore, me dit mon vieil ami Arlès. Impossible que les nouvelles de Jersey n'arrivent pas aujourd'hui ou demain. »

Toutes les douleurs se mêlent en mon esprit, l'une surexcitant l'autre.

*
* *

Les préliminaires de la paix sont signés à Versailles!

Durant la leçon de Bibi, j'ai sous les yeux la carte de France. Elle est là tangible, l'image adorée et mutilée de la Patrie. J'y vois la ligne sanglante... Des larmes coulent de mes yeux.

C'est à gauche qu'est l'Alsace, qu'est la Lorraine, à gauche, la place du cœur !

J'ai le doigt sur la carte. Le fils de Rochefort me demande pourquoi je pleure. Je le lui dis, et il répète, en pleurant lui aussi :

« Ils nous prennent le cœur de notre France. »

Arlès-Dufour entre avec l'un de ses vieux amis alsaciens qui habite Cannes l'hiver. Le « Père » entend la phrase de Bibi.

« L'horrible petit Thiers ! s'écrie-t-il avec violence. C'est lui qui a signé la monstrueuse promesse de livrer à la Prusse notre Alsace, notre Lorraine ! »

L'ami alsacien d'Arlès-Dufour est un parent de Keller. Il arrive de Bordeaux. Il me dit que Keller a supplié Thiers à son départ de ne pas livrer Belfort, que cette place est notre dernier rempart contre les envahissements futurs de l'Allemagne. Thiers le lui a promis.

La lettre que je reçois d'Adam est brève.

« *Væ Victis!* Je t'envoie le texte du traité de paix dicté par M. de Bismarck.

« Cession de l'Alsace entière, moins Belfort.

« Cession d'une partie de la Lorraine avec Metz.

« Cinq milliards d'indemnité.

« Entrée de 30.000 Prussiens dans Paris par l'arc de Triomphe jusqu'à la place de la Concorde, et cela du 1er mars jusqu'à l'échange des ratifications.

« Voilà notre sort, ma Juliette. C'est affreux! On raconte des détails navrants sur l'insolence de Bismarck. L'indignation est générale. La majorité votera quand même. La minorité sera-t-elle assez nombreuse pour prouver aux Prussiens que leur victoire eût pu encore être disputée.

« Nous avons les baïonnettes aux flancs pour le vote du traité.

« Les craintes sont vives de ce qui peut se passer dans Paris à l'entrée des Prussiens.

« Chanzy disait tout à l'heure devant moi :

« J'ai bien réfléchi; il vaut mieux reprendre « les hostilités. Nous avons encore des chances « de nous relever. Je voterai en toute sûreté de « conscience contre le traité de paix. »

Adam interrompait sa lettre pour aller voter, puis il reprenait :

« Notre malheur est subi. Les préliminaires de paix qui entraînent l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine sont votés par 546 voix contre 107. La protestation même est misérable.

« Après le vote, les députés d'Alsace-Lorraine se lèvent. Gambetta est au milieu d'eux. C'est Jules Grosjean qui se dirige vers la tribune pour protester au nom des sacrifiés. Kuss, le doyen de la députation alsacienne, maire de Strasbourg, devait faire cette protestation, mais frappé à mort par ce qu'il a craint être l'irrémédiable, il agonise.

« Jules Grosjean parle au nom de tous ses collègues groupés autour de la tribune. Il rappelle qu'avant toute négociation de paix, les députés de l'Alsace et la Lorraine ont déclaré formellement, au nom de leurs provinces, leur volonté et leur droit de rester Français.

« Livrés au mépris de toute justice, et par « un odieux abus de la force, à la domination « de l'étranger, nous avons un dernier devoir à « remplir, dit Grosjean.

« Nous déclarons encore une fois nul et non « avenu un pacte qui dispose de nous sans notre « consentement.

« La revendication de nos droits reste à ja- « mais ouverte à tous et à chacun dans la « forme et dans la mesure que notre conscience « nous dictera. »

« Juliette, imagines-tu l'émotion qui étreint tous ceux qui ont l'âme française lorsque Grosjean nous lit les adieux de nos frères d'Alsace-Lorraine et termine en disant :

« Nous conserverons à la France absente de « notre foyer une affection filiale jusqu'au jour « où elle viendra y reprendre sa place. »

« Les vingt-cinq députés d'Alsace-Lorraine attendent, massés au pied de la tribune, Grosjean qui descend au milieu d'eux.

« Lentement ils traversent l'Assemblée. Des larmes sont dans les yeux de ceux-là même qui ont voté leur départ. Beaucoup espèrent que

Grévy va se lever et dire à nos frères sacrifiés :

« Vous avez été nommés pour quatre ans, « restez au milieu de nous. »

« Il l'eût dit peut-être si Gambetta n'avait pas été au milieu d'eux.

« Ah! Juliette, qu'elle est insuffisante, la consolation que nous donne la déchéance de Napoléon III et de sa dynastie! »

« En lisant les détails du supplice de la délégation d'Alsace-Lorraine, me dit Mme Arlès, l'homme « au cœur léger » sentira-t-il son cœur s'alourdir? »

Mme Ménard-Dorian m'écrit le soir du 1er mars :

« C'est fini! Je viens d'entendre le dernier soupir de ma France! Je suis brisée, anéantie, folle de désespoir. Ma pauvre amie, ma Juliette, nous sommes perdus! Si je n'étais pas clouée sur mon lit, nous nous sauverions n'importe où. Mon Paul me fend le cœur.

« A vous,

« ALINE. »

Je l'avais prévue, je l'avais soufferte depuis la capitulation, cette paix honteuse et lâche. Ma France idolâtrée! La voilà amputée de deux provinces que nos maris, que nos fils auraient pu lui conserver.

Il faut voiler de triples voiles de deuil la statue de Strasbourg. Les regards de nos enne-

mis vont la souiller en passant près d'elle. Et notre Strasbourg, est-ce que nos vainqueurs ne vont pas la posséder, la violer?

Les jours pourront s'ajouter aux jours, les années aux années, la blessure que je reçois ne se guérira qu'à l'heure de la délivrance de mes frères annexés à la Prusse.

Et je suis ici, dans ce pays lumineux, quand là-bas, en Alsace-Lorraine, tout est en deuil! La gaîté des choses qui m'entourent rend plus cruelle ma désolation.

Et je ne puis rien, rien! Car que feraient-elles de ma vie si je la leur sacrifiais, nos deux bien-aimées provinces? Moi, qui suis une parcelle minuscule de mon pays, je souffre à la fois de toutes ses tortures.

Si encore ma fille était là, dans mes bras! Si je savais où elle est... Je suis malheureuse à en mourir...

Le maire de Strasbourg a vu la fin de ses souffrances le jour même où sa ville était livrée aux Prussiens.

Le dernier adieu de Gambetta au mort a été un « au revoir » à nos frères d'Alsace-Lorraine.

« La force, a-t-il dit, nous sépare, mais pour un temps seulement, de l'Alsace, berceau traditionnel du patriotisme français. Nos frères de ces contrées malheureuses ont fait dignement leur devoir, et eux du moins l'ont fait jusqu'au bout. Eh bien! qu'ils se consolent en pensant

que la France, désormais, ne peut avoir d'autre politique que leur délivrance. »

Les Prussiens sont entrés à Paris, dans notre Paris qui avait le droit de n'être pas souillé par la traînée de l'ennemi, car il s'était défendu avec honneur. Ils ont défilé sous l'arc de l'Étoile; ils ont franchi les portes du Louvre, mais la foule parisienne, derrière eux, a balayé leurs traces.

*
* *

Je reçois, en retard de dix jours, une lettre de ma fille venant de Jersey. En même temps, le « Père », après sept mortels jours d'attente, me lit une longue dépêche de l'employé qu'il a envoyé dans l'île. Mon père, ma mère, avec ma fille, sont partis pour Granville, a dit le propriétaire de la maison qu'ils habitaient. Ils ont appris que les parents de leur petite-fille étaient à Bordeaux. De Granville, ils seront plus près pour communiquer avec eux.

Ainsi, mon père, ma mère, ma fille sont aussi inquiets de nous que nous le sommes d'eux?

Je télégraphie à Granville, à l'hôtel où je suis allée embrasser ma fille avant le siège. Si j'ai une réponse d'elle, je vais moi-même la cher-

cher pour conjurer le sort qui s'acharne à nous séparer.

La journée se passe sans nouvelles. Le lendemain, l'hôtelier de Granville me télégraphie : « Lambert et famille partis pour Paris. »

Voici en outre une lettre de mon père que m'envoie Adam. Elle est datée de Jersey et adressée à Bordeaux. Mon père déclare à son gendre que son impatience est grande de rentrer en France « pour y voir le peuple, faire justice des traîtres », qu'il part de Jersey pour Paris, où Adam aura tout le temps de venir chercher Alice durant les loisirs que lui donneront les préliminaires de la paix.

Ainsi, ma fille pouvait être à Paris au moment où les Prussiens y sont entrés. Je ne l'ai préservée du siège que pour la savoir avec mon père, le rouge, le partisan de toutes les Communes, de toutes les Révolutions, dans un moment où l'effervescence populaire croît chaque jour.

« Si Alice est à Paris, pourquoi ne vous a-t-elle pas télégraphié son arrivée? » me disent mes amis Arlès.

Je perds la tête !

Encore une inquiétude ! Laurent Pichat m'écrit qu'il trouve Adam mal remis, en mauvais état et la voix si affaiblie qu'on l'entend à peine.

Le Père, demain, ira à Paris. Je partirai pour Bordeaux. Mme Arlès gardera Bibi.

Mais une lettre de Mme Dorian me rassure sur l'état de santé d'Adam. Il a une extinction de voix, comme Dorian, parce que tous deux ont « hurlé avec tant de violence contre Conti, qui osait défendre l'homme de Sedan, qu'ils ne peuvent plus parler.

« Impossible de vous peindre mon désespoir, ajoute Mme Dorian, en apprenant les conditions de la paix. Je me révolte contre M. Thiers quand il prétend qu'elles ne sont pas honteuses. Je ne dis pas que je blâme ce pauvre petit homme de n'avoir pu obtenir plus de nos vainqueurs. Ah! qu'il était bien, vis-à-vis du ministre prussien, l'image de la France rapetissée. Je le plains d'avoir eu à remplir une si pénible mission, et c'est une sorte de dévouement dont il faut lui tenir compte.

« Si vous entendiez tout le monde ici expliquer que la continuation de la guerre était impossible, cela vous ferait bondir d'indignation. Je vous assure que je suis bien plus affligée de ce manque de patriotisme que de notre démembrement.

« Je veux, avec toutes mes forces, avec toute mon influence, travailler aux écoles primaires et faire autour de moi tout ce que je pourrai pour former de bons républicains qui aimeront leur pays plus que cette génération abâtardie. »

Adam me continue ce qu'il appelle ses « Bul-

letins ». Il m'apprend la démission de Rochefort, de Ranc, de Malon et de Pyat.

La question de démission s'est agitée parmi les députés depuis le vote de la cession de l'Alsace et de la Lorraine. Adam croyait avoir ramené Rochefort à une résolution plus politique. Louis Blanc, Peyrat, Clémenceau et d'autres, étaient de la même opinion qu'Adam. Victor Hugo, lui, voulait se démettre. Mais il désirait être seul, et, le coup de théâtre manqué, Adam croit qu'il va peut-être rester. Il est un peu ridicule, le grand homme, avec son képi de garde national.

Adam ne voit dans les démissionnaires que des coureurs d'effet à produire, mais la majorité y voit autre chose. Elle s'inquiète de Paris, et elle craint que Rochefort et les autres n'y rentrent que pour soulever le peuple.

« Les coulisses de l'Assemblée, me dit Adam, sont curieuses à observer. Les amis de Thiers sont déjà mécontents de lui. Il arrivera bientôt cette chose singulière que le « petit bourgeois » n'aura plus pour soutiens sincères que les 150 républicains de l'Assemblée. »

Un post-scriptum termine la lettre d'Adam :

« J'ai répondu à ton père que, s'il quitte Jersey, il s'arrête à Granville et m'avertisse par télégraphe dès qu'il y sera. J'irai au Mans prendre Alice, tandis que ton père et ta mère fileront sur Paris. »

Le « Père », après la lecture du post-scriptum d'Adam, croit nécessaire avant de rien décider que je lui écrive mes craintes et tout ce que j'ai fait pour me mettre en communication avec les miens.

J'ai la fièvre. Mon esprit est hanté par mille visions qui me torturent. Où est ma fille? Est-elle au Mans, dans une ville encombrée par des troupes en retraite? Pourra-t-elle même s'y loger? Est-elle à Paris où l'émeute à chaque heure menace? Mon Dieu, une ligne qui me délivre de la tension de ma pauvre cervelle! Si je n'avais pas mes amis Arlès, que deviendrais-je?

Et, en un pareil moment, d'autres amis me demandent de les secourir moralement dans leur détresse.

Louis Jourdan m'écrit d'Alger :

« C'est donc vrai! Des négociateurs français et, parmi eux, ce même Jules Favre qui avait dit : « Nous ne céderons ni une pierre de nos « forteresses ni un pouce de notre territoire, » et une assemblée qui se prétend nationale, ont pu céder l'Alsace et les deux tiers de la Lorraine.

« Un tel crime est-il possible?

« Aidez-nous à ne pas nous laisser abattre. Vos amis du siège ne peuvent se relever et combattre leur désespoir que si vous êtes avec eux. Ils comptent sur la vaillance de votre cœur, sur l'intelligence de votre patriotisme, pour vaincre nos communes douleurs. »

Et c'est Laurent Pichat qui me dit :

« Il a fallu votre appel pour m'arracher à mes désespérances. Je suis avec chagrin notre décadence. Nous l'avons eue dans l'armée, dans le sentiment national, dans cette folle ardeur de paix, et elle m'apparaît encore dans cette courte discussion qui a précédé le vote du sacrifice. Pas une parole n'a vibré, véritablement vibré. Hugo n'a été que beau; Quinet a parlé comme au collège de France, Louis Blanc a un peu touché la fibre, mais rien n'a crié, rien n'est sorti des entrailles, pas un grand mot, pas un sanglot. Des pleurnicheries nerveuses, nulles et plates. Rien de pur, de noble, de naturellement grand. La France n'a plus que des intérêts qu'elle accommode à ses émotions ou, plutôt, qu'elle met d'accord avec elles. Les sentiments sont hypocrites et la peur égoïste les dirige. Nous ne sommes pas grands dans le malheur. Je ne sais si la douleur m'aveugle, mais je trouve que notre boue est épaisse. Où se réfugier? Qui persuader? Écrire? Pour quoi et pour qui? Et cependant cette agitation à Paris était belle. Les éléments étaient nobles; le moût était trouble, mais il y avait de quoi faire un bon vin. On a tout laissé s'écouler dans la rue, se perdre au ruisseau.

« Les députés de la majorité ont-ils une idée? Thiers sera-t-il sincère une fois? Tenteront-ils une pauvre petite république bourgeoise qui

essaiera de sauvegarder la liberté? Je ferais bien des concessions pour sauver cette malheureuse France saignante et mutilée que les Allemands dépècent, comme des soldats campés qui taillent leur viande en plein champ.

« Je voudrais qu'on imprime pour les écoles une carte de France sans modification et qu'on se contente d'indiquer par une ligne sanglante, par un trait rouge, la blessure que nous avons subie, que partout cette carte fût sous les yeux de nos enfants et qu'ils y prissent la haine du conquérant et l'ardeur de la vengeance. Je voudrais que les médecins déclarent que les eaux d'Allemagne ne peuvent plus guérir les Français, et qu'on flétrisse ceux qui iront à Bade ou dans quelque mauvais lieu de ce côté. Il n'en sera rien, et nous aurons encore à nous ronger longtemps.

« Consolez-moi. Je laisse mon chagrin se répandre sur le papier. Vous m'y avez autorisé. Que mon cœur vous porte mes douleurs.

« Votre Laurent Pichat. »

Une lettre d'Adam, qui a croisé la mienne. Je la lis sans presque la comprendre, tant mes angoisses obscurcissent ma pensée.

« Nous sommes sur un volcan, me dit-il. Tout à l'heure, Thiers a posé soudainement à la tribune la question de la ville où siègera l'Assemblée. Il veut quitter Bordeaux immédiate-

ment, ce qui est insensé s'il ne demande pas de rentrer directement à Paris, et il n'ose pas le demander!

« On s'est réuni dans les bureaux pour délibérer et nommer des commissaires. Les commissaires nommés sont en général hostiles à Paris, et, si le gouvernement ne se prononce pas en toute clarté, la majorité va voter pour Fontainebleau. Comment Paris prendra-t-il cette déclaration de défiance? Le cas est des plus graves. Parmi nous, les députés de Paris, on agite la question de se démettre en masse. Cette fois, les démissions seront très nombreuses et les suites peuvent être fatales.

« Je cause avec toi au moment d'une suspension de séance. On me rappelle. La discussion est ajournée à demain pour laisser au rapporteur le temps de rédiger son rapport.

« Cette question agite beaucoup l'Assemblée. On en sent tout le danger. J'espère que la nuit portera conseil et qu'une crise sera évitée.

« Nous accepterions, nous autres, de rester à Bordeaux jusqu'à ce que les Prussiens se soient éloignés de Paris, ou encore d'aller à Versailles ou à Fontainebleau, à la condition qu'il soit déclaré très formellement que ce n'est qu'une étape pour l'Assemblée en attendant l'éloignement des Prussiens. »

Bibi nous arrive en sanglotant. Il crie que lui aussi veut mourir. Nous ne pouvons le calmer,

l'interroger. Impossible de lui arracher d'autres mots que ceux qu'il répète : « Moi aussi je veux mourir ! »

A la fin il me répond :

« Vous me l'avez caché, vous le saviez bien. Je veux le voir, je veux l'embrasser même dans la terre. »

Et le malheureux enfant étrangle, fait pitié à voir.

« Enfin, qui est mort?

— Papa !

— Ton père ! mais mon pauvre Bibi, je le saurais. Adam est à Bordeaux. Voyons, écoute-moi, qui t'a dit cela?

— Je l'ai lu dans le *Phare du Littoral*. On me l'a montré : « Rochefort est mort. »

— C'est abominable de t'avoir fait lire ce journal. Ton père n'est pas même malade, je te le jure ! »

Mon vieil ami Arlès me fait un signe.

Alors c'est à moi de trembler tandis que Bibi se rassure.

« C'est vrai, bien vrai? reprend le pauvre petit à travers ses hoquets. Oui, je sais que les journaux aiment à tuer papa, Et puis c'est méchant de m'avoir fait lire sa mort comme ça sur un journal. Bien sûr, madame Adam, papa n'est pas malade, jurez-le moi encore.

— Je te le jure. »

Bibi se jette à mon cou... embrasse le « Père »,

la « Mère », joyeusement, et court pour « flanquer une raclée » au camarade qui a été assez « prussien » pour lui faire lire le *Phare*.

Quand Bibi est parti :

« Qu'y a-t-il de vrai, Père, dans cette affreuse nouvelle? Ne me cachez rien.

— Adam m'écrit que Rochefort a été très malade, en danger, qu'il a eu le délire. Sa sœur, le croyant mort, a amené de Jersey à Bordeaux ses enfants Noémie et Henri en deuil. »

Mon vieil ami avait été prié par Adam de m'épargner et d'épargner à Bibi l'inquiétude de savoir Rochefort dangereusement atteint. Il serait toujours temps de nous apprendre la fatale nouvelle.

« La lettre d'Adam est de quel jour? demandai-je au Père.

— D'hier matin, mais je suis allé à Cannes aujourd'hui et j'ai télégraphié à Adam pour... »

Bibi interrompit le « Père » et entrant avec une dépêche :

« Vous m'aviez menti, madame Adam, puisque l'homme de la dépêche vient de me dire que papa est sauvé.

— Moi seul, je le savais malade, répliqua le Père, et je l'avais caché à Mme Adam. »

Nous lisons la dépêche d'Adam :

« Rochefort sauvé! »

*
* *

Le choix de Versailles est voté. L'Assemblée s'y réunira le 26. Adam a reçu ma lettre. Il ne sait que faire. Il est désespéré d'apprendre que tous mes chagrins sont doublés par la terreur où je suis qu'il ne soit arrivé ou qu'il n'arrive malheur à ma fille. Il nous trouve trop cruellement, trop continûment frappés. Il me supplie de lui donner un conseil, le jour même, par télégraphe, de prendre une décision quelle qu'elle soit; il ira où je voudrai.

Peu d'instants après cette lettre je reçois une dépêche d'Adam. Ma fille est au Mans depuis quatre jours!!! Mon père ne donne pas à son gendre une autre adresse que celle de Poste restante au télégraphe, et Adam ne parvient pas à se mettre en contact avec lui.

« Non, non, m'écrit Adam le lendemain, jamais de ma vie je n'ai été dans un tel état. J'en ai la fièvre depuis trois jours. Le télégraphe semble ne plus marcher de Bordeaux au Mans, tandis qu'il marche du Mans à Bordeaux, et ton père ne me laisse que la ressource du télégraphe. Il n'a pas eu l'idée, *depuis quatre jours* qu'il est au Mans, de recourir à la poste, de m'écrire ou de t'écrire, de me télégraphier ou de te télégraphier son adresse.

« Je n'ose pas aller à la recherche d'Alice au Mans dans la crainte de me croiser avec les tiens qui me l'amènent.

« Hier, l'idée m'est venue d'écrire à ton père par la poste à l'adresse du bureau restant du télégraphe au Mans, mais ma lettre va peut-être rester au bureau restant de la poste. Si ton toqué de père s'était servi tout de suite de la poste il y a longtemps que ton Alice serait auprès de toi.

« Je vais aller tout à l'heure au chemin de fer où je vais deux fois par jour. Serai-je plus heureux qu'hier, qu'avant-hier. Je n'ai que de la fièvre nerveuse, pas d'inquiétudes. Les dépêches de ton père m'arrivent l'une après l'autre. Ce sont les miennes qui n'arrivent pas à cause de ce sacré ministre de la guerre, qui, avant de partir, a encombré de dépêches officielles le fil unique qui en ce moment relie Bordeaux au Mans par Nantes.

« Il y a deux jours, au télégraphe de Bordeaux on m'a promis un tour de faveur. L'a-t-on fait? Je vais le savoir tout à l'heure, selon que je trouverai ou ne trouverai pas Alice à la gare.

« J'avais répondu à la première dépêche de ton père de m'amener Alice à Bordeaux, parce qu'ainsi nous aurions gagné un jour et qu'Alice eût été auprès de toi dimanche soir.

« Rochefort est tout à fait hors de danger, mais il ne pourra se rendre à Paris avant une

semaine. Le *Mot d'ordre* n'a pas paru le jour de l'entrée des Prussiens, et les autres journaux l'ont imité. Arlès m'a écrit la scène du pauvre Bibi; son père l'embrasse. »

Le lendemain Adam me fait le récit de sa désespérante journée de la veille.

« J'avais donc écrit à ton père à cette adresse odieuse du bureau restant au télégraphe du Mans, mais cette adresse serait-elle comprise? et alors, j'ai adressé directement deux lettres au directeur du télégraphe au Mans. J'ai mis l'une à la poste et j'ai confié l'autre à un voyageur. De plus j'ai envoyé une nouvelle dépêche à ton père que j'ai fait viser par un aide de camp du général Le Flô et que l'on m'a promis de faire partir comme dépêche officielle avec un tour de faveur.

« Et maintenant je suis là, n'ayant plus envie de télégraphier ni d'écrire; à quoi cela servirait-il? Ou mes premières lettres arriveront, ou les dernières n'arriveront pas davantage.

« Je pense à toi, et tu devines, n'est-ce pas, en quel état je suis.

« A toi tout mon cœur.

« Je rouvre ma lettre, je viens de recevoir une troisième dépêche de ton père du 13. Il m'annonce qu'il attend toujours mes ordres au Mans. Il me donne encore cette unique et fatale adresse du bureau restant et il m'avertit qu'il a

payé d'avance un accusé de réception de son télégramme, comme si son accusé de réception irait plus vite par le télégraphe que mes propres dépêches !

« Le pauvre homme n'a pas encore interrogé les employés sur l'état des communications entre le Mans et Bordeaux, et il n'a pas deviné encore, depuis cinq jours ! que les communications étaient interrompues, ou à peu près, dans un sens ou dans l'autre !

« Je sais maintenant ce que c'est que les crises nerveuses. »

Et moi je suis brisée ! Il me semble que je ne pourrai jamais retrouver le calme de ma pauvre cervelle que trouble chaque jour une nouvelle secousse.

Un télégramme ! Je n'ose l'ouvrir. Si je n'y trouve pas une éclaircie, ma tête éclate...

Le « Père » l'ouvre ! Adam a enfin l'adresse d'Alice. Il part pour la chercher et il sera le 17 au soir à Bruyères !

Je répète comme une hallucinée : « Ma fille, ma fille ! » et je perds le sentiment des choses... La joie m'a fait peur.

Quand je m'éveille de mon évanouissement et que je suis tout à fait remise, le Père m'avoue que des affaires impérieuses qu'il a laissées en souffrance pour ne pas me quitter l'appellent à Lyon, qu'il part le jour même.

Adam arrive demain avec ma fille !

Jamais je n'oublierai le dévouement de mes tant aimés Arlès.

*
* *

Le docteur Maure vient me demander à déjeuner. Il arrive de Bordeaux, et sa première question est : « Adam connaît-il enfin l'adresse de votre père? »

Ce n'est pas une lettre de Thiers qu'il m'apporte cette fois, mais le récit d'une conversation.

Il m'affirme que M. Thiers désirait rentrer à Paris avec l'Assemblée, mais que les monarchistes n'y eussent consenti à aucun prix. Versailles, au contraire, leur plaît et plaît aussi à ce groupement de provinciaux, à ces esprits « libéraux » que, lui, Maure, comprend, qui ont la sainte horreur des « centralisations impériales ».

« M. Thiers est Parisien, ajoute le docteur Maure. Paris, l'Élysée, lui diraient plus que la préfecture de Versailles, d'autant mieux que les Parisiens sont en fermentation inquiétante, et qu'il préférerait être dans la place pour se renseigner lui-même sur l'état des esprits. Vous ne pouvez imaginer le nombre de lettres que Thiers a reçues le lendemain du jour où Versailles a été choisi par l'Assemblée : lettres menaçantes ou variant autour de ce thème : « Paris, après

sa conduite, après son héroïsme durant le siège, ne méritait pas la suprême injure de la défiance; » lettres suppliantes de bourgeois, au « petit bourgeois », pour qu'il honore Paris de sa confiance en y ramenant l'Assemblée.

Le vieux docteur est heureux de voir son ami Dufaure à la Justice et président du Conseil. Il fait sa moue de satisfaction. Le choix est très bon, à son avis. Bons les choix de Le Flô à la Guerre, de notre ami Pothuau à la Marine, de Lambrecht à l'Agriculture; moins bon de Larcy aux Travaux publics.

« Je n'aime pas plus que Thiers, ajoute-t-il avec un petit « chut », les Jules Favre aux Affaires étrangères, les Simon à l'Instruction publique. Quant à Picard, c'est sa bête noire, mais il le cache. »

La commission nommée pour assister M. Thiers est, de l'avis du docteur Maure, composée d'hommes de premier ordre. Ce sont nos amis communs, d'ailleurs. Victor Lefranc, Teisserenc de Bort, Barthélemy Saint-Hilaire n'en font-ils pas partie?

Le soir du 13 mars, jour où le traité de Londres a été signé, Saint-Hilaire et le docteur Maure étaient dans le cabinet du Président. M. Thiers leur dit :

« On m'a blâmé d'avoir nommé le duc de Broglie ambassadeur à Londres. Mes nominations d'hommes dont le prestige individuel et la

situation pouvaient honorer la pauvre France à l'étranger ont été mon meilleur « coup d'État ». Je ne les avais pas même consultés en les nommant. Je me suis adressé à leur patriotisme, et ils ont accepté. On me répétait que M. de Broglie était mon ennemi le plus acharné. Je le savais mieux que personne, mais il m'importait que M. le duc de Broglie fît belle figure française à ce congrès, et c'est ce qu'il fallait avant tout. Voilà le traité de Paris revisé, ajouta M. Thiers. Et quand je pense que si Napoléon III avait admis le principe de cette révision proposé par Gortschakoff, il ne se fût pas aliéné la Russie! »

Saint-Hilaire demande alors à M. Thiers s'il croit à ce qu'on raconte dans le monde diplomatique : que, sans la circulaire de Jules Favre, le prince Gortschakoff aurait consenti à prêter son concours pour sauver l'intégrité du territoire français.

« C'eût été possible, répond M. Thiers, quant à Gortschakoff et quant au peuple russe, qui a oublié la guerre de Crimée, quant à la noblesse moscovite, qui comprend aujourd'hui que la Russie et la France ont des intérêts communs et anti-germaniques, mais n'oubliez pas que le tsar a fêté comme une victoire personnelle la défaite de Sedan. »

Si le docteur Maure ne me lit pas une lettre de Thiers, il m'en lit une de lady Holland

extrêmement curieuse, sur les dangers du caractère républicain, sur une conversation qu'elle a eue avec Mérimée dans les derniers jours de sa vie à propos d'une sorte de défaillance et d'abandon de lui-même qu'avait Napoléon III avant la guerre.

Et nous parlons de Mérimée, le docteur Maure et moi. Il me raconte sa mort :

« Le « pauvre » est arrivé à Cannes en pantoufles et en veste de chambre. Il n'avait emporté que des valeurs et un énorme paquet de lettres à brûler. Il était fou de chagrin. Je le vis à la gare, où je me trouvais par hasard à son arrivée, ajouta le docteur Maure, et il me dit :

« La France meurt, je veux mourir avec elle.
« Venez demain me dire adieu. Tâchez que
« Thiers sauve ce qu'il peut de la France. »

« Je ne puis vous peindre, reprit mon vieil ami, la violence du désespoir de cet homme si maître de lui. Il avait changé de physionomie, de gestes, d'allure. C'était un vieillard cacochyme, courbé, ravagé de visage, qui avait constamment des larmes dans les yeux. Ses lèvres sévères et pincées d'ordinaire s'abandonnaient avec une expression que je n'oublierai jamais. Nul en France n'a plus souffert de la défaite que Mérimée.

« L'un des derniers jours où je le vis, il me prit la main, et, ne voulant pas que l'une des

Anglaises qui le soignaient avec tant de dévouement l'entendît, il se pencha à mon oreille et murmura :

« Vous me rappellerez au souvenir de « Mme Adam; et vous lui direz mon dernier « vœu : « Puisse sa République ne pas achever « la France! »

« Mérimée meurt le 24 septembre 1870. Les Anglaises que lui avait léguées sa mère, sachant qu'il ne voulait être à aucun prix enterré à l'église, le conduisirent au cimetière sans suite religieuse; mais, en même temps que les amis de Mérimée, elles avaient prévenu leur pasteur qui, tout à coup, s'avance vers le cercueil pour faire un discours pieux. Je crus entendre Mérimée me crier : « Maure, faites-le taire! »

« Le pasteur disait : « Point de pompes, « voyez! L'église serait venue, parce que cet « homme avait de grandes fonctions publiques, « faire du luxe pour mêler l'argent à cette céré- « monie. »

« Eh! monsieur, m'écriai-je, j'imagine que vous n'êtes pas venu ici gratis, et je vous prie de ne pas continuer un discours qui ne vaut rien, même payé! »

« Les Anglaises ne m'ont jamais pardonné, ajoutait le vieux Maure; mais, de ma vie, je n'ai été plus révolté. J'entendais à la fois d'une oreille le discours du pasteur, et de l'autre oreille ce que m'avait dit Mérimée à la mort de Cousin

sur les enterrements hypocrites. C'est pourquoi j'exigeai qu'on le laissât reposer en paix. »

*
* *

Ma fille est dans mes bras. A tenir mon enfant serrée contre ma poitrine, j'ai senti un peu de force ressusciter en moi.

Comment n'aurais-je plus d'espérance quand Alice est là? Je la regarde. Elle est devenue tout à fait jeune fille durant ces six mois qui nous ont séparées. Ces mois interminables, elle les a passés, elle aussi, dans la douleur, et nous remarquons chacune que la tristesse domine dans nos sourires.

Cette dernière quinzaine lui a été particulièrement cruelle, à cause de ce que l'exaltation de mon père, de ce que ses haines contre tout ce qui n'est pas jacobin et révolutionnaire, ajoutent à sa douleur des événements. Elle eût voulu rester à Jersey, mais elle n'a pu y retenir son grand-père.

Au Mans, elle a trouvé le désordre de la défaite dans une ville où elle ne connaissait personne, allant deux fois le jour à ce maudit bureau restant du télégraphe où mon père s'emportait, accusait tout le monde, excepté lui. Ç'avait été lamentable.

Ne pensons plus à nos souffrances person-

nelles. Nous sommes, Adam, Alice et moi, tous trois réunis et vivants. Bibi lui-même ne cesse de répéter :

« Tout de même, papa pouvait mourir comme un autre. Suis-je veinard de l'avoir gardé ! »

Il a reçu Alice comme une reine qui débarquerait en son royaume. Il lui a fait un énorme bouquet et lui a débité solennellement des paroles de bienvenue.

Ma fille rit ; elle est séduite par ce bon petit être tantôt grave, parlant comme un homme mûr, tantôt gavroche inimitable, ou naïf à plaisir.

La soirée nous paraît infiniment douce, malgré nos chagrins patriotiques. Adam nous parle des événements. Comme Pichat, il a trouvé les débats sur l'abandon de nos provinces presque avilissants. Pas un mot, sauf la protestation alsacienne-lorraine, n'a eu de la grandeur. Et il me répète à peu près la phrase du vieil Arlès : « Tout, en Allemagne, est à la taille de Bismarck, et, chez nous, à la taille de Thiers. »

Gambetta est en Espagne, à Saint-Sébastien.

Adam l'a vu avant son départ, et tous deux ont échangé leurs craintes sur les suites fatales des grands sièges et des grandes défaites pour un peuple. Gambetta lui a dit l'attitude passive et entêtée de Jules Favre, l'action détrempante de Trochu, là où il eût fallu l'emportement hardi

qui parfois force la victoire. Il adjurait Jules Favre, à la fin du siège, d'aller à Londres, où était réunie la conférence dans laquelle il eût été possible de trouver de l'aide pour entraver la marche en avant des armées prussiennes. Le congrès se serait laissé saisir de la question, Gambetta en avait l'assurance. L'Angleterre commençait à s'inquiéter des victoires de l'Allemagne. Le peuple de Londres eût acclamé Jules Favre. Gladstone lui-même était prêt à sortir de sa neutralité.

La question française était aussi intéressante à poser que celle de la navigation de la mer Noire. Jules Favre avait un sauf-conduit que Gambetta était parvenu à lui faire passer, Il pouvait arriver en Angleterre le 18 janvier. Gambetta le suppliait par dépêche de partir pour Londres.

« Il s'agit, lui répétait-il, du salut de la Patrie ! »

Hélas ! toute « sortie » était antipathique aux membres parisiens du gouvernement de la Défense nationale.

« On pouvait rompre le cercle de fer qui entourait Paris, répétait Gambetta à Adam. Tout, en province, eût été galvanisé par un succès. Vous le savez, Adam, ce qu'on eût obtenu de Paris en utilisant son courage. Maintenant, la vaillance à laquelle on a barré toutes les issues va se déverser, Dieu sait où ! »

Mais l'heure du repos a sonné depuis longtemps. Allons dormir. Puisse la journée de demain, qui nous trouvera réunis, nous fortifier pour les luttes futures! Adam nous reste jusqu'au 19. Il sera le 20 à Versailles.

Une lettre de Mme de Pierreclos. Elle a retrouvé sa verve. Elle me raconte ce qu'elle appelle les potins de l'Europe.

« Bismarck adore la sonate de Beethoven en fa mineur. Il se la faisait souvent jouer pendant le bombardement de Paris, disant « que cet « accompagnement lui donnait son vrai carac« tère ».

« On dit, ma chère Juliette, ajoute Mme de Pierreclos, que votre salon, avant la guerre, avait le mérite particulier de renseigner Bismarck sur l'état des esprits à Paris. Le fameux ami d'Adam, de Gaiffe, de Duclerc, de Peyrat, Louis Bamberger faisait son rapport au « monstre prussien » qui n'ignorait rien de ce que nous disions.

« M. Thiers était surveillé, place Saint-Georges, par l'ex-Thérèse Lachemann, femme Villomez, veuve dramatique du vicomte Arunyo de Païva, lequel s'est pendu, dit-on, à l'espagnolette de sa fenêtre en apprenant que sa femme était une espionne et la maîtresse du comte Henckel. Rideaux baissés, ce qui était dans les habitudes de la Païva, on surveillait tout ce qui se passait chez le « petit bourgeois ».

« Vous rappelez-vous, au commencement de 1870, le mot de Gautier à propos de l'hôtel de la Païva : « Les constructions avancent, on vient « de poser le trottoir. » ?

« C'est au château de Pontchartrain, domaine de la sensible La Vallière, que la Païva a offert l'hospitalité au général Von der Thann. J'espère que si « ce monde-là » habite quelque jour l'hôtel des Champs-Élysées, on reprendra les balais qui, au même endroit, ont fait la conduite aux Prussiens.

« On dit que c'est le Henckel qui a fixé la somme de cinq milliards pour la contribution de guerre, Bismarck ayant plus d'une fois parlé de trois ou quatre milliards seulement.

« En résumant ce qu'on a autrefois vu sans comprendre, en comprenant ce qu'on a vu depuis, on s'aperçoit qu'à l'aide de notre imbécillité et des machinations de Bismarck dans lesquelles le comique et l'horreur se mêlent, tous les effets de la guerre qu'il nous a faite étaient préparés et truqués. La candidature Hohenzollern est un acte d'opéra-bouffe lorsqu'on en connaît les dessous. Je vous les conterai, les tenant de source sûre.

« Vous souvenez-vous de notre bon franc-maçon Clavel nous répétant qu'il était inutile de se préparer à la guerre, que les armées de la République se lèveraient comme par enchantement si l'Allemagne nous attaquait et si l'Em-

pire était renversé ? Clavel était seriné sans s'en douter, lui et sa loge, par les agents de Bismarck, comme nous-mêmes étions tranquillisés par Bamberger.

« Tout ça, ma chère, c'est la faute à Michelet, qui, chaque fois qu'il s'est agi de la Prusse et de la France, a, par haine de la royauté française, exalté cette même royauté en Prusse. C'est « la pensée », a écrit Michelet, qui a vaincu à Rosbach. On nous a confits en admiration de la Prusse. Est-ce qu'About n'a pas écrit : « Que l'Allemagne s'unisse ! La France n'a pas de vœu plus ardent et plus cher ! Qu'elle forme un corps assez compact pour que l'idée de l'entamer ne vienne à personne ! »

« Il paraît qu'About, depuis que son Saverne est devenu la proie du vainqueur, a notablement changé d'avis, m'écrit Ulbach.

« Et je me demande si Adam n'aurait pas quelque envie de crever la panse de son ex-très cher ami, le libéral Bamberger, s'il le rencontrait avec, derrière l'oreille, la plume qui a traduit et signé les décrets bismarckiens depuis la guerre.

« Si nous voulons une revanche, appliquons-nous à être, dès aujourd'hui, un peu moins spirituels et moins stupides.

« Adam n'a pu vous conter comment est mort Charles Hugo, car l'un de nos députés m'a dit l'avoir vu partir pour aller chercher votre fille le jour même de cette mort.

« Mon député me raconte des détails navrants sur la mort de Charles. Victor Hugo tient à ce qu'ils soient ignorés. Je vous dirai ces détails de vive voix, car ils vous attristeraient fort par lettre et je ne pourrais sur l'heure répondre à vos questions. Tout le monde est d'accord sur cette particularité qu'on a retiré Charles mort d'un fiacre.

« Savez-vous que le plus amusant des romanciers est mort pendant le siège. Si mon oncle, qui nous en parlait souvent, avait vécu à la mort de Dumas, il aurait fait son oraison funèbre de façon incubliable. J'ai cru l'entendre. »

*
* *

Une dépêche insensée de mon père nous tombe le 18 mars.

« La garde nationale va venger les défaites de 48 et de 93. Les Versaillais tremblent. Le peuple de Paris prend en mains la cause de la vraie Révolution. »

Une autre dépêche, celle-là de Schœlcher, appelle Adam à Paris.

« Votre sang-froid, votre courage, peuvent être utiles au milieu des effervescences de l'heure présente. Revenez. »

Adam part ce soir même. Je veux l'accom-

pagner, mais il s'y oppose avec énergie. Je suis dans un tel état de santé que ma fille et lui s'entendent pour me supplier de rester à Bruyères.

Alice, pourtant si vaillante, me dit :

« Je n'aurais pas le courage de te suivre. »

Et Adam ajoute :

« Ta présence m'enlèverait toute ma force. »

Va-t-il ramener Bibi à son père? Nous nous consultons.

« Rochefort sera certainement parmi les révoltés, me dit Adam. Puisque tu restes, garde cet enfant.

— Quand je te rejoindrai, répliquai-je, je le laisserai à Lyon chez nos amis Arlès avec Alice.

— Juliette, je te conjure de ne prendre aucune résolution de retour avant que je t'appelle, tu entends? avant que je t'appelle, me répète Adam. Les exigences de notre dévouement à la France et à la République nous sont communes. Je te jure que si tu peux être utile à la cause que nous défendons ou à moi, je t'appellerai. »

A Cannes, au chemin de fer, nous apprenons que des troubles graves ont éclaté à Paris et qu'à cette heure la Commune est certainement proclamée.

L'angoisse à nouveau reprend possession de mon pauvre cœur déjà tant éprouvé. Adam est député de Paris. Son courage l'attirera où est le

danger. Mon Dieu, quelles épreuves s'amassent encore sur nous!

*
* *

Dès qu'il arrive, Adam voit Schœlcher. Si Dorian et lui avaient été à Paris le 17 au soir, on les eût choisis comme arbitres entre le gouvernement et Paris.

Schœlcher n'a pas osé répondre de l'arrivée à temps de ses deux amis, ni prendre seul en leur nom une trop grande responsabilité.

Les maires, leurs municipalités et plusieurs députés de Paris parmi lesquels Louis Blanc, qui n'a pas voulu accepter une candidature de la Commune, ont essayé d'empêcher les ministres de quitter Paris pour Versailles. Ils ont fait acte de conciliation en demandant le maintien de la garde nationale avec le colonel Langlois pour la commander, puis les nominations de Dorian comme maire de Paris, d'Adam comme préfet de police, du général Billot comme chef de l'armée de Paris et enfin des élections municipales.

Mais tandis qu'on parlemente les faits se succèdent qui changent les rapports des choses entre elles.

Si le gouvernement était resté à Paris, ce qui paraît certain, c'est que l'agitation, combattue

par les maires, par la garde nationale autorisée à nommer ses chefs, eût été domptée en quarante-huit heures.

« L'antagonisme de Paris et de Versailles, disait à Adam l'un de ses anciens chefs de service de la préfecture de police, est excité par les agents de Bismarck, on n'en peut douter, connaissant les moyens dont il dispose et voyant la quantité de révolutionnaires internationaux qui débarquent chaque jour à Paris. »

Cette affirmation m'est confirmée par l'un de mes amis russes de Cannes, M. d'Oustinoff, qui arrive de Paris, où il a vu un haut fonctionnaire de la police russe, lequel lui a confessé avoir attiré de Berlin, de Londres, de Varsovie à Paris les révolutionnaires les plus ardents auxquels la manne pour leur voyage est tombée du ciel, et qui ajoutait :

« De temps à autre une petite saignée révolutionnaire et sociale devient nécessaire en Europe. L'habileté des gouvernements est de la pratiquer chez les autres. »

Adam à peine parti, nous apprenons l'assassinat des généraux Lecomte et Clément Thomas dans un jardin de la rue des Rosiers à Montmartre, avec des raffinements de lenteur et d'outrages dont le récit nous exaspère. Chanzy, dit-on, a été arrêté en descendant de chemin de fer. On tremble pour lui.

Et c'est en face de pareils faits que le gouver-

nement retire ses troupes pour laisser le champ libre à l'émeute, au crime; c'est de la folie!

Mon vieil ami, le docteur Maure, arrive de Grasse pour me questionner sur la situation.

« Tous fous et coupables, me dit-il. J'ai télégraphié à Saint-Hilaire qui me répond: « Ce « n'est rien, ces gens-là ne savent pas ce qu'ils « veulent et ne peuvent aller loin. » Comment ce n'est rien! ajoute le docteur Maure, quand c'est la garde nationale qui, aujourd'hui fait les barricades. Je trouve insensé d'avoir abandonné Paris et de croire qu'il suffira de le laisser cuire quarante-huit heures dans son jus pour qu'il demande grâce.

— Hélas! mon cher ami, de même que vous m'avez dit avoir trouvé à Bordeaux nos grands exilés démodés, parlant comme on parlait vingt ans auparavant, de même M. Thiers et les députés de province sont incapables de comprendre les souffrances amassées durant le siège, les efforts et les sacrifices faits, la révolte causée par l'inertie des chefs militaires qui, sciemment, traînaient les choses en longueur pour arriver au rationnement, à la capitulation, prouvant clairement qu'ils ne voulaient pas, après l'Empire battu, la République victorieuse.

« Toutes les culpabilités apparaissent aujourd'hui flagrantes au peuple de Paris. Pour lui la défaite a été voulue et il la subit avec révolte. Il y a un bouillonnement d'en bas dont seuls

ceux qui ont subi les misères du siège peuvent connaître le fond. Voyez ce comité central de la garde nationale, ces quarante-cinq mandataires qui n'ont reçu aucun mandat et qui, depuis le 5 mars, ont préparé Paris à la révolution. Qui sont-ils? D'où viennent-ils? Que veulent-ils? Un pareil comité me rappelle à la fin du siège, au moment des élections législatives, ces affiches avec des mots qui paraissaient absurdes : « Nommons des inconnus! »

« Ces gens qui viennent de s'emparer de tout ce que le gouvernement a abandonné, qui sont en possession du Journal officiel, de l'Imprimerie nationale, de la Préfecture de police, des ministères, comment les déloger maintenant des forteresses qu'on leur a laissé prendre?

— Je vous dirai en confidence, me répond le docteur Maure, que, comme Thiers n'aime guère les princes, les orléanistes, pour lui jouer un mauvais tour, ont dû l'entourer de gens qui l'ont poussé à abandonner Paris pour permettre aux princes de le reprendre. De Reims m'a dit à Bordeaux : « Les princes ne veulent pas inter-
« venir dans la politique actuelle, mais s'il sur-
« venait des troubles, le duc d'Aumale et le
« prince de Joinville, qui ont été nommés dé-
« putés, seraient les premiers à demander
« l'honneur de rétablir l'ordre. »

« Je sais bien des choses que je mets ensemble, ajouta mon vieil ami. Thiers a un dé-

faut. Il aime à dénouer les nœuds, et il les laisse volontiers faire. Je sais que le duc d'Aumale et le prince de Joinville ont passé quelques jours chez le duc d'Audiffret-Pasquier après leur nomination comme députés. Je sais *de source sûre* qu'ils ont comploté. Je sais aussi que, Thiers ayant fait dire aux princes que les lois d'exil n'étaient pas abrogées, le duc d'Aumale a répondu : « Qu'on nous arrête, et notre « popularité sera ce que nous désirons qu'elle « soit. On ne peut nous accuser que d'une « chose : d'avoir offert nos épées pour défendre « la France. Que M. Thiers l'ose. » Mauvaise tactique que celle de mon ami Thiers. Tout ça n'est pas ça !

« Voyez-vous, ma chère enfant, il eût fallu simplifier, reprenait mon vieil ami. Orléanistes, républicains, légitimistes, révolutionnaires, ce sont trop de luttes en perspective pour un malheureux pays envahi, vaincu, épuisé, endetté. Il fallait s'installer à Paris quand même, forcer les Français à n'être que Français. Thiers le pouvait. Il aime Paris, il est patriote. Ses sentiments auraient dû lui faire faire d'abord le possible. Je crains qu'il ne soit à cette heure dans l'impossible. »

*
* *

Notre ami Jules de Lasteyrie a proposé à l'Assemblée « d'affirmer son droit de sévir contre la révolte ». Millière seul a protesté, et ce droit a été voté à mains levées à l'unanimité.

Adam a essayé de parler à Dufaure de conciliation ; il l'a mis en fureur.

« Vous me demandez de l'indulgence pour les gens de Paris, Adam, a-t-il dit. C'est tout le contraire dont j'ai envie. Pour le prouver je vais présenter un projet de loi sur les loyers et les échéances qui les fera bouillir ! Ah ! messieurs les commerçants, messieurs les locataires parisiens laissent la Commune s'étaler à l'Hôtel de ville ; la garde nationale pactise avec l'émeute. Je leur en promets, à vos Parisiens ! »

Comment espérer trouver dans le gouvernement de Versailles une velléité de conciliation après de telles paroles ?

Mais Adam ne se décourage pas. Il prêche à ses amis de toutes nuances qu'il est criminel de laisser s'organiser, se stabiliser, l'insurrection face à face avec l'ennemi. Il leur prouve par la lettre du comité central au commandant en chef du 3e corps prussien que les gens de la Commune sont en majorité des agents de l'étranger. Le comité central n'informe-t-il pas ce com-

mandant d'un corps impérial que « la Révolution accomplie à Paris le 21 mars garde un caractère municipal et n'est en aucune façon agressive pour les armées allemandes ». Est-ce clair? Est-ce que des Français, s'ils n'étaient pas traîtres à la Patrie ou internationalistes, ce qui est la même chose, oseraient signer un pareil reniement de leur patriotisme?

Lorsque Adam s'efforce de plaider la cause des Parisiens non révolutionnaires, et ceux-là ont droit à la protection et à l'aide du gouvernement, les légitimistes et les orléanistes répondent :

« Tant pis pour Paris s'il s'est laissé dompter par des bandits. »

Et quand Adam manifeste à Paris, aux communards, son indignation pour leur adresse au général prussien, ils lui disent :

« Jules Favre, en acceptant le concours de Bismarck pour rendre impossible à Gambetta ses catégories d'éligibles, a fait bien pis que nous. »

Adam, qui rentre chaque soir à Paris malgré le danger d'être arrêté, se décide à voir M. Thiers. Il lui parle de conciliation. M. Thiers s'emporte comme Dufaure. Il dit à Adam avec colère les raisons qui lui ont fait abandonner Paris, l'armée de Vinoy s'étant réduite de 20.000 hommes en vingt-quatre heures par les défections.

« Vous me demandez des élections municipales, allons donc! Est-ce qu'une ville livrée à

l'anarchie peut faire des élections, mon pauvre Adam? Vous êtes tous fous à Paris.

— Si nous avons la maladie du siège, monsieur le Président, vous êtes le médecin dont le premier devoir est de nous guérir et d'admettre qu'il faut tenir compte, pour nous traiter, des causes et des symptômes de notre mal.

— Adam! »

Et M. Thiers lui tourne le dos. Adam sort, mais il est rappelé.

« Écoutez-moi bien, monsieur le député de Paris. Si j'ai pu faire, malgré ma douleur, des sacrifices *trop grands* pour éviter la continuation de la guerre nationale, vous pouvez me faire le crédit de croire que je puis encore en faire de *trop grands* pour éviter la guerre civile. Que Paris me propose les termes d'une conciliation acceptable.

— Les élections municipales.

— Il n'est plus temps! les listes ne sont même pas prêtes dans les mairies.

— Alors! donnez un gage incontestable à la République. Rappelez-vous, monsieur le Président, ce que vous me disiez en 1869 : « Il n'y a plus que la République de possible. »

— Mais n'ai-je pas fait déclarer officiellement à l'Assemblée nationale que « la République est « un noble mot n'ayant de sens qu'avec l'invio« labilité du droit et de la liberté ». J'ai donc le devoir avant tout, pour obliger les ennemis de

la République eux-mêmes à la respecter, d'imposer le droit et l'ordre à ce Paris qui se livre à une troupe infime de tyranneaux et à l'anarchie. »

M. Thiers prit la main d'Adam, et, parlant bas, il ajouta :

« Adam, vous voulez la République, eh bien, vous l'aurez. A cette heure, le pire qui puisse arriver est que je dompte brutalement l'insurrection, mais alors je prouverai aux monarchistes que la République peut vaincre une révolution qui renverserait un trône... Ceci de vous à moi, entre gens du « National. »

Adam quitte M. Thiers, désolé.

Il a vu dans un éclair sanglant la pensée qui domine en lui sans qu'il s'en avoue peut-être toute la cruauté. Les troupes enlevées, le peu d'effort fait pour soutenir le vrai Paris, le Paris héroïque et patriote du siège, pour le détacher de la Commune, de l'internationalisme, se résume, dans l'esprit de M. Thiers, par ceci : être vainqueur aux yeux du monde et de la France provinciale de la Révolution à Paris !

*
* *

Mon père m'écrit que la « capitale initiatrice du monde est sublime, qu'il voit pour la première fois de sa vie se lever l'aurore de la

liberté. Le drapeau rouge de la grande Révolution flotte sur l'Hôtel de ville remplaçant le drapeau tricolore souillé par la défaite et par la trahison ».

Je réponds à mon père que le drapeau rouge n'a jamais été le drapeau de la grande Révolution, que c'était un simple drapeau de police qu'on déployait pour dissiper les attroupements avant de faire les trois sommations d'usage et de tirer sur les émeutiers.

Notre amie, Mme Segond, nous arrive à Bruyères désolée. Son fils, Paul Segond, que son père, malgré ses résistances, avait ramené dans le Var aux premières menaces du siège, s'est engagé le jour même de ses dix-neuf ans, sans réfléchir qu'il pouvait ne le faire que pour la durée de la guerre.

Il est soldat pour sept ans! Ses parents sont dans le chagrin et lui-même aussi, car son régiment est menacé de partir pour Paris. Or, il s'est engagé pour faire la guerre à l'envahisseur, et non la guerre civile... Mme Segond me supplie d'user de mon influence, de celle d'Adam, pour obtenir sa libération.

Notre amie partie, Alice me dit très émue qu'au moment où Paul Segond est venu nous faire ses adieux, à Paris, il lui a confié son désespoir de partir pour le midi.

« Vous saurez faire votre devoir partout! » lui a répondu Alice.

« Il me semble, ajoute ma fille, que j'ai un peu de responsabilité dans son engagement. Délivre-le ! »

J'écris le soir même au général Le Flô une lettre confidentielle. Je lui raconte le beau mouvement de ce jeune homme qui s'engage le jour de ses dix-neuf ans, ne calculant rien, voulant avant tout faire sur l'heure son devoir de Français.

« Il n'a pas songé, ajoutai-je, qu'il s'engageait pour sept ans, qu'il brisait sa carrière. Sa libération sera l'un des actes les plus légitimes que vous aurez signés. »

Le Flô me répond le jour même où il reçoit ma lettre.

« J'ai donné l'ordre *légitime* de libérer Paul Segond. »

Il était temps ! le bataillon dont il faisait partie devant rallier avant la fin de la semaine son régiment aux portes de Paris.

En province on se demande si la Commune n'est pas un complot bonapartiste, si de nouvelles journées de Juin durant lesquelles on criait : « Napoléon, nous l'aurons ! » ne recommencent pas. On redoute un retour offensif des Prussiens, on ne comprend pas ce que veulent les révolutionnaires, pas un de leurs noms ne révèle une opinion, un programme, une idée.

La majorité des Parisiens se bat, croyant défendre la République. Les soldats de M. Thiers

se battent pour défendre un gouvernement qui lutte contre une restauration monarchiste, c'est-à-dire, eux aussi, pour la République!

Adam me répète :

« Il n'y a pas un seul membre de la Commune qui sache quel est le but politique et social poursuivi par lui. « Vaincre les Versail-« lais » est l'unique programme. »

Comment Ranc, patriote farouche comme Blanqui, ennemi de « l'*étranger* » à la façon des hommes de la grande Révolution, comment peut-il admettre certaines compromissions, pour ne pas dire plus, avec les Prussiens?

A Versailles la gauche républicaine est réduite à l'impuissance. Elle reste tapie sous son étiquette. Louis Blanc, Littré, Pascal Duprat, Langlois, Tirard, Duclerc et tant d'autres ne cherchent qu'une chose : échapper au risque de faire échec à M. Thiers. Leur conduite effacée n'est pas sans noblesse et sans générosité.

M. Clémenceau a envoyé sa démission à M. Grévy, déclarant qu'il sentait ne « plus pouvoir être utile à son pays ». Après l'assassinat des généraux Lecomte et Clément Thomas, que lui seul pouvait sauver, la phrase est d'une ironie inquiétante.

Un nom me frappe à l'Assemblée parmi les noms nouveaux. Serait-ce celui du jeune substitut de Soissons que j'ai connu en 1853? Je prie Adam de s'informer. Une conversation de

couloir le réunit à M. de Marcère qui lui demande, en souriant, des nouvelles de Mme Juliette La Messine.

M. de Marcère, député du Nord, conseiller à la cour de Douai, n'est pas le premier venu. Il a fait son chemin sans donner un gage, non seulement à l'intrigue, mais même à ce qu'on appelle l'habileté dans le sens inférieur du mot.

Sa droiture est bien vite influente. Avec ses amis Christophle, Félix Bernard, Durcand de Saône-et-Loire et Gailly des Ardennes, ils forment le premier noyau du centre gauche. M. de Marcère répète volontiers que la forme de l'ancien parti républicain libéral a vieilli, qu'elle a besoin d'être renouvelée. Il intéresse Adam qui, au fond, est bien plus rapproché de ses idées que de celles de Louis Blanc et de son socialisme, de celles de Littré et de son positivisme, de Peyrat et de son jacobinisme; mais, comme député de Paris, Adam est classé parmi les radicaux, et c'est un discipliné.

M. de Marcère dit à Adam qu'il a suivi ma vie littéraire heure par heure et le prie de me demander si je veux bien me rappeler le substitut de Soissons.

Je lui envoie « mon meilleur souvenir ».

Adam a offert son Grand-Pin à la famille d'un ami dont l'intelligence a sombré dans la tourmente. Pinard, l'ancien directeur du Comptoir d'escompte, arrive au golfe avec sa femme

et sa fille, Marguerite, dont le dévouement pour le pauvre gâteux est admirable. Pinard prononce à peine quelques mots. Il ne reconnaît que sa fille, n'accepte que ses soins.

J'ai répondu à Adam qui me demandait de l'éclairer sur l'opinion de la province, que Lyon et Marseille étaient dans le même état d'incohérence et d'agitation que Paris.

Y a-t-il là l'élaboration d'un grand mouvement social que des esprits seulement politiques ne peuvent démêler? Je ne sais, car je n'entrevois aucun signe indicateur, aucune clarté révélatrice d'où je suis placée, loin des centres d'agitation révolutionnaire. L'ennemi envahisseur, les dangers de la réaction se dressent devant moi et me voilent les causes et le but des événements que nous subissons.

Je conseille à mon cher mari de faire tout ce qu'un homme vaillant peut faire pour combattre la Commune peuplée d'étrangers ou d'inconnus, d'agents de tout ce qui est ennemi de la France. Je voudrais être auprès de lui pour essayer de comprendre ce que je ne comprends pas.

Je suis triste, triste. Ma fille a une toux nerveuse qui m'inquiète. Adam court à chaque heure des dangers à Paris. Mon vieil ami Arlès-Dufour est revenu à Bruyères en très mauvais état de santé avec Mme Arlès. Elle me dit en arrivant :

« Je vous le ramène ; il prétend que je ne souffre pas assez des malheurs publics et qu'il trouvera en vous le chagrin qu'il ne trouve pas en moi. La menace de perdre notre belle-fille Lucy, gravement atteinte, suffit à mes angoisses, je le confesse, et je n'ai pas la force d'en éprouver d'autres. »

Le 23 mars Adam m'apprend qu'il se réinstalle complètement à Paris. Il a cru nécessaire d'aller d'abord à Versailles. C'était une première démarche utile à faire et qui répondait aux déterminations prises par nos amis.

« Louis Blanc, Peyrat, Langlois, Brisson, etc., m'écrit-il, sont encore à Versailles. Après en avoir fait l'expérience je leur dirai demain si nous devons revenir tous les soirs à Paris. La vérité est que le conseil, que j'estime bon aujourd'hui, pourrait être mauvais demain. Cela va dépendre du vote de ce soir, mais, à moins que la situation n'en soit sensiblement empirée, notre présence est encore plus utile ici qu'à Versailles. Nous n'y courons guère plus de dangers, et à un moment donné notre vrai poste sera nécessairement à Paris.

« Tu me parais bien entrevoir l'état des choses. C'est pourquoi je n'insiste pas. La crise est l'une des plus violentes que la France ait jamais subies, et nous sommes probablement à la veille d'une affreuse guerre civile. J'espère cependant encore qu'entre les deux extrêmes :

l'extrême de Paris et l'extrême de Versailles, Paris fera l'un de ces coups de bon sens qui mettront toutes les chances de son côté.

« Paris a besoin de se sauver lui-même, car l'Assemblée ne l'y aidera pas. La majorité serait heureuse de nous voir nous entre-dévorer et elle applaudirait la destruction totale de « Babylone ». Elle y verrait le doigt de la Providence.

« Les dépêches du gouvernement pour renseigner la province ne me paraissent être qu'à demi menteuses, mais nous ne les voyons pas toutes.

« Je n'ai pas de nouvelles de Rochefort. En as-tu?

« Dorian, que j'ai vu à Versailles, est mortellement triste et n'a presque plus d'espoir. Notre cher Nefftzer fait pitié à voir. Il prévoit un coup d'État et 30.000 déportés avant trois mois si les monarchistes se saisissent du pouvoir. »

La Commune est proclamée à Lyon, à Marseille. Les événements de Saint-Étienne, l'assassinat du préfet, M. de l'Espée, qui a été d'une cruauté sans nom, mettent le comble à nos plus douloureuses craintes.

Les élections de la Commune ont lieu à Paris le 26 mars.

Dans peu de jours nous allons lire à l'Officiel parisien :

« La Commune est le pouvoir unique, son autorité est absolue. »

Le 27, le discours de M. Thiers, que nous apportent les journaux, me satisfait par la même raison qu'il exaspérera nos ennemis politiques.

« A ceux qui nous accusent de préparer une solution monarchique, dit M. Thiers, je donne le démenti le plus formel. Nous avons trouvé la République comme un fait accompli, nous avons pris le gouvernement avec ce fait. Je ne trahirai pas la forme de gouvernement que nous avons trouvée. Je le jure devant Dieu et devant les hommes. »

Je lis ce passage du discours de Thiers à Arlès-Dufour qui me répète :

« Il ment, il ment; il se plaît dans le mensonge. Vous, républicains, vous devez, après ces assurances, vous méfier de lui plus que jamais. »

Adam m'envoie *le Mot d'ordre* de Rochefort qui, le premier, a publié la réponse de la Commune à une circulaire de M. Thiers aux fonctionnaires et aux évêques. Voici cette réponse :

« La Commune étant le seul pouvoir décrète :

« Les employés des divers services tiendront désormais pour nuls et non avenus les ordres ou communications venant du gouvernement de Versailles et de ses adhérents.

« Tout fonctionnaire ou employé qui ne se conformerait pas à ce décret serait immédiatement renvoyé.

« Hôtel de ville, 29 mars 1871.

« Le président : Lefrançois.

« Assesseurs : Ranc et Vaillant. »

Les défis ainsi portés de part et d'autre accroissent les haines, et ceux qui se battent sous les murs de Paris en deviennent plus acharnés dans les deux camps.

Quel regret de voir Ranc, que nous considérions comme le représentant de Gambetta, faire partie de cette Commune !

Je répète à Adam, chaque fois que je lui écris, combien je l'approuve de revenir à Paris tous les soirs et de régler sa conduite sur les faits eux-mêmes plutôt que sur les griefs et les rancunes accumulés.

« Tu te dois à Paris, toi que Paris a fait tout entier depuis ton entrée au *National*, et qu'il a choisi pour son représentant, lui dis-je. Même égaré, Paris vaut encore le risque que tu peux courir pour lui. »

Je désirais ardemment rejoindre Adam, partager ses dangers. Je voulais qu'il m'appelle, je l'en suppliais. Ne pouvais-je laisser Alice et Bibi au « Père » et à la « Mère » ? N'étaient-ils pas aussi en sûreté qu'avec moi-même ?

« Toi à Paris, me répondait Adam, je deviendrais fou quand je serais à Versailles. Je puise toute ma force dans la pensée que tu es éloignée des terribles événements qui se préparent. Nos amis croient à la fin du monde. Moi je veux cependant conserver une dernière espérance jusqu'au fond de l'abîme. Il me semble parfois entrevoir quelque chose dans ce chaos. Quant à nous, députés de la capitale insurgée, notre situation devient abominablement difficile. Je suis encore au boulevard ce soir, mais pourrai-je y être demain ?

« Tout le monde m'engage à ne plus faire ce voyage quotidien qui pourrait être interrompu soit à Versailles, soit à Paris. Il est probable, d'ailleurs, que la Commune va nous mettre en mesure d'opter et décréter d'accusation ceux d'entre nous qui ne se rallieraient pas à elle. Dans ce cas j'irais à Bruyères.

« Rochefort, qui continue à diriger *le Mot d'ordre*, est rentré hier au soir à Paris tout à fait remis de sa crise. Il me cherche et je le cherche. J'espère le voir tout à l'heure. »

*
* *

Nous comptions un grand nombre d'amis à l'Assemblée nationale, même chez nos adversaires. Mais la Commune change tous les rap-

ports. La peur d'une compromission avec un « député de Paris qui retourne à Paris » ou avec sa femme fait oublier les plus vieilles relations et même les amitiés.

Adam, toujours calme, ne se laissant influencer par aucune exagération, ni à droite ni à gauche, recueille le blâme de tous. Peu à peu les idées de réaction violente pénètrent les esprits les plus modérés.

Jules Simon et Picard, l'un ministre de l'Instruction publique, l'autre de l'Intérieur, poursuivent de leurs persécutions, sachant plaire par là à la majorité, tout fonctionnaire nommé par le gouvernement de Tours et de Bordeaux.

Au moment où le préfet de Saint-Étienne, M. de l'Espée, fut assassiné comme réactionnaire par les anarchistes, il allait être révoqué par M. Picard comme trop avancé.

Parmi les membres de la Commune, il y en a un qui n'est pas pour moi un inconnu : c'est Arthur Arnould. Je suis intimement liée avec lui. Il a été secrétaire de la *Revue nationale* de Charpentier, dans laquelle j'écrivais. Arthur Arnould, ami de tous mes amis, de Ronchaud, de Paul de Saint-Victor, d'Edmond Texier, de Mme de Pierreclos, est un fin lettré, d'un caractère très doux, qui a fait son éducation héroïque pendant le siège, et n'a plus voulu démordre de l'idée fixe de vaincre quelqu'un. Il me répétait, huit jours avant la capitulation : « Je n'admet-

trai jamais que la couardise triomphe. » Il est allé où il a cru qu'il y avait des coups à recevoir, et le voilà fourvoyé, comme je le lui écris, « au milieu d'insensés qui deviendront fatalement criminels ».

Les lettres d'Adam ne m'arrivent plus de Paris. Le service des postes est ou va être interrompu, Rampont ayant emmené tout son personnel à Versailles.

« Ma lettre, m'écrit Adam, est datée de Versailles, où j'ai pu difficilement venir hier, ainsi que Peyrat, Schœlcher, Floquet et d'autres. Arrêtés à la gare de la rive droite, nous avons pris le dernier train de la rive gauche. J'ai couché à Versailles. Je ne sais si je pourrai retourner à Paris ce soir; j'essaierai.

« J'ai reçu ta lettre du 26. Je suis très bien le cours de tes idées, et tu dois aisément suivre le cours des nôtres. Nous craignons surtout les suites d'une réaction trop victorieuse. Nous ne désespérons pas encore d'arriver à une transaction qui sauverait la République et l'affermirait. Thiers s'y prête, mais il est encore trop tôt pour réussir. Il faut que, de part et d'autre, la situation s'use.

« Si les élections pour la Commune n'avaient pas été faites si précipitamment, un certain nombre de républicains sensés et résolus auraient pu y entrer. Cela aurait singulièrement augmenté les chances de conciliation.

« Le spectacle que j'ai sous les yeux est navrant. A Paris, une partie de la bourgeoisie est terrifiée. A Versailles, l'Assemblée n'est pas flamboyante depuis deux ou trois jours, mais, si elle triomphe, elle sera féroce.

« Tu sais que je connais Delescluze. Je l'ai vu. Rien à tenter avec lui. C'est toujours le même esprit tourmenté, jaloux, sous l'apparence solennelle d'un justicier. Éternel protestataire, révolutionnaire jusqu'à l'anarchisme, amoureux d'émeutes, il les cherche, il les provoque, enrôlant, entraînant les convaincus, et, sitôt qu'un groupement, fût-il exclusivement organisé par lui, est formé, il soupçonne, accuse, désagrège.

« J'ai vu aussi Malon. Cet enfant des plus basses classes s'est instruit seul et a conquis une valeur morale et intellectuelle vraiment supérieure. Loyal, honnête, sans ambition, c'est le plus dangereux des hommes par son sectarisme intransigeant. Je n'ai pu rien obtenir de lui, pas plus que de Delescluze, mais il m'a presque épouvanté par les violences de ses haines.

« J'ai prié Hetzel de voir le « ministre de l'Intérieur de la Commune », Paschal Grousset, qu'il connaît intimement et dit très ambitieux. Hetzel est convaincu qu'il ne détruira rien et qu'il continuera même les traditions du cabinet dont il s'est emparé. Mais Hetzel n'a pu le joindre. S. E. n'est visible pour aucun « Versaillais ».

« Notre ami André Gill, ajoute Adam, s'est laissé nommer conservateur du musée du Luxembourg, mais pour le défendre et le sauver. Il m'a promis d'essayer de faire entendre des paroles de conciliation à notre ami Arthur Arnould; hélas! je n'espère rien de ce côté non plus. Les événements seuls, je le vois, peuvent servir la cause de l'apaisement. »

J'ai écrit à Cernuschi, en le priant de me renseigner sur les membres de la Commune. Il m'en a décrit quelques-uns.

« Jules Vallès, ennemi farouche de tout ce qui est situation sociale privilégiée, n'employant, lorsqu'il parle ou lorsqu'il écrit, que des mots à l'emporte-pièce, bien plus préoccupé de cogner que de convaincre, mais qu'on ne trouve jamais dans d'autres batailles que celles de la langue et de la plume. »

« Cluseret, Rossel, Duval, et la troupe mobile qui tantôt les suit et tantôt les lâche, croient à la fin du centralisme monarchique et parlementaire, m'affirme Cernuschi. Ils combattent pour ce qu'ils appellent le retour au système électif de la vieille Gaule : les chefs nommés par le peuple, la décentralisation, mais ils n'ont pas la moindre notion de la puissance du groupement, et leur désunion fait leur faiblesse. Ils auraient besoin de recevoir quelques leçons de Mazzini.

« Malgré ce qu'écrit Lockroy dans *le Rappel,* ajoute Cernuschi : « Le triomphe de la Com-

mune, c'est le triomphe de la République, » je suis convaincu du contraire. Pour moi, ces gens-là ne savent pas ce qu'ils veulent et ne pourront jamais conduire le navire de Paris à bon port.

« Avec Delescluze et sa trentaine de partisans, on aurait pu laisser faire une expérience communaliste partielle. Ce sont, au besoin, des disciplinés, ces jacobins tyranniques. Graviter vers un 93 revu et corrigé n'eût pas été sans intérêt; mais les blanquistes sont à la Commune une demi-douzaine qui entendent tout conduire.

« Quant aux quarante du comité central, entre le groupe Delescluze et les blanquistes, ils tirent à hue et à dia. A ceux-là s'ajoute la bande des internationalistes venus de tous les coins du monde et qui, sous prétexte de questions municipales, piquent des têtes dans l'universel. Vous voyez d'ici l'esprit chaotique qui préside aux délibérations de ces « honorables ».

« Le cocasse est que tous ces gens, qui passent leurs heures les plus précieuses à déblatérer contre l'armée et contre toute autorité, sont des autoritaires enragés et se costument en colonels, en généraux, voire en maréchaux.

« Les pauvres diables qu'ils conduisent au feu s'imaginent sauver la France, la République, la liberté. Ils combattent comme des endiablés, mais leurs chefs sont piteux.

« Il y a dans la Commune quelques ratés de

la presse qui bénéficient des informations, en trafiquent au moment où elles nuisent le plus.

« Voilà les éléments gouvernementaux de la Commune !

« La curée des places est fabuleuse. On n'a jamais vu cette âpreté, même dans l'antichambre d'Ernest Picard pour les places de préfets.

« On affirme que Ranc a le haut-le-cœur, et que ses amis ne se gênent pas pour qualifier la majorité des membres de la Commune de « chevaliers d'industrie ». Avec cela ces chevaliers, paraît-il, commencent à prendre le goût du sang ; ce sera complet !

« Chaudey avait entendu dire que Ranc voulait donner sa démission. Je l'ai prié d'aller questionner Arthur Arnould. Celui-ci a répondu que Ranc ne fait partie de la Commune que pour renseigner Gambetta, et qu'il s'en ira au moment où il croira à la défaite.

« Ces gens-là sont des habiles, a ajouté Arthur Arnould ; ils trouvent le moyen de se défiler au bon moment. Avec ce système, ils savent tirer parti de toutes les situations. La lettre de Cernuschi se termine ainsi :

« Chaudey et moi, nous sommes à peu près seuls au *Siècle*, mais nous faisons chacun la besogne de quatre, malgré les menaces journalières des communards qui ne parlent de rien moins que de nous faire fusiller ! »

Adam sait par Duclerc que de Reims blâme le prince auquel il est le plus attaché et le plus dévoué : le duc d'Aumale. Estancelin avait supplié le prince de se mettre à la tête de l'armée pour réduire Paris, et le prince aurait répondu :

« Je ne veux pas recommencer ma carrière militaire en commandant une armée contre les Parisiens. Je ne suis pas de ceux qu'on trouve toujours prêts à tirer l'épée sur les boulevards de Paris. »

*
* *

« Tristia ! ma Juliette, m'écrit Adam, la guerre civile est commencée. On s'est battu dimanche et lundi à Courbevoie, à Neuilly, à Rueil, à Bougival et surtout à Meudon. De ce côté, les gardes nationaux se sont vigoureusement défendus, dit-on. Ils avaient conservé la redoute de Châtillon, qui a dû leur être enlevée ce matin. Flourens a été tué à Chatou.

« Voilà donc les gardes nationaux enfermés dans Paris. Leur défaite va-t-elle les décourager ou ne va-t-elle pas plutôt les surexciter? Je crois à leur surexcitation. Trop de gens sont compromis pour se rendre tout de suite. Thiers a, il est vrai, promis beaucoup d'indulgence, mais la droite, avec sa modération habituelle, s'est empressée de protester contre un pardon qui n'est pas dans ses desseins.

« La question qu'on se fait est toujours la même : « Comment sortirons-nous de cette confusion qui est la confusion des confusions? »

« Les amis de Thiers, Léon de Maleville, Rivet, etc., se hâtent de se grouper. Ils ont adopté hier un programme où ils adhèrent à la forme républicaine; mais, à l'heure prochaine où la République sera ouvertement attaquée, nous aideront-ils résolument à la sauver?

« Je m'interromps, ajoute Adam, pour te donner des nouvelles qu'on raconte autour de moi. Douze ou quinze cents prisonniers faits ce matin viennent d'entrer à Versailles; le général Duval a été fusillé sur le champ de bataille.

« Qu'est-ce que ces soi-disant généraux? Tu as dû lire leurs noms dans les journaux, mais d'où sortent-ils? Leurs ridicules et trop d'inconnu autorisent tous les soupçons. La plupart de nos amis sont toujours persuadés que les Bonaparte et les Prussiens jouent un grand rôle dans ce désordre. Quand on verra plus clair, le temps sera venu de faire non de la politique, mais de l'histoire.

« Ce qui augmente nos perplexités, c'est le brouillard qui règne en province. Quel est le sentiment principal qu'on peut dégager? Si tu le sais, dis-le-moi.

« J'étais allé samedi soir à Paris. J'y suis resté dimanche, et j'en suis revenu hier très

difficilement. Je regrette bien que Peyrat, Langlois, Tirard, etc., n'y soient pas allés souvent comme moi. Je le leur ai dit. J'étais revenu hier tout impressionné d'une certaine façon. Je suis resté seul de mon avis, très modéré mais très net; puis, ce cher Louis Blanc a rendu les démissions presque impossibles à force d'en parler toujours et de vouloir donner la sienne à tout propos et sans propos.

« Notre ami Clavel, plus franc-maçon que jamais, regrette de ne pouvoir être pour la Commune, les « soldats du Pape » étant pour Versailles.

« Les troupes de Charette, m'apprend-il, se sont battues à Courbevoie, sous la protection du drapeau blanc. On a trouvé sur l'un des morts un cœur de Jésus, blanc aussi, avec ces mots : « Arrête, le cœur de Jésus est là. » Or la balle a traversé le cœur de Jésus et celui du soldat. « La balle ne savait pas lire, » ajoute Clavel, qui prétend que si les généraux de la Commune comme Flourens sont des fous, Thiers est un grand coupable. Clavel affirme que le 18 Mars, en arrêtant Galliffet à l'assaut de la redoute de Châtillon, Thiers a trop prouvé qu'il tenait à laisser à l'émeute le temps de s'organiser. Il a voulu avoir à réprimer, à vaincre une vraie révolution. N'ayant pu faire grand avec les Prussiens il veut faire grand avec Paris.

« Pour les anti-capitulards ç'aurait été moins

humiliant, de l'avis de Clavel, d'être enfoncés par le héros de Sedan, qu'usés lentement et probablement achevés à la fin par le bourgeois qui, comme en juin 1848, se vengera un beau jour de sa peur.

« Clavel a reçu à sa Loge des frères délégués de Lyon, qui viennent pour tenter une réconciliation entre les belligérants. C'est ce que je souhaite ; ainsi soit-il ! »

Louis Jourdan, là-bas, en Algérie, blâme le ton agressif de Chaudey dans le *Siècle,* où il a pris la place de trois ou quatre rédacteurs dont lui, Jourdan, éloigné de Paris.

Il trouve le moment mal choisi pour exciter à la haine les citoyens les uns contre les autres. Il y en a assez, elle déborde du vase ensanglanté.

Jourdan se demande si nous sommes en enfantement d'un ordre social nouveau ; l'enfantement des communes ancestrales. La mise au jour est cruelle.

« Cette détestable assemblée de Versailles, me dit Jourdan, représente le maximum de la résistance aveugle à tout ce qui pourrait être un semblant de réconciliation. »

Si Jourdan avait été à Paris au début de la crise, il ne l'aurait quitté sous aucun prétexte, mais il n'a nulle envie de revenir pour se mêler à des luttes impies. Chaudey et Cernuschi ont rendu impossible toute collaboration d'un écrivain de sang-froid au *Siècle* à cette heure.

Jourdan est indigné contre le général Espivent de la Villeboisnet osant écrire qu'il a fait une « entrée triomphale à Marseille ». Une entrée triomphale, dans des rues ensanglantées, après douze jours de combat!

Moi, je suis révoltée du projet de revision des grades. Les officiers qui ont fait leur devoir exceptionnellement et qui ont été distingués par leurs chefs pendant la guerre, qui se battent avec douleur aujourd'hui contre des Français, vont être humiliés et abaissés, cela toujours par haine du gouvernement de Tours et de Bordeaux, par haine de Gambetta!

Adam me répète qu'il se sent fortifié par notre complet accord sur les événements dont les contre-coups ont des répercussions si différentes pour lui dans la mêlée, pour moi qui suis au bout de la France. Chacune de ses lettres souligne sa stupéfaction de me voir approuver des résolutions souvent prises par lui si difficilement et sans que j'en connaisse le pourquoi.

« L'examen de notre situation comme députés de Paris, ajoute Adam, est pour ainsi dire fait tous les jours par chacun de nous et en commun; nos scrupules, nos hésitations lasseraient l'esprit le plus patient, si je te les disais tous. Cent fois j'ai voulu donner ma démission et ne plus quitter Paris. Schœlcher souffrait et concluait comme moi, puis hier, à tous deux en même temps, la vérité nous est appa-

rue : c'est qu'il vaut mieux rester avec ses amis, au milieu d'eux, dans une situation momentanément très douloureuse, que d'essayer d'en sortir seul avec éclat, par conséquent pour ne changer après tout que d'embarras et de difficultés. »

Loin d'Adam, loin de mes amis, j'étais si malheureuse qu'il me semblait chaque jour ne pouvoir supporter le lendemain mon exil.

Mes amis me suppliaient de rester à Bruyères, Adam l'ordonnait. Ce qui me désespérait, c'était de voir tous les essais de conciliation rester vains, je n'en pouvais croire les faits. Quoi! Des Français ne parvenaient pas à trouver un moyen d'entente, quand l'ennemi, l'envahisseur était là; des Français se tuaient sous l'œil des Prussiens!

Je sentais dans ma chair les déchirements de mon pauvre Paris, le sang versé m'épuisait comme s'il coulait de mes veines.

J'étais, à Bruyères, souvent inerte, ma pensée là-bas. Mon devoir, le devoir de la femme d'un député n'était-il pas d'être dans la ville qui l'avait nommé lorsque cette ville était en danger? Mais alors ma présence deviendrait un blâme pour ceux qui restaient à Versailles! Ces heures cruelles venant après tant d'autres m'affolaient.

*
* *

De même que j'avais retrouvé M. de Marcère après les temps lointains de Soissons, de même je retrouve un jeune officier d'état-major, mon ami Guioth, que j'ai connu en même temps que M. de Marcère et qui est aujourd'hui attaché à l'état-major du général Ladmirault; il s'est fait présenter à Adam et lui a parlé de notre vieille connaissance. Comme M. de Marcère il n'est pas resté en chemin.

Adam de nouveau a l'espoir d'une transaction entre Paris et Versailles.

Il s'y emploie avec tout son courage, avec tout son dévouement. Il s'appuie sur la Ligue républicaine qui ne cesse de faire des efforts pour négocier entre la Commune et Versailles. Adam a passé quatre jours à Paris pour l'une de ces négociations. Elle a échoué, mais d'autres tentatives se feront. A supposer qu'il faille pour leur succès des événements nouveaux, ces événements ne peuvent tarder à se produire.

Durant ces quatre jours Adam a parcouru et bien vu Paris. Pour lui, la Commune et Paris font deux.

Le terrain de la Commune se circonscrit de plus en plus; Paris désire ardemment une conciliation et Adam n'est pas bien sûr que ce désir

n'ait pas pénétré dans la Commune. Quelques-uns de ses membres tiennent en particulier un langage différent du langage officiel. Quand ils sont réunis ils se regardent en face, se soupçonnant les uns les autres, et alors c'est à qui montrera le plus de raideur et de violence.

De même que la Commune s'isole à Paris, l'isolement commence à se faire en province autour de l'Assemblée. Adam croit que le champ des partisans d'une transaction ne cesse de s'étendre. Il entrevoit les signes d'un mouvement d'opinion qui voudrait que les deux partis se mettent d'accord, qui les y obligera peut-être. C'est ce mouvement d'opinion qui peut nous sauver, sauver la République, Paris et les franchises municipales des grandes villes. Le devoir des députés parisiens est donc, de l'avis d'Adam, de se mettre à la tête de ce courant, de l'encourager, de le diriger.

La veille du jour où il m'écrit, le 17 avril, Adam a parlé, chez Edgar Quinet, de la nécessité de tenter un effort suprême pour arriver à une solution pacifique.

Peyrat et d'autres ont été d'avis de ne rien faire, parce qu'à tout il y a des inconvénients.

« C'est vrai, a dit Adam, mais au silence et à l'abstention, quand le devoir est dans les actes, il y a aussi des inconvénients, ne serait-ce que celui d'être humilié et honteux de son inaction. »

Ces sentiments exprimés avec chaleur ont prévalu, et le soir même on a dû se réunir pour délibérer sur ce qu'il y avait de mieux à faire.

*
* *

Peu ou point de nouvelles. La Commune semble n'avoir pu réunir qu'un nombre très restreint d'électeurs pour les élections complémentaires qui ont eu lieu dimanche*. Lockroy, qui était resté à Paris et qui a voulu le quitter, s'est fait arrêter à Palaiseau par les avant-postes de l'armée de Versailles. Il est prisonnier et désire fort n'être pas remis en liberté. Floquet a écrit à Schœlcher pour savoir si la lettre par laquelle il donnait sa démission de député de Paris et qui a été publiée dans les journaux parisiens a été remise au Président de l'Assemblée et inscrite au procès-verbal. Comme elle ne l'a pas été, il est probable qu'il va rentrer à Versailles.

Adam a vu mon père très satisfait de nous savoir « sur le chemin de la régénération ».

Quel tableau Adam me fait des Champs-Élysées! Il a trouvé un cocher assez brave pour le conduire un soir en voiture découverte jusqu'à l'Arc de Triomphe et de là revenir par le Tro-

* 18 avril.

cadéro. Du rond-point à l'Arc, pas un réverbère allumé, pas une fenêtre éclairée. Çà et là quelques rayons de lumière sortant des caves. Paris est morne et désert, bien plus désert que pendant le siège. La misère aussi y est très grande.

Adam lit mes lettres à nos amis. Ils tiennent compte de mon opinion; Schœlcher plus encore que les autres.

Tout me fait horreur dans cette lutte impie. La Commune de Paris et les hommes qui la mènent justifient de plus en plus l'idée qu'ils poursuivent des visées ennemies de la République et de la Patrie. L'Assemblée et le gouvernement de Versailles, hélas! poursuivent inconsciemment le même but. La victoire, de quelque côté qu'elle soit, aura pour conséquence des réactions violentes.

Louis Jourdan continue à se désespérer de la façon insensée dont Chaudey et Cernuschi conduisent le *Siècle*, portant presque chaque jour un défi à la Commune.

L'Algérie meurt de sécheresse. L'insurrection arabe s'étend. Qui s'en occupe? Là où il eût fallu 10.000 hommes au début, il en faudra 50.000. Et où M. Thiers les trouvera-t-il, lui qui n'a pas assez de 200.000 hommes pour vaincre la Commune?

Charles Jourdan fait la campagne et son père ne vit plus. Nous avons lu dans les journaux de

monstrueux détails sur le désastre du village de Palestro ; Charles a vu de près ces horreurs.

La gauche républicaine, ses hésitations, son effacement, irritent les républicains en province. On trouve que les exilés de 1851 ont tous les défauts des anciens émigrés. Satisfaits d'être rentrés ils s'attiédissent. Quinet répète trop souvent sa prédiction : « que le masque de la paix recouvrira la guerre à perpétuité sous toutes ses formes ».

Louis Blanc, qui est l'inspirateur d'un groupe d'extrême gauche, pontifie exagérément. Copiant Quinet, il ne parle plus que par sentences. Chacun des deux comprend autrement que l'autre la tradition révolutionnaire et tiraille notre parti. Nous avons trop d'ancêtres et pas assez de fils.

Mme Dorian, qui est à Versailles, se désespère, s'indigne de l'attitude de « cet affreux petit Thiers ». Son radicalisme ne va pas jusqu'à approuver Delescluze. Non ; il la navre. Elle trouve le jeu qu'il joue vraiment ignoble. C'est Aline Ménard qui me communique les impressions de sa mère, et qui ajoute :

« Ranc heureusement reste honnête et Rochefort devient sage, mais les autres ! Ils perdent notre bien-aimée République et avec elle la France. C'est trop de douleurs successives, et l'on se demande comment on y peut résister. Combien nous avions raison de vouloir la

guerre à outrance, de la désirer de toute notre âme! Elle nous eût épargné l'horrible guerre civile.

« L'assemblée *pacifique* n'a soif que de sang français.

« Martin Bernard et Greppo sont depuis quelques jours à Paris. On les croit arrêtés par la Commune. On est très inquiet sur leur sort. »

M. d'Oustinoff vient me voir et il continue à me dire que Paris est à cette heure le « dépotoir des anarchistes européens ». On les y envoie de toutes parts. « Toujours l'abcès qu'on préfère voir crever chez les autres, » ajoute-t-il.

Nous parlons de Bismarck :

« Lui aussi, dis-je, fait tout ce qu'il peut pour voir l'abcès de la République crever.

— Détrompez-vous, reprend d'Oustinoff. A l'étranger les hommes d'État intelligents, et Bismarck l'est entre mille, préfèrent la République en France à tout autre gouvernement. Les Républiques sont toujours occupées par leurs luttes intérieures et peu inquiétantes. La royauté légitime, les princes d'Orléans, les impérialistes sont les bêtes noires de Bismarck. Vous, républicains, vous n'avez qu'à bénir votre vainqueur. Il vous donnera, il imposera la République. »

Je suis bouleversée par cette conversation. Mais je me calme à la réflexion. Si Bismarck protège la République, c'est qu'il ne peut soup-

çonner celle que nous rêvons possible en France : le gouvernement idéal de l'avenir, fait de liberté, de justice, de tolérance, préoccupé heure par heure des équilibres sociaux, économiques, politiques même. La République d'Adam, la mienne, celle de nos amis les plus honorés, cette République sera la démonstration, la preuve absolue qu'elle seule peut réaliser le progrès et les bienfaits de la liberté, de l'égalité, de la fraternité.

Adam me télégraphie qu'il a enfin décidé ses amis à l'action ; il sera le premier à en courir les risques, lesquels d'ailleurs l'attirent.

Je lui réponds que je l'aime brave, que l'heure a sonné depuis longtemps de voir les républicains modérés prouver que ce n'est pas le manque d'énergie, de courage, qui les rend plus calmes que les rouges sanglants et guerroyants.

« La vie d'un homme qui s'interpose dans les combats entre frères, dit Confucius, vaut trois fois plus que celle d'un homme qui s'éloigne des combats et verse des larmes stériles sur la méchanceté du peuple. »

Il y a plus de deux mille ans que cela a été écrit. C'est toujours vrai.

La gauche a suffisamment larmoyé. Il faut qu'on trouve son bras étendu entre ceux qui tuent. Il faut que les voix autorisées crient, non à distance, mais dans la mêlée de l'action :

« Arrêtez ! » La France, la vraie France n'a que ce cri dans l'âme en ce moment.

Mme Sand ne m'envoie que de courts billets me demandant des nouvelles d'Adam. Elle me répète que les crimes commis au nom de la liberté n'entament en rien ses principes de libéralisme.

« Les principes ne font faillite, dit Mme Sand, que quand l'homme y aide ; même les faits, dans leurs causes accidentelles peuvent n'avoir pas d'influence sur certains esprits. »

George Sand croit qu'à cette heure les gens de parti doivent changer de formule. Tout ce qui avait cours en 1848 et en 1852 est à sa fin.

*
* *

Enfin la France s'émeut ; les grandes municipalités envoient des délégués à M. Thiers, et, après l'avoir vu, entrent en rapport avec la Ligue républicaine.

Adam n'a cessé d'agir dans le sens de ce réveil de la province en faveur d'une transaction. Il vient encore une fois à Paris pour présenter les délégués de Bordeaux à la Ligue républicaine.

Tous les jours des négociants de Paris, originaires de la province, vont à Versailles porter aux députés de leurs départements des paroles de paix.

L'effet sur les ruraux est considérable. Enfin les bons citoyens sont à l'œuvre. Si la solution militaire tarde, on réussira à créer un très grand mouvement d'opinion. Tout cela sur la tête de la Commune. A mesure qu'une transaction devient plus difficile, elle apparaît comme plus indispensable.

En ce moment les délégués de la Ligue républicaine de Paris poursuivent l'idée de proposer une trêve. Si on pouvait l'imposer aux deux partis il leur deviendrait difficile de se battre ensuite à nouveau. Mais la crise n'est-elle pas encore trop aiguë pour que les médecins y puissent quelque chose ?

Adam remarque un changement assez notable dans Paris depuis son dernier voyage. Il y a un commencement de détente. On se fatigue et on en finirait plus volontiers qu'il y a huit jours. Cette disposition a pénétré jusque dans l'ancien comité central de la garde nationale qui subsiste toujours et jusque dans le comité de Salut Public lui-même.

Les élections municipales en province ont écarté l'une des difficultés de la situation. A Paris on est plus rassuré sur le sort de la République et l'on ne réclame plus aussi fiévreusement sa proclamation par l'Assemblée.

Adam a vu Rochefort qui est heureux d'avoir reçu une lettre du sieur Bibi, son fils. Notre ami fait un journal toujours fort spirituel, bien

entendu, mais sans influence sérieuse. Il irrite cependant plus qu'il n'apaise.

Après le décret de démolition de la colonne Vendôme, voilà que le comité de Salut Public en lance un autre, celui-là pour la destruction de la chapelle expiatoire. Le comité de Salut Public trouve, non sans quelque vraisemblance, que la chapelle expiatoire est une protestation perpétuelle contre la première Révolution.

Clavel m'écrit que les francs-maçons se sont enfin décidés à prendre parti pour quelque chose. C'est pour la Commune. Réunis en assemblée plénière, ils ont décidé que, « puisque le gouvernement de Versailles refuse d'accepter les franchises communales, ils protestent et déclarent que pour obtenir ces franchises ils emploieront, à partir de ce jour, tous les moyens qui seront en leur pouvoir ».

« Le 1er mai, jour de haute importance, les « frères » de Clavel et lui défileront sur le boulevard. »

Après cette démonstration Clavel viendra à Bruyères pour essayer de traiter son ami Pinard et de réveiller ses esprits.

Je crois qu'il n'est pas fâché d'avoir un prétexte pour fuir Paris au moment de la débâcle.

Le traité de paix avec la Prusse est la préoccupation constante des bons citoyens. On dit que la commission de Bruxelles s'est transportée à Francfort parce que les débats pour

l'échange des territoires n'aboutissaient à aucun résultat; cette translation servira peut-être à décider les Allemands à faire quelques concessions. Les discussions sur la zone frontière ont été fort passionnées, le colonel Laussedat, commissaire français, s'entêtant (malgré les avertissements de Keller, ses dépêches, ses notes à M. Thiers) à ne pas vouloir céder quelques cantons lorrains sur la frontière du Luxembourg en échange d'une zone plus grande autour de Belfort.

Le colonel Laussedat se contentait d'une zone de six à sept kilomètres autour de la place, de sorte que Belfort n'eût plus servi à rien puisqu'il restait sous la portée des canons prussiens. On espère que l'intervention de M. Thiers à l'Assemblée sur la question résoudra la difficulté.

Le 10 mai l'affreux traité est signé à Francfort! Une de ses clauses laisse à l'Assemblée le droit de choisir entre les cantons lorrains et la banlieue de Belfort.

Le même jour, M. Thiers adresse une proclamation aux Parisiens et démasque les batteries de Montretout.

La réponse que voici ne se fait pas attendre.

Paris, 21 floréal.

« Le comité de Salut Public, vu l'affiche du sieur Thiers se disant chef du gouvernement de la République française,

« Considérant que cette affiche, imprimée à Versailles, a été apposée sur les murs de Paris par ordre dudit Thiers, que dans ce document il dit qu'il ne bombardera pas Paris tandis que chaque jour des femmes et des enfants sont victimes des projectiles de Versailles, qu'il est fait appel à la trahison pour pénétrer dans la place vu l'impossibilité absolue de vaincre par les armes l'héroïque population de Paris,

« Arrête : Art. 1er : Les biens meubles des propriétés de Thiers seront saisis par l'administration des Domaines; la maison de Thiers, située place Saint-Georges, sera rasée. »

Les événements se précipitent. Les membres de la Commune s'affolent; ils se « soupçonnent de se soupçonner ». Raoul Rigault est devenu le maître des décisions du comité de Salut Public. Il en veut à Rossel et le fait arrêter, mais un membre de la Commune le délivre et fuit avec lui.

A chaque instant les chefs qui commandent sont destitués. Rien ne peut plus être organisé militairement. Enfin la Commune a la lumineuse idée de nommer Delescluze à la guerre comme « délégué civil ».

Journaliste, rien que journaliste, Delescluze était incapable d'organiser une action militaire. C'est la fin.

*
* *

Clavel arrive à Bruyères. Il est depuis de longues années le médecin de Pinard, il a été son ami le plus intime. Il n'a pu, il ne pourra rien pour ce malheureux.

Les « Vengeances de l'or ». Clavel me fait mille théories sur le sujet. L'or porte malheur : Biesta, Pinard, les deux directeurs du Comptoir d'escompte ont été frappés par les coups de l'or.

Mon ami franc-maçon est en fureur contre les internationalistes de la Commune qui n'ont voulu tenir aucun compte des conseils de sa loge; mais tôt ou tard, ajoute Clavel, les loges les dompteront et on les réduira au rôle d'instruments.

Pour Clavel, ce sont les jésuites qui sont à la fois maîtres de la Commune et de la réaction versaillaise.

« Les francs-maçons, affirme-t-il, ne peuvent plus être révolutionnaires après cette Commune.

— Mais, lui dis-je, des francs-maçons font partie de la Commune.

— Ceux-là sont des jouisseurs sans vue politique, sans conscience des procédés à employer pour conduire une société aux fins que pour-

suivent les convents. Nous avons reçu une leçon, ajoute Clavel, les internationalistes ont plus de force que nous ne le soupçonnions ; il faudra les enrégimenter, les conduire et leur faire faire... la besogne à faire... »

Encore une fois on a cru à la possibilité de négociations, mais tout a croulé en vingt-quatre heures. Depuis la proclamation de M. Thiers aux Parisiens tout est à la guerre.

On donne comme certaine la prise du fort d'Issy et comme probable l'occupation de Boulogne.

« Rien n'est fini encore, m'écrit Adam. L'armée de Versailles peut franchir les remparts, s'établir à Passy et dans les Champs-Élysées, mais je ne crois pas qu'elle entre encore dans Paris ; les Parisiens sont de plus en plus résolus à se défendre. »

Adam dit tout haut à Versailles ce qu'il pense de Paris et à Paris ce qu'il pense de Versailles. Il provoque l'étonnement parmi nos amis qui ne savent plus rien de Paris que ce qu'en disent les journaux de Versailles ; il attire le soupçon, mais il sait depuis longtemps ce que c'est que le courage civique, plus difficile parfois que le courage militaire.

Quoi qu'il en soit, personne n'ose mettre en doute sa sincérité, et si les ruraux le regardent avec méfiance il a la conscience d'agir utilement.

Rochefort me redemande son fils. Je le confierai à Clavel, qui rentre à Paris dans quelques jours.

Laurent Pichat m'écrit :

« Adam, que j'ai vu hier, avait raison de me le dire : « Il n'y a pas une muraille de la Chine « entre Paris et Versailles, il n'y a pas cent « lieues, il y a plus : il y a un siècle. » Je n'en veux pour exemple que votre lettre du 28 mars. Elle m'arrive. Je l'ai depuis hier seulement parce que j'ai songé à faire prendre à Versailles les lettres qui pouvaient m'y attendre. Qu'il est triste et doux et juste votre billet. Ah! que nous sommes malheureux! Adam est énergique, toujours ferme et actif, mais le corps souffre et il est fatigué. La tête résisterait à des tempêtes plus douloureuses. Il essuie un orage qu'il avait prévu, mais le corps est moins disposé à ces imprévus, il vit sur un capital de santé, ce millionnaire de sagesse et de modération éclairée. Il n'a qu'une tranquillité : la vôtre. Il vit de votre santé. Vous seriez depuis longtemps malade ici. Il sait que rien de plus grave que des inquiétudes ne vous arrive. Et il porte son fardeau avec courage.

« Quand on pense qu'à l'Alcazar, hier, sur la proposition d'un Armand Lévy, on a flétri, comme traîtres, les députés de Paris qui n'ont pas donné leur démission, on se sent indigné.

Et, à côté, Tolain est grossièrement insulté par la droite.

« Il y a à écrire sur ce temps. Je vais essayer des croquis. J'ai des portraits qui seront ressemblants. Je serai sincère et j'ai la prétention de tracer des notes curieuses.

« Pourquoi Adam, la crise passée, ne fonderait-il pas une revue? Songez qu'il est possible qu'après la lassitude qui succédera à une pareille secousse, un mouvement littéraire ait lieu et qu'on retournera la bourgeoisie comme une terre gâtée par la routine. Méditez mon idée.

« Votre ami,

« LAURENT PICHAT. »

Je reçois d'Adam la dépêche suivante :

« Versailles, 13 mai.

« Je n'ai pas pu t'écrire ces jours-ci, n'en sois pas inquiète. Suis retourné à Paris. Schœlcher arrêté; moi, pas. Je rentre à l'instant. La Commune agonise et devient méchante. Nous semblons toucher au dénouement. »

*
* *

Clavel me rapporte de Cannes, où il est allé voir un « frère maçon », le programme du comte

de Chambord publié par *le Soir*, sous forme de lettre.

« Je ne suis point un parti, dit le prétendant, et je ne veux pas revenir pour régner sur un parti. Je n'ai ni injure à venger ni ennemi à combattre, ni fortune à refaire, sauf celle de la France, et je puis choisir partout les ouvriers qui voudront bien s'associer à ce grand ouvrage. »

Clavel trouve ce factum d'un éclectisme inquiétant et ajoute :

« Ces prétendants font patte blanche tant qu'ils n'ont pas le pouvoir en mains, mais après... »

La Commune a supprimé *l'Avenir national*, *le Siècle* et les deux ou trois journaux indépendants qui restaient. Chaudey est arrêté ; les craintes de Jourdan se réalisent.

Schœlcher, remis en liberté, rentre à Versailles et inspire à la gauche républicaine l'idée de déposer une proposition demandant à l'Assemblée de reconnaître la République. Le moment paraît opportun à Adam et à la plupart de nos amis. C'est le seul moyen d'arracher Paris à l'influence, très diminuée mais encore dangereuse de la Commune. Le croirait-on ? C'est Louis Blanc qui a été le plus récalcitrant à cette suprême démarche !

Tous les dénouements sont en présence, et l'on se demande si la crise finit ou si elle commence.

Le centre gauche fait lui aussi une proposition. Il réclame la prorogation des pouvoirs de Thiers pour deux ans.

Mais que se passe-t-il? Des hommes comme Jules de Lasteyrie ne votent plus pour Thiers; alors la gauche républicaine va-t-elle s'abstenir?...

Rochefort insiste pour que je lui renvoie son fils. Je lui réponds que je le confierai à mon médecin, le docteur Clavel, qui part dans quelques jours. Mais Clavel, à qui j'en parle, me dit qu'il ne s'en chargera pas et me conseille de garder le cher enfant jusqu'à ce que la paix soit rétablie à Paris. Ce serait cruel de le faire rentrer en ce moment.

La population de Versailles est écœurante. Des gens passent leurs journées à vomir l'injure sur les prisonniers qui traversent la ville et sont dirigés sur le camp de Satory. Sans la haie des soldats qui protègent les communards, la foule hurlante les écharperait.

Certes, ceux qui, sous l'œil prussien, ont déchaîné la guerre civile, sont des criminels, surtout les meneurs, les conscients qui, pour jouir de quelques mois de pouvoir, ont attiré sur leur pays des malheurs irréparables; mais le plus grand nombre parmi les communards qui défilent à Versailles ont été pris de la folie de la défaite, de cette folie que je comprends, que j'ai eue à la fin du siège, qui n'est pas une

lâcheté, mais le contraire, celle de prouver, n'importe où et comment, le courage qu'on s'était appris à avoir, qu'on avait, et que des traîtres ont inutilisé.

Combien, parmi ceux qu'on parque si cruellement à Satory, ont cru sauver la République et montrer aux Prussiens « qu'on n'avait pas peur des coups de fusil » !

Les misérables qui sont responsables de cette chose monstrueuse, la mort des petits soldats de France, qui, malgré leurs tortures durant la guerre nationale, étaient vivants encore ; ceux qui ont soufflé aux Parisiens du siège une autre haine que celle des Prussiens, ceux-là sont encore à Paris ou se préparent à fuir et ne défilent pas dans les rues de Versailles.

Ceux-là siègent le 17 mai à la Commune et décrètent l'assassinat des otages, de Mgr Darboy, du président Bonjean, de notre pauvre Chaudey, du père prieur Captier et des dominicains d'Arcueil, de sept malheureux employés de l'école Albert-le-Grand. A ces assassins, qu'on ne leur pardonne jamais !

Arthur Arnould et Vermorel refusent de prendre part à un tel crime.

C'est l'explosion de la cartoucherie Rapp qui sert de prétexte à l'exécution des otages. La Commune fait placarder dans Paris la proclamation suivante :

« Le gouvernement de Versailles vient de se

souiller d'un nouveau crime épouvantable et le plus lâche de tous.

« Ses agents ont mis le feu à la cartoucherie Rapp et provoqué une explosion effroyable.

« On évalue à une centaine le nombre des victimes. Des femmes, un enfant à la mamelle, ont été mis en lambeaux. »

Les débats du 18 mai à l'Assemblée pour la ratification du traité de Francfort sont angoissants. Le général Chareton avait conclu comme le colonel Laussedat et comme la commission militaire chargée de déterminer les zones frontières, que, tous les passages des Vosges étant livrés aux Prussiens, Belfort ne pouvait plus être une place ni offensive ni défensive. Il fallait donc garder les cantons lorrains et se contenter de sept kilomètres autour de Belfort.

M. Thiers monte à la tribune, n'ayant pas cessé d'être assailli par les supplications de Keller; il s'en est ému, et, cette émotion, il s'efforce de la faire partager à l'Assemblée.

Quand on n'a plus Strasbourg, il faut avoir Belfort et l'étendue de territoire nécessaire à sa défense. Il invoque le colonel Denfert-Rochereau, qui a prouvé la valeur stratégique de Belfort.

Le traité, dans la forme que lui a donné M. Thiers, est approuvé par 433 voix contre 98. Après le vote, plusieurs généraux répètent dans les couloirs que le projet de M. Thiers peut per-

mettre à la place de Belfort de protéger un camp de 100.000 hommes.

Je reçois d'Adam, le 21 mai, cette courte dépêche :

« Rochefort est arrêté, garde son fils. Cet incident m'impose des devoirs particuliers devant lesquels je ne broncherai pas, sois tranquille. »

On devine mon émotion. Cependant, je ne crois pas devoir cacher à Bibi un événement aussi grave. Je lui dis ce que je lui avais laissé ignorer jusque-là : que son père l'ayant redemandé, j'avais cru ne pas devoir le renvoyer à Paris, où un enfant même pouvait courir des dangers.

Le pauvre petit, que des âmes charitables ne cessaient de tourmenter sur son père « le communard », comprend tout. Il se voit seul, abandonné à Paris, ne trouvant que lâcheté chez ceux qui, la veille encore, flattaient son père. Il en sait déjà long sur les hommes et sur la politique

Des gens, ces derniers jours, l'ont menacé sur la route en lui criant que Rochefort avait fait démolir la maison de M. Thiers, et en l'appelant « fils de communard ! »

Bibi abhorre la Commune, car il nous entend, ma fille, mes amis et moi, en parler tout le jour et le soir, quand nous lisons et relisons haut les lettres d'Adam.

« Pourquoi papa a-t-il été de cette sale Commune? me demande Bibi.

— Il n'en a pas été, mais il a eu l'habileté de se faire traiter en ennemi par les Communards et par les Versaillais.

— Est-ce qu'on peut le faire mourir, le fusiller comme les otages?

— Adam le sauvera s'il est en danger. »

Le pauvre enfant sanglote; il a des mots de reconnaissance qui nous attendrissent aux larmes, ma fille et moi. Bibi a perdu avec nous ses façons un peu cabotines et « Ambigu », et c'est simplement, douloureusement, qu'il nous raconte ses inquiétudes sur son père dont il n'osait pas nous parler.

Comme il est fort paresseux, je lui demande, en échange de ce qu'il dit nous devoir, de travailler. Il le promet et tient parole.

Les journaux nous annoncent que la foule voulait écharper Rochefort. On criait : « A mort! Il faut l'écorcher vif! »

D'Oustinoff vient me parler de l'arrestation de Rochefort :

« L'accusation qu'on porte contre lui et qui le déclare coupable d'avoir poussé à la démolition de l'hôtel de M. Thiers est fausse, me dit-il. Je vous apporte l'article qui sert de base à l'accusation; il a pour titre : « Les défenseurs de la propriété. » Rochefort reproche au gouvernement de Seine-et-Oise d'envoyer des bou-

lets sur les passants et de démanteler les maisons. Éventrer des immeubles, dit-il, n'est pas précisément protéger la propriété. Il réclame dent pour dent :

« A chaque maison de Courbevoie abattue, que dirait M. Thiers, demande-t-il, si on abattait un pan de mur de la place Saint-Georges? »

Il termine ainsi :

« Nous avouons que ces représailles ne nous répugneraient pas outre mesure si elles ne présentaient pas un inconvénient capital. En apprenant que la justice populaire démolit l'hôtel de Thiers, l'Assemblée siégeant à Versailles lui en voterait immédiatement un autre qui en coûterait trois. Et comme ce seraient les contribuables qui paieraient la facture, nous nous voyons forcés de déconseiller ce genre d'expiation. »

C'était bien la façon de Rochefort de *déconseiller* la démolition.

« Envoyez ce journal à Edmond Adam, me dit d'Oustinoff. S'il lui arrive d'avoir à défendre Rochefort, comme je le suppose, le texte de son article, qu'il se procurerait peut-être difficilement à cette heure, lui sera fort utile. »

J'envoie sur l'heure la coupure du *Mot d'Ordre* à Adam, et d'Oustinoff porte ma lettre à Cannes, où il retourne.

L'armée de Versailles entre à Paris le 22 mai. Un ordre du jour immédiat est voté.

« L'Assemblée nationale déclare que les armées de terre et de mer, que le chef du pouvoir exécutif, ont bien mérité de la patrie. »

Je reçois un journal dont la bande est d'une écriture inconnue, et dans lequel, marqués au crayon rouge, je lis ces mots : « Souligné avec indignation. »

Il s'agit d'une lettre d'Adam au préfet de police, lui demandant l'autorisation de voir « son ami » M. Rochefort.

On ne peut s'imaginer le courage qu'il fallait à ce moment-là pour écrire une telle lettre. C'était pour l'immense majorité un acte insensé approuvant la démolition de l'hôtel de M. Thiers et les crimes de la Commune.

La réponse du préfet de police suivait la citation de la lettre d'Adam :

« Versailles, le 21 mai 1871.

« Monsieur le député,

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que je ne puis ni ne pourrai vous autoriser à voir le détenu Rochefort qu'il vous plaît de me désigner comme votre ami.

« Veuillez agréer, etc.

« *Le général préfet de police,*

« VALENTIN. »

Adam m'écrit le 22 mai de Versailles, puis le

soir de Paris, où il est entré avec les troupes. Je reçois en même temps ses deux lettres. En voici quelques passages :

« On a dû s'empresser de vous faire connaître en province les événements décisifs qui se sont accomplis hier, cette nuit et ce matin. On vient de nous apprendre à l'instant que les troupes occupent déjà la place du nouvel Opéra. A la rapidité de leur action, il est visible que la débandade est parmi les défenseurs de la Commune, et il n'est pas impossible que demain tout soit fini.

« Ce malheureux Rochefort a voulu fuir et s'est laissé prendre. Tu sais aussi tout cela, et tu sais l'accueil qui lui a été fait par la population de Versailles. C'était ignoble. J'ai immédiatement écrit au préfet de police et je n'ai pas hésité, dans cette demande, à appeler Rochefort mon ami. Pourtant, depuis deux mois, sa conduite lui a fait perdre ses plus anciens amis. C'est lui qui a poussé à la démolition de l'hôtel de Thiers, et cela ne lui sera jamais pardonné par l'opinion*.

« Mais, dans les circonstances particulières où nous sommes vis-à-vis de lui, je n'ai pas cru

* On voit qu'Adam lui-même croyait à la culpabilité de Rochefort, et sa crânerie vis-à-vis de l'opinion en est plus courageuse encore.

devoir me souvenir de ses torts. J'aurais eu l'air de le renier. Je l'ai, au contraire, hautement reconnu.

« Tu as pu voir dans le numéro du *Gaulois* que je t'ai envoyé qu'on s'est occupé de nous à propos de ses enfants. Je pouvais rectifier, mais, en le faisant, j'étais exposé à paraître nous défendre ou à le défendre lui-même plus que de mesure. J'attendrai et je verrai, avant d'intervenir, ce que ces cancans deviennent.

« Ce pauvre Octave! Tu peux maintenant le garder et le consoler.

« Je crois pouvoir aller te chercher vers la fin de cette semaine. Dans ce cas, après que j'aurai pris quelques jours de repos, nous reviendrons ensemble. »

Dans la seconde lettre, datée de Paris, Adam me disait :

« Il m'est à peu près impossible d'aller te chercher.

« En m'obstinant à le vouloir je m'exposerais à retarder indéfiniment ton retour que mon impatience voudrait hâter. Dès que je le jugerai possible je te télégraphierai : « Viens! »

« On m'a refusé de voir Rochefort. Ses autres enfants Noémie et Henri sont venus à Versailles et en sont repartis. L'une des sœurs du pauvre emmuré est encore à Versailles faisant des démarches qui aboutiront, tout au plus, à une visite. On paraît vouloir juger Rochefort tout

de suite. Je cherche à gagner du temps. Réussirai-je?

« J'ai vu ton père et ta mère hier. Il ne leur est arrivé aucun accident. Ton père est dans l'état mental que tu devines après l'écroulement de ses espérances.

« Je comprends la désolation dans laquelle tu es plongée. Je ne crois pas que l'histoire ait enregistré de plus grands malheurs que ceux qui sont tombés coup sur coup sur la France et sur Paris depuis la déclaration de la guerre et le mot de l'homme « au cœur léger ». Ce sont de cruelles leçons dont nous saurons profiter, je l'espère. Je ne peux y trouver de consolation que dans cette dernière espérance. »

Saint-Hilaire écrit au docteur Maure qu'après la lettre d'Adam au préfet de police dans laquelle il appelait Rochefort « son ami » tout le monde, à l'Assemblée, lui a tourné le dos, sauf Jules de Lasteyrie et Raoul Duval qui sont allés lui tendre la main, deux paladins comme Adam, ces deux-là, ajoute Saint-Hilaire, et il termine en disant : « Sans la part qu'il a prise à la démolition de l'hôtel de M. Thiers, la férocité qu'on montre contre Rochefort serait incompréhensible, car il a refusé d'être membre de la Commune et n'en a aucune des responsabilités. »

Je remercie le docteur Maure d'être venu si vite m'apporter cette lettre et je le prie de si-

gnaler à Saint-Hilaire l'article du *Mot d'ordre* que m'a donné d'Oustinoff.

*
* *

Adam est entré dans Paris à onze heures du matin, le 22. Il a été témoin des violences des troupes enfiévrées qui fusillaient sur la place de la Trinité des malheureux criant leur innocence, réclamant l'attestation des gens du quartier, tout proches, répétant que s'ils étaient coupables ils se seraient enfuis, tandis qu'au contraire ils venaient au-devant des sauveurs.

Adam s'est interposé, se nommant, mais l'intervention d'un député de Paris augmentant la colère des officiers, Adam a couru un moment le danger d'être fusillé à son tour.

Il m'écrit que Paris recommence à vivre, les habitants y rentrent, les boutiques se rouvrent, mais notre chère grande ville n'aura pas repris sa physionomie avant longtemps.

Adam ajoute un post-scriptum :

« En rentrant à Versailles je trouve les opérations contre la République fortement engagées et par les orléanistes et par les bonapartistes. Dans la chambre, les d'Orléans ont la corde. La semaine prochaine sera décisive. »

Une dépêche d'Adam m'arrive le 25 mai :

« Insurgés retirés à Belleville et Ménilmon-

tant. Affaire touche a sa fin. Nous apercevons les fumées d'un nouvel incendie considérable. Détruits encore : Palais d'Orsay, Caisse dépôts et consignations, Crédit foncier, Palais de justice, Préfecture de police, partie rue de Rivoli, destruction systématique. »

Comment s'imaginer aujourd'hui par quelles impressions d'horreur on passait en de tels jours ?

Oh ! l'assassinat des otages. Quelle violence d'indignation les détails provoquent ! Depuis le 17 mai, jour de leur condamnation, qu'on leur avait signifiée, ils attendaient leur exécution. Huit jours dans cette agonie ! Ils sont morts en héros, en saints, pardonnant !

Peut-on ne pas se rappeler le jugement de Rossel porté sur les membres de la Commune, de Rossel qui paya sa part de la dette des autres, de Rossel, fusillé, lui seulement coupable d'erreurs, tandis que Léo Meillet, l'assassin des otages, parvint à se soustraire au châtiment ?

« Paris, écrit Rossel, a été entre les mains de ces sauvages comme un coffre-fort à secret. La maison était forcée, le peuple faisait la courte échelle sous les fenêtres et la Commune se grattait le front devant le coffre-fort plantureux qui contenait la richesse sociale, et était obligée de se contenter de billon. Seulement en partant elle a mis le feu à la maison. »

Le « malheur aux vaincus » plane sur nous.

Je suis faite pour souffrir plus qu'une autre des souffrances publiques, mais je suis moins à plaindre que la plupart des femmes de députés de Paris. Adam a fait son devoir, plus que son devoir. J'en suis fière. Je l'ai compris, approuvé, dans chacun de ses actes. Toutes mes pensées ont correspondu aux siennes.

L'écrasement de la Commune nous allège de l'une de nos angoisses. Paris pouvait être à jamais détruit et ruiné si le temps n'avait pas manqué aux communards.

Clavel, resté à Bruyères malgré deux tentatives de départ, éprouve le même soulagement. Ce ne sont pourtant pas les bouleversements qui lui font peur. Ses amis Brisson, Massol, de la *Morale indépendante,* lui ont écrit et pensent comme lui.

« Nous sommes résolus à reprendre en mains le mouvement de l'opinion radicale, lui a écrit Massol, et à conduire cette opinion au moyen de la franc-maçonnerie. Nous savons maintenant ce que deviennent les idées, quand on les lance sans les suivre. Il faut les diriger. »

« Ma nièce (Clavel m'appelle ainsi parce qu'il se prétend le frère de mon père par les principes), ma nièce, vous verrez des choses curieuses, me dit-il, je me charge de vous les servir. Les jours passés à Bruyères ont enfanté en ma cervelle des projets, des programmes d'avenir dont je m'étonne moi-même d'entre-

voir la portée. La France est, à cette heure, à prendre pour qui saura la bloquer. »

« Nous voici en pleine réaction, m'écrit Adam le 26 mai. L'Assemblée a reçu, tout à l'heure, la proposition d'une enquête parlementaire comme après les journées de juin 1848. Cette enquête sera probablement votée. Les affreux événements de Paris qui inspirent à tout le monde une si légitime indignation vont donner lieu à des attaques violentes contre les républicains proprement dits. En ces temps terribles les opinions deviennent des crimes. »

La proposition d'enquête a été faite par un bonapartiste !

Adam a reçu la coupure du *Mot d'ordre* et me charge d'en remercier vivement d'Oustinoff. « A cette heure, me dit-il, l'affaire de ce malheureux Rochefort est singulièrement aggravée par les abominables destructions commises à Paris. Personne ne veut m'entendre lorsque je prouve qu'il n'est pour rien dans la démolition de la maison de M. Thiers. Le siège est fait à cet égard et l'on ajoute que c'est lui qui a eu l'idée de la destruction de la colonne. On en arrivera aussi à vouloir lui faire partager la responsabilité des incendies et de l'assassinat des otages.

« Et l'innocent Bibi, qu'en feras-tu ? Il va te devenir un grand embarras. Ne va-t-il pas être à Bruyères l'objet de manifestations hostiles ?

L'amener à Paris, au milieu de la rage qui existe contre son père, est impossible. Pense à tout cela et donne-moi ton avis. Cela va t'empêcher de rentrer tout de suite. Ne te presse pas, je t'en prie. Voyons un peu venir avant de prendre une décision.

« Garde aussi Clavel à Bruyères. Sa présence auprès de toi me tranquillise pour tes névralgies. »

La réprobation contre la Commune est universelle, et, comme le répète Clavel : « Le tour des rois est bien joué ! Ce sont leurs agents qui ont commis les actes monstrueux du comité de Salut Public; ils étaient là en majorité réalisant le projet de faire rebrousser chemin à toutes les libertés en marche depuis 1789. »

Les journaux racontent longuement les manifestations hostiles qui ont eu lieu à Bruxelles contre Victor Hugo, lequel avait offert chez lui asile aux membres de la Commune. Le grand maître, forcé de quitter la Belgique, est parti pour Londres.

Cette nouvelle me vaut une lettre de mon père, qui n'a pas répondu à mes lettres depuis deux mois, lettres rares d'ailleurs, où je le suppliais, ma mère et lui, de venir à Bruyères.

Toute sa violence est tournée contre les Versaillais, contre leurs crimes. Il a vu fusiller les gens les plus innocents du monde dont un Arthur Arnould qui s'appelait Renoult, était

l'homme du quartier des Écoles le plus pacifique. Sa femme et son enfant criaient grâce pour lui.

Et c'était une nomenclature avec des détails horribles. Au moins Victor Hugo avait eu le courage d'offrir un asile aux vaincus !

Clavel trouve que le « frère » Lamber va un peu loin ; il le prêchera au retour.

Une dépêche d'Adam du 28 mai :

« On nous dit que tout est fini. Les hauteurs de Belleville auraient été enlevées cette nuit. Tu dois comprendre la tristesse qui règne ici. Elle est aussi grande que la démence des bandits de la Commune a été grande. »

Le 28 mai les habitants de Paris lisaient, affichée, une proclamation signée Mac-Mahon, et disant :

« L'armée de la France est venue vous sauver. Paris est délivré. Nos soldats ont enlevé à quatre heures les dernières positions occupées par les insurgés. Aujourd'hui la lutte est terminée. L'ordre, le travail, vont renaître, etc. »

Impossible de croire ce que les journaux publient. On aurait trouvé dans les projets d'organisation sociale étudiés par la Commune, non des projets communalistes, mais collectivistes : un décret de saisie des biens des bourgeois au profit du peuple, comme la saisie des biens de la noblesse faite en faveur de la bourgeoisie à la grande Révolution. On discutait sérieusement

les théories de Cabet, le collectivisme étant désormais le but à poursuivre.

Le collectivisme! Une société peut se déformer et se réformer à l'infini, elle ne peut se détruire. Je retrouve dans mes notes prises après la Commune un passage des *Paroles d'un croyant* de Lamennais :

« Que serait le monde si le droit cessait d'y régner, si chacun n'était en sûreté de sa personne et ne jouissait sans crainte de ce qui lui appartient? Mieux vaudrait vivre au sein des forêts que dans une société ainsi livrée au brigandage ; ce que vous prendrez aujourd'hui, un autre le prendra demain. »

*
* *

Après la Commune chaque député sent la nécessité de faire partie d'un groupe. On a été jusqu'ici à tel point désuni qu'on éprouve le besoin de se rapprocher pour lutter, les uns en faveur de la République, les autres en faveur de la Royauté.

La vie en chemin-de fer, l'allée et la venue journalière de Versailles à Paris multipliaient les rencontres, permettaient des conversations entre inconnus et souvent les échanges d'idées les plus contradictoires aboutissaient à des demi-ententes inattendues.

Adam me citait presque chaque jour dans ses lettres ces rencontres et ces ententes. Elles nous eussent fort divertis si nous n'avions été en si violente tristesse de cette Commune qui venait de faire sombrer le Paris héroïque dans le Paris sanglant et incendiaire.

Adam a vu M. Thiers ; le « petit bourgeois » déploie une activité extraordinaire. Il approuve tous les groupements, car il est plus facile d'en rallier les chefs que de convaincre un à un des députés isolés.

Mon ami Frappoli m'envoie la réponse de Mazzini à l'une des questions que je l'avais prié de lui adresser sur la Commune :

« Si la Commune avait triomphé en France, dit Mazzini, la France était rejetée dans les ténèbres du moyen âge pour des siècles sans espoir de résurrection, son principe étant la souveraineté de l'individu qui ne peut amener qu'une indulgence personnelle illimitée, que la destruction de toute autorité, la négation absolue de l'existence nationale. »

Adam voyait journellement Léon de Maleville avec lequel il était lié de vieille amitié. Par lui, il suivait une à une les espérances, les désillusions et les craintes de M. Thiers. Léon de Maleville, en rapport constant d'idées avec le chef du pouvoir exécutif, trouvait comme lui ses traditions dans le libéralisme de 1830. Il s'employait aussi à créer un groupement. Il

cherchait des partisans de la politique personnelle de M. Thiers, résolus à le suivre, répondant de sa sincérité.

« Il faut à Thiers, répétait-il à Adam, des gardes du corps dévoués par lesquels il puisse être certain d'être appuyé et défendu. Je les cherche et les trouverai. »

M. Feray d'Essonnes avait bien créé un groupe dont M. de Maleville convoitait plus d'un membre pour le sien. C'étaient les débris de cette Union libérale si agissante sous l'Empire, qui, si elle avait compté les meilleurs et les plus sincères républicains, se composait surtout alors de lutteurs restés orléanistes.

Léon de Maleville parvint à détacher quelques hésitants, à constituer le groupe de ses rêves, le groupe « Thieriste », disait-il tout bas en ajoutant : chut! avec Léon Say, le général Chanzy, le comte de Choiseul, Bardoux, Denormandie, Christophle, de Marcère, Lanfrey, Scherer, Félix Renard. Le groupe « Thieriste » enfantait le centre gauche.

M. de Maleville, vice-président de la chambre, était, comme tous les membres de son groupe « Thieriste », partisan de la République conservatrice et de la dissolution de l'Assemblée.

Adam, attristé des tiraillements de l'Union républicaine, choqué, ou de la pose des vieux exilés, ou des façons malapprises de certains membres de l'extrême gauche, enviait la cour-

toisie, la simplicité, l'impersonnalité des « Thiéristes », mais il était classé, étiqueté, parmi les héritiers de 1848. Lui « *National* » ne pouvait accepter les traditions de juillet 1830, ayant celles de février 1848.

Léon de Maleville ne cherchait pas d'ailleurs à l'attirer à lui, répétant qu'il était destiné à être le trait d'union entre le centre gauche, la gauche républicaine et l'extrême gauche.

Cependant les nouvelles recrues faites par Léon de Maleville : Ricard, Gauthier de Rumilly et plusieurs autres, détruisirent un trait d'union encore existant entre les libéraux de toute opinion et rejetèrent les orléanistes ennemis de la République dans le centre droit.

Ce qui bientôt découragea certains membres du centre gauche, c'est que le vœu de M. de Maleville se réalisait trop. Ils devenaient, non des membres participants à une politique, mais son instrument, la « chose » de cette politique.

M. Thiers se prenait à ne les considérer que comme la figuration, l'enseigne de sa politique bourgeoise, conservatrice, soutenue et servie par des gens de bonne éducation et de bon ton.

Après la Commune en France, on confondait aisément République et Révolution. Il fallait donc rassurer les esprits à l'aide de personnalités qu'on ne pouvait qualifier que du titre de républicains et non de celui de révolutionnaires.

M. Thiers désirait que le centre gauche fût assez puissant pour devenir un parti de gouvernement qui l'aiderait à relever la France de ses désastres, à la libérer de l'ennemi qui asservissait cruellement son territoire.

Sans Gambetta, sans celui qui avait sauvé l'honneur de notre France, qui n'avait ni douté ni désespéré d'elle, sans notre résolution de nous dévouer à la fortune de celui qui représen tait à nos yeux l'idée de la reprise de nos pro vinces perdues, Adam, indigné par les premiers actes de la Commune, révolté par l'horreur de ses crimes, découragé par le manque d'énergie de nos amis, en même temps qu'inquiet de certaine logique révolutionnaire des radicaux comme Schœlcher, comme Peyrat, comme Boysset, serait devenu centre gauche. Une candidature préparée dans l'Eure où Adam est né, sa démission de député de Paris eût permis l'évolution.

Jules de Lasteyrie prétendait qu'Adam était né centre gauche bien plus qu'homme de 1848, et il m'écrivait que lorsque mon seigneur et maître sortait de l'Union républicaine il venait verser en son sein l'envie qu'il avait de côtoyer plutôt la belle union, les belles façons, les esprits à la fois pondérés et courageux du centre gauche, que... le contraire! N'était-ce pas d'ailleurs dans le centre gauche qu'Adam avait la plupart de ses relations et de ses amis? M. de

Lasteyrie prétendait que c'était moi qui l'avais « poussé aux extrêmes ».

Peut-être, avant la guerre, durant le siège, avais-je poussé Adam aux extrêmes, mais aujourd'hui le centre gauche apparaissait comme le parti qui devait guider tous les autres groupes républicains de l'assemblée. Vieux ou jeunes parlementaires du centre gauche voyaient leur situation grandir, leur nom se faire, et ils étaient enviables dans le sens élevé du mot.

Mais tous détestaient le « fou de Bordeaux », et c'était ce qui devait de plus en plus nous écarter d'eux, Adam et moi.

Je décide enfin, après une succession d'avis contraires, de rentrer à Paris avec ma fille et Bibi. Quel que soit le risque que puisse courir le fils de Rochefort, il sera toujours moindre auprès de nous qu'éloigné.

Dans mon quartier du boulevard Poissonnière, du boulevard et du faubourg Montmartre, je n'ai trouvé que des amis durant le siège ; il me semble bien que Bibi chez nous n'aura rien à craindre. On comprendra que plus son père est en danger, plus je dois veiller sur cet enfant.

D'ailleurs si la malveillance l'atteignait je l'enverrais sur l'heure à Oullins, chez mes chers amis Arlès-Dufour, qui déjà m'ont offert de le prendre et de le garer, dans leur grand parc, de tout contact autre que celui des enfants de la famille.

*
* *

Je revois Adam après tant de jours de deuil, après tant d'épreuves, et notre réunion si désirée, si attendue, renouvelle des chagrins dont nous nous entretenons sans cesse et que chaque jour ravive.

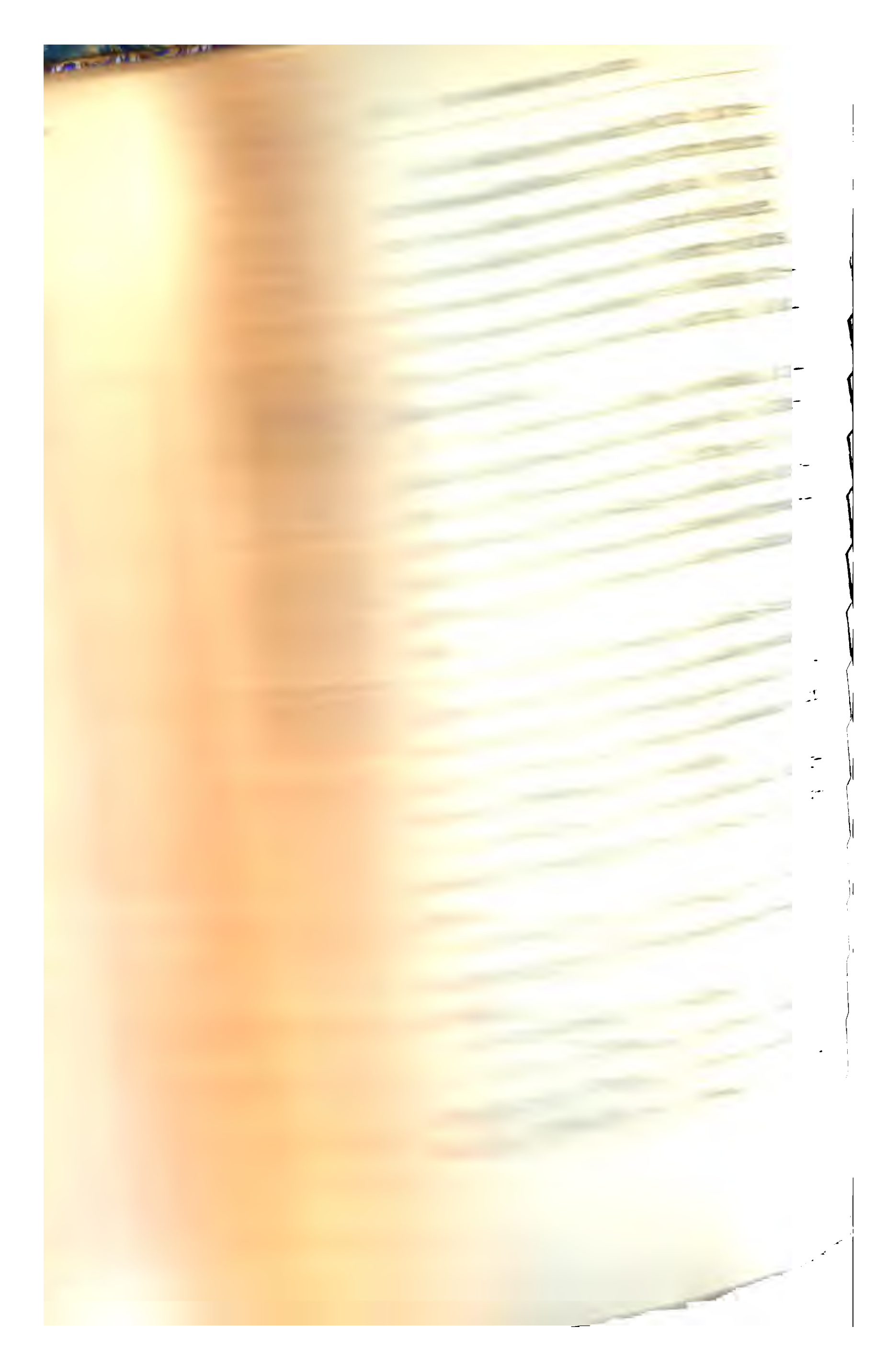
On se dit si peu de choses, même en de longues lettres fréquentes, et les réponses répondent si mal aux questions qui n'ont d'intérêt que par leur échange immédiat.

Il nous semble à tous deux que jamais notre vie ne reprendra sa gaîté, tant la masse sombre des événements pèse sur nous.

Je retrouve Paris, mon pauvre Paris, auquel deux sièges ont apporté tant de ruines.

Notre vie quotidienne est maintenant coupée en deux par les voyages à Versailles; quand je n'accompagne pas Adam et que je ne suis pas mêlée aux conversations de l'aller et du retour, il me semble que les députés emportent de Paris là-bas quelque chose qui s'y perd, qu'ils ne rapportent pas.

Une déperdition de la chère capitale se fait tous les jours. La majorité des élus des départements traite Paris en ennemi, et ses représentants donnent chaque matin aux Versaillais une preuve de soumission.



Ni mort, ni vainqueur, fuyard! » Il
rien entendre, rien comprendre. Si
se tenait coi, mais il ne cesse d'être
...

Paris délaissé, répudié, condamné!
emblée qui n'est plus en contact avec
présente bien réellement que la pro-
...

par heure mes souvenirs du siège me
ns un ami retrouvé qui ne me rap-
que épisode de l'agonie de Paris.
ible de parler de nos défaites, de la
Alsace-Lorraine, sans des larmes.
re défend encore la Commune. L'as-
es otages est pour lui « un meurtre
r la loi du talion ».
et moi, nous revenons toujours na-
paroles échangées avec mon père.
paroles creusent un abîme entre Paris
nce.
st-il si profond, cet abîme, que rien ne
combler?
du relèvement de la Patrie par la re-
isse-t-elle des communards comme
e insensible? Non.
père s'est tu quand je lui ai parlé de
Lorraine. Peut-on espérer qu'un jour
contre le vainqueur fera oublier les
fratricides?
reçoit de Floquet la lettre suivante :

« Paris, le 1er juin.

« Mon cher collègue et ami,

« Tout est possible, puisque j'ai été arrêté dimanche à Arcangues chez ma sœur, dans mon pays, où je vivais publiquement depuis quelques jours.

« Le mercredi précédent, j'étais parti de là avec ma femme pour la conduire dans sa famille, à Thann (Haut-Rhin). Arrivé à Pau, je fus invité, dans l'hôtel de France où j'étais descendu, à me rendre chez le préfet. Celui-ci me fit les excuses les plus courtoises, répondit au commissaire central qu'il n'avait aucun ordre contre moi.

« Là-dessus, je demandai à M. le préfet un passeport pour l'étranger qui me permît de me rendre en Alsace, qui n'est plus, hélas! pays français. Ce passeport me fut immédiatement délivré, et je comptais partir le lendemain avec ma femme en passant par le Midi et Genève, ce qui est la ligne la plus directe, étant la seule qui me fournit des trains directs. Mais, dans la nuit, je réfléchis que je pourrais avoir ainsi l'air de fuir la France et d'avoir, par conséquent, quelque chose à craindre.

« Quoique ma femme fût impatiemment attendue par sa mère, à qui nous avions déjà télégraphié le jour probable de notre arrivée à

Bâle où elle devait nous attendre, nous prîmes la résolution d'éviter toute fausse interprétation de ces maudits journaux qui ont déjà tant calomnié sur mon compte, de ne pas quitter notre pays et de retourner attendre chez ma sœur, à Arcangues, le moment où il serait possible de rentrer à Paris. Je prévins immédiatement le préfet de ma détermination en lui indiquant où j'allais.

« C'est là que j'ai été arrêté dimanche matin. On m'a dit que je figurais sur une liste de personnes les plus compromises dans l'attentat de Paris, et j'ai été écroué sous l'accusation d'avoir participé à la guerre civile, crime prévu par l'article 91, etc. !!!

« Je n'ajoute rien, car je veux comprimer, en face des terribles malheurs qui frappent en ce moment tant d'êtres humains et la France entière, l'indignation que j'éprouve en pensant que des hommes qui me connaissent n'ont pas craint de porter contre moi une accusation qui me rendrait solidaire de tant d'abominations ! Non, je ne veux rien dire, je n'ai rien à dire, surtout à vous qui m'avez vu à l'œuvre pendant ces terribles jours et qui savez si j'ai été un fauteur de guerre civile.

« Je viens de voir dans un journal que la Ligue républicaine a pu encore rendre quelques services dans ces derniers et terribles jours. Je m'honore d'avoir été l'un de ses fondateurs et

de l'avoir présidée. Elle peut s'être trompée quelquefois pendant cette crise effroyable. Qui pourrait se vanter d'avoir toujours été juste? Mais elle a toujours eu pour but la cessation de la guerre civile, et c'est pour cela que je suis accusé d'avoir excité à la guerre civile!

« Je vous ai écrit deux fois. Je pense que vous avez reçu mes lettres. »

Adam n'a reçu que cette dernière lettre de Floquet, sans quoi il l'eût prévenu du danger qu'il courait, de la folie des suspicions et des haines qui vont chaque jour croissant à Versailles.

Frappoli, toujours député au parlement de Florence, m'écrit pour me demander si nous sommes vivants, Adam et moi.

« On est devenu à demi fou, me dit-il, après ce qui vient de se passer, et l'on a besoin de savoir que l'on existe. »

Adam revient de Versailles scandalisé. Il me raconte que M. de Broglie, nommé par M. Thiers ambassadeur à Londres, a pris la parole contre lui, violemment, à propos de la vérification des pouvoirs des élus de l'Oise et de la Marne, du duc d'Aumale et du prince de Joinville. M. de Broglie a blâmé la politique intérieure du gouvernement que, d'autre part, il représente à l'étranger.

« C'est de l'anarchie! » ajoute Adam.

*
* *

La lutte à propos des Princes dure plusieurs jours. Adam est en fureur contre Louis Blanc, qui, après l'expérience de son vote pour la rentrée de Louis Napoléon, déclare qu'il votera l'abrogation des lois d'exil.

« Vous n'avez donc rien appris en exil? lui dit Adam.

— Je n'ai rien oublié de mes principes, » réplique Louis Blanc.

L'aigreur de la discussion a brouillé ou à peu près les deux députés de Paris.

Des marchés se débattent, d'autres se concluent pour la validation de l'élection des princes.

Nous sommes désolés, parce qu'au milieu des agitations causées par la question « princière », la discussion sur le projet d'emprunt de deux milliards déposé par le ministre des finances a pris un caractère qui peut nuire au crédit de notre pauvre France.

Nos amis Leblond et Claude, des Vosges, avec lesquels nous faisons dans les premiers jours de juin le voyage de Versailles, nous disent leurs inquiétudes sur cette question d'emprunt. Claude, des Vosges, ne peut surmonter le chagrin qu'il a de voir encore vingt

départements occupés par les Prussiens, tandis qu'on bataille à l'Assemblée sur des sujets d'ordre secondaire.

Jules de Lasteyrie, qui descend d'un wagon à côté du nôtre, cause avec moi chemin faisant. Son avis est que, par respect pour le suffrage universel, on ne peut échapper au devoir de valider les députés duc d'Aumale et prince de Joinville; mais il trouve en même temps que les amis de M. Thiers peuvent n'accorder cette validation que donnant donnant et en échange de la prorogation des pouvoirs du chef de l'État.

Tandis que je cause avec Jules de Lasteyrie, Adam cause avec Victor Lefranc qui lui raconte que le jour où Batbie a posé cette question des princes, lui, Rivet, Feray d'Essonnes, Bérenger, sont allés chez M. Thiers et lui ont fait une scène violente, convaincus qu'il donne des gages à l'orléanisme et lâche la République. M. Thiers s'est spirituellement vengé : il a nommé Victor Lefranc ministre du Commerce.

Le 8 juin, jour où je suis à l'Assemblée, M. Thiers, que ses amis affolent et que ses ennemis harcèlent, se laisse pousser à la tribune par Batbie, l'homme lige de la majorité, et nous déclare « que la République n'a jamais réussi dans les mains des républicains » ! On imagine le tapage, les reproches sanglants du centre gauche, qui s'est livré tout entier à M. Thiers sans conditions.

Quelques-uns de nos amis affirment que les princes ont pris des engagements vis-à-vis du président de l'Assemblée dans une visite qu'ils lui ont faite, et c'est ce qui explique le discours de Thiers, forcé de son côté à des concessions.

Les princes se seraient engagés à ne pas siéger, à n'ajouter aucune candidature nouvelle d'un membre de leur famille.

Nous avons eu, Adam et moi, une satisfaction ces derniers jours : Ferry est remplacé à la préfecture de la Seine. C'est Léon Say qui lui succède.

Adam ne cesse d'agir et de me faire agir par les moyens les plus détournés, en faveur de Rochefort. Directement, c'est impossible, l'opinion ne s'apaisant pas à son égard. Adam est parvenu, malgré Valentin, le « rugueux » préfet, comme nous l'appelons, à voir notre malheureux ami et à lui conduire son fils. Mais quelle tristesse Adam rapporte de cette entrevue! et il me répète :

« C'est *la Lanterne,* plus que *le Mot d'ordre,* qui pèse à cette heure dans la balance de la justice. »

Bibi, qui vivait tout le jour dehors à Bruyères et qui souffre d'être enfermé, saisit toutes les occasions qu'il trouve de sortir.

Ce matin, il était avec notre cuisinière au marché Saint-Joseph. Elle discutait le prix des légumes qu'elle achetait, quand tout à coup

Bibi s'assoit sur la haute chaise de la marchande et s'écrie :

« Je me souviens, c'est là que maman m'amenait et que j'écossais des pois !

— Mais, c'est Bibi, » s'écrie la marchande.

Maintenant, tous les matins, Bibi va voir sa vieille amie.

Il est protégé dans le quartier. Ce n'est plus le fils de Rochefort, c'est le « petit du marché Saint-Joseph ».

Nous voilà réconciliés avec Emmanuel Arago. Nous lui en voulions mortellement, Adam et moi, comme à tous ceux qui ont été complices des vilenies faites à Gambetta.

Emmanuel Arago, « le Polonais », ainsi que nous l'appelons depuis qu'il a défendu Berezowski, est l'un de ceux qu'on ne peut bouder indéfiniment. En nous retrouvant après tant de douleurs françaises, nous nous sommes tendu la main.

Gambetta ! Ce nom est sans cesse sur nos lèvres. Adam et moi, nous ne parlons que de lui. Notre espoir est en son patriotisme. C'est sur lui, sur lui seul, que nous comptons pour nous rendre nos provinces perdues, pour relever notre France piétinée par l'Allemand.

Adam lui a écrit plusieurs fois lui disant qu'il faut qu'il revienne et accepte les candidatures qu'on lui offre.

Cent onze élections vont avoir lieu, dont le

résultat sera une assurance sur la vitalité de la République ou un arrêt de mort.

J'ai retrouvé le brouillon d'une lettre d'Adam à Gambetta. Le voici :

« Nous vous en voulons, mon cher ami, d'avoir fui toute ingérence et toute responsabilité dans la lutte de la Commune et de Versailles.

« J'ai cependant mieux compris que les autres cette obstination trop complète, parce que je sais à quel point on a travaillé par tous les moyens à vous décourager de toute action, voire à vous l'interdire... Mais prenez garde, si vous tardez, de devenir à votre tour un exilé, de ne plus rien comprendre à nos suites d'idées comme nos chers 1851. Prenez garde de ne plus trouver place dans les cadres qui se forment, de ne plus avoir votre influence dans l'élaboration des grandes réformes vitales qui vont être amorcées sans vous.

« Plus nous allons, plus la droite paraît être impatiente de rigueurs cruelles vis-à-vis des communards, sans distinction de culpabilité, et toujours plus avide de calomnies sur le gouvernement de Bordeaux.

« Les enquêtes sont conduites de façon scandaleuse. Nos ennemis politiques veulent vous déshonorer, vous et vos collaborateurs. Votre devoir est d'être parmi nous, pour prendre la

défense de vos amis. Votre sécurité vous y appelle, votre avenir politique dépend aujourd'hui de la promptitude de votre retour. »

Nous trouvons tous qu'un groupe intermédiaire devrait se créer autour de Gambetta, faisant pour lui ce que le centre gauche fait pour Thiers, groupe d'amis personnels qui rallierait peu à peu ceux que Thiers finirait par décourager et ceux que la solennité inactive des « exilés » assomme.

Adam et moi, nous répétons à un petit nombre d'amis sûrs : Il ne faut pas que, lorsque viendront au jour les accusations machiavéliques des enquêtes, Gambetta ne soit pas là, à son banc de député, pour les discuter et les réduire à néant.

Mme Sand nous attriste toujours plus. Nous la trouvons presque aussi violente contre Gambetta et ses lieutenants que contre les assassins des otages. Elle les englobe sans cesse dans la même réprobation.

« Pleurons des larmes de sang sur nos illusions et nos erreurs, m'écrit-elle le 15 juin. Nos principes peuvent et doivent rester les mêmes, mais l'application s'éloigne, et il se peut que nous soyons condamnés à vouloir ce que nous ne voulons pas. »

L'amie de Barbès, de Pierre Leroux, a bien changé depuis la guerre et la Commune. Elle dit qu'elle a recouvré la liberté de son moi, son

indépendance d'esprit, et elle ajoute qu'elle « ne gobe plus la blague des partis ».

Elle raille son enthousiasme d'autrefois, ses impatiences des délais, qui voulaient réaliser à tout prix le progrès, même par la force. Elle fait beaucoup pour calmer sa nature, elle s'oblige à ne pas désespérer. Mais je me sens, dit-elle, « malade du mal de la nation et de ma race, et je nous défends de mourir. »

Mme Sand ne croit plus nécessaire de faire la guerre au cléricalisme, d'attaquer les prêtres. La science et la foi, à son avis, doivent se soutenir plutôt que se détruire l'une l'autre. Elle nous prêche, Adam et moi, sur ce qu'elle appelle notre « sectarisme ». Notre haine du cléricalisme lui paraît être une erreur aussi grande que celle du clergé contre la République. On pourrait trouver des moralités complémentaires là où la guerre entre le pouvoir et l'Église peut détruire ce qui reste de ces moralités.

Elle ne garde que la haine des jésuites ; contre eux, elle ne désarme pas.

Cependant, l'un des passages de l'une des dernières lettres que j'ai reçues de Nohant se rapproche de nos jugements. Elle est sévère comme nous pour Victor Hugo, qui traite M. Thiers après la prise de Paris comme il traitait Napoléon III après le 2 décembre. Victor Hugo ne fait aucune différence entre des représailles et les tueries du boulevard en pleine paix. Mais

Mme Sand ne mérite-t-elle pas les mêmes reproches que Victor Hugo pour ses injustices envers Gambetta? Pourtant notre grande amie veut que « nous cessions de maudire et même de souffrir ».

« La France, dit-elle, est une grande ambulance où il faut s'oublier et s'effacer pour les autres. Nous disons trop que nous sommes perdus. Je crois, ajoute-t-elle, à un libéralisme qui sera sec, froid et borné; ce ne sera pas un idéal, mais il faudra l'accepter ou périr dans la boue et le sang de l'Internationale. Celle-là est bien plus inquiétante que les cagots, et elle a eu l'art d'être plus odieuse encore. »

Mme Sand me répète ce qu'elle m'a déjà écrit: « Pleurons des larmes de sang sur nos illusions et nos erreurs », et elle continue :

« Nous avons cru que le peuple des villes était bon et brave; il est méchant quand il est brave, poltron quand il est bon. L'Empire l'a rendu dangereux. La République possible ne pourra que le rendre inoffensif; la République idéale est loin, loin dans l'avenir. Adam, Louis Blanc et les autres sont bien forcés d'emboîter le pas avec Thiers, et ils ont fait un grand acte de raison en le soutenant contre les excès de la Commune et ceux des légitimistes.

« Soyons donc raisonnables à présent; il n'y a pas d'autre chemin pour le devoir. Ne soyons pas nerveux et agités.

« Je sais que votre fille est tout plein belle. Mariez-la bien. Pas trop dans la politique, je vous en conjure.

« Nos fillettes poussent. Les voir rire et sauter dans les fleurs, c'est comme un bain pour nos âmes épouvantées et navrées. »

Mme Sand continue à s'acharner après Gambetta. Nous en avons un grand chagrin. Elle a livré un véritable assaut à la *Revue des Deux Mondes* pour que Buloz publie les nouvelles *Lettres de Junius*, de Dumas, si dures pour Gambetta. Dumas est terrible, il arrache et secoue le morceau en fauve.

S'il a de violentes indignations contre la Commune, il faut convenir qu'il ne mâche pas la vérité à l'assemblée de Versailles ni aux Versaillais.

« J'ai vu, écrit-il dans les *Lettres de Junius*, la bêtise humaine se promener et s'étaler dans les larges avenues de Versailles comme jamais n'aurait osé le faire la Majesté de Louis XIV. »

L'un de ces derniers jours, je me suis trouvée avec Dumas chez Calmann-Lévy. Il m'a « dépouillé » Gambetta de telle façon que je lui ai dit :

« Mais, mon cher ami, il y a des gens de valeur qui croient en lui. »

Dumas me répond, avec un dédain que je ne puis rendre :

« Rien de ce qui l'a côtoyé ne peut avoir de valeur réelle.

— Tant pis pour moi et pour Adam, qui avons en lui une foi absolue et ne connaissons pas d'autre chef.

— Vous êtes des gogos, Adam et vous.

— Va pour gogos! mais j'y ajoute : plus Français que vous! »

Nous nous sommes boudés, Dumas et moi, jusqu'en 1879.

Adam arrive de Versailles avec ce qu'il appelle une lueur. Pouyer-Quartier vient d'annoncer à l'Assemblée que le premier emprunt de deux milliards pour la rançon prussienne a été couvert quatre fois.

« C'est même trop beau, ajoute Adam. Bismarck va se reprocher de ne pas nous avoir taxés davantage, et tant que l'ennemi occupera notre territoire il faut toujours craindre quelque retour agressif du « monstre ».

*
* *

Enfin, nous apprenons que Gambetta accepte les candidatures qui lui sont offertes par les départements des Bouches-du-Rhône, du Var et de la Seine.

Nous en éprouvons une grande joie. On va le voir à l'œuvre. Il donnera des preuves de ce qu'il vaut, bien autrement concluantes que nos affirmations les plus chaleureuses. Nous le con-

naissons assez pour savoir que celui qui a été possédé par la sainte fureur patriotique étonnera le monde par sa sagesse et par sa pondération.

Le 26 juin, Gambetta, par le discours de Bordeaux, tente sa première pénétration de la sphère d'influence qu'il va peu à peu conquérir.

Nos amis ayant repris l'habitude de se retrouver le soir dans notre salon, nous ne parlons que du discours de Bordeaux.

De Ronchaud, Ménard, Paul de Saint-Victor, mes chers grecs, tous trois patriotes comme moi, sont dans l'enthousiasme des paroles de Gambetta.

Quoi que prétende Raoul Frary, qui nous répète sans cesse que nous sommes démodés, que la Grèce et le classicisme ont fait leur temps, nous savons par nous que si l'antiquité s'est enfuie jusqu'aux calendes, son souvenir nous fournit à chaque instant des faits, des sentiments, des préceptes qui semblent éclos de notre vie actuelle.

Notre intimité avec les Dorian ne fait que croître. Adam et Dorian s'aiment d'une amitié de frères. Ils pensent et votent toujours ensemble.

Avec Jules de Lasteyrie viennent à nos soirs assidûment MM. de Marcère et Bardoux, Spuller, Lepère, Hippolyte Carnot toujours fidèle.

« Gambetta tout entier est dans cette phrase, ajoute Spuller; vous verrez, dit-il à Jules de Lasteyrie sans s'inquiéter de son sourire, combien il saura comprendre et même garantir l'influence des libéraux. Ce n'est pas un partisan, c'est un politique. Il aime par-dessus tout la France, et je vous jure qu'il ne songera qu'à guérir ses plaies.

— Et que pensez-vous de cette phrase? s'écrie Lepère en tirant de sa poche une coupure de journal: « Qu'il soit bien entendu que lorsqu'un citoyen est né en France il est né un soldat! Mettons dix ans, vingt ans pour régénérer la France; nous sommes des frères aînés, et nous serions des frères ingrats si nous quittions la vie sans avoir assuré l'émancipation matérielle et morale du paysan. »

— La devise de Gambetta, dit Adam, est : « Instruire et armer la France pour la rendre digne de la liberté. »

De Reims ne dissimule pas sa fureur contre Gambetta à cause de sa phrase sur « la France qui refuse de verser encore une fois dans l'ornière des dynasties ».

« Et puis, ajoute de Reims, qu'est-ce qu'un homme politique qui ose dire : « La science politique la plus sûre consiste dans l'interprétation exacte du sentiment public »? D'abord, comme phrase c'est du charabia, et puis, le sentiment public c'est la masse, une brute qu'il

faut conduire ; en la suivant on arrive à l'imiter et à devenir brute soi-même. »

*
* *

Rochefort est toujours notre grande inquiétude. L'opinion continue à le rendre responsable de fautes auquelles il n'a pas même été mêlé. Dorian le croit perdu. Adam et moi nous conservons l'espoir de le sauver.

Gambetta est revenu. Adam l'a vu dès son arrivée. Il veut causer tout un soir, seul, avec nous, « des choses de Paris » et de nos amis du centre gauche dont il se préoccupe.

Cette soirée a été longue et d'un intérêt passionnant. Adam et moi nous répondions à toutes les questions de Gambetta avec notre sincérité habituelle.

A propos de la Commune, Adam lui dit qu'il n'aurait pas dû admettre que Ranc, son ex-préfet de police, y entrât. Lui, Gambetta, ne pouvant en être, pourquoi l'un de ses plus proches lieutenants le pouvait-il?

« Vous trouverez souvent sur votre chemin, lui dis-je, le reproche d'avoir été plus dur, plus violent pour Jules Favre, pour Lavertujon, que pour les fusilleurs d'otages dont vous n'avez jamais condamné les crimes. Ni Adam ni moi nous ne défendons les premiers, vis-à-vis de

vous, mais nous aimerions que vous ayez l'horreur des autres avec nous.

— Le discours que vous venez de faire à Bordeaux dont vous aviez été chassé, pour ainsi dire, est un coup de maître, ajoute Adam. La pondération, la sagesse de ce discours a stupéfié vos ennemis. Vous pouvez dès aujourd'hui grouper autour de vous une partie de la gauche et quelques membres de l'extrême gauche. Juliette et moi nous vous faciliterons plus d'une entente avec le centre gauche sur les grandes questions de politique nationale; avant peu, je suis convaincu qu'il n'y aura plus en présence de l'Assemblée que Thiers, le comte de Chambord, Grévy et vous. Le centre gauche avec Thiers, la gauche modérée avec Grévy, tous les monarchistes ralliés au comte de Chambord, vous avec les ardents de l'Union républicaine, les assagissant, sortant les vieux de leur nécropole, entouré de fidèles qui veulent savoir où ils vont et auxquels il faut un programme, voilà les groupements qu'on verra bientôt à l'Assemblée. Duclerc, Edmond de Lafayette, Paul de Rémusat, Dorian, Lepère, moi et d'autres ne pouvons être dirigés par Louis Blanc. Sans vous nous finirions par aller au centre gauche. »

Adam avait vu Saint-Hilaire après le discours de Bordeaux et il redit à Gambetta ce qu'en disait Thiers : « Qu'il était frappé de la sagesse de ce discours. » Une phrase l'a particulièrement

séduit : « La démocratie doit ouvrir ses rangs à toutes les bonnes volontés. » « Je crois même, ajoutait Adam, avoir compris que Thiers vous trouve trop sage et craint d'avoir à vous redouter sous cet aspect nouveau.

— Thiers, répondit Gambetta, sait très bien qu'il n'a rien à craindre de moi. Ne lui ai-je pas cédé la place quand je pouvais la garder à Bordeaux? Ce n'est pas « aux autres », et il appuyait sur ce mot, que j'ai cédé, c'est à lui! au vieillard, qui, ne pouvant combattre, s'en était allé par tous les chemins de l'Europe chercher du secours pour la France tandis que Jules Favre refusait de traverser la Manche pour le trouver.

— Ce que Thiers a aussi remarqué, reprit Adam, c'est la répétition des paroles prononcées par lui-même à Bordeaux lors du pacte de février : « Le triomphe définitif sera au plus sage. » Vous avez dit : « Le triomphe définitif sera au plus sage et au plus digne. »

Adam et moi, en cette soirée, nous répétions l'un et l'autre à notre chef nos avis, non nos conseils.

Et j'admirais mon mari si grave, si expérimenté, si impatient de tout joug, prêt à la discipline sous le commandement de ce jeune.

« Il vous faut un grand journal, reprenait Adam. J'ai le chagrin d'avoir dépassé et d'outrepasser encore avec l'*Avenir national* la possibilité des sacrifices. Ce qui me console, c'est

d'avoir été parmi ceux qui, les premiers, ont ouvert la voie à votre action. Dubochet, Scheurer-Kestner, Dorian, peuvent aisément réunir les fonds nécessaires pour créer le grand organe qui sera votre porte-idées. Quant à vos collaborateurs, ils ont été créés et mis au monde pour vous ; c'est Challemel, Spuller, Ranc, Paul Bert, Isambert, etc.

— Ne vaudrait-il pas mieux reprendre l'*Avenir national?* demandait Gambetta.

— Non. L'*Avenir national* est fini. Je suis trop vieux dans la politique pour ne pas savoir qu'un journal ne se galvanise pas. Le mieux est d'en créer un nouveau, libre de tout lien, de toute responsabilité, n'ayant aucun passé dans des polémiques qui engagent. Avec un nouveau journal on tâte du jour au lendemain son public qui vous achète et s'abonne selon ce que vous représentez à ses yeux.

— Votre avis a pour moi un poids d'autant plus grand que vous auriez intérêt à la reprise de l'*Avenir national,* dit Gambetta en riant. C'est d'ailleurs l'opinion de Challemel qu'il faut un journal neuf. Nous avons le titre, dans le cas où nous le créerions : « la *République Française.* »

— Admirable ! » nous écrions-nous.

Notre salon, notre maison, notre dévouement, nos relations, je puis le dire sans crainte d'être démentie, devinrent fort utiles à Gam-

betta. Il voyait chez nous des artistes qu'il charmait, des financiers qu'il rassurait, des adversaires politiques qu'il enrôlait.

Rien ne ressemblait mòins à la République de Gambetta que celle de 1849 ou de 1793. Moitié souriant il venait droit à ma République athénienne, et Adam et moi nous nous faisions les apôtres de la sienne.

Il voulait une France recueillie qui songe à panser ses blessures; mais lorsqu'il parlait du rôle qu'elle pourrait jouer après sa période forcée de recueillement, alors c'était la fierté future, l'armée « principale image de la régénération du pays » fortifiée, glorifiée chaque jour pour la relever de la défaite. Puis c'étaient des écoles à l'infini, instruisant le peuple, l'élevant au niveau intellectuel des autres classes, c'était l'instituteur français jouant le grand rôle qu'avait joué l'instituteur allemand, le laïcisme chassant toutes les ténèbres accumulées par le cléricalisme, enfin la pensée libérée planant sur les erreurs du passé, la France grandie par le malheur, assagie, étonnant le monde par ses facultés de relèvement.

Rochefort m'avait demandé de lui envoyer mes livres, dont il n'avait lu aucun, et il les analysait avec son esprit habituel, à ma grande fierté.

Il réclamait nos photographies, disant à Adam lorsqu'il le voyait : « C'est quelque chose, lors-

qu'on est seul dans un four à plâtre, de regarder de temps en temps une figure amie. »

Rochefort s'impatientait de ne pas comparaître devant ses juges. Notre pauvre ami ne se doutait pas que, jugé à ce moment-là, il eût été infailliblement condamné à mort. M. Thiers multipliait les atermoiements et faisait l'impossible pour retarder l'époque des jugements, afin que les accusés pussent bénéficier d'un peu d'apaisement.

« Je ne sors plus de ma cellule, m'écrivait Rochefort. Les préaux rabougris où l'on se promène sont sinistres. Ce sont moins des jardins que des concessions de cimetière. J'aime encore mieux rester à respirer l'air impur de ma cellule.

« Sous l'Empire, quand je suis allé déposer à Tours, dans le procès de Pierre Bonaparte, j'étais à Sainte-Pélagie. On m'a envoyé, pour m'accompagner, un agent de police décoré et mis comme un prince. J'avais envie de le présenter à ma famille. Il a pris pour moi un coupé et je n'ai jamais pu lui faire accepter le prix de ma place. Quand je suis arrivé à la gare de Tours j'ai trouvé la voiture du préfet qui m'attendait!!!

« Il y a loin de là à l'espèce de retour de Varennes qu'on a organisé pour mon arrivée à Versailles, avec cette différence que Louis XVI a été arrêté pour avoir voulu amener les Prus-

siens à Paris, et que moi je l'ai été comme étant de ceux qui voulaient les empêcher d'entrer. Ce qui prouve que deux causes absolument contraires peuvent produire les mêmes effets.

« Je reçois toujours régulièrement des lettres de Bibi. Elles sont courtes mais nombreuses. Mon Dieu! me promener libre dans un jardin avec ma miaulée, quel rêve! J'ai toujours adoré mes enfants et je n'ai jamais pu rester trois jours tranquille avec eux! »

*
* *

La revue! Une revue! Nous allons revoir nos soldats, non plus en haillons, tous les corps, toutes les armes mélangées dans un fouillis misérable comme après Sedan, avec leurs yeux effarés du spectacle horrible de la défaite, nous allons les revoir, nos petits soldats, non plus gelés, leur uniforme en loques, désespérés de l'inaction des chefs, amassant aux avant-postes toutes les rancunes contre un Vinoy, un Trochu, qui s'entêtaient à ne pas utiliser l'ardeur vengeresse des défenseurs de Paris et ne semblaient poursuivre qu'un but : les détremper!

La revue à Longchamps! Adam et moi nous sommes levés à une heure invraisemblable, émus aux larmes en songeant que le drapeau

de notre France va nous apparaître dans les mains de soldats qui ont repris conscience de leur force ; nous verrons des régiments réorganisés, avec une mentalité refaite, et la lointaine revanche, nous l'entreverrons...

Saluons en passant la statue de Strasbourg enveloppée de ses voiles de deuil. La journée est superbe. L'espérance luit dans les rayons du soleil. Jamais, depuis l'affreuse guerre, nous n'avons cru à un renouveau possible ; aujourd'hui nous y croyons.

Voici Mac-Mahon, le héros de Reichshoffen. Les régiments de cuirassiers sont frénétiquement acclamés. Chanzy, Jauréguiberry, d'Aurelles de Paladine, sont comme enveloppés d'une atmosphère d'applaudissements.

Les défenseurs de Bitche ont leur part d'enthousiasme.

Le canon nouveau modèle défile, et nos imaginations lui prêtent une personnalité. C'est le canon de la revanche !

Thiers, ému au delà de toute expression, lutte en vain contre son attendrissement. Sa petite taille se redresse ; mais, de temps à autre, une larme saute de ses yeux qu'il ne peut retenir ; ses paupières battent nerveusement. Grévy à sa droite, Simon à sa gauche, affectent la dignité.

Lorsque à la fin de la revue le maréchal de Mac-Mahon vient saluer M. Thiers, celui-ci,

presque titubant, descend de la tribune, hier impériale, et tend ses deux mains au maréchal.

Mais les larmes rentrées s'échappent à la fois, et c'est dans un sanglot, d'une voix inintelligible, que « le petit bourgeois » dit : « Merci ! » au chef d'une armée qu'il a relevée et qu'il adore.

Une clameur immense, où pas une voix ne manque, s'élève de la foule quoiqu'elle n'ait vu que le geste de Thiers et n'ait point entendu le sanglot.

Gambetta est dans la joie du succès de la revue. Il aime l'armée passionnément. L'armée ! à aucun moment, chez aucun peuple, elle n'a mieux justifié l'expression d'armée nationale.

*
* *

Rien ne peut donner l'idée des affolements d'opinion aux élections complémentaires de juillet.

Girardin est parvenu à grouper vingt et un journaux sous le nom d'Union parisienne de la Presse avec des éléments bonapartistes. Ulbach de son côté groupe la presse républicaine ; mais voilà que chaque rédacteur en chef veut poser sa candidature. La gauche modérée, la gauche radicale, font leur liste ; personne ne s'entend et même ne se comprend.

M. Thiers seul sait ce qu'il veut. Il a l'air de ne se mêler de rien, mais il a fait secrètement une liste avec son ami le plus sûr, M. Renouard. Cette liste se compose de Mgr Freppel, qui est Alsacien, de M. de Pressensé, pasteur libéral, d'Alfred André, maire de l'arrondissement de M. Thiers, de M. de Laboulaye, dont *le Voyage en Amérique* est toujours goûté, de M. de Ploeuc, sous-gouverneur de la Banque de France, auquel on doit le sauvetage de cet établissement pendant la Commune, de M. Denormandie, président de la chambre des avoués, de MM. Louvet et Dietz-Monnin. Tous sont amis personnels et dévoués de M. Thiers. Qui ne le sait?

M. Thiers n'a nul besoin d'intervention officielle pour protéger leur candidature. « Le petit bourgeois » met en avant de grands bourgeois. On sait à Paris ce qu'indiquer veut dire.

Selon son habitude des coups de théâtre, Girardin déclare un beau jour que « l'Union parisienne de la Presse » et ses vingt et un journaux donnent leur adhésion formelle à la politique de M. Thiers.

Sur l'heure, M. Renouard rend la politesse à Girardin et déclare à son tour qu'il se rallie au programme de « l'Union parisienne de la Presse ».

Adam est allé à Nice soutenir la candidature française de notre ami Henri Lefèvre. Il faut

lutter avec toutes ses ressources contre l'influence de Borriglione.

Celui-ci affichait sur tous les murs de Nice des insultes à la France et ne parlait, dans chacune de ses harangues, que de « la honte du plébiscite de 1860 obtenu à prix d'or ».

Le docteur Maure s'est laissé porter à Grasse. Il demande à ses électeurs de le nommer « comme ami de M. Thiers ».

Malgré les mécontents, le gâchis, et peut-être à cause de ce gâchis sur lequel spéculaient nos adversaires, le succès de la gauche est complet.

M. Thiers apparaît fortifié par nos succès, mais les monarchistes sont dans une surexcitation violente. Ils prétendent que toutes les manœuvres de M. Thiers ont eu pour but le triomphe des républicains.

Gambetta est nommé dans les trois départements où il s'est porté : Seine, Bouches-du-Rhône, Var.

Adam revient de Nice ravi. Ernest Lefèvre est élu. Un mouvement d'opinion se manifeste contre Borriglione. Sa majorité séparatiste est, cette fois, entamée.

Dans ma Picardie on s'est beaucoup passionné pour ou contre l'élection de René Goblet, presque aussi petit que M. Thiers. Républicain de la veille, Goblet avait échoué en février. Mes cousins d'Amiens m'écrivent que

leur petit député fera certainement grande figure à l'Assemblée.

C'est, paraît-il, un caractère à l'abri de toute faiblesse, avocat de premier ordre, quoique parlant, me dit-on, un peu trop vite. Il honorera notre Picardie.

Au cours d'une soirée que nous passons avec Gambetta, Spuller, Challemel-Lacour, Scheurer-Kestner, nous ne cessons de parler de la revue. Nous sommes tous d'accord sur ceci : que les Simon, les Jules Favre, les Trochu, des phraseurs soi-disant sentimentaux, n'aiment pas l'armée; ils la subissent. Thiers, au contraire, l'adore.

Gambetta se rappelle une dépêche par pigeon qu'il envoyait à Jules Favre, le 22 janvier, en réponse à une dépêche de Trochu, du 17 janvier, annonçant pour le 19 « l'effort suprême du désespoir ».

« J'étais révolté, nous dit Gambetta, du peu de confiance que le gouvernement de Paris avait dans sa tentative; il n'y voyait qu'un devoir insupportable à accomplir, une prime à donner à la résignation.

« J'écrivis à Jules Favre, ajoutait Gambetta : J'ai les plus tristes pressentiments et, habitué comme je le suis à ressentir toujours fidèlement les émotions du peuple de Paris, même à distance, j'ai la conviction que ce peuple ne supportera pas une telle fin, et je redoute pour

vous une issue tragique, pour Paris un déshonneur, pour la République une ineffaçable honte.

« Et j'ajoutai : Montrez-vous à la hauteur de cette crise effroyable et n'acceptez de succomber qu'en défiant l'histoire de pouvoir vous reprocher une telle faiblesse.

— La Commune, dis-je, a été engendrée uniquement par l'état d'esprit de Jules Favre et de Trochu. Après avoir déclaré, l'un qu'il ne céderait ni une pierre de nos forteresses ni un pouce de notre territoire, l'autre qu'il ne capitulerait pas, ils ont lâchement fait les deux quand nous sentions en nous toutes les possibilités de vaincre. »

Gambetta nous parle des généraux qui se formaient en province, tandis qu'avec un Trochu ils se perdaient à Paris. Parmi les jeunes, si la guerre eût continué, plus d'un aurait eu sa page d'histoire. Notre ami Billot, à Beaune-la-Rolande, montra de solides qualités de résistance. Au passage de l'Oignon, sur la glace, il fut véritablement un officier d'état-major. A Héricourt il se battit le premier jour superbement et il se tint de même durant la retraite.

« Que dire de Chanzy, de Jauréguiberry, de d'Aurelles de Paladine et de tant d'autres qui partout surgissaient? » ajoutait Gambetta.

Adam a vu Thiers aujourd'hui 12 juillet à une heure et demie avec trois de nos amis poli-

tiques. Saint-Hilaire lui avait écrit sur une demande, non de visite, mais d'audience :

« Je vous engage, mon cher Adam, à ne venir que quatre ou cinq au plus, afin que la conférence soit efficace au possible. »

Il s'agissait d'intérêts parisiens, et Thiers a promis ce qu'on lui a demandé. La guerre, la Commune, ont mis dans un tel état de souffrance quelques-uns de ces intérêts qu'il faut à tout prix essayer de les sauvegarder.

Adam, retenu un instant seul par Thiers, lui a parlé du succès des élections.

« La droite fera l'impossible pour nous enlever les bénéfices de ce succès, répond le Président. Obtenez de vos amis, mon cher Adam, la difficile sagesse, sinon votre République tant désirée vous échappera.

— Nous sommes résolus à la patience, et je la prêche, dit Adam.

— Faites-la aussi prêcher par votre femme qui ne l'aime guère, ajoute en riant M. Thiers.

— Vous vous trompez, monsieur le Président, et vous êtes mal renseigné. Ma femme aussi prêche la patience. Elle la croit utile à notre République et aussi... à vous. C'est pourquoi, tous deux, nous vous demandons notre récompense.

— Chut! réplique M. Thiers qui devine. Ne me parlez pas *encore* de Rochefort. »

Cet *encore* veut-il sûrement dire : « Vous

pourrez m'en parler plus tard »? Adam, perplexe, voit Saint-Hilaire et lui demande son opinion à cet égard. Et Saint-Hilaire répond sans une hésitation :

« Oui, vous pourrez lui en parler plus tard, mais, plus ce sera tard, plus les choses seront possibles. »

Adam m'apporte la bonne nouvelle et me remet en même temps une lettre de Rochefort qui me remercie de tout son cœur de ma sollicitude pour Bibi. Il a vu le cher enfant, que je lui ai fait conduire ces derniers jours, et il lui a semblé moins « cabotin ». Bibi, seul avec son père, lui a dit qu'il nous adorait, et Rochefort ajoute : « Bibi est un malin qui n'aimerait pas quelqu'un qui ne le paierait pas de retour. »

Rochefort sait que les journaux ont répandu la nouvelle de sa folie. Il voudrait que cela fût vrai, et « serait alors moins triste ».

*
* *

Nous avions l'un de ces jours à dîner, en même temps que d'autres amis, Charles Blanc, frère de Louis Blanc, et Chenavard.

Impossible de s'imaginer quel plaisir et quel profit on peut tirer, pour son instruction artistique, de l'une de leurs discussions. Ils ont une manière à eux « de déchirer les voiles du temple

de l'art et d'ouvrir à l'esprit des perspectives imprévues et grandissantes, » selon l'expression de Burty.

Louis Jourdan, Schœlcher, Paul de Saint-Victor, Burty, Ed. Texier, criaient à chaque instant : « Bravo! » De Ronchaud, invité, qui n'était pas à Paris, écrivait qu'il « se rongeait les poings de n'être pas des nôtres. »

Nous avons, ce soir-là, fait endiabler Schœlcher sur l'abolition de l'esclavage.

Louis Jourdan, ex-saint-simonien qui cependant ne craignait pas la marche en avant des principes sociaux, disait à Schœlcher qu'il eût fallu plus de préparation à la liberté des noirs, que l'éducation pour l'exercice des droits est l'une des choses que l'on a tort de négliger, « le droit exercé sans éducation devenant le prétexte et le mobile des pires abus ».

Chenavard a prétendu que, d'après ses renseignements qu'il affirme certains, il va falloir avant peu commencer une campagne en faveur de l'affranchissement des blancs.

Schœlcher s'est fâché.

Louis Jourdan, qui a tant souffert avec moi durant le siège et qui garde la haine de Trochu, est dans la joie qu'il ait donné sa démission. Enfin, cet incapable, ce bavard, ce malfaisant se jauge et disparaît.

« Il a trouvé le moyen à la Chambre, dit Schœlcher, d'ajouter au mépris qu'on avait de

son caractère, en votant avec le centre droit. Par là, il a donné une fois de plus la preuve qu'il n'avait jamais voulu que la République eût à son avoir la délivrance de Paris. »

Rochefort a parlé à Adam ces derniers jours de faire apprendre les armes à Bibi, et il m'écrit à ce propos :

« J'avais commencé à Bruxelles à faire faire des armes à Bibi, mais il était vraiment trop petit. Il aurait pu coucher dans son masque. Dans quelque temps, on pourra lui mettre un fleuret en main. Ce sera d'abord pour lui une excellente gymnastique; ensuite, il porte un nom qui peut l'exposer plus tard à des aventures. Je ne veux certainement pas en faire un gladiateur, mais enfin je me suis moi-même souvent battu avant de m'être à peu près bronzé sur la calomnie, et je serais mort dix fois si je n'avais pas su tenir une épée. Ensuite, l'escrime lui donnera de l'aplomb, car je le crois, comme bravoure, très inférieur à Duguesclin. Enfin, il faut qu'il sache au besoin vous défendre et mettre sa gentilhommerie au service de votre fille.

« Je ne sais absolument rien de ce qui se passe à Paris depuis deux mois. C'est par le plus grand des hasards que j'ai appris la mort de Chaudey et celle de l'archevêque. Aussi mes idées sont-elles complètement brouillées. »

Gambetta, Spuller, Challemel, viennent nous

demander à dîner. Ils ne parlent que de la pétition des évêques de France, laquelle tente de mettre M. Thiers en demeure de déclarer que l'envahissement des états pontificaux par les troupes de Victor-Emmanuel est un acte de piraterie.

On imagine notre révolte, l'effervescence, la surexcitation qu'une telle politique apporte dans notre milieu. Nous, les partisans de l'Italie *une!* Nous, les amis de Garibaldi, qui, hier encore, nous défendait contre l'envahisseur, protestait contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine!

« C'est fou! disait Gambetta; c'est nous porter un défi intolérable!

— Ces gens sont frappés d'aliénation mentale, ajoutait Challemel. Quand nous n'avons pas su garder l'Alsace-Lorraine, nous irions reprendre les états pontificaux!

— C'est jeter l'Italie dans les bras de l'Allemagne! » reprenait Spuller.

Et Adam répétait un propos de Thiers qu'il tenait de Léon de Maleville :

« Ces gens ne sont pas français, ce sont des moines, des ligueurs. Certes, je n'ai pas fait l'unité de l'Italie ni même admis qu'on la fasse, mais il n'est pas en mon pouvoir de la défaire, ce qui ne m'empêche pas d'être le seul en Europe à défendre le clergé. Si l'on me laisse faire, si l'on s'en rapporte à ma prudence, mon désir et mon devoir sont d'assurer la complète

indépendance du Saint-Siège. Je le ferai seul ou à l'aide des puissances catholiques. »

Notre ami Brisson, plus *morale indépendante* que jamais, outré de la pétition des évêques, annonçait le jour même dans les couloirs de la Chambre qu'il parlerait sur cette pétition.

« Je lui couperai son discours, nous dit Gambetta, et ferai ma rentrée sur la question. »

Le lendemain, j'accompagne Adam à Versailles pour entendre Gambetta. Grande émotion pour nous, grande curiosité pour d'autres qui se montrent « le fou furieux ».

Élu par trois départements, Gambetta représente seul aujourd'hui l'esprit du gouvernement de la Défense nationale.

Gros, lourd, mal habillé, il se traîne plus qu'il ne marche. Il est assis, et sa tête, qu'il porte avec fierté, émerge singulièrement entre le pâle visage effacé de Dréo, gendre de Garnier-Pagès, et la physionomie fouineuse de Clément Laurier.

« Il a rugi! dit la femme d'un député de la Droite, assise auprès de moi, en voyant Gambetta se diriger vers la tribune.

— Oui, dis-je, c'est un lion! »

Gambetta, les yeux à terre, le dos voûté, monte à la tribune. Le « fou furieux », le « lion rugissant » va parler. Son anti-cléricalisme a l'occasion d'éclater. Sans aucun doute, Mgr Dupanloup et les évêques de France, brutalement

attaqués, verront leur pétition voler en morceaux...

On juge de la stupéfaction des auditeurs lorsque, dans un silence absolu, Gambetta, d'une voix forte et calme, déclare au nom de ses amis qu'eux et lui se rallient à un ordre du jour accepté par M. Thiers, sur le renvoi de la pétition épiscopale au gouvernement.

C'était d'une extrême habileté, malgré certaine apparence d'un désaveu de la politique anti-cléricale. L'intervention de Gambetta compromettait M. Thiers. Aussi celui-ci s'empressa-t-il de déclarer qu'il n'était pas plus d'accord avec Mgr Dupanloup qu'avec M. Gambetta, quoique leur vote pût se rencontrer dans l'urne.

Mais la méfiance était semée chez nos adversaires. Gambetta rallié à un ordre du jour auquel se ralliait M. Thiers, et M. Thiers parlant à titre égal de Mgr Dupanloup et du parti républicain, sans mépris pour M. Gambetta, c'était un événement de la plus haute importance!

« D'ailleurs, disait près de moi un député droitier à une très noble dame, c'est clair comme le jour : Gambetta et Thiers sont d'accord secrètement. Est-ce que la décoration de Faidherbe comme grand-officier de la Légion d'honneur, après qu'il a dédié à Gambetta son livre sur les opérations de l'armée du Nord, n'est pas une preuve éclatante de cette entente? »

Au départ et dans le train, Adam est assailli de questions, à cause de sa double amitié pour Thiers et pour Gambetta.

« Voyons, Adam, vous en savez quelque chose? Ils sont d'accord? Vous êtes certainement l'intermédiaire entre eux, le trait d'union. »

Adam hausse les épaules.

« Hélas! répond-il, je voudrais bien que cela puisse être, mais c'est loin, bien loin, quoique dans les possibilités des choses futures. »

Ce jour-là, j'entendis l'un de nos ennemis politiques appeler Gambetta « le Dauphin ». Depuis, entre nous, ce nom lui resta.

Quelle corvée c'eût été d'aller à Versailles par une chaleur tropicale, si l'intérêt des séances n'avait dominé le malaise qu'on ressentait dans les wagons et dans une salle surchauffés!

Deux fois sur trois, les femmes des députés que la politique intéresse allaient rejoindre leurs maris. On dînait aux Réservoirs, où la fraîcheur était délicieuse; on admirait de sa table les couchers de soleil au fond du parc.

Ces dîners, qui mettaient en contact les adversaires les plus intransigeants, étaient bien français.

Notre groupe, cependant, restait l'ennemi violent des bonapartistes, et nous ne pouvions taire notre indignation en voyant les campagnes communes faites par les monarchistes,

si ennemis de l'Empire sous l'Empire, et les épaves impérialistes.

Rouher avait été élu en Corse, M. Abattucci, fils de l'ancien garde des sceaux, lui ayant livré sa circonscription.

On recommençait à parler des nouvelles espérances qui pénétraient à Chislehurst. C'étaient des voyages sans cesse renouvelés.

« La boue de Sedan commence à sécher, » disait Hetzel.

Mais il nous semblait, à nous, que nous avions le vent en poupe, les élections du 2 juillet ayant eu toutes un caractère incontestablement « gauche républicaine ».

M. Thiers, chaque fois qu'il voyait Adam, lui répétait, non dans les mêmes termes, mais dans le même esprit :

« Soyez sage, mais pas trop, pourtant, car vous auriez l'air de faire ma politique et moi la vôtre, et les monarchistes s'exaspéreraient encore davantage. »

« Davantage! » Était-ce possible?

Le centre droit procédait à toutes les enquêtes avec une violence, une inimitié, qui soulevaient parmi nous et amassaient contre les monarchistes des haines dangereuses.

*
* *

Flaubert est à Paris. Je ne l'ai pas revu

depuis la guerre. Les Prussiens ont évacué la Normandie ; il respire ! Mais qu'il est cruel pour ce qu'il appelle ma République !

« Ce sera un gouvernement de plus en plus bête et bourgeois ! » me dit-il.

Flaubert est indigné à la fois contre la Commune et contre la répression. Il cite dans les deux camps des faits de cruauté révoltante.

« La France descend, elle ne remontera pas, déclare Flaubert. L'art, les lettres, qu'est-ce qui s'occupera de ça dans un demi-siècle, ou de quelle manière s'en occupera-t-on ? Quel cénacle d'en bas lui infligera ses formes ? Les beaux jours des supériorités sont bien finis. Le régime du cabaretier, du conseiller municipal, de l'instituteur primaire, accourt galopant. »

Ce bon et grand Flaubert a tant souffert de l'invasion qu'il a des amertumes plein le cœur. C'est une critique à l'état permanent pour tous et pour toutes choses.

Il se plaît à juger avec mépris et de très haut. La mesquinerie, le bourgeoisisme, l'exaspèrent, la médiocrité satisfaite d'elle-même devient pour lui une sorte de défi, une offense ; il relève sans cesse le gant contre elle.

Très profondément bon, très sensible, le scepticisme est chez lui, comme chez Mérimée, un rôle tenu à force d'esprit.

Sa bête noire est toujours Buloz. Les citations de certaines phrases trouvées dans la *Revue des*

Deux-Mondes emplissent sa merveilleuse mémoire, et il en enfile les perles l'une après l'autre avec une verve intarissable.

Je me demande comment j'ai pu avoir l'audace d'écrire à côté de maîtres comme Flaubert et comme Mérimée; ma plume aurait dû cent fois se briser entre mes mains! Mais eux, si cruels à tant d'autres, n'ont peut-être été pour moi aussi paternels que parce qu'ils me jugeaient toute petite.

Flaubert sait comme moi que Mme Sand ne renouvelle pas son traité avec la *Revue des Deux-Mondes* et avec Lévy. Elle reprend son indépendance. Nous pensons, lui et moi, qu'il est impossible qu'elle ne vende pas ses romans, même à Buloz et à Lévy, assez cher pour retrouver les 24.000 francs de fixe qu'ils lui donnaient.

Elle nous écrit à Adam et à moi qu'il faut que tous deux nous fondions une grande Revue avec elle, avec About, Cherbuliez, etc., mécontents de Buloz et surtout de ceux qui le suppléent et se permettent de changer, de couper à tort et à travers dans leurs œuvres de façon insupportable à qui se respecte et tient à être *soi*.

Elle a pu se défendre depuis deux ans, nous dit-elle, parce qu'elle n'avait affaire qu'à Buloz, mais maintenant c'est Mme Buloz qui répond.

Mme Sand convient que Mme Buloz est honnête et bonne, mais elle écrit sous la dictée, cela se sent.

« Une cuistrerie bien conditionnée, ajoute notre grande amie, plane sur la chose, et nul n'aura de talent que ce pouvoir occulte et ses amis. Je les gênais en ayant une opinion à moi sur Dumas fils, sur Victor Hugo, etc. »

Mme Sand insiste pour que nous fassions une Revue en nous adressant à une foule de lecteurs plus en harmonie avec le mouvement actuel que la « Vieille Revue ». Il n'est pas question de lui faire la guerre, mais pourquoi un groupe d'écrivains ne pourrait-il vivre et respirer en dehors d'elle? Une revue qui admettrait la diversité des aptitudes, l'originalité des esprits, la liberté d'expansion.

« Vous pourriez, Adam et vous, relever les revues tombées qui n'ont sombré que faute d'activité et de valeur pratique. »

Mme Sand nous dit que, si elle avait cette valeur pratique, elle ferait cette Revue elle-même.

« Pensez à mon idée, reprend-elle; l'esprit français flotte entre les turpitudes et les rengaines. Si la *Revue des Deux-Mondes* avait publié tout entière la lettre de Junius, elle aurait perdu quelques abonnés en Allemagne, elle en aurait gagné en France.

« Faites donc une revue pour la France, et soyez l'expression vraie de la prépondérance française dans le domaine de l'esprit qui lui appartient. »

Nous parlons sans cesse de ce projet, Adam

et moi. Flaubert, que nous rencontrons et à qui nous en disons un mot, approuve de toutes ses forces et il sera avec nous.

*
* *

Enfin, l'homme qui a sacrifié l'armée de l'Est a quitté le pouvoir. M. de Rémusat remplace Jules Favre aux affaires étrangères.

M. de Broglie est toujours à Londres. Il passe et repasse la Manche à chaque instant pour combattre M. Thiers, qui commence à en être quelque peu agacé, dit Saint-Hilaire.

Tribert, notre ami Tribert que nous avons trouvé durant le siège simple soldat aux avant-postes, a été nommé député le 2 juillet dans les Deux-Sèvres. Il revient au milieu de nous reprendre avec de Ronchaud, Paul de Saint-Victor, Mme de Pierreclos, Edmond Texier, nos causeries du salon de Mme d'Agoult.

Hélas ! quand pourrons-nous causer en paix? Paris est singulièrement agité. Les élections municipales ont réveillé tous les souvenirs de la Commune.

Léon Say, après les élections, a voulu donner sa démission de préfet de la Seine, disant qu'il lui répugnait de présider une Commune légale. Nous trouvons, nous, au contraire, que les élections sont une soupape de sûreté pour Paris et un avertissement utile pour la majorité de l'As-

semblée de Versailles, qui croit déjà la monarchie triomphante.

Ce qui effraie les modérés, c'est la nomination de Ranc, qui a fait partie de la Commune et qui passe pour jacobin dangereux, et de Clémenceau, maire de Montmartre au moment des exécutions des généraux Lecomte et Clément Thomas, qu'il pouvait empêcher, affirme-t-on.

L'inquiétude exagérée des uns gagne les autres. Aucune affaire ne se tente : le marasme, l'inquiétant marasme n'est pas niable. Les communards crient et écrivent qu'ils reprendront Paris avant peu.

Les détenus relâchés à Brest ont sur la route hurlé : « A bientôt la revanche communarde ! »

Jules Simon s'est trop hâté de les libérer, dit-on. Souvent, sur les boulevards de la rive gauche, on entend crier : « Vive la Commune ! » Les internationalistes répètent dans tous leurs pamphlets que la révolution est proche, que bientôt ce seront les commisions des Conseils de guerre qui comparaîtront devant les collectivistes revenus au pouvoir.

Notre salon est de plus en plus le rendez-vous de ceux que nous appelons « les amis du siège », auquel se joignent les députés de province qui se présentent l'un l'autre. On passe sur le boulevard, on voit de la lumière aux fenêtres, on monte. Le vendredi est en outre un jour consacré.

Gambetta est souvent des nôtres, mais nous nous attristons de ne pas le voir reprendre la situation et l'autorité qu'il avait conquises après le 4 septembre et dans les premiers jours du siège.

Nous sommes un jour scandalisés par ce que nous raconte le docteur Maure, que Borriglione, pour le second tour de scrutin, fait à Nice contre la France la plus violente des campagnes.

Il aurait, le 9 août, prononcé les paroles suivantes :

« Il faut réunir toutes les forces des fils de Ségurane pour chasser de chez nous l'étranger d'Outre-Var*. »

Rochefort nous inquiète. Il a des maux de tête violents. Ce qui le tue, c'est le manque d'air. « Ce ne sont plus les plombs de Venise, disait-il à Adam qui l'a vu hier, ce sont les zincs. »

Il souffre surtout d'être séparé de ses enfants.

Voici la note qu'Adam avait donnée à Saint-Hilaire pour qu'il la remette, comme il le lui avait promis, au ministère de la justice.

« Les actes d'accusation dressés contre Rochefort, Maret, Mourot et plusieurs autres journalistes, aujourd'hui détenus, ne relèvent contre eux que des articles. Il est établi par la

* Catherine Ségurane est une sorte de Jeanne Hachette, dont les vieux Niçois se disent volontiers les fils. Elle fit acte d'héroïsme dans un siège au XVI[e] siècle.

déposition de plusieurs membres de la Commune que non seulement Rochefort n'a jamais été membre de la Commune, mais qu'il l'a presque chaque jour combattue en des termes tels que son arrestation avait été décidée.

« Ces divers accusés tombent donc tous sous le coup de la loi sur la presse, et il semble peu équitable de les faire comparaître devant des conseils de guerre établis pour juger des actes insurrectionnels et paraissant essentiellement incompétents pour apprécier des écrits.

« Le seul tribunal possible dans le cas dont nous parlons, c'est la cour d'assises et le jury. Nous pensons que cette opinion sera partagée par M. le ministre de la justice. »

J'écris à Mme Sand les ragots qu'on débite à propos de la rupture de son traité avec la *Revue des Deux-Mondes*. Elle me répond :

« Chère Juliette,

« Dans cette affaire, c'est de Buloz que je me plains le moins. Le pauvre vieux ne m'a pas fait de « misères ». Depuis qu'il est sourd et trop aveugle pour lire les lettres qu'on lui écrit et qui ne lui sont peut-être pas remises, il a dû s'établir une autorité secondaire que je ne connais pas, qui trouve que je ne suis pas utile et qui n'est pas fâchée de me voir reprendre ma liberté. J'aspirais, moi, à ne plus l'aliéner. Donc je n'en veux à personne et tout est pour

le mieux. Je tiens beaucoup à ce que vous sachiez que, si je me dispute quelquefois avec la famille Buloz, ce n'est jamais avec aigreur, et que je me serais toujours entendue avec eux s'ils étaient restés maîtres chez eux.

« Je travaille comme un vieux nègre pour fournir deux articles par mois au *Temps* et pour que cela ne soit pas trop intempestif et monotone ; ce sera peut-être l'un et l'autre au commencement, mais je m'y mettrai peu à peu. »

*
* *

Nos amis du centre gauche en veulent aux orléanistes, qui, au moment de l'abrogation des lois d'exil et de la validation des mandats de député des Princes, étaient tout feu et tout flammes pour la proposition Rivet qui a pour but de proroger les pouvoirs de M. Thiers et de le nommer président de la République. Mais, depuis qu'ils ont obtenu gain de cause, ils essaient au contraire de détacher du centre gauche ceux qui les ont aidés.

La monarchie ou la République devant sortir des discussions de la proposition Rivet, nous ne parlions que de cela. Les monarchistes voulaient renverser M. Thiers et mettre à sa place le duc d'Aumale, qui avait accepté et même lu à ses partisans, disait-on, son message présidentiel.

La situation était d'une gravité inquiétante.

Qu'y pouvions-nous? Rien. Ce fut le comte de Chambord qui la dénoua en prévenant ses amis qu'ils le mécontenteraient s'ils votaient pour le duc d'Aumale.

Jules de Lasteyrie, Léon de Maleville, nous tenaient au courant de toutes les intrigues qui se nouaient et se dénouaient. Les chevau-légers ne participant plus à une combinaison orléaniste ou princière allaient-ils devenir moins violemment hostiles à la proposition Rivet? Sans doute ils ne se sentaient pas assez prêts, assez unifiés pour faire la monarchie, mais ils craignaient tout autant que la République passe entre les mailles de leur filet tendu.

La commission nommée pour faire le rapport sur le projet Rivet était composée en majorité de monarchistes, et tous mettaient leurs bâtons dans les roues. Les combinaisons les plus extraordinaires surgissaient. Ne rêvat-on pas d'un triumvirat Changarnier, Mac-Mahon, Grévy?

« On court aux abîmes, disait M. Thiers, pour éviter un tournant de route. »

Et il prépara sa démission pour le jour où viendrait en discussion le rapport « offensif » de M. Vitet, lequel avait à tel point dénaturé la proposition Rivet, qu'il était parvenu à en faire sortir pour l'Assemblée le pouvoir constituant.

« Nous allons à la bataille, me disait Bardoux, convaincus de la défaite. »

M. de Broglie, ambassadeur de M. Thiers, revint de Londres pour attaquer la proposition Rivet. C'était défier le scandale.

Gambetta combattit la proposition Rivet-Vitet. M. Grévy déclara ne trouver qu'une issue : la dissolution. J'étais à l'Assemblée au moment où Grévy posa le dilemme. Ce furent des hurlements. Les gens les mieux élevés écumaient.

Finalement, la proposition Rivet, qui d'ailleurs, dans la plus violente des discussions, avait été complètement transformée, fut votée par 480 voix contre 93. M. Thiers ne pouvait donner sa démission malgré les ligatures dont on l'entourait, parce qu'il était proclamé Président de la République exerçant le pouvoir trois ans jusqu'à la dissolution de l'Assemblée.

L'Assemblée s'octroyait un bail de trois ans ! Elle était Constituante ! Trois ans ! la monarchie d'ici là trouverait bien un appui dans la Providence.

M. Thiers, à partir de ce jour, manœuvra avec une habileté rare, attirant ses ennemis par mille services, bernant ses amis à qui il demandait l'impossible, répétant aux membres du centre gauche : « Je n'ai que vous pour soutiens, pour amis ! » mais ne rendant rien à ceux qui se donnaient à lui tout entiers.

*
* *

Rochefort m'écrit le 25 août :

« Je vous remercie du baume que vous versez dans mon malheureux sang et des espérances que vous exprimez. Malheureusement, je parais être moins un accusé qu'une raison d'État. Il est évident qu'on veut faire de moi une espèce de bête du Gévaudan. Mon nom revient trois ou quatre fois dans le réquisitoire prononcé contre les membres de la Commune, jeté comme au hasard, mais en réalité pour me rattacher indirectement à eux. Je lis ceci à propos de l'accusé Trinquet :

« Trinquet était l'un des plus fervents dis-
« ciples de Rochefort. »

« Ça n'a aucun sens. Remarquez que j'ai été nommé député de Paris par 165.000 voix. A ce compte-là, ça me fait 165.000 disciples. On se garde bien de dire en quoi Trinquet était plus mon disciple qu'un autre, mais la foule se dit :

« Hein! voyez ce Rochefort qui avait pour
« disciple Trinquet. »

« Et il n'en faut pas davantage pour ameuter l'opinion publique. Tout cela indique contre moi un tel parti pris et une telle préméditation d'acharnement, que les dispositions les plus

favorables ne seront probablement même pas écoutées. Et moi, qui ai fait le fier et qui ai repoussé les offres du général prussien commandant la subdivision de Meaux, qui m'a offert de me prendre sous le bras et de m'emmener chez lui!

« Mes maux de tête sont devenus moins intolérables. Il faut croire que je m'habitue à ne pas respirer. Si les enfants d'Édouard avaient fait trois mois et demi de prison cellulaire, jamais Glocester n'en serait venu à bout. »

Adam et Gambetta me parlent avec admiration d'un jeune député de Marseille comme d'un homme de valeur exceptionnelle. Ils le trouvent en outre « un garçon superbe ». Ils répètent à tout propos : « En voilà un qui ira loin! » Son nom est Rouvier. Il a été nommé le 2 juillet, en même temps que Challemel. Déjà, il est écouté dans les questions financières.

Comptable chez notre vieil ami Zafiropoulos, il a gardé son air d'employé. Je ne le trouve pas du tout « un garçon superbe », ce qui étonne beaucoup Adam et Gambetta.

Gambetta préfère les théories financières et économiques d'Allain-Targé, comme étant moins sèches, plus enveloppées de belles-lettres. Adam préfère celles de Rouvier. Ils discutent et se mettent d'accord sur une formule. Rouvier est un financier, Allain-Targé un économiste.

Une nouvelle lettre de Rochefort, datée du 4 septembre :

« Je crois que je serai jugé de jeudi en huit. L'équité qui a présidé aux derniers jugements devrait me donner bon espoir, mais quand je pense que Victor Noir ayant été assassiné par Pierre Bonaparte, c'est moi qui ai été condamné à six mois de prison, je ne peux plus m'attendre qu'à de fâcheuses surprises.

« Il est trois heures. Il y a juste un an, à pareil jour et à pareil moment, que le peuple venait me chercher à Sainte-Pélagie pour me porter en triomphe à l'Hôtel de ville en me couvrant de fleurs tout le long du chemin. Aujourd'hui, il me couvrirait de crotte, probablement, sans savoir pourquoi ni moi non plus.

« Il est impossible de fêter plus tristement un anniversaire. Hélas! ma salle du Trône est un galetas infect. Je ne m'organise en gouvernement de la Défense nationale que contre les punaises qui me menacent d'invasion et avec lesquelles je suis presque toujours obligé de capituler, au point que je les crois prussiennes.

« Ma fille Noémie est revenue d'Angleterre, avec mon petit Henri et ma sœur Émilie. Noémie est très embellie, elle devient réellement charmante. Elle vient d'avoir seize ans et en paraît dix-huit. Henri aussi est charmant, il a de grands yeux bleus et de beaux cheveux blonds. Il faut en convenir, Bibi n'est pas laid.

« J'ai toujours été affreux et je n'ai eu que de beaux enfants. Ce sont mes meilleures œuvres et les seules qui m'aient procuré autre chose que des désagréments.

« Je vous embrasse sans distinction d'âge ni de sexe.

« HENRI ROCHEFORT. »

Adam me dit qu'à la séance d'aujourd'hui Gambetta enfin a répondu victorieusement à ceux qui l'accusaient d'avoir désorganisé l'administration du pays, tout bouleversé à Tours et à Bordeaux et provoqué partout l'anarchie.

« Vingt jours après mon entrée au gouvernement de Tours, a dit Gambetta, l'autorité du gouvernement était partout reconnue, respectée, obéie, le programme séparatiste était anéanti et l'on ne parlait plus de ligue dans le Midi ni ailleurs. »

Nous sommes tous irrités contre Brisson qui ne pense qu'à sa proposition d'amnistie. C'est trop tôt, et surtout inopportun au moment où l'on s'efforce d'apaiser les conseils de guerre.

Adam a vu plusieurs fois le Président pour lui parler de Rochefort. Il lui a rappelé en quelle estime le gouvernement de Juillet tenait les journalistes qu'il ne confondit jamais avec les émeutiers.

Un peu malgré M. Thiers, Adam lui a remis un court mémoire que nous avions résumé en-

semble et dans lequel nous établissions les faits tels qu'ils étaient. En vérité on ne pouvait soutenir que Rochefort eût participé à un seul acte de la Commune et fût responsable de la démolition de la maison de M. Thiers.

J'avais écrit en outre une lettre à Saint-Hilaire. Ne s'agissait-il pas d'un homme de lettres comme lui ? J'ajoutai :

« Je voudrais que Rochefort eût été la cause directe de la destruction de l'hôtel de M. Thiers, car alors je serais plus hardie connaissant le Président comme je le connais : c'est à sa générosité personnelle que je m'adresserais et je suis certaine que je ne le ferais pas en vain. »

Saint-Hilaire me fit répondre par Adam qu'il plaiderait la cause de « l'homme de lettres ».

M. Thiers prit le temps de lire notre petit mémoire et dès le lendemain il fit appeler Adam à son arrivée à Versailles.

« Adam, je pense comme vous, lui dit-il, que pour avoir écrit des articles, si violents qu'ils aient été, un journaliste ne peut être fusillé. Il ne le sera pas, je vous en donne ma parole, à vous et à Mme Edmond Adam. »

On ne peut imaginer quels assauts M. Thiers eut à subir pour sauver Rochefort. Saint-Hilaire mit Adam au courant des détails de ce sauvetage. Au conseil des ministres deux fois M. Thiers faillit s'emporter. Cissey répétait que l'opinion était unanime pour exiger une

*
* *

L'un de nos amis, un ancien de la « carrière », nous parle longuement de M. de Saint-Vallier et d'un plaidoyer dans sa propre cause que le marquis vient d'écrire, mais qu'il renonce à faire paraître en ce moment.

Toutes les occasions de parler des précédents de la guerre ne cessent de nous passionner. Certes, nous ne pouvons rien reprendre du passé, mais nous voulons juger par nous-mêmes des responsabilités, condamner ou absoudre en connaissance de cause.

Si M. de Saint-Vallier ne met pas au jour son plaidoyer, c'est que le duc de Gramont a menacé de publier ses lettres particulières dont la divulgation l'accablerait.

« M. de Croix de Chevrières, marquis de Saint-Vallier, nous raconta notre ami qui ne l'aime guère, savait peu de choses de l'Allemagne. Très vaniteux, il a suffi à M. de Varnbühler (vieux renard qui avait bien vite démêlé ce défaut) de le flatter pour l'abuser.

« Et, d'ailleurs, M. de Saint-Vallier appartient à cette race néfaste d'agents qui s'ingénient à se faire bien venir de leur chef, quel qu'il soit, en ne lui écrivant que ce qu'ils supposent devoir lui être agréable. Je crois qu'il

s'est trompé sur les dispositions du Wurtemberg (peuple et gouvernement), mais si le contraire avait été, il n'aurait jamais écrit au duc de Gramont *toute la vérité,* et se serait borné à la lui servir à dose homéopathique; or, la vérité exprimée de la sorte n'a jamais éclairé personne. M. de Saint-Vallier se conduit d'ailleurs en vilain monsieur vis-à-vis de ses protecteurs. Exemple : ayant, ces derniers jours, rencontré M. Rouher dont il a été le secrétaire et le commensal durant des années, il l'a regardé sous le nez sans le saluer, et quelques jours plus tard il s'aplatissait devant le maréchal de Manteuffel, à Nancy. »

Adam a rendu à M. Thiers sa visite de digestion. L'invitation à dîner avait fait grand bruit. Mais l'opinion devient meilleure pour la conduite d'Adam vis-à-vis de Rochefort.

Comme Billot et lui étaient sortis ensemble de la Présidence et qu'ils revenaient en chemin de fer, une discussion s'éleva entre eux.

L'attitude de Billot vis-à-vis de M. Thiers, un mot dit de certaine façon, avaient déplu à Adam.

Alors, il dit carrément, selon son habitude :

« Quel jeu jouez-vous, Billot, le grand ou le petit?

— Je joue le jeu d'un républicain modéré, mais modéré *à poil,* répondit Billot. Je n'ai d'autre ambition personnelle que de préparer

et de réaliser l'œuvre à laquelle je pense sans cesse : « la revanche » !

— Tope là ! dit Adam. Notre amitié ne peut maintenant subir aucune atteinte. »

La vie de Rochefort n'étant plus en danger et la Chambre étant depuis longtemps déjà en vacances jusqu'en décembre, nous partons pour Bruyères, Adam, ma fille, Bibi et moi.

A peine arrivé, Adam reçoit de Barthélemy Saint-Hilaire la lettre suivante :

« Présidence de la République, 22 septembre 1871.

« Mon cher Adam,

« Vous pouvez voir par l'issue du procès qu'on a tenu grand compte de votre recommandation. Je vous en dirai davantage quand j'aurai le plaisir de vous voir, mais le point essentiel est gagné, comme le demandait votre amitié.

« Je vous prie de me rappeler au bon souvenir de Mme Adam. Heureux ceux qui peuvent jouir de Cannes.

« Votre tout dévoué,

« B. Saint-Hilaire. »

Adam me dicte le brouillon de sa réponse, que j'ai conservé.

« Mon cher Saint-Hilaire,

« Nous vous sommes très reconnaissants de

votre lettre, ma femme et moi. Nous y lisons une espérance, c'est que la générosité de M. Thiers n'est pas épuisée. Les remerciements très vifs et très respectueux que nous vous prions de lui adresser aujourd'hui en notre nom à tous deux ne sont pas les seuls que nous aurons à lui faire.

« Vous nous avez compris, mon cher Saint-Hilaire; nous n'avons agi, quoi qu'on en ait dit, ni en étourdis ni en aveugles. Nous avons cru faire acte de braves gens en nous montrant plus équitables que la majorité des autres, en nous mettant du côté où il n'y avait presque plus personne.

« Nous en avons souffert, mais notre récompense est de n'avoir pas été trop désapprouvés par des hommes comme vous et comme M. Thiers, qui avait, lui, cependant, des raisons d'être sévère.

« Nous sommes ici depuis trois jours. M. Thiers m'a dit qu'il y viendrait peut-être. Vous l'accompagneriez sans doute. L'opinion est ce qu'elle était au 2 juillet, époque à laquelle a été élu son vieil ami le docteur Maure, et un ferme républicain, Henri Lefèvre. »

Ma fille s'occupe de Bibi et lui donne des leçons; mais elle a l'élève le plus distrait qui puisse être. Il ne cesse de chanter, de rire, de s'enivrer de soleil, de grand air et de gaîté. Il

savait son père en danger d'être condamné à mort. Malgré notre constante préoccupation d'épargner à cet enfant la connaissance de l'état d'esprit public, un mot, les réflexions des domestiques, des journaux qu'il lisait en cachette, lui avaient appris la vérité.

Rochefort n'avait pu se rendre compte de cet état des esprits et ne croyait pas sa condamnation à mort possible. Or, s'il a pu être sauvé, c'est par l'intervention d'une influence suprême, celle de M. Thiers.

Comment Rochefort aurait-il compris les fureurs qu'il déchaînait, quand il jugeait les faits tels qu'ils étaient à travers ses actes, et que les autres les jugeaient à travers d'autres actes, d'autres faits ayant provoqué leurs passions et leurs haines.

*
* *

Arnaud de l'Ariège écrit à Adam que l'un de ses amis se porte comme candidat au conseil général de notre canton d'Antibes. Il s'agit d'un M. Bessat, qui a toujours combattu l'Empire et qu'Arnaud de l'Ariège dit complètement nôtre.

« C'est un homme très intelligent, ajoute Arnaud de l'Ariège, d'une pureté et d'une solidité de caractère rares; il craint, mon cher

Adam, qu'on ne l'ait représenté comme « clérical » à vos yeux. Je puis vous dire qu'il n'est pas plus clérical que moi. »

Arnaud de l'Ariège s'était séparé de sa femme, parce qu'il désirait que son fils fût baptisé et qu'elle s'y opposait. Dans notre milieu, un mariage, un baptême, un enterrement religieux, suffisaient pour vous faire accuser de cléricalisme.

Adam aimait beaucoup Arnaud de l'Ariège, qui lui était fort attaché. Moi aussi, je l'aimais bien, et, durant le siège, son patriotisme sans cesse agissant nous avait plus d'une fois enthousiasmés. Pourtant, nous avions des réserves sur son « cléricalisme ».

Le cléricalisme! le grand ennemi après les Prussiens! L'emprise du prêtre sur la pensée! Parmi nous tous, Spuller seul était déiste, et Arnaud de l'Ariège, chrétien. Ce dernier souriait à nos négations. Spuller les attaquait, moitié sérieux, moitié goguenard, regrettant toujours plus, nous disait-il à mesure qu'il nous connaissait davantage, de perdre l'espoir de nous retrouver dans l'au-delà.

Peyrat, Paul Bert, Challemel-Lacour, Gambetta, discutaient à tous propos avec lui. Je me mêlais à eux, au grand chagrin d'Adam, qui, lui, était déiste comme Spuller, et voulait « me retrouver ».

« L'idéalisme se perd en France, nous disait

Spuller, et la folie vous prend d'échafauder des affirmations sur des négations, tandis qu'il faudrait des affirmations nouvelles.

« Dieu vous a choisis, nous dit-il un jour avec une solennité moitié comique et moitié sincère, comme de vils instruments de la régénération de l'idéal et de la foi. Vous ne luttez contre la religion que pour l'épurer. Elle a besoin de se retremper dans la lutte contre votre science absolue, par conséquent aveugle. Et de même, votre science, stérilement isolée de l'idéal, ignorante des conceptions de l'infini, se retrempera, s'alimentera un jour au contact des idées de l'au-delà. La religion de l'avenir, vous le dites vous-mêmes, est la science. J'ajoute : la science de l'avenir est dans la religion. »

Ces choses étaient dites d'un ton inimitable, demi-sérieux, qui horripilait la plupart de nos amis. Les discussions devenaient violentes, puis cessaient comme par miracle quand surgissait une question de patriotisme.

De quel amour nous aimions notre France! Nefftzer, avec son accent alsacien, nous remuait l'âme quand il nous parlait de sa chère Alsace-Lorraine. Il nous rappelait durement parfois les responsabilités de notre parti dans la défaite; ses prédictions si précises, mais si inutiles! Il ne fallait plus songer qu'à relever la patrie avec les éléments de grandeur qui lui restaient, qu'à

lui rendre, coûte que coûte, ses provinces arrachées...

Nous avions emporté à Bruyères vingt volumes sur la guerre, sur ses batailles, ses défaites, ses retraites, sur les vagues espérances d'un moment et les désespérances.

« Les *Lettres d'un Absent,* d'Alphonse Daudet, dans lesquelles il avait mis toute son âme émue, tout son art, toute sa passion patriotique, nous enthousiasmaient.

Je reçois une lettre de Jules de Lasteyrie, auquel le hasard a fait lire un livre de moi, et qui m'en parle de façon très flatteuse.

Il m'entretient des dernières élections.

« Personne, me dit-il, ne doit être content des dernières élections pour le Conseil général. Le gouvernement, béat comme le sont tous les gouvernements, est enchanté. On suppute le nombre des légitimistes, le nombre des bonapartistes qui sont restés sur le carreau. Le fait est qu'au point de vue purement politique, républicains et orléanistes, républicains surtout, si vous voulez, l'ont emporté; mais il faut voir comment les choses se sont passées pour en apprécier l'esprit indépendamment des résultats.

« Chez nous, c'est-à-dire dans tout le département de Seine-et-Marne, le mouvement a été en réalité un mélange de communisme et d'idiotisme stimulé et organisé par les agents infimes

du bonapartisme excitant toutes les convoitises des paysans. Pas plus de républicanisme que de monarchisme, et l'idée que la République était un gouvernement sous lequel chacun pouvait faire ses farces, une disposition à la Jacquerie faisant croire à ces pauvres gens toutes les bourdes imaginables et leur inspirant un certain goût pour les hommes tarés ou absurdes.

« J'ai vu, à la commission de permanence, des gens venus de tous les points de la France. Il en a été à peu près de même partout. Est-ce bon pour la République avec des républicains? A coup sûr ce ne l'est pas pour la République, sans républicains. L'enfantillage et l'absence de croyance en quoi que ce soit, un abaissement très considérable quant à la valeur morale et intellectuelle des hommes. Voilà le seul *certain!*

« Adam et moi, nous pouvons nous dire vainqueurs. En réalité, l'un comme l'autre, nous sommes vaincus, et ce sont *les espèces* qui triomphent. »

Cette lettre de Jules de Lasteyrie nous frappe singulièrement. Nous en parlons et en reparlons. Combien de fois me la suis-je rappelée en voyant « *les espèces* » de plus en plus triomphantes.

La mort de Lambrecht attriste doublement Jules de Lasteyrie, son fils, Louis de Lasteyrie, étant attaché au cabinet du ministre.

Elle chagrine Adam, qui avait pour Lambrecht de l'estime et une grande sympathie.

Les Allemands sont toujours là, bravant nos fiertés. Nous échappons un instant au cauchemar. Le ciel pur du Midi n'a pas vu monter vers lui la fumée de leurs bivouacs, et il semble aux Provençaux que la guerre a été un livre sanglant, mais qu'ils ont à peine feuilleté.

M. Thiers fait l'impossible pour nous délivrer des Prussiens. Je ne le vois qu'à travers sa passion de rendre la France à elle-même, de faire que le pied du vainqueur ne la foule plus.

Le titre de Président de la *presque* République, que porte M. Thiers, irrite de plus en plus les monarchistes. La droite de l'Assemblée se méfie de lui chaque jour davantage et s'écarte de sa politique. Dans les salons royalistes et impérialistes on se prononce hautement contre le « petit bourgeois ». Les femmes du monde légitimiste et orléaniste ont été, dans l'action, vraiment supérieures aux hommes durant la guerre, et elles en gardent une sorte d'autorité. Elles s'irritent de la faiblesse de leurs maris et de leurs fils vis-à-vis de M. Thiers.

Chez les orléanistes, la campagne féminine en faveur de la présidence du duc d'Aumale est menée avec passion. D'autre part, les maisons impérialistes se rouvrent après les dispersions. Une brochure de M. Perron, intitulée : *Ils en ont menti* et signée : UN RURAL, fait grand

bruit. Elle est répandue de tous côtés dans les campagnes par les agents bonapartistes et atteint en 71 et 72 jusqu'à sept éditions.

Gambetta devait passer une partie de ses vacances chez nous avec Spuller. Il est très souffrant et nous écrit qu'il a la jambe gauche comme un bloc de granit et ne pourra pas marcher avant quelques semaines. S'il va mieux, il viendra à Marseille, puis à Bruyères. Il nous témoigne une amitié toujours croissante.

En octobre, Spuller informe Adam que la fondation de la *République Française* prend corps, que Scheurer-Kestner a trouvé en Alsace 125,000 francs. Gambetta dirigera le journal, avec lui, Spuller, comme rédacteur en chef. Ranc, Allain-Targé, collaboreront activement. Challemel-Lacour donnera des articles de fond et parlera des livres sérieux. Proust écrira sur la politique étrangère. Floquet, Thomson, traiteront tour à tour de l'actualité. Isambert sera secrétaire de la rédaction. Colani, Dyonis Ordinaire, y auront leur place.

On cherche des bureaux rue du Croissant afin de pouvoir aller chez les Adam, boulevard Poissonnière, leur demander à dîner lorsqu'il y aura trop peu de temps entre le retour de Versailles, pour ceux qui y vont, et le travail du journal. Les soirs de loisir, on fera chez eux sa partie de dominos.

Spuller nous répète un mot de Gambetta :

« L'atelier de la *République Française* sera rue du Croissant ; le salon, maison Sallandrouze, chez les Adam, cette maison étant toute désignée par le bombardement du 2 décembre. »

Mme Sand nous écrit qu'elle est heureuse de nous savoir au vert et au bleu. Elle craint de revoir Paris et ne veut y rentrer que quand nous y reviendrons. Ma grande amie me demande si j'ai lu *Barbares et Bandits*, de Saint-Victor. Elle trouve à ce livre des valeurs qu'elle n'avait pas soupçonnées avant les derniers événements.

* * *

L'individualisme est une belle chose, prétendent certaines gens, mais c'est la mort des partis. Pour combattre les petites églises, plusieurs de nos amis altruistes parlent de fonder un cercle républicain qui aurait pour but de former un groupe compact.

M. Thiers, consulté, ne voit que des avantages à la réalisation de ce projet, et il a donné sur l'heure son approbation ; mais les anciens membres de la Ligue, celle qui a tant travaillé à la réconciliation entre la Commune et Versailles, résistent à l'union complète du parti, sous le prétexte absurde que les avancés seront

la proie des modérés! Ils s'opposeront donc à toute tentative de fusion, « leur radicalisme ne pouvant être « fondu », dit l'un d'eux, avec certains autres éléments radicaux de notre milieu. Il y a radicalisme et radicalisme, paraît-il, comme il y a fagot et fagot. Une grande réunion de tous les éléments républicains diminuerait l'importance individuelle de la Ligue républicaine. Poussé à bout, l'un des plus récalcitrants a répondu à Peyrat, chargé des démarches :

« Vous êtes avec la bourgeoisie; nous sommes avec le peuple. »

Peyrat enrage! Lui, accusé d'être avec la bourgeoisie et pas avec le peuple!

Adam fulmine à ces nouvelles et me dit, ce à quoi je ne contredis pas, « qu'on ne fera jamais rien avec le radicalisme ».

« Que se passe-t-il dans ces têtes? se demande Peyrat. Ce qui nous a perdus en 89 et en 48, c'est la folie d'être *plus avancés* que ceux qui veulent mettre en pratique, avec mesure, leurs idées. »

L'opinion de Peyrat, que dis-je, sa certitude, est, qu'unis, nous sommes les maîtres des élections de Paris. Divisés, nous nous faisons battre comme au 2 juillet.

Après ce premier « compte rendu » de Peyrat, il nous arrive une nouvelle lettre de lui :

« La situation pourrait s'améliorer si nous étions un parti plus politique, plus raisonnable,

si l'expérience nous eût instruits; mais les pointus, les rancuniers, les esprits faux, qui ou quoi peut les instruire? Ils nous feront, dit Peyrat, le mal qu'ils nous ont toujours fait. Ils seront ce qu'ils ont toujours été : le fléau de la République, décourageant les mieux intentionnés, repoussant ceux qui arrivent, fournissant des arguments à l'ennemi.

« Malgré tout, la République s'en tirera; elle est trop visiblement, désormais, la garantie des intérêts dont elle avait été jusqu'aujourd'hui l'épouvantail.

« Quant à moi, ajoute Peyrat, je suis découragé, dégoûté; je sens que le grand ressort est brisé et, si je le pouvais, je vivrais seul dans un coin avec mes livres, les grands conseilleurs, mais une chose, toujours la même, me l'interdit. Vous la connaissez! »

Peyrat avait à lutter contre des difficultés de situation dont Adam n'était que trop instruit, car il en supportait le poids. L'*Avenir national* allait de mal en pis, et Adam s'épuisait à le soutenir.

Une autre chose encore nous navre!

Mourot, qui se dit l'ami de Rochefort, adresse une lettre d'injures au ministre de l'intérieur, et culbute toutes nos combinaisons. D'accord avec Jules de Lasteyrie, qui n'a cessé de nous assister dans notre lutte pour améliorer la situation de Rochefort, nous allions atteindre notre

but, celui de faire supprimer par la commission des grâces, dans la condamnation de Rochefort, le mot « enceinte fortifiée ». Jules de Lasteyrie avait déjà réussi dans plusieurs démarches; nous avions des promesses, mais nous nous gardions bien d'en parler à Rochefort. La lettre stupide et malfaisante de Mourot va faire envoyer son auteur au fort Boyard, ce qui nous est parfaitement égal, mais, hélas! il entraîne Rochefort avec lui. On imagine notre chagrin!

Un ami de Gallifet, avec lequel Adam cause, au cercle nautique de Cannes, lui raconte que Galliffet escortant le convoi de prisonniers dans lequel était Rochefort, et, se souvenant de ses rancunes impérialistes, souhaitait que des amis de Rochefort fassent une tentative pour le délivrer. Alors il aurait pu se croire autorisé à lui brûler la cervelle!

Charles Edmond nous invite à la première de sa prochaine pièce. Il espère que nous serons rentrés au moment où elle sera jouée. Adam peut-être, moi non.

Flaubert fait répéter *Aïssé,* de son cher et tant regretté Bouilhet. Il va et vient de Paris au Croisset. Je sais qu'il travaille à sa *Tentation de saint Antoine,* dont Mme Sand connaît déjà quelques parties très belles. Il faut attendre patiemment les livres de Flaubert. Combien de centaines de fois remet-il son ouvrage sur le métier?

Mme Sand fait un roman dont le titre semble devoir être *Manon*.

*
* *

Grandissime événement ! La *République Française* a paru le 7.

Challemel, que nous avons eu quarante-huit heures, a dit à Spuller et à Gambetta en rentrant à Paris que je conseillais de faire paraître la *République Française* un 7, pour qu'elle fût sous la protection d'Apollon, né le septième jour du mois.

Adam, qui ne peut trouver mieux, me répète chaque jour que la *République Française* lui rappelle le *National !*

C'est Challemel qui a fait le programme politique du journal. Il défendra « la République démocratique, étrangère à la Commune, et travaillera à remettre la France en état de reprendre son rang, ses sûretés, ses provinces ».

« La France est à la merci de l'Allemagne, dit Challemel. Nous sommes en guerre latente : il n'y a plus ni paix, ni liberté, ni progrès possibles en Europe. »

Le Royer, qui a tant aidé Challemel à Lyon contre l'anarchie, écrit à Adam que la *République Française* va devenir le *bréviaire* des ré-

publicains. Elle aidera à fonder un gouvernement stable, réfléchi, pratique, en même temps que réalisant l'idéal patriotique. Le Royer voit dans cette fondation et dans son succès immédiat un premier signe de la régénération de la France. Comment ne pas s'attacher à ce groupement d'hommes de valeur avec un chef si sensé, si politique et en même temps si entraînant que Gambetta? Nous devons nous unir en faisceau autour de ce groupe et devenir enfin disciplinés.

L'ancien procureur général, député de Lyon, a, dans le caractère, des ressemblances telles avec Adam qu'ils sont de plus en plus liés.

Nous avons invité Nefftzer à venir villégiaturer au golfe Juan. Il a, depuis plus d'une année, abandonné la direction du *Temps* à Adrien Hébrard et il a des loisirs.

« Le Midi, nous répond-il, ne me dit rien. »

Nefftzer n'a de goût que pour son Alsace, et il croirait lui faire une infidélité coupable en aimant une lumière qui ne serait pas alsacienne, en regardant une eau qui ne serait pas celle du Rhin!

M. Thiers continue à être « le cheval de renfort », mot qu'on avait prêté à Eugène Pelletan, qu'il a nié, bien à tort. Sans doute, M. Thiers veut une république conservatrice, modérée à l'extrême, mais il la fait respecter comme le gouvernement légal du pays. Il habitue la

France à comprendre qu'elle est possible, qu'elle peut être pondérée, qu'elle ne nous poussera plus, comme deux expériences l'avaient, hélas! prouvé, de l'anarchie au despotisme. Notre intérêt, à nous républicains passionnés de réformes dans l'ordre et par l'ordre, n'est-il pas de soutenir au besoin M. Thiers, qui *conservera* la République plutôt que les extrêmes qui risquent de la perdre. Qu'elle acquière d'abord ce qu'il appelle ses *caractères durables,* et après nous lui demanderons ce qu'elle contient en germe, car quel est le fruit qu'on peut faire mûrir en un jour?

Si la guerre nous a écrasés, elle nous a en même temps donné le coup de fouet qui force à l'effort du relèvement.

L'Allemagne, soudée par la victoire, certes grandira. Elle va trouver dans nos cinq milliards des éléments de prospérité. Enrichie, elle se peuplera davantantage et se déversera plus abondamment sur les autres nations, les pénétrant de son influence; mais, nous voyant nous ressaisir, elle sera tenue à se maintenir en force, et nos cinq milliards s'épuiseront. Sa croissance l'obligera à chercher des colonies et elle trouvera l'Angleterre... Elle se dépensera tandis que jalousement nous nous enfermerons, nous nous recueillerons, nous économiserons nos forces pour les amasser. Soyons pacifiques pour être, au moment donné, des soldats.

Voilà ce que nous nous répétons sans cesse les uns aux autres, ce que nous nous écrivons, certains que l'avenir qu'on prépare se conquiert toujours. N'est-ce pas ainsi qu'ont fait les Allemands depuis Iéna ?

L'un de nos amis communs nous réconcilie, About et moi. Nous échangeons plusieurs lettres. Il me dit avoir été détrompé sur l'Empire par la guerre. Son aveuglement est tombé quand « il a vu l'Alsace, où il était, noire de Prussiens ». Il s'est réveillé, de l'horrible cauchemar, patriote fanatique ; libéral, démocrate, il l'a toujours été.

Peu à peu, il vient à la République, « n'espérant que par elle le réveil des enfants de la Patrie et l'arrivée du jour de gloire promis par la *Marseillaise* ».

Le patriotisme est partout. Les Parnassiens eux-mêmes, les impassibles, comme on les appelait, Coppée, Lafenestre, Theuriet, font des vers patriotiques.

Seul, Leconte de Lisle reste olympien ; il plane au-dessus de la vie. Je l'admire quand même, mais avec un peu d'effort et en faisant appel à toute ma passion de l'antiquité.

La *République Française* prospère. Si je pouvais y faire accueillir mon vieux Toussenel ! La librairie phalanstérienne, de laquelle ma chère petite amie Beuque tirait quelques profits qui la faisaient vivre et lui permettaient de laisser

croire à Toussenel que ses livres s'écoulaient encore, cette librairie ne produit plus rien. Je les sens pauvres. Je fais acheter de temps à autre quelques volumes de *l'Esprit des Bêtes*, des *Juifs rois de l'époque*, chaque fois que j'ai l'occasion de les offrir. Qu'inventer pour aider les deux plus nobles déshérités que je connaisse, lui, écrivain exquis, merveilleux d'imagination, d'un caractère si élevé, si désintéressé, elle, la plus sainte créature que j'aie rencontrée ?

Spuller me répond qu'il n'y a pas place pour Toussenel à la *République*. Hélas ! ni à l'*Avenir national*, que la *République* achève de tuer. Que faire ?

*
* *

Notre enthousiasme pour Gambetta va croissant. Il s'est surpassé dans le discours de Saint-Quentin. Voilà bien le langage d'un chef. Et quel patriotisme ! L'homme en qui s'est incarné la Défense nationale était le seul qui eût le droit de commémorer l'anniversaire de l'héroïque défense de Saint-Quentin.

J'avais mis dans le culte voué à Gambetta tout mon cœur de Française, j'y ajoute aujourd'hui mon cœur de Picarde.

Louis Blanc, Quinet, Ledru-Rollin, Victor

Hugo, sont des ancêtres qu'on honore mais qui n'entraînent plus.

Sans doute, en dehors de leurs œuvres qui sont l'honneur de la France, j'admire leur caractère, leurs luttes, les sacrifices d'eux-mêmes qu'ils ont fait pour nos idées, pour notre cause, mais Gambetta nous semble, à Adam et à moi, — à lui avec son expérience des hommes de 1848 et de leurs fautes, à moi avec ma passion républicaine et patriotique, — la voix même de la République et de la France.

Mon seigneur et maître rentre à Paris dans quelques jours. Comme le temps passe! Déjà la fin de novembre! Nous allons dîner chez notre ami Lefèvre, député de Nice. Il a une belle ardeur pour lutter contre le séparatisme. Gambetta lui est un argument irrésistible. N'est-il pas le fils d'un Italien, d'un Génois? N'a-t-il pas, comme Latin naturalisé Français, défendu la France contre le Germain?

L'argument porte!

Gambetta, on n'en peut douter, nous aidera à triompher du séparatisme. Il faudra souvent l'attirer aux vacances, à Bruyères.

Le sort de Rochefort nous inquiète de plus en plus; Jules de Lasteyrie n'a pu rien obtenir des membres de la commission des grâces après la lettre de Mourot. Ils s'appuient sur cette élucubration inexplicable. Ils en veulent d'ailleurs à Rochefort plus qu'aux assassins de

la Commune, et ont autrement peur de sa plume que du fusil des émeutiers aujourd'hui brisé.

Nous avons reçu, avant le départ d'Adam, deux lettres de notre pauvre ami, la première, qui s'adressait à moi, tellement douloureuse qu'elle nous a fait mal, la seconde que voici :

« Mon cher Adam, j'ai écrit à Mme Adam une lettre très nerveuse. Quand on habite depuis six mois une cellule, on en arrive quelquefois à se chanter à soi-même le Miserere du Trovatore.

« Aujourd'hui, je suis à peu près remis à flot. Il est possible que j'aille où Mme Adam me souhaitait de venir, aux îles Sainte-Marguerite. Je serais dans l'ancien donjon du Masque de fer. Ça m'irait très bien. Je mettrais Henri à Nice, au collège avec Bibi. Ma sœur Émilie viendrait s'établir auprès de vous avec Noémie. J'aurais ainsi tous mes enfants autour de moi.

« Les feuilles bonapartistes tombent sur moi à tour de bras. Le *Constitutionnel* déclarait hier que j'étais un assassin. *Le Gaulois, l'Avenir libéral,* font de même. Je vais assez bien. *Le Rappel* dit que j'engraisse — c'est invraisemblable.

« Je n'ai pas de nouvelles de Mourot, qui est au fort Boyard. C'est un être tellement résigné qu'il se laisserait mourir sans demander un verre d'eau. Je vous serai reconnaissant de vous en occuper un peu. »

Ah non! l'algarade de Mourot nous a trop irrités! Rochefort s'est souvent trompé sur la valeur morale de ceux qui l'entourent. Adam écrit à notre ami que s'il va, lui, dans une « enceinte fortifiée », c'est bien à une lettre imbécile de Mourot qu'il le devra.

Les journaux, hélas! justifient nos craintes et annoncent le départ de Rochefort pour le fort Boyard. On imagine notre chagrin.

Adam reçoit la dépêche suivante :

« *Monsieur Barthélemy Saint-Hilaire*
à monsieur Adam.

« Rochefort est parti pour le fort Boyard voilà quatre ou cinq jours. Il était dans le même convoi que quinze ou vingt autres condamnés. On a précipité son départ parce qu'il trouvait lui-même la prison insupportable. Je répondrai à votre lettre. »

Nous recevons quelques jours plus tard cette réponse de Saint-Hilaire :

« Mon cher Adam,

« Je m'aperçois que j'ai bien tardé à répondre à votre lettre du 8. Il est vrai que dans l'intervalle vous avez reçu une dépêche de moi, mais je ne compte pas moins sur votre amitié pour m'excuser de ce retard. Je n'ai d'ailleurs rien de particulier à vous dire, après ce que les journaux vous ont appris, et sans doute vous en

savez plus que moi du fort Boyard, mais ce que votre affection pour M. Rochefort ne vous permet pas de voir aussi bien que moi, c'est le sentiment public à son égard. Soyez sûr, je vous le répète, qu'on a beaucoup fait et qu'il a fallu beaucoup faire pour le soustraire à une peine plus grave. Vous ne vous figurez pas la fureur que le *Mot d'Ordre* avait suscitée. Mais vous avez pu savoir que quand M. Rochefort est arrivé à Versailles on a dû le défendre énergiquement contre la violence de la foule. Les détails du procès n'ont fait que réveiller, jour par jour, les sentiments de haine, et quand le tour de M. Rochefort est arrivé on pouvait *tout craindre* pour lui. Voilà, mon cher Adam, ce que je tenais à vous répéter, espérant que ma franchise ne vous blessera pas. Quant à une prison spéciale, comme par exemple les îles de Lérins, que M. Victor Hugo m'avait désignées comme vous, c'était un privilège impossible. M. Rochefort était désolé d'être en prison à Versailles, et il allait jusqu'à croire que c'était un moyen de se défaire de lui. Il demandait ardemment la translation, et elle a eu lieu dès qu'il a été possible d'organiser un convoi suffisant. Des ordres, d'ailleurs, avaient été expressément donnés pour qu'on eût, à l'égard de M. Rochefort, tous les ménagements que le service, avec ses exigences, pourrait permettre. Tout cela est fort loin, je le crains, de ce que

souhaitait votre affection d'ami, mais on ne pouvait faire davantage.

« Bien des amitiés à vous et à Mme Adam.

« Votre tout dévoué,

« B. Saint-Hilaire. »

Adam part pour Paris, afin d'essayer d'adoucir, s'il le peut, la dureté du séjour de notre pauvre ami enfermé dans un fort en pleine mer, lui qui la craint affreusement.

*
* *

L'Assemblée reprend ses séances. Les députés ont pu se convaincre que la France est lasse du provisoire, qu'il faut *faire quelque chose*.

Dès l'arrivée, on répète ce mot dans tous les partis. Chaque groupe enfante cent projets, mais les jours passent sans qu'un seul voie le jour.

Adam m'écrit que les bonapartistes, qu'on croyait avoir été enterrés à Bordeaux, se réveillent et redeviennent menaçants. On attend le message de Thiers. Il est impossible qu'il ne dise pas ce qu'on peut faire. C'est sur lui qu'on rejette toutes les responsabilités, c'est à qui le déchirera ou le tirera à soi. Les élections pour les conseils généraux ont donné une victoire

éclatante à l'opinion républicaine, quelles que soient les réserves secrètes que l'on puisse faire avec Jules de Lasteyrie. La preuve de cette victoire, c'est que les royalistes fulminent contre le « petit bourgeois » plus rageusement que jamais. Ils l'accusent d'avoir faussé les élections à l'aide de ses fonctionnaires; ils veulent d'autant plus un gouvernement définitif : la monarchie !

Malgré tout ce qu'il avait fait, nous accusions M. Thiers, non sans raison, de favoriser les bonapartistes par stratégie contre les royalistes, et nous savions bien que tous s'uniraient un jour contre lui et contre nous.

Le message du 7 décembre est désolant pour tout le monde.

Ce qui a été dit et ressassé à Bordeaux a perdu toute valeur. « Le pays est sage, les partis ne le sont pas, » déclare M. Thiers.

La droite croit avoir fait des concessions; les radicaux en ont sûrement fait, et ceux qui les ont blâmés triomphent. On montre presque le poing à Adam, à Peyrat, qui ont admis qu'on pouvait parlementer avec le centre gauche pour « fonder la République par les moyens légaux ».

On répète que le message est surtout banal. Le Président baisse; il en convient. N'a-t-il pas dit lui-même : « Je suis fatigué ! » et de quel ton de lassitude !...

M. Thiers, vient me dire le docteur Maure,

a cruellement souffert le jour de son message. Tout ce qu'il a fait lui est compté pour rien. Il a dû se dominer pour ne pas s'emporter, pour garder le ton de la conciliation. En rentrant à la préfecture il a répété plusieurs fois à ses intimes qu'il en avait assez, « que l'ingratitude était par trop violente » !

Le 8 décembre Adam m'écrit : « Nous voici retombés dans les plus cruelles incertitudes. Le message est mauvais et par ce qu'il dit de certaines questions, comme le service obligatoire, et par les questions qu'il a omis d'aborder. Peut-être ne ressentiras-tu pas à la lecture l'impression très triste que nous avons eue. De notre côté l'inquiétude que nous a causée le message long, minutieux et cependant si incomplet, persistera, je n'en doute pas.

« Quant à la droite, il est possible qu'elle y découvre aujourd'hui des avances qui n'y sont peut-être pas, mais qui semblent y être.

« Pourtant, le colonel Lambert, qui voit le Président tous les matins et que j'avais rencontré en allant à la séance, m'avait dit que Thiers était surtout mécontent des soi-disant conservateurs. Pourquoi alors s'est-il exposé à mécontenter à ce point les républicains ? Est-ce de la sénilité ? Voilà le mot qui circulait parmi nous après la séance, et voilà notre crainte à tous, car nous avions unanimement rapporté de nos vacances le désir de conserver le gouvernement

de M. Thiers jusqu'à des élections nouvelles. Après lui nous ne voyons de probable en ce moment que le duc d'Aumale et des désordres.

« Je suis allé avec Peyrat chez Victor Hugo, qui m'a chargé pour toi de tous ses respects. Il est impatient de te connaître.

« Nous avons naturellement parlé de Rochefort. Il accuse Thiers d'avoir manqué à ses engagements. Or le colonel Lambert m'a juré que Thiers n'en avait pas pris de formels, l'exaspération contre Rochefort subsistant et l'inquiétant.

« Peyrat et moi nous sommes convaincus que Hugo fait trop de bruit et qu'il dessert Rochefort plus qu'il ne le sert. Je verrai Saint-Hilaire à ce propos. Il est plus habile à cette heure de croire à la bonne volonté de Thiers que d'en douter. »

Adam m'envoie le livre de Taine : *Du Suffrage universel et de la Manière de voter*. Le mot réactionnaire qui a été dit pour ce livre n'est que trop mérité. Taine ne comprend pas ce qu'on peut tirer de la masse avec de l'instruction ; nous qui nous passionnons pour élever le peuple, il ne faut pas nous décourager.

Depuis la première de *Tricoche et Cacolet*, de Meilhac et Halévy, les deux héros de la comédie servent de thème aux plaisanteries de tous les partis. Que de Tricoches et de Cacolets à Versailles !

*
* *

Le père de Gambetta, qui habite Nice, vient me demander de protéger l'un de ses neveux, sachant les relations d'Adam et de M. Thiers. C'est son fils qui lui a écrit de me prier « d'obtenir l'appui d'Adam ». Nous causons ; il me parle de sa famille à lui qui est génoise. Elle s'installe auprès de lui à Nice et devient française.

Aucun père ne peut être plus fier de son fils que le père de Gambetta.

Adam a rencontré Guéroult, qui est dans un état d'esprit singulier. Quoiqu'il en veuille à M. de Lesseps de n'avoir pas rendu hommage à la mission saint-simonienne qui avait préparé les travaux de l'isthme de Suez, il s'inquiète du danger que court le canal en ce moment. Les difficultés sont colossales et les paiements suspendus ; on est à la veille de la faillite. Sans l'inébranlable foi de M. de Lesseps et le dévouement de son fils Charles, l'affaire serait perdue. Guéroult en veut à M. de Lesseps, sa rancune de Saint-Simonien lui reste, mais le percement de l'isthme étant un projet saint-simonien il serait désolé de le voir échouer.

Hélas ! c'est la dernière fois qu'Adam devait rencontrer le fondateur de l'*Opinion nationale*, qui mourut quelque temps après.

Le 20 décembre Raoul Duval demande à interpeller le garde des sceaux sur l'attitude du gouvernement vis-à-vis de la Commune. Il accuse Dufaure, qui, après avoir déclaré que Ranc a pris part aux événements criminels de la Commune, ne l'a pas poursuivi.

M. Dufaure répond que c'est à la justice militaire seule qu'il appartient de poursuivre et que le gouvernement n'a aucun droit d'intervention.

Adam, qui a de l'amitié pour Raoul Duval, normand comme lui, s'attriste de lui voir jouer le rôle de dénonciateur.

Le lendemain, dans la discussion le beau rôle est pour M. Dufaure.

Il oblige Raoul Duval à reconnaître que Ranc a donné sa démission de membre de la Commune le 6 avril, et il le prend de très haut en ajoutant que « le principe le plus sacré est le respect de l'indépendance de la justice militaire. Tous les partis n'y ont-ils pas intérêt, puisqu'il s'agit de la dignité de l'armée de la France? »

Les applaudissements éclatent de toutes parts.

« Le gouvernement, ajoute M. Dufaure, ne provoque ni n'interdit aucune poursuite et ne doit pas céder devant les excitations du moment. Pour qu'une République soit possible elle ne doit violer aucune loi. »

Ranc, préfet de police de Gambetta à Bor-

deaux, avait fait reconduire le prince de Joinville à la frontière; les orléanistes ne le lui pardonnaient pas plus que les impérialistes ne pardonnaient à Gambetta sa proclamation de Bordeaux. Ranc devait payer pour deux. Nommé conseiller municipal aux dernières élections, attaqué par toute la presse réactionnaire qui réclamait sa mort ou sa déportation, il avait répondu, dans *la République Française,* par un article extraordinaire : « Les journalistes de sang. » Les haines contre lui étaient trop violentes pour s'apaiser.

On vivait dans une excitation constante, non seulement entre les partis, mais dans les sous-groupes divisés à l'infini.

Autour de Gambetta plusieurs estimaient M. Thiers; mais lui se moquait tout haut de sa République et de ses ministres inférieurs; Ranc appelait les libéraux parmi nous des libérâtres. Au centre gauche, M. de Marcère ne suivait pas Picard dans sa « conjonction des centres ». Au centre droit, certains membres étaient terrifiés par les légitimistes. Autour de M. de Broglie, plusieurs prétendaient qu'il avait la qualité spéciale d'imbroglier les choses. Un certain nombre de membres du centre droit cherchaient à décider quelques centre gauche à abandonner M. Thiers pour venir au duc d'Aumale, dont le gouvernement ne serait ni la République ni la monarchie; mais alors, quand

certaines choses se dessinaient favorablement, intervenait M. de Broglie, directeur protecteur du centre droit, et tout craquait.

Le 30 décembre, le duc d'Aumale est nommé membre de l'Académie française. Ses ennemis eux-mêmes trouvent qu'il est digne de cet honneur.

*
* *

Le 3 janvier 1872, mon vieil ami le plus cher, Arlès-Dufour, arrive à Bruyères avec Mme Arlès.

Tandis que l'omnibus chargé de malles, et dans lequel était resté la « Mère », contournait lentement la grande allée, « le Père » monta très vite le petit chemin du puits et me rejoignit sur la terrasse.

« Juliette, mon enfant, me dit-il, je viens inconsolable auprès de vous ; Lucy m'appelle, je le sens. »

Sa belle-fille, Mme Gustave Arlès, était morte quelques mois auparavant.

Et il ajouta, tout bas, presque en suppliant :

« Pourrai-je mourir chez vous? »

On imagine mon émotion, mais comment ne pas répondre ce que je répondis :

« Père, je veux ce que vous voulez, mon Bruyères est vôtre : la mort d'un homme tel

que vous ne peut amener que des bénédictions sur une maison. »

Il avait dit à Mme Arlès qu'il croyait que nous attendions l'un des frères de mon mari, sa femme et d'autres amis, qu'il craignait que je manque de place pour les recevoir, qu'il me parlerait avant de descendre les malles, et que si j'étais trop encombrée ils iraient à l'hôtel voisin jusqu'au départ de mes invités. C'est la première fois que l'arrivée de mes vieux et bien-aimés amis m'apporte une inquiétude.

*
* *

A propos des élections complémentaires, Gambetta vient dans le Midi; il y fait une de ses belles campagnes. Il y rassemble et y unit le parti républicain jusque-là divisé.

Challemel-Lacour est élu député des Bouches-du-Rhône par 30.000 voix.

C'est le moment que choisit Victor Hugo pour se détacher de notre groupe, ne nous trouvant pas assez « avancés », et il se laisse porter à Paris par le groupe radical révolutionnaire.

Demeuré communard, Victor Hugo, malgré sa grande célébrité, effraie les républicains sages qui lui préfèrent un candidat effacé, Vautrain. Humiliation cruelle dont le « Maître » reste longtemps irrité.

Sur dix-sept élus, onze sont républicains.

Après la mort de Lambrecht, M. Thiers, qu'on accuse de ne chercher que des ministres subalternes, choisit Casimir Périer, qui ajoute à sa valeur celle d'être franchement rallié à la République.

Un ami marseillais qui me fait visite me donne des détails sur l'élection de Challemel. Il a accepté un mandat impératif; cela ne lui ressemble guère. J'en ris avec mon ami Arlès qui se rappelle l'absolutisme de sa dictature à Lyon.

Ce qui préoccupe le plus dans la politique Arlès-Dufour, c'est la question des tarifs, des matières premières, etc. Lui, qui a fait le libre échange avec Cobden, s'emporte à tous moments contre « l'aveugle protectionnisme du « petit Thiers ». Il l'exècre et ne cesse d'appeler sur lui les malédictions du ciel.

« Le capital métallurgique de la France s'est accru de deux milliards en cinq ans, me dit-il. Si on revient au protectionnisme tout est perdu. Ce « petit bourgeois », négateur des chemins de fer, du suffrage universel, du libre échange, me représente le flot montant de la réaction. Tout notre travail de libération et d'émancipation se perd par lui. Il nous donnera le comte de Chambord. »

La discussion sur les matières premières, qui paraissait avoir certain intérêt au début et qui

n'a cessé de passionner Arlès-Dufour, se traîne lamentablement à la Chambre. On ne parle plus que pour parler.

L'Assemblée, depuis la rentrée, a soulevé la question du retour à Paris, mais la motion a été rejetée. Adam persiste à croire que tout n'est pas perdu. Malgré son mauvais vouloir, il sera très difficile à la majorité de résister à l'avance que Paris lui a faite en nommant Vautrain. Elle se mettrait par trop évidemment dans son tort.

Le « Père » semble se bien porter malgré ses rages contre Thiers. Il ne m'a plus parlé de sa lugubre demande de l'arrivée; il va, vient, nous mène ici et là, à Nice, à Monaco, me fait cueillir toutes mes fleurs, sitôt fleuries, pour les envoyer à ses amis.

Adam m'écrit que Maurice Sand, d'après ce que lui a dit Plauchut, a essayé de se faire nommer député. Il devait foncer sur les radicaux, sur Gambetta, que le « Sargent » aurait pourfendu; mais un échec lui a suffi, il défend même aujourd'hui qu'on parle de politique à Nohant.

Mme Sand boude Paris de plus en plus. Elle continue à répéter qu'elle n'y reviendra pas de sitôt.

L'auteur des fameux Bulletins de 1848 est en réaction contre Paris, à cause de la Commune ou à cause de notre résistance aux Prus-

siens qui a fait durer la guerre, elle ne sait trop. Qui aurait cru que cela arriverait jamais : Mme Sand avec une rancune si longue !

Notre grande amie est attristée du chagrin de Flaubert, qui a vu tomber *Aïssé* après quelques représentations. Les attaques de la presse ont été violentes. On a même accusé Flaubert d'avoir voulu faire une réclame à la Commune en intercalant dans la pièce de Bouilhet une tirade révolutionnaire.

J'ai écrit à mon ami André Gill. Je lui quête un rien, avec sa signature, pour une œuvre de charité. Toujours empressé de prouver à quel point il est généreux, il m'envoie un « pantouflard » du siège. Il me dit en m'annonçant ledit « pantouflard » (garde national qui ne dépassait pas les remparts) qu'il fait une pièce avec Jean Richepin, « lequel a quitté l'école normale pour aller comme franc-tireur à l'armée de Bourbaki ». Jean Richepin jouera lui-même, au théâtre de la Tour-d'Auvergne, *l'Étoile,* écrite en collaboration avec Gill.

Voilà du nouveau. André Gill, écrivain dramatique, Jean Richepin, jouant lui-même sa pièce. Je remercie Gill pour le « pantouflard » et lui souhaite de tout mon cœur un grand succès.

Je ne trouve pas bien mon vieil ami Arlès. Je m'inquiète, quoique rien ne paraisse changé dans sa façon d'être, mais il me regarde longue-

ment lorsque je lui fais observer qu'il mange trop peu. L'angoisse ne me quitte plus.

J'écris ce soir à Adélaïde, sa fille, et à Chabrières, son gendre, ceux de ses enfants que j'aime le plus. Je leur confie ce que le « Père » m'a dit.

La « Mère », souriante, n'a aucune inquiétude. Pourquoi en aurait-elle?

Maurice Chabrières, le gendre d'Arlès-Dufour, est bien plus un Arlès que les trois autres fils du Père. Il a la générosité et en même temps l'esprit pratique de son beau-père, et, avec cela, quel juge en art! Sa maison est un musée et son goût fait loi dans les milieux « bibelotiers ». Dans la conduite de la vie un conseil de lui vaut tous ceux des autres. Il trouve des solutions où nul n'en découvrirait, et il excelle à mettre d'accord les intérêts les plus contraires.

Intendant à titre auxiliaire dès le début de la guerre, il a rendu à l'armée de l'Est des services inappréciables. Loyal et diplomate à la fois, habile et sincère, il est l'ami qu'on appelle au moindre embarras et qui ne se lasse jamais d'accourir.

Elle, Adélaïde, c'est son père comme traits, comme âme, et je la chéris plus qu'une sœur.

Le soir même du jour où j'avais écrit à Maurice Chabrières et à sa femme de venir à Bruyères sous un prétexte quelconque, le

« Père » et la « Mère » étaient allés dîner à Cannes chez leur vieil ami Jean Dollfus.

J'étais dans le salon dont la porte reste ouverte sur l'escalier. Je vois le « Père » monter péniblement, s'accrocher à la rampe.

Je cours à lui :

« Père, qu'avez-vous?

— Juliette, c'est le moment. »

Le moment... Quel moment? celui de sa mort? Est-ce possible? J'ai grand'peine à me dominer pour ne pas paraître bouleversée. J'appelle la femme de chambre qui est au second étage où se trouve la chambre du « Père ». Nous le montons à grand'peine. Il est presque inerte. Mais, près de son lit, il nous aide autant qu'il peut.

Dès qu'il est couché, il chante une chanson provençale : « Soldat qui reviens d'Italie. »

Mon vieil ami, fils de soldat, est né au retour de la campagne d'Italie. Il a été élevé en Provence. Cette chanson de sa jeunesse augmente mes craintes.

Il m'a dit en montant que la « Mère » est restée chez les Dollfus, qu'il a quitté le dîner, prétextant un léger malaise, qu'il a renvoyé la voiture.

La « Mère » arrive assez tard. Je lui dis que le « Père » dort. Elle se couche dans sa chambre à côté, sans une inquiétude. J'ai bien fait d'écrire à Maurice et à Adélaïde de venir. Je

ne quitte pas mon vieil et tant aimé ami. Il chantonne toujours, mais à voix basse maintenant. Il murmure à peine en patois : « Soldat revenant d'Italie... » Enfin, il s'endort.

Je le veille toute la nuit.

Plusieurs fois il m'a reconnue. Il a serré ma main qu'il gardait dans la sienne et m'a dit :

« Juliette, mon enfant, ne me quittez pas; c'est plus doux avec vous.

— Plus doux, père, quoi?

— La mort.

— Mais vous n'allez pas mourir?

— Écoutez, Juliette. Lucie m'appelle : mon rêve était de mourir à Bruyères. »

Puis, avec un geste grave :

« Ni prêtre ni soldats, » dit-il.

Ses vieilles intransigeances le hantent.

« Qu'on laisse les soldats et les prêtres au petit Thiers. »

A cinq heures, la femme de chambre vient me remplacer. Je dors deux heures et je reviens après avoir télégraphié à Chabrières d'amener de Lyon le médecin du « Père », le docteur Lortet.

A neuf heures la « Mère » entre. Il a le délire. Elle comprend. Sa douleur est si violente que je suis bien plus occupée d'elle que du « Père ». Elle sanglote. Je la supplie d'être courageuse. Je la rassure. J'obtiens qu'elle rentre dans sa chambre, et je reviens auprès de lui.

Chabrières, Adélaïde, Gustave, arrivent la seconde nuit avec le docteur Lortet. Ils ont télégraphié aux enfants d'Algérie : Alphonse, Armand.

Tous me répètent le même mot : « Ne le quittez pas ! » tant il paraît agité quand je lui reprends ma main.

« Vous lui évitez l'agonie, » me dit le docteur Lortet.

Il reconnaît un instant Adélaïde et murmure le nom que nous lui donnons tous : « Delide. » Doucement le « Père » se meurt. Un instant avant de rendre le dernier soupir, je l'entends murmurer :

« Adieu, adieu, au revoir ! »

Jamais je n'ai vu un mort plus beau. Nous le pleurons et nous l'admirons.

Je veux que les enfants d'Algérie, qui arrivent après-demain, le voient ainsi. J'ouvre grandes les deux fenêtres de sa chambre ; puis, après que nous avons fait sa dernière toilette, je le couvre de fleurs.

A chaque instant je monte. L'un après l'autre nous le gardons : Adélaïde, Maurice Chabrières, Gustave et moi. La « Mère » est descendue dans la chambre d'Adam. Une fois encore elle veut revoir celui qu'elle a le plus aimé, et elle dit : « Ce n'est pas la mort, c'est le sommeil ! Que la volonté du Seigneur soit faite ! »

Elle est croyante.

*
* *

J'ai télégraphié à Adam la mort du « Père », mais il n'a pas reçu ma dépêche lorsqu'il m'écrit :

« Nous sommes en pleine crise, comme je te le disais ce matin dans ma dépêche qui devra faire plaisir à notre ami Arlès. »

Je n'ai pas reçu cette dépêche.

« Je suis venu de bonne heure à Versailles, continue Adam, pour suivre les faits de plus près. Thiers a donné sa démission. Les députations se succèdent chez lui et il persiste. On dit que Dufaure va nous annoncer cette nouvelle tout à l'heure, au début de la séance. Thiers nous laissera ainsi dans l'embarras quarante-huit heures, et finalement ses amis le décideront à rester.

« L'Assemblée lui accordera toutes les facilités possibles, mais elle ne reviendra pas sur son vote. Quand Thiers sera un peu calmé, il est impossible qu'il ne comprenne pas que se retirer sur une pareille question et en de telles circonstances, ce serait effacer lui-même la belle page d'histoire qu'il s'est écrite depuis un an. On serait en droit de dire qu'il a fini par un acte de sénilité ou de puérilité, au choix. D'autres iraient plus loin. Je l'ai déjà entendu

accuser d'avoir manigancé tout cela pour livrer la place aux d'Orléans. Jamais je ne croirai à une trahison de la part de Thiers, mais l'histoire a enregistré et consacré plus d'une injustice de ce genre. Thiers y pensera. La séance n'est pas terminée; je t'écrirai demain. »

Lorsque c'était mon heure de garder notre cher mort, je songeais en le regardant :

Il y a des lois de justice humaine qu'on ne peut nier. Par elle la marque des actes se retrouve sur le visage. Il n'y a pas d'exemple qu'on ait vu un méchant ayant donné des preuves de sa méchanceté avoir l'air vraiment bon. Les beaux visages portent, en vieillissant, l'empreinte de la vie vécue. Jamais la bassesse et l'ignominie ne seront le moyen de conserver la sérénité d'une physionomie. L'hypocrisie peut donner parfois certaine marque doucereuse, mais c'est visiblement la marque de l'hypocrisie. Les gens atteints de laideur morale deviennent ou sont physiquement laids.

Adam, en apprenant la mort de son vieil ami, s'inquiète pour moi de mes émotions, de ma fatigue, car je suis bien peu remise de mes trop nombreuses épreuves, mais il est heureux que j'aie pu donner à de tels amis la mesure de mon dévouement et de mon affection.

« Les Arlès, m'écrit-il, sont de ceux pour qui on ne peut jamais trop faire. »

Les enfants d'Algérie viennent d'arriver. Ils

ont eu la suprême consolation de voir leur bien-aimé père aussi beau, aussi marmoréen qu'au jour même de sa mort. Nous étions tous là, le pleurant, hésitant à le mettre en bière...

On l'a emmené : tous l'accompagnent. Je reste seule avec ma fille. Bibi est au collège à Nice. Toute la journée il a plu à verse ; les deux torrents hurlent. Un chien que nous aimions a quitté la maison pendant que nous gardions le mort et n'est pas revenu.

Ma fille, brisée par l'émotion, est couchée. Je veille, triste, triste...

Le jardinier entre brusquement chez moi, dans une agitation violente :

« Un affreux accident de chemin de fer près d'Antibes, s'écrie-t-il : le pont de la Brague rompu, les gens noyés, les wagons les uns sur les autres dans la rivière. »

Je prends en hâte un manteau, un fichu de laine pour ma tête, ma pharmacie, et je sors par une pluie battante qui permet à peine de tenir un parapluie, emmenant mon jardinier. Le vent d'est souffle à tel point que je puis à peine marcher. J'arrive au Golfe. Un train passe, nous le prenons. Ce train est rempli des parents de ceux qu'on attendait à Vallauris, à Cannes, où déjà on est prévenu.

La gare d'Antibes est bondée de gens que torture la crainte d'avoir perdu un des leurs. Là-bas, à la Brague, on essaie de sauver ceux

qui sont à moitié broyés sous les wagons. Beaucoup veulent aller sur le lieu du sinistre ; on les en empêche. Un employé nous dit que déjà un train venu de Nice à la Brague a emporté des blessés. On a leurs noms et on les donnera. J'apprends qu'une amie, la fille de Mme Cinti-Damoreau, a été emportée par le train de Nice, grièvement atteinte.

Le docteur Gimbert, de Cannes, descend d'un wagon que des employés poussent à la main avec deux blessés qu'il remet à leurs familles. Lorsqu'il remonte dans son wagon, je lui demande si je puis être utile.

« Non, me répond Gimbert, il ne nous faut que des hommes pour déblayer.

— Et ma pharmacie que j'ai apportée, la voulez-vous ?

— Cent fois oui. »

La nuit est affreuse. Le vent râle.

*
* *

Le docteur Maure, que l'hiver tue à Paris, arrivé de la veille à Grasse en congé, vient le lendemain de la nuit tragique déjeuner avec moi. Il regrette, dit-il, de n'avoir pu « dire adieu » à son vieil ami Arlès.

Nous causons de la politique. Il trouve la situation de M. Thiers de plus en plus difficile.

Sans doute beaucoup lui sont reconnaissants de ce qu'il a fait; il a des partisans très dévoués, mais, malgré ses efforts, sa bonne grâce, la méfiance croît à chaque différend qui surgit entre lui et l'Assemblée.

« Si pour les uns il est vieilli, s'il remonte à 1848 dans sa conception de la République conservatrice, pour les autres il est coupable de détester, comme bourgeois, les vieilles traditions légitimistes. Et puis, n'a-t-il pas à la fois le tort de soutenir que la religion est nécessaire, cette religion que vous, les radicaux, vous appelez : « les ténèbres de l'église », tandis que pour les dévots Thiers est un parpaillot.

« Je l'ai entendu, ajoute le docteur Maure, nous conter en riant ce qu'il appelle la contrepartie des Mystères de Paris : une démarche de plusieurs évêques pour qu'il surveille la franc-maçonnerie qu'ils disent l'ennemie acharnée de l'Église et de la religion.

— Les évêques ont raison de craindre la franc-maçonnerie, répliquai-je, je connais des francs-maçons qui veulent déchristianiser la France. C'est trop! Nous ne voulons, nous, que la décléricaliser.

— Moi aussi, Thiers aussi, répliqua le vieux Maure.

— Mais, est-ce qu'il n'a pas eu l'idée de confier aux frères ignorantins l'instruction primaire? Les contradictions ne lui coûtent guère.

On dit que c'est Mgr Dupanloup qui, par prudence, a refusé la proposition de M. Thiers de faire éduquer le peuple par les frères fouettards. La France tout entière, la France de Voltaire, se serait dressée contre un pareil défi.

— Je suis un vieux voltairien, répliqua le docteur Maure avec la moue dont il accompagne ses paroles d'importance. Je crois qu'il faut surveiller l'élément religieux pour qu'il n'empiète pas sur le civil. Je ne ris pas de la franc-maçonnerie, j'ai peur, pour la société, des athées plus que des cagots. C'était ma grande discussion avec Mérimée, qui croyait à la régénération par la négation. »

*
* *

Je suis maintenant seule avec ma fille. Adam ne peut venir nous rejoindre; la situation reste très difficile, bien que le retour de l'Assemblée à Paris soit ajourné.

« Cette question est l'une de celles que Thiers a compromises, m'écrit Adam. Il a bien failli compromettre la République elle-même. Les légitimistes et les orléanistes, unis, ont cru tenir le pouvoir. Si le renvoi dans les bureaux avait été voté et si une commission avait été nommée, le tour était fait. Heureusement, on a vu le piège, et nos adversaires n'étaient pas

d'ailleurs assez prêts. Mais ils vont se préparer, et si Thiers, par maladresse, entêtement ou tout autre motif, leur offre bientôt une nouvelle occasion, ils ne la manqueront pas, sois-en sûre, à moins que nous autres ne soyons en mesure de leur barrer le passage. C'est ce dont nous allons nous occuper de notre côté.

« Thiers, à supposer qu'il ne recommence pas, restera très affaibli et très diminué. La Chambre elle-même ne peut rien gagner à cette aventure. L'extrême gauche, seule, par sa conduite à la fois très ferme et conciliante, me semble devoir être approuvée par le pays. »

Tous mes amis, connaissant mon affection pour Arlès-Dufour, m'écrivent des lettres émues. Challemel-Lacour, Peyrat, Louis Jourdan, Clavel, Mme de Pierreclos, Toussenel, ma vieille Beuque, de Ronchaud, d'Artigues, Gaiffe, Spuller, prennent part à ma désolation. Le vieux Jean Dollfus ne peut se consoler de la perte de son « camarade ».

Lina Sand, elle aussi, m'écrit au nom de Mme Sand, de Maurice, leur chagrin d'apprendre qu'Arlès-Dufour, que j'aimais tant, est mort à Bruyères.

Elle me parle longuement de Flaubert, « pour lequel Mme Sand a l'amitié qu'Arlès-Dufour avait pour moi ». La dernière fois qu'il est venu à Nohant, il y a été malade, au point qu'on l'a cru en danger. Il a regretté de n'être pas mort.

« C'est un tourmenté, ajoute Lina. Combien il est différent de Mme Sand, joyeuse de travailler, sans jamais être orgueilleuse, quoique contente de ce qu'elle a fait, se dépensant, mais ne peinant pas. Flaubert ne conçoit, n'écrit, que dans l'excessif labeur. Il se malmène autant, d'ailleurs, qu'il malmène l'humanité entière. Jamais il ne jouit pleinement de ses grands dons. Il ne connaît pas la sérénité. Il vit de la vie de ses héros, jusqu'à en souffrir. Il a le mépris de la placidité et trouve stupides les gens qui la possèdent; mais que son cœur est grand!

« Parfois, Mme Sand nous lit les lettres qu'elle lui écrit. C'est admirablement humain, mais Flaubert n'est pas un humain. Il n'aime dans l'homme que le style, dans l'humanité que l'art; le médiocre, le laid, la bêtise, le rendent fou d'indignation.

« Pourtant, ce gros dédaigneux féroce rit de nos bêtises. Parfois, Maurice le fait éclater. Rire de la bêtise voulue lui fait du bien, dit-il, tandis que la bêtise suffisante et inconsciente l'horripile.

« Ah! les amis, Juliette, c'est le bon et la souffrance de la vie. Le bon tant qu'ils vivent, la souffrance inoubliable quand ils nous quittent, car quelque chose de nous meurt avec eux. »

Mon père s'indigne des progrès croissants

du cléricalisme. On ne fait rien pour le combattre. Un juge de paix aurait refusé d'inscrire sur la liste des jurés un homme qui ne croyait pas en Dieu. « Où allons-nous? m'écrit mon père. Si la libre pensée ne se dégage pas, nous retournons au moyen âge, à l'inquisition. Et pourtant, on lutte. Brisson, Clavel, sont admirables et organisent la suprême bataille dans les convents maçonniques.

« Mais, dit mon père, qui souligne sa phrase, est-ce que Jules Simon, qui avait eu le courage de faire enlever les crucifix dans les écoles, songe, aujourd'hui qu'il est devenu ministre de l'instruction publique, à la séparation de l'Église et de l'État? »

Le 28 janvier, Mme Sand m'écrit à son tour :

« Chère Juliette, nous avons appris que votre vieil ami est mort chez vous. Quels soucis et quelle douleur! C'était un digne homme, bien regrettable. Je pense que sa veuve ou quelqu'un des siens est encore chez vous. Dites-leur la part profonde que je prends à une si grande perte.

« Mais vous! Je crains que ce douloureux événement ou la fatigue que vous avez dû braver avec votre dévouement accoutumé ne vous ait rendue malade. Et puis, cette affreuse catastrophe de chemin de fer à votre porte. Que d'émotions pénibles! Et encore, n'avez-vous pas

quelque ami mêlé à tout cela? Nous sommes inquiets, écrivez-moi un mot.

« Nous vous aimons,

« George Sand. »

Adam me raconte une longue conversation avec Jules de Lasteyrie, qui l'a engagé à me prévenir sans retard d'une visite que je puis recevoir, celle du duc de Montpensier.

« Ce brave Jules qui t'aime tant, ajoute Adam, lui a parlé de toi dans les termes que tu imagines. Le duc de Montpensier lui a répondu qu'il t'avait aperçue, que tu méritais ta réputation (ici une phrase trop flatteuse), qu'il y avait à Cannes deux opinions à ton sujet, les uns disant que tu étais la femme la plus aimable et la plus spirituelle, les autres, sans rien retirer à cet éloge, que tu étais une quasi communarde!

« Tu penses que Jules de Lasteyrie, tout en regrettant la liberté de nos opinions, dont il se rend, lui, un compte très exact, n'a pu que confirmer le duc dans le désir qu'il a de te voir. S'il te rencontre, il désirera certainement t'aborder. Sois parfaite. Ne perdons jamais une occasion de prouver à nos adversaires que des gens aussi résolument républicains que nous peuvent en même temps être des gens aussi bien élevés que les plus aristocrates d'entre eux. C'est toujours la République qui en profitera. »

Nous sommes scandalisés, révoltés, nos amis,

remplacé au commerce par M. de Goulard. C'est la réaction qui triomphe une fois de plus.

« Lefranc, oui, Lefranc! maintient l'état de siège, parle de supprimer les journaux et emboîte le pas à Dufaure. Casimir Périer, qu'il remplace, était plus libéral que lui. »

Mme Sand m'écrit, le 8 février :

« Vous êtes, je le vois, notre dame de Bon-Secours. C'est votre vie et votre mission, et la fatalité vous donne de l'ouvrage. Votre lettre sur la mort d'Arlès-Dufour est d'un grand bon cœur et paraît toute simple à ceux qui vous connaissent.

« Une douleur nous a frappés aussi. Notre cher « Micro * » s'est éteint comme une lampe, et c'est une lumière de moins pour mon esprit, en même temps qu'un déchirement pour mon cœur. Je m'y attendais tous les hivers, mais ce n'est pas un allègement, c'est perdre, au contraire, plusieurs fois au lieu d'une.

« Nous vous embrassons mille fois,

« GEORGE SAND. »

* Gustave Tourangin, que Mme Sand avait surnommé Micro, parce qu'il était entomologiste et s'occupait, disait-elle en riant, de la branche des micros, c'est-à-dire des plus petits insectes.

Il faisait avec Maurice des collections de papillons, et ils s'étaient rencontrés dans une forêt du Berry.

Adam me dit que l'ignominie de *Rabagas* l'a encore rapproché de Gambetta. Il a obtenu de Thiers ce que me demandait le père de notre ami, et il me conseille d'aller moi-même porter la bonne nouvelle à Nice. Je passe une après-midi dans la famille de Gambetta, qui se compose du père, de la mère, d'une sœur veuve avec un petit garçon et d'une servante entrée à treize ans dans la maison et qui occupe pour le moins la place d'une parente, Miette. Il ne manque que la sœur de Mme Gambetta, la « tata », qui n'a pas quitté son neveu depuis son arrivée à Paris, et qui le sert avec un dévouement admirable.

Mme Gambetta est née Massabie. De bonne bourgeoisie, mais peu dotée, elle épousa un épicier génois établi à Cahors. Petite, brune, mince, fine, d'une vivacité extraordinaire, Mme Gambetta n'a agi, pensé, vécu que pour son fils. Elle me dit, devant son mari, devant sa fille, habitués à l'entendre et qui, d'ailleurs, diraient la même chose : « C'est lui que j'aime le plus ! » Elle me raconte le fait suivant, très curieux :

« J'avais, me dit-elle, mariée, l'air beaucoup plus jeune que je n'étais, surtout lorsque je sortais en cheveux. On m'appelait presque toujours « mademoiselle ».

Un jour de fête que, bras dessus, bras dessous, sans chapeau, je me promenais avec deux

de mes amies, il nous vint l'idée d'entrer dans la baraque d'une somnambule pour nous faire dire la bonne aventure.

Je dis à l'oreille de mes amies : « Appelez-moi mademoiselle, quand nous serons entrées et assises.

— Commencez par mademoiselle, dit l'une de mes amies.

— Mademoiselle! répéta la somnambule en haussant les épaules. Mademoiselle comme moi! Elle tourne et retourne ses cartes, après que je les ai coupées, et me dit : « Mademoi-« selle, vous portez en votre sein un homme « qui gouvernera la France. Vous et votre « sœur, vous lui sacrifierez votre vie pour qu'il « devienne ce qu'il doit être. »

« J'étais grosse de trois mois!

« Quand je rentrai à la maison, je fis à ma sœur, qui habitait avec nous, la confidence de la prédiction. Depuis ce jour nous n'avons jamais parlé entre nous de l'enfant à naître, puis du petit Léon, qu'en l'appelant « le grand homme ». Toutes nos économies, dès son enfance, ont été faites en vue de lui. »

La sœur de Gambetta, aimée cependant, fut très négligée comme instruction, mais elle combla les lacunes par sa verve et par son esprit.

Dans l'épicerie familiale, mère et tante prélevaient une dîme secrète pour les futurs be-

soins du « grand homme ». Les sous amassés un à un servirent plus tard.

Lorsque Léon demanda à son père d'aller terminer ses études de droit à Paris, celui-ci refusa carrément, malgré les supplications de sa femme et de sa belle-sœur.

« J'ai assez dépensé pour ton éducation, dit le père, je ne te donnerai pas un sou. »

Un grand conseil fut tenu entre Mme Gambetta, la « tata » et Léon. La caisse secrète contenait encore quelques centaines de francs. On décida que Léon et la « tata » prendraient le lendemain la diligence pour Paris, qu'on porterait la nuit les paquets d'effets, les provisions, la malle de collège bien bourrée. A Paris la « tata » et le neveu se contenteront d'une chambre. « Tata » fera la cuisine, lavera, coudra. Mme Gambetta enverra chaque semaine les provisions, tout ce qu'elle pourra soustraire, à l'aide de Miette, qui était du complot et prêta ses économies dans les moments difficiles.

Miette est donc bien autorisée à dire « notre Léon ».

Jamais elle n'a consenti à voir augmenter ses gages, 10 francs par mois.

Le père, que le départ de Léon et de sa belle-sœur avait mis fort en colère, ne désarmait pas.

Lorsque son fils entra comme secrétaire chez Clément Laurier et qu'on lui dit qu'il avait

plaidé quelques affaires, il déclara « qu'il pourrait venir aux vacances ».

Il vint et il éblouit son père par ce qu'il conta de ses études, de son influence sur ses camarades, de l'avenir qu'il rêvait.

Mme Gambetta, alors, raconta la prédiction de la somnambule.

« Pourquoi ne me l'avoir pas dit plus tôt? » s'écria le père.

Ne voulant pas être exclu des bénéfices d'affection que sa femme et sa belle-sœur avaient amassés dans le cœur de son fils par leur foi en son avenir, il commença à surenchérir sur le « grand homme ».

Lorsque Gambetta plaida dans l'affaire Baudin, il alla lui-même le féliciter à Paris de son immense succès.

Je demande le récit du douloureux accident qui priva Gambetta de l'un de ses yeux.

C'est, comme on l'a raconté, en regardant repasser un couteau par un rémouleur qu'il fut blessé. Presque guéri, il retourna au collège. Un coup de poing donné par un camarade sur l'œil encore malade l'acheva.

La villa bâtie par le père de Gambetta l'a été pour son fils. Il en a peint lui-même les volets, collé les papiers, pour qu'elle fût aussi peu coûteuse que possible. Il y a une « salle de banquet » au second étage « pour quand Léon parlera à Nice » !

La sœur de Gambetta, Benedetta Jouinot, habite avec ses parents depuis son veuvage. Elle a un fils, Léon, filleul de Gambetta, qui l'appelle « le petit électeur ».

Le mari de Benedetta mourut, frappé l'un des premiers, au siège de Paris, d'une balle en pleine poitrine. Sa femme, alors à Nice, était grosse de plusieurs mois.

Le père Gambetta est un très brave homme, un peu ébloui par la célébrité de son fils. Mme Gambetta, quoique fière du « grand homme », attache autant de prix à un élan de son cœur qu'à ses plus grands succès.

Je ne me lasse pas d'entendre parler de l'enfance de Gambetta. En sortant du lycée, il courait chez un notaire ami de la famille, s'emparait du code de l'étude et le dévorait.

Un jour, le notaire, moitié bienveillant, moitié bourru, dit à Léon :

« Eh bien! prends-le, ce code, et f...-moi le camp! »

Le premier soin du collégien fut d'enlever le carton de la couverture du précieux code et de le porter toujours sur lui. Il l'a gardé dans sa poche durant bien des années.

On ne sait pourquoi il appelait sa sœur Barnave.

A chaque instant, il donnait le fameux code à « Barnave ».

« Interroge-moi, » lui disait-il.

Elle ouvrait le petit volume au hasard et posait une question à laquelle Gambetta répondait sans une erreur.

Benedetta interrompt sa mère et prend la parole. Elle était la confidente de son frère et elle connaît mieux les détails de sa jeunesse que ses parents.

Il faisait constamment des discours, partout, en tous lieux; sa sœur, ses camarades, l'admiraient, bouche bée.

Un jour, à la campagne, il entre dans une église, monte en chaire et prêche.

« Si le curé arrivait? lui crie-t-on.

— Il m'écouterait! »

A l'époque des assises, il manquait constamment le lycée pour aller entendre plaider les avocats. C'était Michel Gambetta, son oncle, qui signait les papiers au nom de son frère pour donner une explication mensongère des absences de Léon.

Enfant, lorsqu'il sortait de l'école, il sautait sur les épaules des gens. Il renversait tout sur son passage. Il était d'une vitalité folle.

Vers quatorze ans, il chapardait du rhum, du sucre, à l'épicerie, puis, chez un camarade, avec d'autres, il éteignait les lumières, et, à la flamme du punch, en des improvisations, il fanatisait son auditoire.

Pour les parents, les jeunes clubistes étaient censés faire leurs devoirs ensemble.

Léon tenait à sa sœur des discours en grec, en latin, lorsque, après les avoir couchés, « Tata » se retirait, les croyant tous deux endormis. Parfois, la petite témoignait son admiration en criant : « J'ai peur! »

Dès que « Barnave » sut lire, il se faisait lire par elle des livres tout entiers, répétait à mesure ce qu'elle lisait, apprenait ces livres à moitié par cœur et allait épater ses camarades par sa science nouvelle.

Aujourd'hui Gambetta lit encore beaucoup, et j'ai déjà remarqué qu'il parle volontiers de ce qu'il vient d'apprendre par la conversation ou par la lecture.

« S'il aime l'armée au point où il l'aime, me dit le père Gambetta, c'est par l'un de nos amis corses que nous avons eu en garnison à Cahors. Dès son arrivée à Paris, il l'a retrouvé capitaine dans la garde impériale. Jusqu'au 4 septembre, il a toujours été dîner avec lui aux mess d'officiers. »

Tout m'intéresse de ce qu'on me raconte, dans la chère famille de Gambetta, mais il faut rentrer à Bruyères.

*
* *

Adam a demandé un congé de dix jours. Il s'arrête vingt-quatre heures à Lyon chez nos

chers amis Arlès si cruellement frappés, et arrive enfin à Bruyères.

La situation politique est grave, mais Adam ne pense pas qu'elle se dénoue de sitôt. La fusion dont on parle tant est loin d'être faite, et les tentatives de rapprochement qui ont eu lieu entre les légitimistes et les orléanistes pourraient bien se terminer par un four complet. C'est l'opinion et l'espoir de Jules de Lasteyrie qui se tient en dehors de toutes ces intrigues.

Adam a assisté à la première représentation de *Ruy Blas*. Victor Hugo lui avait envoyé deux fauteuils d'orchestre pour Peyrat et pour lui. On a beaucoup applaudi jusqu'à minuit, heure à laquelle ils se sont retirés, la pièce ne devant guère finir qu'à deux heures du matin.

Mes amis désirent mon retour; si chaque hiver je m'éloignais seulement par coquetterie, je ne perdrais pas ma peine.

Adam a la plus haute opinion de Chanzy. C'est Lasteyrie qui les a présentés l'un à l'autre. Froids tous deux, ne se livrant guère, mais s'échauffant dès que la patrie est en cause, Adam et Chanzy devaient naturellement éprouver l'un pour l'autre une complète sympathie.

« On peut l'interroger sur les possibilités de la revanche, me dit Adam; il y croit, il y travaille, et il y gagnera sûrement son bâton de maréchal. L'Assemblée nationale inquiète et... ennuie Chanzy; les intrigues parlementaires lui

répugnent. Cependant il est diplomate. Il excelle à dénouer une situation. Il est courageux et prudent à la fois. Son désir est de rentrer dans l'armée le plus tôt possible; il veut échapper aux machinations parlementaires ».

On supprime certainement les lettres que m'écrit Rochefort, car il n'a pas répondu à mes trois dernières. Peut-être est-ce lui qui ne reçoit rien de moi.

Adam reste en communication régulière avec lui ; il est parvenu à lui adoucir le séjour du fort Boyard.

Enfin j'ai une lettre du pauvre condamné :

« Chère et excellente amie,

« Je suis inquiet de ne pas recevoir de vos nouvelles. Ma dernière lettre contenait quelques prédictions politiques, et elle a dû être cueillie avant d'arriver à vous. Adam m'a donné ces jours-ci quelques détails sur le sort qu'il me croit destiné.

« Ce que je vois de plus clair, c'est qu'il se tourmente et travaille énormément pour moi, et je lui en suis à tout jamais reconnaissant, mais je ne vois pas beaucoup qu'il y ait quoi que ce soit à espérer, car, loin de se calmer, la férocité augmente sans cesse. Plusieurs journaux du gouvernement racontent depuis huit jours avec joie que je suis atteint d'une pneumonie qui laisse peu d'espoir. Je n'ai pas la

moindre pneumonie, mais je ressens depuis deux ou trois jours des migraines atroces. Je suis resté couché aujourd'hui et je ne me lève que pour vous écrire. A moins d'événements auxquels la générosité des hommes restera complètement étrangère, soyez sûre qu'on me déportera. »

Rochefort écrit à Adam qu'il n'est bruit dans le donjon que du projet de loi sur la déportation. La plupart des condamnés font leur paquet. D'autre part, on parle d'établissements à l'île de Ré ou d'Oléron destinés à recevoir les déportés pour un provisoire qui pourrait bien être définitif.

« Qu'en pensez-vous, mon cher Adam? ajoute Rochefort. Remarquez que, puisqu'on parle continuellement au nom du respect de la loi et que la loi n'a pas d'effet rétroactif, ce serait la violer de fond en comble que d'envoyer à la Nouvelle-Calédonie des hommes condamnés par un article du code qui fixe Noukaïva et la vallée du Waïto, dans les Marquises, pour lieu de déportation. En effet, un condamné peut toujours dire : « J'ai commis tel acte parce que je savais qu'il me conduirait à Noukaïva. Si j'avais cru qu'il m'enverrait aux Iles Saintes et à Nouméa, je me serais abstenu. » Le juge qui condamne doit savoir à quoi il condamne. Ceux qui, à partir de la promulgation de la loi nouvelle, seront punis

de la déportation, iront en Calédonie. Quant à ceux qui sont actuellement déportables, ils ne peuvent être déportés qu'à Noukaïva et à Waïto. Les plus habiles jurisconsultes seraient forcés de le reconnaître, ce qui n'empêche pas que si on déporte on déportera en Nouvelle-Calédonie, tant la bonne foi se plaît à fleurir dans nos climats.

« Mourot va bien et continue à vouloir partager ma fortune qui est plus que jamais celle du pot. »

Des transpositions d'influence se font peu à peu dans notre parti, toutes les lettres que je reçois me le prouvent. Louis Blanc, Ledru-Rollin, Edgar Quinet, Schœlcher, Littré, Hugo, jouent de plus en plus, à l'Assemblée, le rôle de grandes ombres élyséennes qui semblent s'étonner des accommodements terrestres. La « République » est pour eux un mot solennel, pompeux. Les jeunes qui ont Gambetta à leur tête expriment la volonté de devenir utilitaires et pratiques. Ils poursuivront la réalisation d'« un gouvernement approprié à notre état démocratique et non dogmatisé ». Laurent Pichat, Edmond de Lafayette, Duclerc, Adam, sont avec les ombres élyséennes quant au principe, et avec les jeunes pour la manœuvre politique, pour les applications possibles « par la superposition des idées ». Ceux de 1848 veulent tout ou rien.

Ce qui apporte un sérieux appoint à nos amis radicaux gambettistes, c'est le concours et l'approbation des grands commerçants, des grands industriels parisiens, qui, durant la guerre et le siège, ont pris en horreur la phraséologie des Jules Favre et des Trochu, et en estime l'action de Gambetta.

Ceux-là veulent, me disait l'un d'eux en villégiature à Cannes, une République organisatrice d'un état social « d'abord content de peu, comme Jenny l'ouvrière, puis appliquant, après les avoir étudiées avec méthode, des réformes progressives ».

C'est pourquoi nos amis jeunes qui dirigent les mouvements d'opinion tiennent, selon le mot de Gambetta, « à passer pour sages ».

Seul, M. Thiers, malgré ses échappées, peut faire accepter, peut imposer cette sagesse à un pays que les idées irréalisables mettent d'ordinaire en ébullition et qu'il faut traiter comme un malade pour lui faire assimiler le bon sens.

Adam devient de plus en plus le lien entre Gambetta et le centre gauche, et ne cesse de dire qu'aucune issue n'est possible sans cette union. Il y travaille, avec un dévouement discret, à toutes les minutes de sa vie. Je ne cesse de m'associer à tous ses actes.

Victor Lefranc, Jules de Lasteyrie, de Lafayette, Léon de Maleville, Teisserenc de Bort et surtout Saint-Hilaire, savent combien de fois

nous avons contribué à aider à détendre certaines situations sous M. Thiers, et plus tard sous le maréchal de Mac-Mahon, jusqu'au jour où Gambetta s'est cru assez fort, hélas! pour rompre avec le centre gauche et avec les alliés occasionnels les plus fidèles qu'on puisse trouver dans un autre parti. Mais n'anticipons pas sur les événements afin de rester le peintre sincère de nos opinions, de nos idées, de nos actes au jour le jour.

Mes meilleurs amis à moi étaient radicaux avancés, ceux d'Adam étaient centre gauche. Des éléments particuliers existaient dans nos doubles relations et dans notre intérieur, qui furent utiles à la fondation de la République.

M. Thiers disait un jour à Adam : « Quand votre femme rougit, bleuissez! »

Jules Favre réapparaît à propos du projet de loi sur l'Internationale. Tolain, l'un des fondateurs de l'Internationale, est de mes amis depuis sa conduite si courageuse pendant la Commune. C'est lui qui, en 1864, écrivait le manifeste des soixante.

Délégué au congrès européen de l'Internationale en 1868, il fut condamné par le tribunal correctionnel pour affiliation à une société non autorisée. Mais lorsque Tolain vit le collectivisme envahir l'Internationale, il s'en sépara ouvertement.

Nommé député en février 1871, après avoir

été adjoint du XIe, il fit l'impossible pour trouver une issue pacifique à la Commune. Aussi les violents décrétèrent-ils son arrestation lorsqu'il retourna siéger à Versailles. Ancien ouvrier, resté travailleur dans le sens le plus élevé du mot, sage pour son milieu, ne craignant pas d'être accusé de sagesse, Tolain est l'un de ces esprits qui, venus d'en bas, peuvent ascensionner sans cesse et devenir avec la République un homme de gouvernement. Nos amis du centre gauche ont pour lui de l'estime.

Adam me raconte les scènes comiques qui se passent entre Langlois et Tolain. Langlois exalte très haut la sagesse de l'ex-ciseleur ; il ne cesse de lui distribuer des bons points d'attitude.

Lorsque Tolain expose l'état des idées socialistes, leur pourquoi, il est si érudit, si réfléchi sur toutes les questions ouvrières, si simple, si net, si sincère, qu'on pense avec lui, comme lui ; mais, sitôt qu'il formule son traitement de nos maladies sociales, malgré son réel talent d'orateur on ne peut le suivre. Tolain veut réaliser le bonheur absolu de l'homme sur terre.

« Je ne demande pas mieux, lui disait un jour Adam, mais il y a une chose impossible à changer et qui s'opposera toujours à la réalisation de vos idées, Tolain, c'est le caractère même de l'homme ! »

On imagine si Tolain est anticlérical. L'ac-

ceptation chrétienne de la souffrance paraît monstrueuse à ce législateur du bonheur : la fraternité est un vain mot pour les chrétiens, répète-t-il, il faut qu'elle devienne réelle, quelles que soient ses exigences.

Depuis que Langlois et Tolain ont fui Paris sous la Commune pour revenir ensemble à Versailles, ils ne se quittent plus. Langlois, le militaire à tous crins, Tolain, le pacifique, font le plus curieux des ménages.

Langlois, qui a été grièvement blessé à Buzenval, réussit à faire oublier ses meilleures qualités par ses criailleries perpétuelles. Adam me raconte des histoires dans lesquelles la tenue impeccable de l'ex-ouvrier et les extravagances de Langlois (du colonel), forment le contraste le plus drolatique du monde.

Peyrat excelle à provoquer ces scènes bouffonnes entre les deux amis.

Mais j'enverrais volontiers Peyrat au diable, car il supplie Adam de revenir pour sauver une vingtième fois l'insupportable *Avenir national.*

Peyrat termine sa lettre d'appel très pressant, par des réflexions intéressantes sur la politique.

« Devant l'opposition royaliste de plus en plus divisée, notre gouvernement semble avoir de moins en moins le sentiment de sa force. La loi qu'il fait contre l'Internationale est une loi absurde au point de vue politique, plus absurde

encore au point de vue du droit; une loi inutile, dérisoire, et qui doit frapper les républicains autant que les royalistes; qui me met, moi entre autres, dans la nécessité, ou de voter contre un pouvoir que je ne veux pas renverser, ou de donner un démenti à tous les principes de ma vie. Et cependant, il faut tenir bon, car la République est encore ce qu'il y de plus solide, et, dans tous les cas, solide ou fragile, il faut la défendre jusqu'au bout.

« Vous savez qu'on a distribué deux gros volumes sur le 18 Mars. C'est une lecture curieuse et attristante. Votre déposition, ce n'est pas un éloge mince, surtout par comparaison, est parfaite, très droite, très correcte. Il y en a deux ou trois comme cela, mais les autres? »

Nous rentrons à Paris dans quelques jours. Bibi est désolé; nous le laissons au collège de Nice où il ne travaille pas trop mal. Il viendra le dimanche à Bruyères comme si nous y étions, et il y passera ses vacances. Son ami, le fils de notre jardinier, sera là pour le distraire. Nous ne pouvons hacher ses études en l'emmenant à Paris. Il fait de réels progrès, quoique ce qui l'intéresse toujours le plus soit la mécanique. Il pose des questions stupéfiantes.

Quand nous arrivons à Paris, nous trouvons Peyrat dans une situation inextricable. Toute l'attention de notre milieu est fixée sur la *République Française,* qui réussit. Nul ne s'émeut

des difficultés de *l'Avenir national* ni ne songe aux sacrifices faits. Seuls nous supportons ce poids lourd.

*
* *

Le *Journal Officiel* du 16 mars affirme que le territoire sera complètement libéré le 30 juillet, sauf Verdun, évacué seulement le 15 septembre.

Est-ce possible? Allons-nous enfin être délivrés du cauchemar de la présence prussienne? Allons-nous pouvoir nous reprendre? Les Allemands hésitent, disent-ils, à laisser la France à elle-même, prétendant qu'après leur départ nous aurons une suite d'émeutes.

Guillaume Ier, lui, trouve les conquêtes suffisantes. Il admet qu'on puisse partir avec ce qu'on emporte. Tel n'est pas l'avis de certains chefs de l'armée prussienne. Ils prétendent qu'on devrait garder ce qu'on occupe.

Si mon vieil ami Arlès vivait encore, dans quel désespoir le jetterait le traité de commerce que M. de Broglie est chargé de porter au gouvernement anglais.

Quoi, tous les bienfaits du libre échange, quoi, l'œuvre de Cobden, de John Bright, de Michel Chevalier, d'Arlès-Dufour, qu'on nous disait être une conquête définitive de la liberté, va être détruite?

L'Année terrible de Victor Hugo est un grand événement politique et littéraire. L'auteur de *Napoléon le Petit* a gardé toute sa puissance d'indignation, et il exécute les coupables avec la même implacabilité. La France, sous sa plume, devient un être réel ; on l'entend gémir, maudire, douloureuse, héroïque, écrasée.

« Au péristyle de l'année terrible, dit Victor Hugo, un mot : Sedan, crache-le pour ne plus jamais le prononcer. »

Dans aucune de ses œuvres, Victor Hugo n'a donné une vie plus intense aux choses. Leur relief est extraordinaire pour ceux qui ont souffert les maux de l'année terrible. La sensation de la vie vécue est à tel point saisissante, les sentiments y éclatent avec une puissance telle, qu'on souffre au même degré les douleurs déjà souffertes. Dans de superbes images, Victor Hugo retrace la colère, le désespoir ressenti, il frappe les coupables, il les cloue au pilori. Tout est réel dans la peinture à outrance de l'épopée terrible et le sera éternellement.

Je suis dans un tel enthousiasme après avoir lu *l'Année terrible,* que le soir même je prie Adam de me conduire chez Victor Hugo. Je l'ai vu plusieurs fois durant le siège ; je ne lui ai jamais parlé. Il me dit qu'il est heureux de mon enthousiasme sincère, vibrant.

« C'est ma récompense, ajoute Victor Hugo,

de ce que j'ai souffert en écrivant ce livre. »

George Sand m'écrit son admiration pour *l'Année terrible*, et me charge d'aller moi-même le dire à Victor Hugo.

Nous recommençons à réunir nos amis le soir. Jules de Lasteyrie affirme que dans aucun salon on n'a comme dans le nôtre le sentiment qu'on doit s'unir. Il faudrait, prétend-il, que le Parlement s'y tînt.

Sans doute, notre grande amitié, notre haute estime pour lui, notre sincérité, nos convictions lui plaisent.

« Nous ne sommes pas parfaits, lui dis-je un jour.

— Non, mais vous l'êtes relativement plus que d'autres, et c'est pourquoi, pour être des vôtres, je deviens républicain. »

La dissolution, voilà notre thème à tous. Gambetta, sur ce sujet, est d'une éloquence, d'un entraînant qui nous enlèvent.

Je ne vois pas dans notre milieu, où des opinions si diverses se côtoient, surgir la moindre divergence lorsqu'il s'agit de la dissolution.

Là où, un soir, de mon balcon, j'ai entendu avec tant d'espoir crier le mot : dé-ché-ance! entendrai-je enfin crier le mot : dissolution?

Tous les discours de Gambetta sont faits sur la dissolution.

Si les autres jours on montait chez nous, en traversant le boulevard et sans s'inquiéter de

sa toilette, le mercredi, jour où nous donnions à dîner, on venait en habit. Nous commencions à trouver quelque plaisir à voir refleurir le bon temps. Les femmes du siège, qui ne savaient plus ce que c'était que s'habiller, s'occupaient à nouveau de leurs robes, moi la première.

Chaque fois qu'Adam répétait à Saint-Hilaire les doutes exprimés chez nous sur la sincérité de M. Thiers comme républicain, le secrétaire général de la présidence redisait ses deux phrases favorites empruntées à son chef : « Nous maintiendrons intact le dépôt qui nous a été confié », et : « Nous sommes attachés à la République qui représente l'ordre sous toutes ses formes. » Les paroles de Saint-Hilaire étaient colportées de proche en proche et naturellement amplifiées.

Alors, les membres de la droite questionnaient Victor Lefranc sur les propos de Saint-Hilaire, l'ahurissaient, exigeant qu'il ait à demander à M. Thiers si oui ou non il avait autorisé Saint-Hilaire à dire ceci ou cela.

Le « petit bourgeois », un peu taquin, s'amusait de cet état d'énervement de la Chambre auquel il contribuait volontiers, en ajoutant aux propos de Saint-Hilaire les siens toujours tenus dans l'intimité et toujours officiellement démentis.

L'Assemblée perd la tête. Agitée, tiraillée, l'esprit faussé par M. Thiers, elle s'emballe

pour rien. La droite commet faute sur faute vis-à-vis de la gauche, fanatique de dissolution.

Vitu vient de publier un article contre Trochu. Ce dernier fait un procès et le plaide lui-même.

Il a parlé trois heures au tribunal comme il parlait, durant le siège, à chaque séance du gouvernement de la Défense, se grisant de mots.

Ses meilleurs amis lui déconseillaient de faire ce procès ; mais il est si infatué que, devant des dépositions accablantes, il est resté insolent et inconscient. Ce procès a montré l'homme tout entier, et ses derniers partisans se détournent de lui.

Adam a bien essayé de défendre celui que durant le siège j'appelais « son » Trochu. Comme nous nous querellions à ce propos, un jour, dans la gare de Versailles, Changarnier m'a entendue. Lui non plus n'aime guère Trochu et l'appelle Mangin. Changarnier a dit à Jules de Lasteyrie : « Il ne fait pas bon d'être traité en ennemi par Mme Edmond Adam.

— Mais si bon d'être traité en ami par elle, » lui a répondu le meilleur entre les meilleurs.

Scheurer-Kestner arrive du Havre, où il est allé entendre Gambetta, dont le discours a été un véritable triomphe. Nous en sommes joyeux. Pour entendre Gambetta parler, Scheurer-Kestner quitterait père, mère, femme, enfants.

« C'est la voix de la France! » dit l'ex-député d'Alsace.

Scheurer-Kestner nous signale à lire surtout, dans le discours du Havre, le magnifique passage sur l'instruction primaire, « qui doit apprendre au paysan quelle est sa dignité, dans quelle société il vit, quelle est sa place et son lien de solidarité avec ceux qui l'entourent. L'instruction primaire doit lui montrer quel est son rang dans la commune, dans le département. Elle doit lui rappeler surtout qu'il est un être moral à qui il faut tout donner, tout sacrifier, sa vie, son avenir, sa famille, et que cet être c'est la France! Ah! la grande éducatrice que l'instruction primaire, nationale! »

Adam et moi, nous relisons plusieurs fois ce passage dans le discours de Gambetta.

Oui, oui, se sacrifier à notre France, lui tout donner de soi, servir celui qui prononce les paroles patriotiques, après n'avoir pas désespéré de son pays, après avoir sauvé sa fierté!

Victor Lefranc, comme ministre de l'Intérieur, adresse un blâme au maire du Havre pour avoir présidé au banquet offert à Gambetta par ses amis et ses admirateurs. Nous faisons à Victor Lefranc une scène à la première rencontre.

Je l'appelle : « Suppôt de la droite!

— Quoi que vous fassiez pour nos ennemis, lui dit Adam, ils trouveront toujours les con-

cessions insuffisantes, et votre lâchage de vos vieux amis vous restera pour compte. »

Branle-bas dans le journalisme, en mai. About prend la direction du *XIXe Siècle* et se proclame républicain. Voilà notre vieille amitié recimentée. Sarcey, naturellement, est de la réconciliation, mais je lui en veux de n'avoir pas pris franchement parti contre Rabagas. Je lui prouve, quand nous nous revoyons, qu'il est un hypocrite, un habile; il m'appelle « Femme! » avec un injurieux dédain, me dit que j'ai toujours été une emballée pour ou contre, et que je n'ai, pour être tolérable, qu'une chose : c'est que je sais bravement reconnaître que je me suis trompée?

Adam et About, qui assistent à notre dispute, s'en amusent fort.

Mme de Pierreclos m'écrit que Girardin achète le *Journal Officiel* et qu'il lui a dit : « Maintenant que le *Journal Officiel* est républicain et que je le suis devenu, veuillez avertir Mme Adam que nos colonnes lui sont ouvertes. Comme l'ogre Adam ne permettra certainement pas qu'elle y écrive sous son nom, j'admets l'anonymat. »

Je lis cette lettre à Adam, qui se fâche et déclare qu'il ne tolérera pas que cette plaisanterie recommence. C'est pourtant l'une de celles avec lesquelles notre amie, Mme de Pierreclos, le fera le plus endiabler.

M. Thiers voudrait pouvoir anticiper le paiement des derniers milliards à l'Allemagne. Or, la date du dernier paiement portait, sur le traité, avril 1874. « Il y a encore une difficulté, a dit Saint-Hilaire à Adam, c'est que les Prussiens veulent bien accepter l'anticipation du paiement, mais pas la libération du territoire. »

Le parti militaire allemand crie haut que la France, après la libération, n'aura qu'une idée : organiser la revanche. Que n'est-ce vrai ! Hélas ! nous sommes trop meurtris encore pour songer à retrouver toutes nos énergies françaises.

Le « petit bourgeois » s'entête. Fort de la bienveillance de plus en plus tangible du Tsar, il espère, il négocie.

Rochefort écrit à ma fille une lettre très amusante à propos d'une chose triste : un mal d'yeux qui me fait grandement souffrir. Rien de plus spirituel que ce qui arriverait si mes yeux ne guérissaient pas ! les dommages qui en résulteraient et ceux qui seraient évités !

« J'ai reçu, ajoute Rochefort, une lettre de Bibi avec sa photographie en costume de collégien. Avec ses yeux écarquillés et ses cheveux collés sur le front, il a l'air d'un Jeannot. Heureusement, il paraît comprendre que ce n'est pas sa beauté qui le fera réussir dans le monde, car il m'annonce qu'il a été premier. C'est tout

ce qu'il y a de plus glorieux; je crains seulement que, eu égard à ma douloureuse situation, ses professeurs y mettent les pouces, afin de me rendre la déportation moins amère.

« Je crois de plus en plus difficile d'échapper aux griffes bonapartistes. Le seul motif à mettre en avant est évidemment la difficulté qu'il y aurait pour moi à supporter la traversée de quelques mois : affaibli comme je le suis, il est probable qu'on verrait mes côtes avant celles de la Nouvelle-Calédonie.

« En tous cas, mon ami Adam a dès aujourd'hui une place éternelle dans mon souvenir et ma reconnaissance.

« Je suis chargé de mettre aux pieds de votre chère maman les hommages d'un pauvre condamné à la déportation, nommé Quiniou. Sa femme est venue trouver votre mère qui, avec sa cruauté habituelle, lui a promis de l'ouvrage et lui a glissé hypocritement de l'argent dans son panier. Encore une mauvaise action dont la démocratie lui demandera compte. »

On ne peut imaginer l'impression ressentie à Versailles par ceux qui, comme moi, assistaient à la séance, lorsque le duc d'Audiffret-Pasquier, parlant des armées de Napoléon III, s'est tourné vers M. Rouher en s'écriant, l'âme vibrante et la voix accusatrice :

« Varus, Varus, rends-moi mes légions ! »

Le long silence qui a succédé à ces paroles

était saisissant, et les applaudissements frénétiques qui ont suivi seront entendus de notre malheureux pays tout entier.

Le duc d'Audiffret-Pasquier est rapporteur de la commission d'enquête sur les marchés de la Défense Nationale; il fait le procès de l'empire, accuse avec des preuves irréfutables, visant M. Rouher à peine rentré à la Chambre. C'est piteusement et pâteusement que ce dernier répond aux attaques du duc d'Audiffret.

Nous dînons à Versailles, après la séance, avec quelques amis : Bardoux, Mestreau, Testelin, Le Royer. Bardoux nous parle d'un dîner qu'il a fait quelques jours auparavant chez M. Thiers, avec Ricard. Le Président se désolait à la fois des résistances de la Prusse qui surgissent à tout propos dans les négociations, et de tous les ennuis que lui crée la droite sans pitié pour la situation du pays. Il se plaignait aussi de Gambetta, des difficultés qu'il lui crée, car les Prussiens sont à l'affût de tout ce qui peut servir leur lutte contre les désirs fiévreux du Président de les voir hors de France.

Bardoux nous cite, entre autres, un fait qui a été exploité par nos ennemis.

Des délégués d'Alsace étant venus offrir à Gambetta, au nom de souscripteurs alsaciens, un groupe de Bartholdi, qui est de Colmar, il leur a dit, en réponse à leur adresse :

« Si la France était assez oublieuse et impie

pour ne pas avoir constamment sous les yeux cette image de votre Alsace sanglante et mutilée, alors vous auriez le droit de désespérer. »

« Qu'il attende, qu'il attende pour dire ces choses ! » répétait M. Thiers.

Le surlendemain de notre dîner, je retourne à Versailles. Un projet de loi est voté, d'après lequel l'Assemblée nationale examinera tous les marchés passés par l'administration publique depuis le 18 juillet 1870, et la manière dont ils ont été exécutés.

« Nous appelons cet examen de tous nos vœux, nous réclamons la lumière éclatante sur notre complète administration, dit Gambetta à la tribune; s'il y a des défaillances, des faits coupables, des vols, des crimes, nous ne marchanderons pas à la justice, si haut que puisse porter l'accusation, les répressions nécessaires. »

Nous revenons en troupe de la séance, Gambetta, Challemel, Le Royer, Testelin, Noël Parfait, Schœlcher, Edmond de Lafayette, un wagon plein.

Le Royer, avec ses façons de pince sans rire, agace Challemel en lui disant :

« Enfin, on va savoir comment Challemel a fait sa grande fortune. »

Et il ajoute :

« Je voudrais avoir à juger le dictateur de Lyon, moi qui ai assisté à toutes ses malversa-

tions. Il est tellement habile à cacher ses vols que d'autres que moi ne pourraient les découvrir. Ainsi, vous, Gambetta, à la *République Française,* vous croyez peut-être que Challemel se contente de vous faire des articles qui honorent et illustrent votre publication? Eh bien! il commerce de ces mêmes articles à l'étranger. Challemel peut se résumer d'un mot : « C'est un trafiquant qui fait argent de tout! »

Quand on connaissait Challemel, de telles paroles provoquaient un franc éclat de rire.

Avec ses lunettes d'or, son œil souvent éteint, sa parole lente, Le Royer avait l'âme chaleureuse; il aimait admirer, et Challemel était l'une de ses admirations.

« Gare la riposte! dit tout à coup Testelin.

— Je ne sais pourquoi, répliqua Challemel, Le Royer me fait toujours penser au globe terrestre et aux théories de notre ami Daubrée.

— Expliquez-vous, dit Le Royer.

— On ne peut deviner la fusion intérieure du globe terrestre d'après sa croûte; de même, chez Le Royer, la...

— Croûte, oh! l'insolent! croûte! »

Et nous de rire.

« Moi, reprit Testelin, je ne suis pas d'accord avec Daubrée. Je ne crois pas plus à la chaleur intérieure du globe qu'à celle de Le Royer, qui est le plus glacé des calvinistes genevois. C'est un homme de neige. Il est

archiréfrigéré. S'il s'emporte par-ci, par-là, ce n'est pas par sentiment de justice, c'est pour faire croire qu'il a du sang!

« Croûte, exsangue, me voilà bien arrangé, » reprend Le Royer avec calme.

Comme Gambetta nous demande des nouvelles de Rochefort, Adam lui donne à lire une lettre qu'il a reçue de lui le matin.

« Lisez-la haut, Adam », lui disent nos amis,

Adam lit :

« J'ai reçu, mon cher Adam, votre lettre réconfortante et je ne vous en remercie pas, parce que ce serait trop long. Je vois bien qu'il y a contre moi une conspiration de tous les plumigères qui s'étaient promis d'être un jour décorés de la main de sa majesté l'Empereur et qui ne me pardonnent pas de s'être vus arrêtés dans leur avancement. Jamais on ne leur persuadera que je ne suis pas allé moi-même déclarer la guerre à la Prusse. Je n'y peux rien, mais il est évident que les journaux, et notamment le *Soir*, ont inventé, dans le but de faire déporter tous les condamnés, des histoires absolument fantaisistes. Le calme le plus parfait n'a cessé de régner dans les prisons. Quant à une phrase attribuée à Gentelet, qui passe, à ce qu'a dit le *Soir*, pour avoir répondu au directeur : « Il est inutile « d'avertir votre gouvernement », j'ignore si elle est exacte, mais je vous prie de croire qu'elle ne répond en quoi que ce soit à

l'esprit des habitants du fort. Aujourd'hui, qu'on n'a plus de crainte sur les intentions de M. Thiers à l'égard de la République, tous ici désirent qu'il garde le pouvoir ; on n'a peur que du retour des Bonaparte ou de la restauration monarchique. Il y a ici quelques idiots, mais il s'y trouve aussi des hommes à la fois très intelligents et très solides qui voient l'ennemi où il est et non là où il n'est pas. Je vous dis cela pour vous, bien entendu. Je ne fais pas passer ma lettre par le greffe, car je craindrais qu'elle fût envoyée au ministère où on pourrait y voir une flagornerie ; mais l'article du *Soir* représentant le fort Boyard comme en état permanent de révolte est tellement inepte et odieux, que je tiens à vous éclairer sur les vrais sentiments de ceux qui le peuplent. »

Cette lettre, qu'Adam avait été heureux de lire à nos amis, lesquels, sauf Schœlcher, étaient plus ou moins bien disposés pour notre cher prisonnier, produisit sur eux très bon effet, malgré quelques réflexions goguenardes.

« C'est, dit Testelin, la preuve que nous devrions siéger, non à Versailles, mais au fort Boyard, et n'avoir comme opposition que les communards.

— C'est, dit Le Royer, qu'il faudrait envoyer la droite au fort Boyard pour l'assagir et l'obliger à parler comme parle Rochefort.

— C'est, dit Challemel, rappelant le mot

qui lui avait été prêté durant sa dictature à Lyon, qu'on a bien fait de ne pas « fusiller tous ces gens-là. »

*
* *

Ah ! voilà Jules Ferry nommé ambassadeur à Athènes. Cette nomination est approuvée par toute l'Assemblée, où il est fort peu sympathique. Sa physionomie ne plaît guère. Les droitiers disent de lui qu'il ne peut accuser sans condamner, en vouloir sans haïr. Quoiqu'en général il défende les mêmes causes que Gambetta et que Challemel, on trouve que si le premier a des emportements, il garde sa chaleur de cœur, et que si le second mord, il y a dans ce qu'il dit une valeur de mots, une sobriété, une vivacité de riposte qui blesse parfois, mais en paroles qui ne remuent pas le fer dans la plaie.

Jules Ferry, au contraire, envenime; il s'est fait, à Bordeaux, quoique son égal et son collègue, l'aide de camp de Jules Simon, dans sa lutte contre Gambetta. L'entourage du tribun ne le lui pardonne pas, et lorsque leurs rapports ont besoin d'huile, ce n'est ni Adam ni moi qui en mettons.

La presse réactionnaire « tardigrade » juge la nomination de Jules Ferry comme un scan-

dale; dans la presse républicaine il y a peu de bienveillance. La *République Française* accueille la nouvelle par cette phrase : « Il est à craindre que M. Jules Ferry devienne un agent compromettant, après avoir été un agent compromis. »

Le soir de la nomination de Jules Ferry, le défilé de nos amis chez nous est interminable. On nous goguenarde agréablement : « Votre ami par ci, votre ami par là. »

« Sa beauté grecque l'indiquait pour ce poste, » nous dit Boysset.

Dans le mouvement diplomatique qui comprenait Jules Ferry et d'autres, le Président avait nommé d'emblée ministre plénipotentiaire le marquis de Noailles, qui, en refusant plusieurs situations très flatteuses sous l'Empire, s'était montré fidèle à son amitié pour M. Thiers.

Cependant, la marquise de Noailles, qui n'était jamais parvenue à faire taire ses griefs de Polonaise contre la Russie, souffrait de voir implantée dans le salon de la place Saint-Georges la princesse Lise Troubetzkoï, et M. Thiers dut plusieurs fois intervenir dans certaines discussions un peu sèches entre les deux grandes dames, pourtant slaves toutes deux.

Nótre cher Clavel nous amène un soir son ami le général Cambriels. Un éclat d'obus l'a blessé affreusement, lui enlevant un morceau de la tête. On le croyait mort ou expirant dans

une maison de Sedan, lorsque les officiers du dernier régiment qui passait en fuite aperçurent à une fenêtre, la tête enveloppée de pansements, Cambriels saluant de la main le drapeau et criant : « Vive la France ! »

« La blessure de Cambriels était horrible, nous dit Clavel. On aurait ramassé sa cervelle pour la lui rentrer dans le crâne. »

C'est un mercredi. Tous nos amis sont là. Ils serrent avec émotion la main du plus brave des ressuscités. Louis Jourdan, Eugène Pelletan, Lepère, Testelin, Cochery, Ed. de Lafayette, Burty, Hauréau, Gaiffe, Duclerc, de Reims, Scheurer-Kestner, Schœlcher, Cernuschi, Billot, Spuller, Challemel, Gambetta, Le Royer le glaçon, tous ont des larmes dans les yeux au récit que Cambriels nous fait de Sedan. Nous n'avons qu'un seul cœur, la passion de la Patrie nous soude les uns aux autres, ce soir-là, depuis le franc-maçon Clavel jusqu'à l'orléaniste de Reims. Comment ne pas croire à la revanche, lorsque Cambriels nous dit :

« Dieu merci, je suis raccommodé et je pourrai recommencer ! »

* * *

De Ronchaud vient me chercher un matin, pour me conduire au Salon. C'est toujours avec lui que je le visite.

J'ai dîné hier soir chez Szarwady avec plusieurs de nos amis hongrois, dont un jeune peintre qui a déjà exposé avec succès, au dernier salon, Muncakzy. Il est né à Muncaks, d'où son nom. Il a trente ans, mais on lui en donnerait vingt-cinq. Il est vivant comme un tzigane. C'était un simple ouvrier. Il a du talent, un talent personnel et original.

J.-P. Laurens a deux tableaux : la *Mort du duc d'Enghien* et le *Pape Formose*. Ce sont des œuvres de tempérament, d'expansion artistique. Nous nous disons, Ronchaud et moi, que quand la pondération, la possession de soi, seront venues à J.-P. Laurens, que, se recherchant avec moins de violence, il se trouvera avec sérénité, ce sera l'un de nos plus grands peintres.

Le tableau de Detaille : *Les Vainqueurs*, n'a pu être exposé au Salon, mais le jury ne lui en a pas moins décerné une médaille qui le place hors concours. J'ai vu les *Vainqueurs* et j'ai pleuré.

Nous avons rencontré, au Salon, Henner, qui n'y vient jamais, mais qu'About avait entraîné après un déjeuner. Je ne connaissais pas Henner personnellement, quoique nous eussions échangé plusieurs lettres. About, qui est Lorrain, mais qui habitait l'Alsace avant la guerre, m'a présenté Henner, qui est Alsacien. Son accent est à la fois doux et douloureux à

mon cœur. Nous avons parlé du tableau de Detaille. Henner, comme moi, l'éprouve encore plus qu'il ne l'admire.

Burty nous a rejoints. Je lui avais dit que je viendrais au Salon ce matin avec de Ronchaud, que nous appelons « notre directeur du Louvre ». C'est Grévy qui, le premier, lui a donné ce futur titre. Grévy et de Ronchaud sont tous deux nés voisins dans le Jura.

De Ronchaud parle d'art comme Saint-Victor; il est historien, poète, critique, bel écrivain.

Nous félicitons About de son *XIXe Siècle*. C'est un énorme succès. About laisse à la *République Française* la haute direction politique. Au *XIXe Siècle,* on étudie la philosophie sociale, on la discute. C'est le triomphe de l'intellectualité, de l'esprit critique et aussi du scepticisme. Épicure y règne en maître, saupoudré de l'esprit d'About.

On y a naturellement, sous la direction de l'auteur de la *Question romaine,* le dédain le plus profond pour tout ce qui est religion, et la haine du cléricalisme.

Comment! voilà Saint-Victor, voilà Ménard. C'est de Ronchaud qui les a avertis de notre visite au Salon. Les salles sont à peu près vides. Il s'agit bien des tableaux maintenant, à moins qu'ils ne deviennent un prétexte à discussion sur notre Grèce.

Saint-Victor est outré contre About à cause

d'un « empoignement » qu'il a eu la veille avec lui.

« Croiriez-vous, me dit Saint-Victor, que ce soi-disant lettré m'a opposé Pascal aux Anciens. Il a fait si bon marché de la Grèce nouvelle et il est si paradoxal, qu'il a osé me dire, à moi : « Vos vieux Grecs, ce n'est pas difficile « de leur trouver des égaux parmi les écrivains « modernes. »

— Pourquoi diable parliez-vous des Grecs à About? demanda de Ronchaud.

— Je lui citais une phrase d'Aristophane qui me servait à relever très drôlement une prudhommerie de Sarcey dans un article du *XIXe Siècle*.

— Alors même que des modernes pourraient être les égaux de nos Grecs, ce que je nie, répliqua Ménard, il a toujours fallu que lesdits modernes montent sur leur dos pour voir ce qu'ils voient dans les choses. Est-ce que, sans les Grecs, nous aurions compris ce que nous comprenons, su ce qu'était la beauté de la forme sous tous ses aspects. Est-ce que... »

About prend le sage parti de s'enfuir.

« Que vouliez-vous qu'il fît contre trois? » dit Ronchaud.

Le soir, nous dînions chez Victor Hugo avec Schœlcher, Martin Bernard, Boysset, Louis Blanc, Vacquerie, Meurice, François Hugo, Mme Drouet.

Après le dessert, je me trouvais assise dans un coin du salon, à côté de Victor Hugo, Louis Blanc en face près de nous, et j'assistai à la discussion la plus curieuse que j'aie entendue de ma vie.

Louis Blanc et le grand poète parlaient tous deux du double centenaire de Voltaire et de Rousseau, morts la même année, disant qu'il fallait préparer les cérémonies longtemps à l'avance, pour qu'elles fussent superbes. Louis Blanc tenait pour le centenaire de Rousseau, Victor Hugo pour celui de Voltaire.

« Voltaire doit être seul, disait Victor Hugo. Ce serait lui faire injure, diminuer la manifestation, la fausser, en changer le caractère, que de fêter en même temps Rousseau.

— Ne sont-ils pas morts la même année? répliqua Louis Blanc; la nature même des faits nous oblige à ne pas les séparer. D'ailleurs, pour moi, Rousseau est aussi grand que Voltaire. Il était l'ami des petits, tandis que Voltaire était l'ami des grands. Il a, le premier, proclamé l'égalité absolue; il est le père de la Révolution.

— Il a fait, de Robespierre et de Saint-Just, des soi-disant amis de la nature, des féroces et surtout des sectaires comme vous, Louis Blanc, et, voulez-vous que je vous explique pourquoi Rousseau m'est antipathique violemment, c'est parce qu'il est infâme comme père.

— Savez-vous donc ce qu'eût été Voltaire en pareil cas?

— Non, jamais, s'écriait Victor Hugo s'exaltant jusqu'à la colère, on ne pourra me faire admirer un homme qui a mis ses enfants aux Enfants-trouvés et qui leur avait donné pour mère une femme qu'ils ne pouvaient respecter : une servante! Rousseau n'a que de la sensiblerie. Ah! il est bien logique avec sa criminalité paternelle, quand, dans *Émile,* il veut que les enfants n'aient d'autres maîtres que la nature! C'est plus commode, on n'a plus à s'en occuper. Moins on leur enseigne, moins on vit avec eux, plus on les éloigne de soi, plus ils deviennent supérieurs. Une servante pour mère, un berger comme éducateur, voilà l'idéal, voilà en effet qui en fera les égaux des brutes! Non, on ne fêtera pas le centenaire de Rousseau en même temps que celui de Voltaire. Je m'y opposerai!

— Voyons, Voltaire avait-il eu des enfants? Entendait-il se charger de leur éducation comme vous l'entendez?

— S'il en avait eu de Belle et Bonne, il ne les eût certes pas mis aux Enfants-trouvés : cela, j'en réponds. Voltaire n'eût pas été l'homme qui livre Mme de Warens aux malignités du monde, qui trahit Mme de Larnage, qui se brouille avec Hume, etc., etc., le monomane qui voit des ennemis partout, qui vit en sau-

vage, reçoit de tous et reste ingrat envers tous.

— Voltaire n'était pas si bon que cela.

— C'était un cœur d'or; il avait la plus grande bonté, la bonté courageuse. Si j'ai moi-même quelque valeur de bonté, je le dois à Voltaire, qui a enseigné à tous ceux qui tiennent une plume ce qu'on fait pour les Calas, les Sirven, les Lally.

— Je préfère le *Contrat social* aux *Discours sur l'Homme*, les *Lettres écrites de la Montagne* aux *Lettres anglaises*, le *Discours sur l'origine de l'inégalité parmi les hommes* aux plates *Annales de l'Empire*. J'aime mieux la *Lettre à d'Alembert sur les spectacles* que le *Temple du goût*. Je trouve un autre profit moral à lire *Héloïse* que *Candide!*

— Parbleu, c'est bien simple, repartit Victor Hugo. A *Candide*, vous ne comprenez rien de rien! Vous n'aimez pas l'esprit. Rousseau vous va mieux parce que vous avez des goûts plus genevois que parisiens. La gaieté, l'allure française, le pétillant des mots, vous échappent. Vous êtes superbement tout d'une pièce et tellement vertueux que vous ne pouvez comprendre les infamies de Rousseau et, par conséquent, vous en indigner. Voltaire, c'est la galanterie, Rousseau, c'est le vice! Or, mon cher ami, quand on fait un centenaire, il faut, bon gré mal gré, ressusciter l'homme, le caractère en même temps, et plus peut-être que l'écrivain.

Laissons donc Rousseau être un écrivain, mais n'exhumons pas l'homme ni le caractère...

« Ah! Voltaire! le Français entre les Français, qui a tout compris à la française dans l'infinie variété des genres : histoire, roman, tragédie, satire, philosophie, correspondance, tout est français sous la plume de Voltaire. Et que de grâce, quelle souplesse, que d'esprit dans la moindre lettre écrite par lui! »

Louis Blanc avait cessé de combattre par fatigue.

Schœlcher, qui venait d'entendre une partie de la discussion, s'assit auprès de moi tandis que Victor Hugo se levait, et me dit :

« Avec quelle simplicité cet homme prononce de grands mots! Les heurts, les contrastes ne frappent pas dans sa bouche. »

On prenait congé. Adam me faisait signe. Nous sortons avec Louis Blanc. Adam me demande de marcher. Nous descendons lentement vers le boulevard. Louis Blanc est resté aigri par la discussion. Il parle de la famille Hugo à mi-voix :

« Lorraine, bretonne sur laquelle le souffle espagnol a passé. Trois fils : Abel toqué, Eugène fou, une fille de Victor folle. Il y a parfois des extravagances que je ne peux pas suivre, ajoute Louis Blanc qui cesse de se parler à lui-même et s'adresse à moi. Voyez-vous, chère madame, mon frère Charles et moi, nous ne sommes

pas des génies, mais la folie ne nous guette pas.

— Elle ne guette pas non plus Victor Hugo. C'est un pondéré. S'il est surabondant comme écrivain et comme causeur dans la forme, il est calculateur au fond.

— Et même un peu avare.

— Non, calculateur. »

*
* *

Grand émoi dans Paris. On raconte que Xavier Feuillant a giflé l'Henckel de la Païva aux Champs-Élysées *.

Nous travaillons avec toutes nos ressources

* J'ai écrit à M. Xavier Feuillant pour lui demander quelle était au vrai l'aventure. Voici ce qu'il m'a fait l'honneur de me répondre :

1° Je n'ai pas *giflé* Henckel, je lui ai *coupé la figure à coups de fouet* depuis le 118 de l'avenue des Champs-Élysées jusqu'à hauteur de son hôtel. Il était à cheval, moi dans mon phaéton. J'avais à côté de moi dans ma voiture Arthur Meyer. Assistaient à cette correction des fenêtres du 118 des Champs-Élysées, où j'avais déjeuné, le prince et la princesse Achille Murat, le général Fleury, le prince J. Murat, général de brigade, Maurice d'Hérisson, Paul de Cassagnac.

2° Après cette équipée je demandai de suite à mon beau-père le marquis de Contades-Gizeux et au général duc de Lesparre de me servir de témoins. Ces Messieurs allèrent se mettre séante tenante aux ordres d'Henckel. Celui-ci, après vingt-quatre heures de réflexion !! ne donna pas suite aux coups avec lesquels je lui avais marqué la figure d'un X sanglant.

3° A quelque temps de là (cette scène se passait en mai 1872),

d'habileté à faire transporter Rochefort à l'île de Ré. Le fort Boyard le tue, et ses enfants, Noémi et Henri, très souvent risquent leur vie en allant le voir par les gros temps. Nous voudrions qu'il ait une chambre à lui où il pourrait travailler ; les enfants s'installeraient dans l'île.

A l'aller à Versailles et au retour, nous nous trouvons souvent en wagon avec des députés de la droite. Ils chantent les louanges de Jules Simon. Jamais ministre n'a été plus doux pour ses adversaires. Il ne leur refuse rien. En vérité, ce serait dommage de le renverser. Nous les laissons dire et rions sous cape. Jules Simon laïcise la France à la vapeur sans que la droite s'en aperçoive. Il donne des appoints secrets mais colossaux à l'anticléricalisme. Il réalise les rêves les plus ambitieux de Brisson, de Cla-

je rencontrai au Vaudeville, dans la première baignoire de gauche, Henckel. Pendant l'entr'acte j'allai avec ma canne lui intimer l'ordre de sortir, lui défendant de rester dans un endroit public où je me trouverais tant qu'il ne se serait pas battu avec moi. Je me servis à son égard de qualifications peu courtoises.

4° La cause de ma colère a été le rôle odieux qu'il a joué quand il a été nommé gouverneur de la Lorraine, faisant *massacrer* des gens, *brûler* des maisons sous prétexte qu'on ne lui payait pas les réquisitions qu'il réclamait. Il a agi d'autant plus comme un sauvage qu'à Paris, avant la guerre, il était très accueilli partout et qu'après sa rentrée triomphante à la défaite de Paris, il a eu l'audace de rentrer chez lui, hôtel Païva, en grand uniforme, suivi de son état-major, ce bourreau de Metz, de la Lorraine !

vel, de Massol, de Macé. Il a subtilisé le *Journal des Instituteurs*.

C'est par l'instituteur, nous répète-t-on, que l'Allemagne s'est régénérée. Simon se sert du même moyen pour régénérer la France. Le *Journal des Instituteurs* est aujourd'hui fait ou inspiré tout entier par le Ministre de l'Instruction publique. La génération qui vient sera pétrie par et pour la République. Ne disons rien! Quand les réacteurs, comme on les appelle à la *République Française*, s'apercevront de la main-mise, il sera trop tard.

« Accordez, mon cher Simon, à la droite tout ce qu'elle vous demandera, lui disait l'autre soir Macé chez un de nos amis; député par député, contentez-les. Au besoin, sacrifiez-nous, mais faites-nous une France délivrée des ténèbres cléricales. »

Un droitier, ancien diplomate, nous a dit aujourd'hui en wagon, sachant ne pas nous être désagréable : « Le départ de Ferry m'est un plaisir particulier. Il sera un agent sans valeur diplomatique. C'est un monsieur qui piochera, mais qui ne saura rien trouver en lui ni rien découvrir dans les autres. Infatué, il est sans réelle vaillance de caractère, rien qu'entêté, par conséquent faible. Fou des situations officielles, il est de ceux qui, sous une république, en trouvent toujours, car ils savent faire ce qu'il faut pour cela. »

On répète beaucoup à Versailles, dans les rangs de la majorité, que c'en est assez, qu'on va se défaire de M. Thiers. On se prépare. C'est la veillée de l'exécution. Bergamote-Changarnier, qui est homme du monde, lui signifiera élégamment son congé.

Si nous avons des tristesses, nous avons aussi des joies. Lepère vient de défendre Gambetta attaqué par la droite, avec une verve, un bonheur de mots, une autorité, extraordinaires. Adam l'a embrassé presque en séance. Nous sommes heureux aussi de voir Chanzy devenir président du centre gauche. Député des Ardennes, son pays, depuis février 71, nous savons qu'il n'est guère républicain, mais il est si loyal, si noble d'idées, qu'il viendra à nous. C'est une grande âme de soldat, de patriote; il est facile de prévoir qu'il aura une situation de premier ordre à l'assemblée. On le reçoit en chef. Son discours réunit tous les suffrages du groupe modéré.

« En acceptant loyalement la République, il est bien entendu, dit-il, que c'est celle que tous les gens de cœur peuvent comprendre et admettre, qu'elle n'a rien de commun avec celle des envieux, des énergumènes et des déclassés qui ne se laissent guider que par les convoitises, les utopies les plus insensées et la haine qu'ils portent à la religion et à la société. »

« Un peu clérical, notre héros, » disons-nous.

Nous revenons avec Hippolyte Carnot, Sadi et Mme Hippolyte Carnot. Je lui fais avouer sa joie de voir son mari et son fils assis au même banc à l'Assemblée. J'ai pour Mme Hippolyte Carnot tant de respect que je la regarde avec une sorte de dévotion. Jamais grande figure de femme héroïque et simple, de « Cornélie », n'a fait plus d'honneur à un parti. Penser comme elle, c'est être dans le vrai. Si je pouvais, en vieillissant, lui ressembler !

Ma chère, chère Mme Sand est enfin à Paris. Elle dîne chez nous ce soir. J'ai rencontré hier Flaubert. Je l'ai invité. A son « gros regret », m'a-t-il dit, il lui est impossible d'être des nôtres. Il a eu d'ailleurs, la veille, notre grande amie à lui tout seul chez Magny.

« Il faut la repassionner un peu, pas trop, pour Paris, ajoute Flaubert. Sans doute, Paris ne vaut plus ce qu'il valait. Cependant, malgré la guerre et la Commune, c'est encore mieux que La Châtre. »

Flaubert ne décolère pas quand il parle politique. Ce qu'il m'a arrangé M. Thiers tout haut, dans la rue, l'appelant « vieux melon » ! Et mes amis, mes « imbéciles d'amis », ce qu'il les a tordus ! Il avait l'air si féroce qu'un gavroche s'est approché de lui, et, le regardant sous le nez, lui a crié :

« V'zétiez donc d'la Commune que v'zêtes si furieux ? »

Il s'est tu à l'instant et il a ri.

« C'est vrai que vous aviez l'air furieux avec les crocs offensifs de votre moustache. Et dire que vous êtes un bonhomme en miel! »

Je crois que si nous n'avions pas été dans la rue, il m'aurait battue.

C'est ma joie de lui lancer des vérités qui le révoltent. Et cependant je suis l'une de celles qu'il malmène avec le moins de férocité. Au fond, il sait qu'il n'a pas de plus passionnée admiratrice de sa valeur littéraire et de plus dévouée amie.

On ne peut s'imaginer quelle fête c'est pour nous d'avoir Mme Sand chez nous, malgré nos écarts d'idées. Le mieux sera de ne pas parler politique. Ah! bien, oui! nous ne faisons que cela!

« Qui est-ce qui se reconnaît après avoir cru se connaître en de pareils temps? nous dit-elle. On a peur de ce qu'on entrevoit; personne ne s'élève plus, on ne se sent jamais ascensionnaire. Ce serait d'ailleurs ridicule. On baisse, on descend, on se plaît au plus utilitaire prosaïsme. On appelle cela être sage.

« M. Thiers embourgeoise la France, Gambetta l'estamine. L'avenir semble ne devoir plus être favorable qu'aux cafetiers. Le pire est qu'aujourd'hui le « fou furieux » vire à la sagesse pour attirer à lui la République, M. Thiers ayant dit qu'elle serait sage ou ne serait pas.

Sage, une République qui traîne à sa suite les gens d'en-bas, qui présente la courte échelle à tout Belleville. Gare pour plus tard, mes pauvres enfants!

« Si vous n'étiez pas fascinés par les paroles de revanche de Gambetta, par ses variations et vibrations sur l'Alsace-Lorraine, vous verriez que c'est une outre gonflée. Il n'y a rien en lui, mais rien, rien, je vous le répète. Vous tomberez de toute votre hauteur un jour, quand vous serez forcés par les événements de descendre à son niveau après l'avoir élevé au vôtre. Mais regardez-le donc! Est-ce qu'il a la tournure d'un héros Français?

— Ma grande amie, de grâce, vous ne pouvez imaginer ce que vous nous faites souffrir, Adam et moi. Nous n'avons pas d'autre espoir, pas d'autre culte que Gambetta. Il est pour nous la personnification même de la France, l'expression vivante et agissante de notre relèvement, de nos certitudes républicaines et nationales.

— Mes pauvres enfants, le siège vous a rendus fous! Juliette, c'est vous, avec votre imagination, qui égarez Adam. Vous êtes seule responsable de cet engouement. Vous vous en accuserez un jour, plus tard, quand vos yeux seront dessillés par des preuves aveuglantes. Voyons, Adam, mon sage Adam, reprenait Mme Sand, vous avez, comme moi, traversé

d'autres révolutions, mesuré la valeur morale des chefs acceptés, admirés même! Chez celui-là, je ne démêle ni principes, ni hauteur de vues, ni puissance d'idéal. C'est un simple utilisateur. Il n'a que des moyens et un but personnels, je vous l'affirme, j'en suis certaine. »

Adam, très calme, répondit à Mme Sand :

« C'est moi plutôt que vous pourriez accuser d'avoir influencé Juliette, car j'ai connu Gambetta avant elle et je lui ai vu plus d'une fois des réserves que je n'ai pas. Certains détails de forme qui la choquent en lui ne me choquent pas. Elle peut faire des observations, se permettre des critiques vis-à-vis de notre ami lui-même, là où moi, plus discipliné qu'elle, j'obéis. Ce qu'il appelle « l'œuvre de régénération de notre France » ne peut être mené à bien que par lui. C'est le seul médecin qui saura panser nos blessures. Il ne laissera prescrire aucun de nos droits, affaiblir aucune de nos forces. Il aime l'armée passionnément, il est aimé d'elle. Il est à la fois fanatique de justice et manœuvrier parlementaire; il résonne à tous les chocs d'opinions. C'est un chef, un homme d'état, un homme!

— Pauvre Adam, vous lui prêtez pour moitié ce qui est en vous, pour un tiers ce qui est en Juliette, et il lui reste le reste!

— Notre amie la plus chère, plus vous nous

croyez pleins d'illusions, plus vous devez sentir que vous nous désolez.

— Et que penses-tu de tout ce que nous disons, Alice? demanda Mme Sand à ma fille.

— Je pense de M. Gambetta ce qu'en pensent mon père et ma mère. Vous ne l'avez jamais entendu, vous ne le connaissez pas, vous l'aimeriez, car il est vivant et gai comme vous aimez qu'on le soit. »

Mme Sand ne répondit qu'un mot :

« Singulier ensorceleur ! » Et elle ajouta : « Parlons de ce qui nous intéresse également : de la France, de M. Thiers. A quoi en sommes-nous de l'évacuation?

— J'ai vu Saint-Hilaire ces derniers jours, dit Adam. Il m'a raconté qu'en Allemagne il y a toute une campagne, surtout en Bavière, au Wurtemberg, dans le duché de Bade, pour protester contre le désir de M. Thiers de voir évacuer Belfort. Un membre du conseil fédéral a dit à notre ambassadeur, M. de Gontaut-Biron, il y a quinze jours à peine : « On traitera avec vous pour l'évacuation, mais, quant à Belfort, on ne le rendra qu'à la dernière extrémité. » Et cependant M. Thiers s'entête, et Gambetta et nous tous nous l'aidons dans la mesure complète de notre dévouement secret ou public. Et je puis vous assurer qu'à cette heure une convention est signée ou va être signée, qui établit que Belfort sera évacué

journaux, j'ai protesté avec toute l'énergie dont je suis capable contre cet attentat, et que le *Bien Public* s'est écrié à propos de mes articles à ce sujet : « Quand il s'agit de liberté et de justice, on est toujours sûr de trouver un Rochefort sur la brèche. » Ce serait à crever de rire si l'on ne pensait aux malheurs qu'amènent les dénonciations de pareils pleutres quand elles tombent sur des êtres sans défense. »

On raconte dans les couloirs de l'Assemblée que le général Pajol, arrivé de Chislehurst, ne cache pas l'espoir de l'empereur de reconquérir prochainement le pouvoir. Les ordres à ses généraux sont déjà donnés. Il rentrerait en France du côté de Lyon, étant là, dit-on, plus sûr des troupes.

M. Thiers abuse de sa démission. Ces derniers jours, il l'a encore donnée, puis reprise. L'instabilité devient chronique et énerve tout le monde.

Nous connaissons par Jules de Lasteyrie le détail de l'invasion préparée par M. de Broglie avec sa troupe de neuf députés, commandée par Changarnier. M. de Broglie s'était chargé, dans une réunion de la droite, de persuader à M. Thiers : 1° qu'il devait s'appuyer sur la droite pour combattre le bon combat contre les radicaux; 2° que si la République devenait le gouvernement de la France, elle n'échapperait pas à ses fatales destinées, et irait des Feuillants

aux Girondins, des Girondins aux Jacobins et à la Terreur.

L'envahissement de la préfecture présidentielle préparé depuis plusieurs jours, MM. les ducs d'Audiffret-Pasquier, de Larochefoucauld-Bisaccia, MM. Vitet, Saint-Marc-Girardin, de Cumont, Batbie, Depeyre, viendront signaler à M. Thiers que, les élections ayant abouti à la nomination de républicains, il n'avait plus qu'à céder la place et à se déclarer vaincu. On verrait après si une combinaison permettrait de marcher ensemble, tambour battant, sus à la République radicale. Il faudrait alors que M. Thiers donne de sérieux gages aux conservateurs et s'inspire uniquement de leurs intérêts.

Le plan fut exécuté à la lettre, la préfecture envahie, les discours tenus...

M. Thiers feignit l'emportement. Quoi! on le rendait responsable des choix du suffrage universel! La chose, en vérité, le dépassait! Qu'y pouvait-il? Est-ce que les conservateurs n'étaient pas libres de combattre l'opinion?

M. Thiers était forcé de conserver la forme républicaine parce qu'elle avait l'air de plaire à la France. Bref, il restait « dans les données du temps ».

Ce mot provoqua la colère de M. le duc d'Audiffret-Pasquier.

M. Thiers ayant dit précédemment que cer-

taines élections étaient très rassurantes, comme par exemple celle de M. Deregnaucourt, homme très modéré, que « son ami », M. de Marcère, avait patronné, M. le duc d'Audiffret-Pasquier, hors de lui, déclara que M. de Marcère était un homme des commissions mixtes de l'Empire, fonctionnaire du 2 décembre, qu'il était député de l'Orne et n'avait pu faire nommer M. Deregnaucourt !

M. Thiers parut un moment accablé par des révélations aussi précises. Il attendit que leur effet fût complet sur les délégués... Alors, souriant, « le petit bourgeois » répondit avec lenteur que M. de Marcère était député du Nord, non de l'Orne, que, comme député du *Nord*, il avait tout naturellement pu patronner dans le *Nord* la candidature de M. Deregnaucourt, et qu'étant beaucoup trop jeune alors il n'avait pu faire partie des commissions mixtes !!!

Il termina par une petite semonce sur l'exagération où pouvaient conduire les passions de parti, puis avec une grande sérénité, en levant un peu les bras au ciel, il ajouta :

« J'ai accepté la République à Bordeaux, j'ai engagé mon honneur à la consolider, ce n'est pas assez de ne rien faire contre elle, il faut encore aider à la fonder. La République est l'une de ces choses que l'Empire nous a léguées avec tant d'autres... »

M. de Broglie s'était enfin déterminé un mois

avant cette conversation à donner sa démission d'ambassadeur à Londres. Il en était temps. Le scandale d'un tel représentant du gouvernement de la République avait vraiment trop duré.

Gambetta a prié Adam de voir M. Thiers pour le féliciter de sa réponse à Changarnier et à sa troupe.

M. Thiers, dans sa conversation avec Adam, et pour que cela soit répété, lui a dit : « Nous avons été à deux doigts de la guerre. » Et confidentiellement : « Le parti militaire prussien enrage de voir notre armée se reconstituer. Il croyait nous avoir broyés. »

M. Thiers a dit encore à Adam que s'il avait maintenu sa démission (et que cela seul la lui avait fait reprendre), nous avions la guerre. Le comte d'Arnim lui a répété plusieurs fois que l'empereur et M. de Bismarck ne voulaient traiter qu'avec lui; bien plus, pour que les pourparlers d'évacuation et de paiement définitif continuent, il a dû s'engager à ne pas quitter le pouvoir! »

Au banquet commémoratif de Hoche, à Versailles, Gambetta a salué notre République, traditionnelle, la République de 92, celle qui a vaincu quatorze armées. Cette France-là redevient frémissante sous la parole du grand tribun.

« Il n'y a pas dans l'âme de Gambetta, me

dit Adam au retour du banquet, il n'y a pas dans son éloquence une autre inspiration, une autre source que celles du patriotisme. »

Mme Sand a eu un grand chagrin en arrivant à Nohant; son amie, Mme Dorval, a perdu son fils, encore enfant. Mme Sand est si croyante dans l'au-delà qu'elle est convaincue que le petit vit là-haut plus heureux que sur la terre. Elle m'écrit que les enfants morts sont dans le sein de Dieu.

Flaubert est encore à Paris. Il est venu me voir. Il entreprend un roman monstre qui fixera l'état de la science à notre époque sous toutes ses formes, œuvre d'un poids à écraser toutes autres épaules que celles de ce Gaulois. Le dit roman s'appellera *Bouvard et Pécuchet*.

Eugène Pelletan m'a lu plusieurs passages fort beaux d'un livre de lui qui va paraître : *La décadence de la monarchie française*. Il lui manque cela pour être tout à fait exécré des royalistes de la Chambre.

Gambetta prend le plus grand intérêt, à l'élection d'Auxerre, à la candidature de Paul Bert. Émile Javal se porte au siège de son père; il a fait une profession de foi conservatrice républicaine. Paul Bert en fait une radicale. Gambetta désire ardemment que Paul Bert soit nommé. Spuller est moins enthousiaste. Il estime beaucoup Paul Bert comme écrivain et comme savant, mais il m'a dit :

« Mieux vaudrait pour lui qu'il reste savant, la science dans la politique n'est pas nécessairement de la science politique. »

Mon père, lui, est dans la joie de penser que la *vraie science* va entrer dans la politique avec Paul Bert. Enfin, enfin !

Claude Bernard a dit justement à mon père le contraire de ce que dit Spuller :

« Paul Bert est plus fait pour la politique que pour la science. »

Savant pour les uns, homme politique pour les autres. Au fond, ni grand savant ni grand homme politique. Je ne l'aime guère. Son influence sur Gambetta, ajoutée à celle de Ranc, n'est pas bonne. J'aime mieux celles de Challemel, de Spuller, d'Adam.

Mme Sand nous écrit qu'elle nous attend à Nohant, aussitôt les vacances de la Chambre.

Nous n'irons pas à Nohant, malgré le désir que nous en aurions. Mme Sand le comprendra quand nous lui annoncerons les fiançailles de mon Alice avec Paul Segond. Nous ferons faire à nos chers fiancés le voyage de Venise, les études de mon futur gendre ne pouvant lui permettre, en février prochain, époque fixée pour le mariage, un voyage de noce.

Rochefort a enfin quitté le fort Boyard. Hélas ! il n'est pas à l'île de Ré, mais plus mal encore, au château de l'île d'Oléron ! Il écrit à Adam que des Arabes y croupissent dans la ver-

mine, meurent de chaleur, le jour, entre des murs chauffés à blanc, et couchent à terre, la nuit, empilés.

Et parmi ces Arabes il y a des Mokrani, membres de l'une des plus nobles familles des grands chefs, ceux-là mêmes qui, prêts à s'insurger en 1870, ont reculé la date de l'insurrection.

« Ce serait lâche et indigne de notre caractère, disait au moment de la guerre l'un des Mokrani, de nous révolter contre la France au moment où les Allemands l'attaquent. »

Adam est allé au château d'Oléron. Il a vu les Arabes et revient ému et révolté. Comme il dînait le surlendemain à la Présidence et qu'il a pu causer un instant seul avec M. Thiers, il lui a dit la commisération de Rochefort pour les chefs de l'insurrection du Sud oranais, et sa récente visite, à lui Adam, au château d'Oléron. Il a vu de ses yeux l'état misérable, honteux, indigne de nous, dans lequel on laisse croupir des Arabes et parmi eux des Mokrani. Thiers a répondu à Adam :

« Que Rochefort m'écrive à moi ces détails et une supplique en faveur des indigènes captifs. »

Adam a écrit à Rochefort la réponse de Thiers, mais malgré son désir d'être bon aux malheureux prisonniers arabes, notre ami n'a pas eu le courage — il dit la faiblesse! — d'adresser une supplique à M. Thiers.

Adam n'a pas les mêmes scrupules et il continue à harceler Thiers et Saint-Hilaire afin que Rochefort, qui a le besoin impérieux de travailler pour ses enfants, ait un coin, si misérable soit-il, où il puisse se retirer et écrire. C'est un supplice affreux, de vivre au milieu de deux cents codétenus parlant, criant, lisant pardessus son épaule ce qu'il écrit. Il commence un roman : les *Dépravés,* accepté par *le Rappel.*

Adam reçoit de Rochefort, le 24 juillet, la lettre suivante :

« Je vous écris du fond de mon affreux gourbi, au milieu des Arabes qui psalmodient leur Coran, ce qui vous prouve tout de suite que la fameuse chambre qui vous avait été promise, et où j'aurais pu m'isoler et travailler un peu, est restée à l'état de rêve ou plutôt de mauvaise plaisanterie.

« La promesse à vous faite avait été renouvelée à un inspecteur général, dont la visite avait précédé de quelques jours celle de M. Tenaille-Saligny, et qui avait été on ne peut plus gracieux pour moi. Il est inutile d'ajouter qu'on n'a pas tenu compte de ses observations plus que des vôtres et que je continue à faire l'ours depuis six heures du matin jusqu'à huit heures du soir dans une fosse, qui à votre arrivée était simplement une étuve, qui aujourd'hui est une fournaise, et demain sera un gril.

« M. Tenaille-Saligny nous a rendu visite dimanche dernier. Il est probable que vous aurez sous les yeux son rapport où il rendra compte de l'état dans lequel il nous a trouvés.

« Pour vous donner une idée de la bonne foi qui préside à nos destins, quand il est entré dans la première casemate il a demandé à un employé :

« Combien d'hommes couchent ici ?

« — Vingt-sept, a répondu l'employé.

« — C'est beaucoup, a répondu M. Tenaille-Saligny.

« — En effet, a répliqué un détenu, ce serait déjà beaucoup, mais on vous trompe. Nous sommes ici cinquante-deux par casemate. »

« M. Tenaille-Saligny nous a annoncé que quelques-uns de nos camarades et moi, nous allions être transportés dans un petit fort situé à la pointe de l'île et où nous aurons le droit de respirer. Mais, mon cher Adam, retenez ce que je vous prédis. Si des ordres sont envoyés ici à ce sujet, à moins qu'ils ne soient signés Napoléon III on ne les exécutera pas. La seule chose qui ait été faite depuis votre visite a été de poser des barreaux aux fenêtres. On enlevait les lorgnons aux détenus sous prétexte qu'ils pourraient s'en servir pour scier les barreaux, mais, comme on a fait observer qu'il n'y en avait pas, on en a mis pour pouvoir continuer à enlever les lorgnons !

« Votre lettre d'hier, tombant parmi des hommes voués à cette existence pétrifiante et putréfiante (on a trouvé quatorze rats dans une casemate, le père, la mère et douze enfants : toute une dynastie !), votre lettre, dis-je, a mis du baume sur toutes les plaies.

« Tous me chargent de vous embrasser de leur part et vous gardent une reconnaissance bâtie en ciment romain. Ils ont été surtout touchés de la manière aimable dont vous êtes entré dans les casemates, car ce qui est plus attristant pour eux que toutes les souffrances, si terribles qu'elles soient, ce sont les grossièretés continuelles qui leur sont ici prodiguées à plaisir et les attentats à leur dignité personnelle auxquels ils sont exposés.

« J'ai vu dans ce genre des choses affreuses. Il y a parmi nous un jeune homme de vingt-huit ans, instruit, distingué, joli garçon. Je l'appelle le duc de Chartres, à qui il ressemble. Ce garçon, qui a repris du service pendant la guerre, a reçu sept blessures dans sept combats différents contre les Prussiens. Toutes les blessures sont à la même jambe et se rouvrent à chaque instant.

« Eh bien ! ce pauvre jeune homme, déporté simple, dont la bravoure, la distinction et l'extrême politesse commandent le respect, a été un jour, pour la réclamation la plus légitime, accablé par un greffier d'ici des injures

les plus ignobles : « Salaud ! Canaille ! Vous « n'êtes pas un homme, vous êtes tout au plus « un numéro ! » et puis envoyé au cachot, dont il est sorti dans un état pitoyable.

« Moi seul sais quels ravages peuvent produire, dans les natures ardentes de mes codétenus, ces brutalités inutiles. Ils comprennent la déportation, ils admettent même la mort, parce qu'elle est un dénouement, une solution, tant pour ceux qui la reçoivent que pour ceux qui la donnent, mais ce système d'injures stériles n'est qu'une complication et une excitation purement dangereuses.

« Vous me dites que le bonapartisme est aux abois et que le journal *l'Ordre* va disparaître; or, c'est précisément le seul qui règne dans notre Varsovie, les autorités de la maison ne recevant pas d'autres feuilles.

« Avec les Mokrani, la plupart des Arabes écroués ici sont presque tous des hommes importants et très riches : il y a deux caïds, des cheicks, des marabouts. L'un d'eux a servi sous le duc d'Aumale. Ils ont écrit au président de la République pour obtenir de n'être pas déportés. J'ai moi-même rédigé la pétition. J'en ai adressé une en leur nom au duc d'Aumale. Je me suis même permis, sur leurs sollicitations réitérées, d'écrire à M. Bocher, l'administrateur des biens d'Orléans ; je n'ai pas cru devoir me dérober aux prières de ces malheureux, mi-

nés par l'idée qu'ils peuvent faire sept mille lieues en mer dans un entrepont.

« Le docteur Luzet me soigne toujours avec une bonté de plus en plus grande. Il veille sur mes enfants qui sont installés dans l'île avec une brave gouvernante que je n'ai pas pu voir, sous prétexte qu'elle n'est pas de ma famille, et à qui pourtant j'aurais des recommandations importantes à faire relativement à mes petits, dont la mère est de plus en plus malade.

« Si, par hasard, une catastrophe survenait, j'aurais encore recours à vous pour me faciliter le moyen de l'épouser au dernier moment, afin de légitimer mes enfants qui ne sont que reconnus par moi.

« Ma lettre est une conférence. Je lève la séance et vous embrasse de ma part et de celle de trois cents déportés. »

J'étais, l'un de ces derniers soirs, chez Victor Hugo. Il parlait du siège, avec François Hugo, Vacquerie, Adam. Mme Drouet, ma fille et moi, nous écoutions fort intéressées.

A un moment, Victor Hugo dit de son ton le plus solennel :

« Je me reprocherai toujours de n'avoir pas pris de notes au jour le jour, sous l'impression du moment. C'eût été extraordinairement curieux, et je m'étonne que personne n'en ait eu l'idée.

— Moi, cher grand maître, dis-je, j'ai écrit

chaque soir un journal pour ma fille. Je le lui ai donné à lire à son retour, mais il l'a peu intéressée, car c'était presque identique à ce que je lui avais écrit par ballon. »

Victor Hugo se leva.

« Comment, s'écria-t-il, de telles notes existent. Je veux les voir, les lire, cette nuit même. Mme Edmond Adam, je vous en supplie, laissez François vous reconduire et me les rapporter. »

François Hugo et Vacquerie déclarèrent que c'était une trouvaille extraordinaire, qu'il fallait publier ces notes, surtout parce qu'elles avaient été écrites pour ne pas être publiées.

« Je jugeais toutes choses, répondis-je, même mes propres actes, sans réserve, je voulais donner à Alice l'impression absolue de ce que j'éprouvais heure par heure.

— Je suis impatient de lire un tel journal; je le veux ce soir même, répéta Victor Hugo.

— Il y a, dis-je, beaucoup de cahiers tout petits, car je les ai quelquefois emportés dans ma sacoche à pansements qui m'accompagnait partout. »

François, étant venu avec nous, je lui confiai les cahiers.

* * *

M. Thiers est plus découragé qu'il ne l'a

jamais été. Saint-Hilaire a dit à Adam que tout le monde semble s'acharner à lui créer des difficultés. Le « petit bourgeois » est convaincu que le catholicisme est nécessaire à la mentalité des masses françaises, et il est résolu à soutenir les évêques malgré les gauches. Or, voilà les évêques qui font une pétition pour rétablir le pouvoir temporel! On imagine l'irritation que ce papier va répandre en Italie.

Quelques jours plus tard est venue la discussion sur cette pétition. M. Thiers a parlé avec une mesure, une diplomatie, de véritable homme d'État.

Il s'est fait écouter par nos amis eux-mêmes, qui comprennent que l'anticléricalisme ne doit pas plus être mêlé à notre politique extérieure que le cléricalisme. Ce sont des questions qui ne peuvent être traitées qu'en conseil des ministres et que soulevées à ce conseil par le ministre des Affaires étrangères.

Mgr Dupanloup a répliqué à M. Thiers, et ce fut avec beaucoup de prudence et de restrictions qu'il déclara que « ses collègues et lui s'associeraient aux sentiments exprimés par le chef du pouvoir exécutif ».

On a voté un ordre du jour de confiance. Presque tout le centre gauche, nous ont dit plusieurs de ses membres, a voté pour M. Thiers.

Émile Perrin, administrateur de la Comédie-

elle-même son élan et son inspiration. Je ne veux à la place de mon âme ni celle de Thiers ni celle de Blanqui. Arrière les prêtres du pouvoir, quelque robe qu'ils portent. La République se sauvera elle-même si on ne l'impose pas comme un dogme. Si nous en faisons une église, elle tombera au niveau de Rome et nous deviendrons Prussiens.

« Avez-vous lu la *Création* de Quinet? Les républicains sont un essai de la nature qui veut la République. L'espèce a fait son temps, mal réussie. La nature ne s'arrête pas. Elle suit son but, elle fera naître une espèce républicaine mieux constituée qui réalisera mieux le vœu d'équilibre universel, et le milieu se fera autour de l'être nouveau.

« Faites-nous un livre là-dessus, ô Juliette, donnez-nous un peu plus souvent de vos nouvelles, et aimez-nous toujours.

« G. Sand. »

*
* *

Nous sommes à Venise, à l'hôtel Danieli, et dans le ravissement, Alice, Paul Segond et moi. Quel rêve, et comme je jouirais de nos émerveillements, de la poésie du cadre qui entoure la joie d'Alice, si Adam n'était sombre, nerveux, parfois colère à cause de cette publi-

cation de mon *Journal du Siège*. Il en veut à tout le monde, à moi d'abord. Mais, suis-je cause de cela? Pourquoi n'a-t-il pas empêché cette publication? Il le pouvait, après tout!

Assis en face de nous un soir dans la salle où l'on dîne chez Danieli, deux Français parlent d'un grand scandale. Adam s'imagine qu'il s'agit de mon *Journal*. Il passe et me fait passer une nuit abominable; il est déshonoré, sa carrière politique est à tout jamais compromise; il parle d'en finir avec son « supplice ».

Je souffre à tel point que, s'il me demandait de m'engager à briser ma plume pour sortir de cet enfer, je n'hésiterais pas...

Le lendemain matin, je dévore les journaux italiens et français, car, à mon tour, je suis hantée par l'idée de ce scandale... Il s'agit du mariage du père Hyacinthe Loyson, qui s'est marié à Genève!

Notre courrier nous arrive de Bruyères. Jules de Lasteyrie, Victor Hugo, Vacquerie, Pelletan, Spuller, Gambetta, nous écrivent que mon *Journal du Siège* est un grand succès, que le tirage du *Rappel* a doublé, qu'on se l'arrache...

Voilà Adam calmé. Il était temps! Nous allions repartir pour Bruyères malheureux tous quatre.

Enfin nous pouvons jouir de Venise, des clartés du jour, de la lumière, des couchers de soleil, des chants du soir, des promenades en

gondole, des musées, des palais, des églises, des chefs-d'œuvre, des îles de l'Adriatique; notre admiration à chacun s'accroît de l'admiration des autres. Comment allons-nous pouvoir nous arracher à cet enivrement?

Mme Sand m'écrit que Nohant est plein; il y a plus de vingt invités. *Les Marionnettes* jouent chaque soir; on fait de la musique. Pauline Viardot, ses deux filles, répandent des flots d'harmonie. Tourgueneff est là.

« Que votre gendre soit pour vous, ajoute Mme Sand, ce qu'est Lina pour moi! »

Une lettre de Saint-Hilaire à Adam lui vient de Bruyères à propos de l'un de ses protégés vaguement communard qu'on venait d'arrêter et pour lequel Adam avait écrit à Saint-Hilaire au moment de notre départ.

« Le gouvernement n'est pour rien, mon cher Adam, lui dit Saint-Hilaire, dans cette recrudescence presque posthume de poursuites. Déjà M. Thiers est intervenu voilà bien quinze jours pour tempérer ces ardeurs dangereuses de la justice militaire. Personnellement, j'ai fait ce que j'ai pu dans les cas qui m'étaient connus spécialement. Quant à votre protégé Boissières, je viens de le recommander spécialement au général Appert, auquel j'ai transmis la note qui était jointe à votre lettre.

« Je remercie Mme Adam de ses bons souvenirs; je les lui rends cordialement.

« Les affaires vont bien pour la République, et cette fois nous l'avons, pour peu que nous sachions être sages et ne plus effrayer la France.

« Votre dévoué,

« SAINT-HILAIRE. »

* * *

C'est en revenant de Venise à Bruyères que nous lisons la série des discours de Gambetta. D'abord celui de Chambéry : la sagesse, toujours la sagesse. La République aux sages !

« La véritable politique, nous enseigne Gambetta, c'est la vigilance et la patience ! »

Parlant de l'instruction, Gambetta dit au pays : « Il faut qu'elle soit obligatoire, nationale et laïque. Il ferait beau voir des gens qui ont rompu avec le monde, qui, comme ils disent, se détachent de la terre et de la société des hommes, qui n'ont d'intérêt que dans un monde mystique et surnaturel, il ferait beau voir ces gens nous chercher chicane, nous parler d'oppresseurs de conscience et nous imposer leurs dogmes. Il est impossible que des hommes ayant fait vœu de célibat et de chasteté soient compétents pour instruire des enfants destinés à vivre dans nos sociétés humaines. Il est impossible

que des hommes n'ayant jamais eu un cœur de père continuent à s'arroger le droit de pourvoir à l'éducation de la France moderne. Cela est impossible, puisque cela est un danger perpétuel pour la société qui ne veut pas d'aspiration mystique, mais les sévères et hautes leçons de la Science. »

Les républicains trouvent en ce discours la traduction de toutes leurs idées, de tous leurs vœux. Ce n'est pas par le pasteur protestant, par le prêtre, que l'Allemagne s'est refaite ; c'est par le professeur, l'instituteur, par ceux qui détiennent la Science !

« C'est par l'instituteur patriote qu'on enseignera d'abord à l'enfant l'idéal supérieur de la patrie ! ajoute Gambetta.

« Le patriotisme dans une nation vaincue, c'est là le mysticisme nécessaire. Le culte du drapeau qui enseigne le sacrifice de soi, le martyre ! On n'a le droit de toucher à un culte qui peut donner de haut l'exaltation de la souffrance qu'en lui substituant une autre exaltation de la souffrance, du sacrifice de soi, le culte de la Patrie ! »

Oh ! ma France blessée, saignante, amputée, le Dieu chrétien lui-même, le Dieu de Clovis, le Dieu de Jeanne d'Arc permettra à ses croyants de l'adorer sous la forme divine de la Patrie.

Dans son discours de Grenoble, Gambetta a donné une admirable formule de l'éclosion des

masses à la vie politique, fruit du suffrage universel et des premiers bégaiements de la liberté.

« N'a-t-on pas vu, dit-il, les travailleurs des villes et des campagnes, ce monde de travail à qui appartient l'avenir, faire son entrée dans les affaires politiques? N'est-ce pas l'avertissement caractéristique que le pays, après avoir essayé des formules de gouvernement, veut enfin s'adresser à une autre couche sociale pour expérimenter la forme républicaine?

« Oui, je pressens, je sens, j'annonce la venue et la présence dans la politique d'une nouvelle couche sociale qui est aux affaires depuis tantôt dix-huit mois, et qui est loin, à coup sûr, d'être inférieure à ses devancières.

« Depuis la chute de l'Empire, il faut que les classes dirigeantes en prennent leur parti, on voit apparaître une génération neuve, ardente, quoique contenue, intelligente, propre aux affaires, soucieuse de justice et de droits généraux. »

Adam reçoit une lettre de Duclerc qui lui dit que, depuis le discours de Grenoble, Changarnier en rabâche à la commission de permanence et qu'il grommelle tout le jour : « Les nouvelles couches sociales, les couches ensevelisseuses des anciennes couches... »

Changarnier déclare que, dès la rentrée, il interpellera le gouvernement sur les factieux prêts à tout bouleverser. « Il faudra, répète-t-il,

que le gouvernement s'en sépare, sans quoi nous marchons droit à l'abîme, etc., etc. »

Duclerc dit que Changarnier a copié une phrase du discours de Grenoble pleine de vérité pour tous ceux qui vivent dans les milieux politiques et qu'il la colporte partout en plusieurs exemplaires. Duclerc nous envoie l'un des petits papiers copiés par Changarnier, et que voici : « La peur, messieurs, c'est la maladie chronique de la France, la peur en politique. Autant la France est brave, généreuse, héroïque, désintéressée sur les champs de bataille, autant elle est timide, facile à troubler, à tromper, à affoler, à effrayer dans le domaine politique! »

« Ce qui rend fou Changarnier, ce qui le met, comme il le dit lui-même, hors de ses gonds, ajoute Duclerc, c'est tout ce qui se rapporte aux « nouvelles couches sociales ». « Écoutez, écoutez, Duclerc, disait-il hier : La République est l'accession de toutes les capacités, d'où qu'elles viennent, et aussi quelque éducation qu'elles n'aient pas eue. Je vois avant peu, Duclerc, votre femme avec des mégères, femmes des nouvelles couches, qui s'écrieront, comme M[me] Flocon en 1848 : « C'est nous qui sont les Princesses. »

A Bonneville, un orateur du pays ayant dit à Gambetta que si l'on rétablissait la monarchie en France il se ferait Suisse et ayant ajouté :

« Où se trouve la liberté se trouve la Patrie! », Gambetta, très ému, répondit :

« Quand on parle de la France, il faut bien peser ses paroles! »

Et il fait une apologie superbe de notre patrie, à la fois glorieuse et vaincue! de la France que dans sa défaite on calomnie, on outrage. Oh! cette France! c'est à celle-là qu'il faut le sacrifice de sa vie, de son amour-propre, de ses jouissances égoïstes; c'est de celle-là qu'il faut dire : « Là où est la France, là est la Patrie! »

Adam et moi nous lisons et relisons le discours de Thonon.

A Thonon, il est venu de Genève, parmi les députations, la Société française d'Alsace-Lorraine.

« S'il y avait, leur a dit Gambetta, une population en France qui n'eût pas dû être choisie comme victime expiatoire de nos défaillances et de nos lâchetés, c'était celle de l'Alsace-Lorraine.

« Ah! les nobles provinces, toujours dévouées à la France, toujours regardant son drapeau. Et nous souffrons devant elles, mais c'est pour la Patrie; nous souffrons, mais nous portons en nous le cœur même de la nation.

« Messieurs, je ne peux pas continuer, c'est impossible... Ce sont ces deux pays-là... »

Gambetta, la voix pleine de larmes, sanglote.

En lisant ces mots, Adam et moi, nous nous abandonnons à une émotion qui va, elle aussi, jusqu'aux larmes, et nous pensons en même temps : la politique, les partis, qu'est-ce que cela? Il n'y a plus qu'un patriote à suivre passionnément. Nous nous disons que nous n'aurons plus qu'un idéal, qu'une religion, qu'un but, qu'un pourquoi à notre vie : incarner plus encore notre dévouement à la patrie dans l'homme de la Défense nationale, l'homme de la revanche!

Jules de Lasteyrie me prévient confidentiellement que M. Thiers est révolté contre Gambetta, que M. de Rémusat se plaint des difficultés que lui suscitent les discours prononcés coup sur coup par le tribun. Chanzy aurait dit: « Gambetta continue une campagne funeste. Tout marchait bien pour ceux qu'anime seul le patriotisme. M. Gambetta a fait des républicains une secte patriotique à part. »

Vacquerie ne cesse de m'envoyer des preuves du succès de mon *Journal du Siège*.

J'aime et j'estime beaucoup Vacquerie, et je songe avec regret combien Mme de Pierreclos m'a fait rire de lui autrefois, à propos des *Funérailles de l'Honneur*.

Il est le Spuller de Victor Hugo. Lui aussi se plaît dans le rôle de second. Il a la passion d'admirer. Jamais on n'entend sortir de sa bouche sur qui que ce soit l'une de ces cri-

tiques amères, cruelles, souvent traductrices d'une jalousie.

A propos d'un livre que je lui avais recommandé, il ne voit, m'écrit-il, que l'effort fait.

« Je juge toujours avec indulgence, je ne « blague » pas la chose indigne du succès et jamais je n'encense ce qui est sans valeur. Il faut, pour provoquer mon intérêt ou mon admiration, que l'œuvre ait son côté de vérité ou d'art, fût-il hors des règles convenues. »

Dévoué corps et âme à Victor Hugo, Vacquerie répète volontiers qu'il a besoin, pour vivre, du rayonnement, de la lumière d'un astre.

C'est un chimérique; il a essayé des choses folles, s'est cantonné derrière des logiques ridicules; mais, lorsqu'on prend la peine de le chercher au milieu de ses tournoiements, on trouve qu'il a plus de coups d'ailes que de chutes, et, parfois, de la puissance. Combien il excelle à s'effacer, et avec quel éclat, avec quelles vibrations dans la voix il admire ce qui est grand!

Il n'a jamais voulu rien être qu'un lettré, un journaliste. Rien n'a pu l'arracher à son *Rappel*. Amoureux de beauté, de liberté, sa vie est très noble. La politique a pour lui un grand attrait. Il bataille chaque jour dans ses « premiers Paris » pour toute cause qu'il croit juste.

Enfin, Rochefort est à l'île de Ré; il a sa

chambre ! Nous le sentions se désespérer. Nous ne vivions plus. Sa gaîté lui revient toute ; il m'écrit :

* * *

« Chère, excellente et courageuse amie,

« Votre *Siège de Paris* a ici un succès insupportable. Tout le monde veut me pincer mon journal, et je passe mon temps à courir pour le rattraper. Nous avons des déportés qui copient le feuilleton. A la prochaine amnistie, vous aurez toutes les peines du monde à éviter d'être portée aux élections. Vous avez trouvé moyen de photographier la physionomie de Paris avec une si parfaite exactitude, que je retrouve tous les jours, en vous lisant, des choses que j'avais complètement oubliées et que je revois comme si j'y étais encore.

« C'est écrit sans passion, sans parti pris, sans hostilité contre Pierre ou Paul, et en même temps, avec votre air indépendant, vous y salez les gens pour le restant de leurs jours. Trochu, notamment, s'y trouve arraché à sa vie privée d'une façon bien honorable pour lui. Vous m'avez donné là un commencement de satisfaction, car j'ai appris sur ce drôle des infamies sans nom. C'est lui qui aurait combiné avec Ducrot la déposition que celui-ci a faite sur le 4 septembre, où Ducrot, prisonnier des

Prussiens, raconte que j'ai organisé, dès le 5 septembre, le Comité central, avec Flourens, Thibaldi et d'autres. Cette déposition inepte avait pour but de mettre le conseil de guerre qui me jugeait à même de trouver les éléments nécessaires pour me faire condamner à mort.

« Or, c'est le Trochu qui avait inventé ce roman, mais comme il n'avait pas osé en prendre la responsabilité, il l'avait repassé au Ducrot qui, lui, ne recule devant rien et qui, d'ailleurs, ne me connaissant pas, n'était pas embarrassé pour me sacrifier sur l'autel du bonapartisme.

« Souhaitez de ma part à votre futur gendre un avenir qui ne ressemble pas au mien. Serrez toutes les mains d'Adam, qui doit être, lui aussi, bien fier de votre succès.

« Je suis à Ré avec quelques braves garçons d'Oléron, qui lui sont, comme moi, terriblement reconnaissants de nous avoir sortis de cet enfer.

« Je travaille en paix à mes *Dépravés,* mœurs de l'Empire, qui ne sont précisément pas faits pour les demoiselles.

« Je vous embrasse de tout mon cœur de déporté dans une citadelle,

« HENRI ROCHEFORT. »

Adam rencontre quelquefois Laurier à la Chambre. Sceptique, goguenard, sûr en rien,

sauf en amitié, Laurier est sincèrement attaché à Gambetta.

Adam a un jour entendu une conversation typique entre Laurier et Gambetta. Laurier reprochait à Gambetta d'être trop fidèle au programme de Belleville.

« Tu as, lui disait-il, de grandes qualités, mais tu manques d'ingratitude; tu n'auras jamais le courage de couper ta queue.

— Je ne la couperai pas, répondit Gambetta, mais je la dévisserai si doucement qu'on ne s'en apercevra pas.

— Mais, misérable, toi, patriote passionné, tu t'es engagé à supprimer le budget de la guerre, de la marine, les armées permanentes.

— Je les triplerai !

— Tu feras l'instruction obligatoire, tu expulseras les jésuites du corps enseignant?

— Je ferai tout cela dès que j'aurai le pouvoir ou une influence sur le pouvoir.

— Tu supprimeras le budget des cultes?

— J'aurai alors Paul Bert député. Je le bombarderai ministre des cultes, pour terrifier l'Église... et en même temps je lui ferai faire des concessions nécessaires à qui veut gouverner longtemps. »

*
* *

Dès le lendemain de notre retour à Bruyères,

le docteur Maure vient déjeuner et causer avec ses amis du Golfe. Il est dans l'admiration de l'article de Fustel de Coulanges, publié par la *Revue des Deux Mondes*.

Cet article a pour titre : « De la manière d'écrire l'histoire en France et en Allemagne depuis 50 ans ».

« Comme Fustel de Coulanges relève notre intelligence nationale, courbée sous le poids de l'intelligence allemande, nous dit le vieux docteur ! J'aime à répéter avec lui que « le vé-« ritable esprit scientifique est plus rare en Al-« lemagne qu'on ne le croit généralement ». Et comme il parle de la « vraie science fran-« çaise d'autrefois » ! C'est la France qui a enseigné à l'Europe la science historique ; c'est par la science que Fustel de Coulanges arrive à la conception complète du patriotisme ; c'est dans la « pureté de l'histoire qu'il a pris le res-« pect de nos traditions, l'amour de cette « Gaule qui, quoi qu'on ait pu écrire, n'a ja-« mais été l'esclave de la Germanie. »

Nous parlons naturellement de M. Thiers avec son vieil ami.

« Ce qu'il a de pilules à avaler, mon pauvre copain ! nous dit-il. On prétend qu'il est le jouet de Bismarck, tandis qu'en Allemagne on reproche à Bismarck d'avoir été d'une faiblesse qui confine à la trahison en n'imposant pas à la France de n'avoir pour sa défense qu'un

simple corps de gendarmerie! Moi, je ne reproche qu'une chose à Thiers, et en cela je suis d'accord avec Saint-Hilaire, ajouta le docteur. Je lui reproche son factotum Guyot-Montpayroux. C'est le Duvernoy de Napoléon III. Cet homme-là donne tour à tour, au nom de Thiers, des gages aux bonapartistes, aux orléanistes, aux républicains. Il voit, le même jour, Decazes, Girardin, Raoul Duval, Gambetta, Grévy, croit les tenir et les jouer. Il les amuse seulement.

— Comme il amuse Thiers, répond Adam. Or, avec tout ce jabotage, avec les discours que Thiers répand à flots, on accuse encore le Président d'être mystérieux.

— Et il l'est en effet, mon cher Adam, sauf pour trois personnes : Saint-Hilaire, vous et moi! Avec nous, il est républicain, il veut la République et rien autre, la République dont il est et compte rester le Président.

— Moi, reprit Adam, je ne lui reproche pas Guyot-Montpayroux. Peut-être faut-il, quand on gouverne, avoir sous la main de ces pantins-là, qu'on peut toujours désavouer. Je reproche à M. Thiers sa condescendance envers l'ambassadeur d'Allemagne. Le comte d'Arnim exècre la France et intrigue publiquement avec la droite pour nous imposer la légitimité. Il faut voir, dans un milieu officiel, sa hauteur pour ceux qui ne sont pas nés. Il ne tolère pas plus,

d'ailleurs, la fierté des vaincus chez ceux qui sont nobles au même titre que lui. Le marquis Jules de Lasteyrie a dû même lui en faire l'observation.

— Je crois d'autant mieux ce que vous me dites, reprit le vieux Maure, que voici ce que Saint-Hilaire m'a confié : M. de Rémusat lui a dit que le comte d'Arnim ne manquait jamais de parler avec dédain de la versatilité du caractère français, ce qui rend particulièrement blessante l'habitude qu'il a prise de répliquer à chaque instant : « Est-ce « une opinion définitive? » Ne reviendrez-vous « pas sur cette décision? » ou toute autre phrase analogue, insupportable et offensante.

— Voyons, docteur, demandai-je, vous qui connaissez si intimement Mme Thiers et Mlle Dosne, sont-elles monarchistes?

— Non! D'ailleurs, Thiers leur répète sans cesse que la droite représente trois monarchies : orléaniste, légitimiste, bonapartiste, et que, quand ils seront d'accord, on pourra choisir. Ces dames sont, comme Thiers, je puis vous l'affirmer, pour la République conservatrice... du Président.

— Il ne peut y avoir de République conservatrice, dit Adam. Vous savez le mot de J.-J. Weiss. La République est un gouvernement de réformes : conservatrice elle ne serait pas viable, tandis que la République, avec la

méthode scientifique, rationnelle, expérimentale de Gambetta, séduit à la fois le peuple et le bourgeois. Ils y viennent, à cette République qui rassure les plus timorés. Ils sentent bien que notre République réformatrice est amie de l'ordre et de la propriété, voire de l'autorité. Le suffrage universel est chaque jour davantage en marche vers nous. Thiers, répétez-le-lui bien, docteur, comme je le lui répète, n'aura dans l'avenir de durée possible qu'avec nous. Avec la droite, même s'il arrive à les faire renoncer par démonstration d'impossibilité à leurs préférences monarchistes, il sera enfermé dans l'impasse cléricale. Or, c'est là ce que le pays, voltairien comme vous, docteur, ne veut plus admettre. »

Après le déjeuner, tandis que je cause avec le docteur, Adam fume et lit ses journaux. Il nous revient avec l'un d'eux qui rend compte du banquet de Saint-Julien et il nous lit cette phrase de Gambetta :

« Nous n'avons en face de nous qu'un ennemi, c'est un ennemi bien organisé, bien discipliné, ayant l'obéissance passive pour premier instrument, ayant l'argent qu'il soutire à toutes les sottises, à toutes les superstitions, avec une manière de procéder qui renverse tous les obstacles parce qu'il n'a aucun scrupule, et enfin la haine de la société moderne,

non seulement en France, mais dans le monde entier, voilà l'ennemi! »

« Il n'y aura bientôt plus, mon cher docteur, ajoute Adam, que deux adversaires en présence : les démocrates et les cléricaux. »

« La République est fondée, dit encore Gambetta, à moins que nous ne soyons tout à fait imprudents, maladroits, sans vigilance. »

« En voilà un qui n'est pas maladroit, » répond le docteur Maure avec sa moue.

Garnier-Pagès et sa femme, sachant leur cher ami, le docteur Maure, à Bruyères, par un mot de lui, viennent nous faire visite, heureux de le trouver. Il faut entendre une conversation entre le docteur Maure et Garnier-Pagès. C'est la comédie des comédies. Avec son air roublard, qu'il essaie de rendre naïf, notre vieil ami pose à Garnier-Pagès des questions sur la politique, qui sont des bijoux de goguenardise; c'est le docteur Maure qui a surnommé Garnier-Pagès : Jeannot-Pagès.

Après ses réponses au docteur, Garnier-Pagès ne manque jamais de dire : « Écrivez-le donc à Thiers, cela peut lui servir. » Nous nous amusons, ma fille, Adam et moi, tandis que Mme Garnier-Pagès est dans une admiration béate.

Le docteur Maure ne manque pas de s'informer auprès de moi de sa *passion*, Mme de Pierreclos. J'ai reçu d'elle, hier, un long récit de ses faits et gestes, dans laquelle elle a intercalé

une lettre de Gallifet, datée de Batna, lettre curieuse, dont tous me demandent lecture. Nous savions qu'on avait songé à faire venir Gallifet à Paris pour y être interrogé par la commission d'enquête sur les faits de la Commune.

Gallifet écrit que c'est de la farce, qu'on n'a jamais dû le faire venir; il se moque de ceux qui ont cru possible qu'on le rappelât, fût-ce pour quelques jours, et il ajoute :

« J'aurais dit : « Nous venons de combattre en Algérie des hommes qui ont combattu avec raison. Ils combattent pour leur dieu et pour leur patrie. Vos révoltés de la Commune n'ont jamais eu ni un dieu ni une patrie. Ils avaient un ennemi, le Prussien; ils se sont bien gardés de le combattre, et pendant deux mois ils lui ont donné avec *plaisir* le spectacle de la honte qu'ils infligeaient à la France; quelques braves gens se sont égarés au milieu d'eux, ce sont eux qu'ils ont fait tuer. Quant aux entrepreneurs de cette sinistre orgie, ceux qui ont demandé le meurtre des otages, l'incendie des musées, etc. ils ont, à peu d'exceptions près, pris la fuite, la préférant à la mort qu'ils avaient tant recommandée aux autres. Je salue les Arabes révoltés, et je demande que l'histoire de la Commune ne figure jamais dans celle de France. »

« Certes, je ne défends pas les Communards, dit Garnier-Pagès, mais Gallifet n'a pas le droit

de le prendre de si haut avec eux; il en a trop descendu!

— Macabre, le mot, fait le docteur avec sa moue, mais étonnant. Pagès, vous avez trop d'esprit! »

Garnier-Pagès a toujours de grands secrets politiques à révéler à ses amis; il en sait très long. Il a sa *police!* « Le complot orléaniste s'organise, nous dit-il. Decazes mène les choses à fond de train. Il a reçu dans son château le comte et la comtesse de Paris avec plusieurs notabilités du parti. On a dressé des plans, et Thiers est sérieusement visé. Vous pouvez le lui écrire, cela peut lui servir. »

« Je n'y manquerai pas, » répond le docteur.

Une lettre de Peyrat nous raconte tous les papotages de notre milieu; nos amis sont dispersés pour la plupart. Le seul événement vraiment sérieux est la tournée de Gambetta. Les royalistes ont cru découvrir là une occasion de se relever, et ils ont entrepris une campagne qui les couvre de ridicule parce qu'elle montre aux plus aveugles leur confusion et l'indignité de leur conduite.

« Sauf les détails très secondaires et sans importance, qu'a donc dit Gambetta? La France vient en masse à la République, réjouissons-nous, ouvrons nos bras et nos cœurs à tous les hommes sincères; mais, derrière les hommes sincères, il y a les intrigants, ceux qui, depuis

dix-huit mois, n'ont eu qu'une préoccupation, qu'un but : outrager, calomnier les républicains, tuer la République, et qui, voyant l'inutilité de leurs efforts, leur impuissance et leur impopularité, se disent maintenant républicains, espérant ainsi prendre ou garder les positions officielles et ruiner la République en ayant l'air de la gouverner; méfions-nous de ceux-là; barrons-leur le passage!

« Que les républicains ne soient pas assez naïfs pour nommer MM. de Broglie, Saint-Marc Girardin, etc.

« Ce qu'il y a de plus fâcheux, c'est l'attitude du gouvernement. Je ne méconnais pas la difficulté de sa situation, mais il devrait cependant comprendre que nous avons montré assez de patience, de résignation, d'esprit politique, et qu'il est peu convenable de nous faire malmener par des officiers anciens bonapartistes parce que nous ne voulons pas nous laisser duper, laisser escamoter la République par nos ennemis qui sont aussi les siens.

« Mais je crois, ajoute Peyrat, que n'ayant plus de journal, je me suis permis de faire un article. »

Peyrat nous apprend que l'*Avenir national,* qu'Adam a renoncé à soutenir, est dans les mains de Desonnaz et qu'il agonise.

« Adieu, chers amis, mes deux bienfaiteurs, » termine Peyrat.

Spuller prie Adam de lui répondre s'il sait que Rochefort a travaillé « depuis qu'il est en état de détention » à un roman de nature à être publié dans un journal quotidien. Spuller écrit que *le Rappel* et *le Temps*, à ce qu'on annonce, « se disputent la faveur de publier une œuvre qui ne manquera pas de provoquer dans le public une émotion légitime, si l'on songe au talent de l'auteur et à l'injuste rigueur de la condamnation dont il est frappé.

« Au cas où il serait vrai que Henri Rochefort a dans son portefeuille une œuvre de ce genre à livrer au public, ajoute Spuller, pourriez-vous lui faire savoir, mon cher Adam, que, nous aussi, à la *République Française*, nous nous mettons sur les rangs pour obtenir son manuscrit. »

Théophile Gautier est mort. C'est un grand chagrin pour Mme Sand; c'en est un écrasant pour Flaubert, ce qui double celui de Mme Sand. Elle trouve que maintenant Flaubert sera trop seul à Paris, n'ayant plus Théo. Pour Flaubert, c'était l'ami entre tous. Jamais il n'avait pris sur ses livres les notes cruelles qu'il prenait sur tant d'autres. Hélas! plus de dîners chez Magny! Mme Sand ne me dira plus : « Juliette, si vous êtes bien sage, je vous ferai dîner avec le Gaulois et Théo. »

« La mort de Théophile Gautier creuse un trou, un grand, » me dit Saint-Victor.

Tout le monde répète : « Longtemps le vide que laisse derrière lui Théophile Gautier ne sera pas comblé... »

J'avais écrit à Louis Blanc, à propos d'un discours de lui qui avait un grand succès. Du tac au tac, il me répond par retour du courrier que mon *Siège de Paris* aura dans sa bibliothèque une place privilégiée.

*
* *

Les bonapartistes en province relèvent la tête. Leur confiance dans le retour prochain de l'empereur est absolue, Lefèvre, député de Nice, qui arrive de Lyon, nous dit que le général Pajol, qui va et vient sans cesse de Chislehurst en France, voit l'un après l'autre les généraux restés fidèles, leur donne des instructions. Si l'on en croyait Lefèvre, l'empereur serait à Paris avant qu'on s'aperçoive de son absence de Chislehurst. L'effet cherché est celui du retour de l'île d'Elbe. Les banquiers de Londres sont prêts à fournir des fonds pour un nouveau coup d'état.

L'impatience est si grande, paraît-il, que la difficulté sera d'attendre l'anniversaire du 2 Décembre.

L'expulsion du prince Napoléon pendant les vacances a plutôt réuni que séparé les deux cousins.

C'est sur Lyon, sur Bourbaki avec ses 35.000 hommes qu'on compte le plus. Chaque fois qu'un bonapartiste a l'occasion de parler du régime déchu, il ne manque pas d'ajouter : « provisoirement ».

Rochefort a des attentions qui nous vont au cœur. Dans la crainte d'enlever à Adam la plus petite partie de ses vacances, il ne l'a pas prévenu du jour de son mariage *in extremis*. Adam avait d'ailleurs tout préparé avec notre ami Victor Lefranc, ministre de l'Intérieur, et avec Saint-Hilaire.

Nous lisons dans les journaux que le mercredi 6 juin, à neuf heures et demie du matin, le marquis Henri de Rochefort-Luçay a épousé Marie-Anastasie Renaud.

Rochefort, d'ailleurs, m'écrit dès sa rentrée à l'île de Ré.

« Chère et brave amie,

« Vous savez à cette heure, par les injures des journaux réacs, que j'ai accompli ce que je considérais comme un devoir. La pauvre mère était si mal que j'ai dû partir subitement. J'ai dû aussi consentir, à cause des sœurs du couvent, où elle s'était imprudemment laissée transporter, à partager avec elle la bénédiction qu'elle avait demandée.

« L'évêque de Versailles a voulu m'imposer une rétractation écrite de mes erreurs reli-

gieuses. J'ai répondu de façon à clore l'incident.

« Victor Lefranc et son fils ont été excessivement gentils et prévenants. Saint-Hilaire a été atroce *. Voilà Bibi vicomte et en état d'aspirer aux plus hauts emplois. Je n'ai pas voulu déranger Adam, qui a d'autres réactionnaires à fouetter. Je suis, immédiatement après la cérémonie, retourné à Saint-Martin-de-Ré pour éviter les commentaires que je n'ai pas évités, du reste.

« Savez-vous que votre fin de siège est terriblement raide pour Vinoy, pour Ducrot et autres Trochu. Je vous ai vue un moment passant devant le 3e conseil de guerre pour outrages aux capitulards. Vos derniers feuilletons sont d'ailleurs pleins de feu et d'idées généreuses.

« J'ai fini mon roman, qui doit paraître dans *le Rappel* vers la fin du mois. Il est plein de choses atroces, et, quoique écrit sur un ton léger et blagueur, il va probablement paraître extrêmement cruel. Du reste, que ce soit un chef-d'œuvre ou la dernière des ordures, je suis parfaitement sûr d'être de nouveau traîné dans la boue, et je m'y résigne, sachant que le journalisme versaillais ne peut avoir qu'un temps.

* Adam a su plus tard qu'on avait raconté à Rochefort des choses insensées sur Saint-Hilaire, lequel fut aussi parfait que Victor Lefranc dans cette affaire.

« Je vois très en noir les choses de la politique et je crains qu'elles ne soient encore plus foncées qu'elles n'en ont l'air. »

*
* *

Nous n'accompagnons pas Adam, qui revient seul à Paris. La réouverture des Chambres a lieu le 11 novembre.

Le 13, M. Thiers lit un message dans lequel, sans faux-fuyants, il déclare qu'il est nécessaire de fonder un gouvernement stable.

« La République existe, dit-il, elle est le gouvernement légal du pays... Ne perdons pas notre temps à la proclamer. Mais employons-le à lui imprimer ses caractères désirables et nécessaires. »

Ç'a été le frelon entrant dans la ruche. Plusieurs dépêches m'arrivent, toutes me parlant de la violence de la séance ; celle d'Adam se termine ainsi :

« Le sort de la République se joue en ce moment. »

M. de Kerdrel escalade la tribune et adjure la Chambre de nommer une commission pour répondre au message et juger la politique de M. Thiers.

Notre ami Victor Lefranc, malgré plus d'un acte de soumission, ayant eu, quelques jours

toute seule se poser sur une poitrine faite pour elle.

*
* *

Je vois mes voisins d'Ennery qui sont bien tous deux et chacun les plus grands originaux que je connaisse. Leur villa des « Chênes-Verts » est un composé fantastique. D'abord la vue est superbe, à cheval sur le cap d'Antibes. On voit de toutes les fenêtres de la maison ou Cannes, l'Esterel, le golfe Juan ; ou les Alpes neigeuses, cette petite ville de Judée qu'on appelle Antibes, et cette grande baie des Anges autour de laquelle Nice se déroule.

D'Ennery aime à raconter qu'il a été calicot à « Malvina », qu'il est né sur le carreau du Temple et qu'il ne s'est jamais, « depuis le biberon », intéressé qu'au théâtre. Il se faufilait dans la claque ou parmi les figurants, et trouvait chaque soir une place.

Son début a été une pièce écrite en collaboration avec un comédien. On appelait cela *Émile ou le fils d'un pair de France*. C'était l'histoire de Girardin.

« La première fois que je suis allée au théâtre de Chauny, disais-je à d'Ennery, j'ai vu jouer *Marie-Jeanne ou la fille du peuple*.

— Tous les grands drames célèbres de notre temps sont signés de mon nom, me répond-il

moitié goguenard. On m'appelle le Shakespeare du peuple. Mais les autres m'ont plus apporté que je n'ai fourni. J'ai eu tant de collaborateurs ! »

D'Ennery a un esprit de mots intarissable. Sa conversation en est pailletée. Quoique posant pour le scepticisme, il est généreux, dévoué, fidèle à ses amis, mais cruel pour les gens bêtes et surtout prétentieux. Il les déchire... Ses cheveux sont d'un argenté superbe, et lorsqu'on lui en fait compliment, il répond qu'il les fait blanchir à Londres.

L'une de ses passions est celle du domino, et il déclare admirer Adam, non pour sa valeur morale et politique, que son ignorance en ces genres le rend incapable d'apprécier, mais pour sa façon de jouer aux dominos.

La célèbre Gisèle, sa femme, a aussi ses passions : les chimères japonaises et la tapisserie. Quatre femmes à l'année exécutent ses dessins. Même dans le midi, tentures, rideaux, meubles, tout est en tapisserie. D'Ennery appelle cela :

« Prime d'encouragement à l'industrie des vers à laine. »

Hetzel m'envoie le *Siège de Paris raconté par une petite fille de huit ans*, d'Alphonse Daudet. C'est un chef-d'œuvre. Le talent de Daudet est l'un de ceux qu'on peut appeler ascensionnel. Chacun de ses livres a un nouvel élan vers le

plus haut. Pétri par sa Provence, il est devenu le plus parisien des Parisiens; c'est le Français idéal à qui la France traditionnelle a donné toutes ses solidités de caractère, toutes ses bases intellectuelles, toutes ses compréhensions de beauté et de poésie, et que Paris, la France nouvelle, ont doté du goût et de l'affinement de l'esprit, poussé jusqu'à l'irrésistible séduction.

Est-ce qu'il ne faut pas être le plus provençal des Provençaux, le plus parisien des Parisiens pour écrire *Tartarin de Tarascon?* Quelle victorieuse provocation au bon rire de Provence et de Paris, tous deux fondus l'un dans l'autre!

Tandis que Daudet monte en chantant et s'enivre de rayons, Zola barbote dans les mares fangeuses et s'enivre des odeurs de fumier. On a dû interdire à *la Cloche* la publication de *la Curée*. Le cœur se soulevait. Cet homme, avec son talent, est un danger pour les moralités de notre France. Il sert nos ennemis mieux qu'aucun de leurs agents. Aussi ne cite-t-on que lui à l'étranger, où on le lit surtout pour constater notre dégénérescence beuglée par l'un de nos grands écrivains.

Daudet a la quantité de ses lecteurs en France; Zola en Allemagne!

Que de consolations nationales on éprouve en laissant retentir en son cœur les *Chants du Soldat,* de Déroulède! Ma fille et moi, nous

nous en répétons les vers à chaque instant. Combien de fois avons-nous redit :

Tous vos fils, ô Français, ne sont pas aux tombeaux.

On ne parle que de la Commission des Trente. Elle est présidée par M. de Larcy. M. de Broglie continue à en être l'âme. On voit d'ici quels projets byzantins en sortiront. Inséparables, le général Changarnier et M. de Broglie conspirent pour perpétuer l'Assemblée tandis que Gambetta et nous tous, avec la même ardeur, nous faisons appel à la France pour qu'elle use de son droit de pétition et force cette assemblée à se dissoudre.

M. Lambert de Sainte-Croix, qui aime à foncer sur nos amis à heure fixée à l'avance, a fait inscrire la discussion sur les pétitions pour le 14.

Adam m'écrit :

« A samedi le bon, le grand combat. On rapportera les pétitions déjà adressées à la Chambre pour qu'elle ait à se dissoudre.

« Gambetta, provoqué par les gens de la droite, est monté à la tribune et leur a donné rendez-vous à samedi, avec un accent et un geste superbes.

« La bataille sera très ardente mais sans résultat décisif; la nécessité de la dissolution en sortira, je crois, démontrée, mais d'avance nous savons bien que la Chambre déclarera, dans un ordre du jour motivé, qu'elle ne veut pas se

dissoudre. Elle ira même très probablement jusqu'à fixer son départ à une époque très éloignée, aux calendes grecques par exemple. Il est vrai que l'Assemblée constituante de 1848 avait fait la même chose, et, quelques jours après avoir déclaré qu'elle voterait toutes les lois organiques, elle était obligée, par un irrésistible mouvement d'opinion, de se retirer.

« Maintenant, il faut que nos amis pétitionnent tous; mets-les en branle dans le Midi et recommande-leur beaucoup de zèle. Je ne doute pas que tu n'aies déjà commencé de Marseille à Nice.

« Jules de Lasteyrie est très malade. J'en ai un grand chagrin, mais j'ai le ferme espoir qu'il s'en tirera. Dès qu'il écrira, l'une de ses premières lettres sera pour toi. »

Je suis vite rassurée sur la santé du meilleur de nos amis. Je reçois une courte lettre.

« La France, me dit Jules de Lasteyrie, sait ce qu'elle veut, et il n'y a qu'à l'écouter pour l'apprendre; la droite se bouche les oreilles pour ne rien entendre, mais bientôt le bruit grossira de telle sorte qu'il s'imposera. »

Après mon vieil ami Arlès-Dufour, vais-je perdre encore un ami très cher, celui qui m'a sauvée à la fin du siège, le docteur Axenfeld? Sa maladie est affreuse pour un esprit qui avait l'activité du sien. Il est paralysé et ne parle plus. Potain est admirable de dévouement. La

générosité d'Axenfeld était telle qu'il donnait au jour le jour ce qu'il gagnait, et il n'a aucune économie, aucune ressource.

Potain veut que tant qu'il vivra sa maison garde le même train, qu'il ne sente pas la gêne y entrer. Axenfeld ne parle plus, mais il voit et il entend. On me dit que c'est avec des larmes qu'il remercie le plus dévoué des amis.

Adam m'envoie ses impressions le 15 décembre.

« La première partie de la séance avait été bonne, me dit-il. Gambetta avait prononcé un discours fort remarquable.

« Dans ce discours d'une extrême modération, il dictait leur conduite aux classes dirigeantes. Les vrais conservateurs doivent prendre la tête du mouvement démocratique, auquel on pourra de moins en moins échapper, pour le diriger, l'endiguer même ; s'ils ne comprennent pas leur rôle, s'ils s'entêtent à ne faire aucune concession, à ne rien détendre de leur résistance, alors, dans quelques semaines, sept ou huit millions de Français par la voie des pétitions leur signifieront la volonté nationale.

« Gambetta s'est appliqué à parler de très haut, très modérément, en faveur de la dissolution. Il a rappelé l'origine de l'Assemblée, l'article II.

« Une Assemblée librement élue se prononcera sur la question de savoir si la guerre doit

Génie grec (philosophie de l'architecture en Grèce), de son plus cher camarade, Émile Boutmy. Ménard, Saint-Victor et de Ronchaud m'avaient déjà tous trois parlé de ce livre avec admiration ; mais est-ce que durant nos épreuves quelqu'un a eu le loisir de penser à lire un livre publié avant la guerre? J'ai beaucoup appris dans cette œuvre extrêmement documentée et simplement écrite. Depuis son *Parthénon,* Boutmy renie le passé pour ne plus songer qu'à notre régénération politique et à nos revanches. C'est le plus hautement, le plus courageusement patriote de nous tous.

Je me sens aussi patriote que Boutmy, mais je ne me crois pas pour cela forcée de n'être plus grecque. Mes trois amis païens pensent de même.

Renouvier m'a envoyé son dernier volume, le second, sur la *Science de la Morale.*

Je le dévore. On ne peut lire un tel livre que loin de Paris, dans une solitude qui devient une altitude pour l'esprit. Renouvier prouve que l'état actuel des relations entre les hommes est offensif et défensif. C'est l'état de guerre. La morale de l'avenir, selon lui, sera la morale à l'état de paix, et cela s'obtiendra si l'individu a sans cesse pour direction de sa conscience l'idée sociale. Renouvier n'est pas socialiste, et encore moins collectiviste. L'individualisme est pour lui la seule méthode de progrès moral et so-

cial. Alimenter la conscience morale de la démocratie, la former, est le premier devoir des philosophes, des critiques, des démocrates. C'est bien ainsi qu'Adam et moi nous comprenons les devoirs des républicains, mais l'état de paix, nous n'en *rêverons* même pas avant que nous ayons retrouvé nos frères d'Alsace-Lorraine, sans lesquels nous sommes un organisme national *infirme* qu'il faut guérir par tous les miracles du patriotisme !

Mme Sand me demande si j'ai lu ses *Contes d'une grand'mère*.

« Qui sait, m'écrit-elle, si l'année qui s'ouvre demain ne fera pas de vous une grand'mère ? »

C'est aller vite. Ma fille sera mariée en février. Mais si l'année ne me donne pas la joie d'être grand'-mère, elle peut me donner l'espoir de l'être. Elle me fera, en tous cas, mère d'un grand fils, le mari de ma fille. Avoir des enfants de mes deux enfants ! Je suis sûre d'en être folle. Je n'ai jamais envié personne au monde que Mme Sand et Mme Dorian, qui sont grand'-mères ! Et moi, qui suis beaucoup plus jeune qu'elles, je verrai marier mes petites-filles et je deviendrai arrière-grand'mère. Ah ! les superbes chaînes enchaînantes que celles de la famille ! Et dire qu'il y a des gens qui veulent les briser. Les malheureux et les misérables !

De Mme Sand, de Lina, de Maurice, j'ai le récit des fêtes qui se succèdent à Nohant, déguise-

ments, marionnettes, danses, soupers ; que ne sommes-nous là ! On nous regrette en Berry. Nous regrettons Mme Sand en Provence. Ne l'aurons-nous plus ?

« Ne nous plaignons pas, m'écrit ma grande amie, nous qui avons le bonheur dans le nid. »

On raconte à Versailles des histoires insensées. Les royalistes disent Napoléon III très malade de la maladie qu'il avait en 1870 et qui le torturait quand il montait à cheval. Ils ne craignent donc plus son débarquement. Les impérialistes seraient à cette heure tout miel pour les légitimistes. Ils répandent le bruit que le comte de Chambord aurait dit après Sedan, à propos du prince impérial : « Qu'on n'envoie pas cet enfant en captivité, qu'on me l'envoie, je lui servirai de père. » On constate jusqu'où peut aller l'ineptie des ragots politiques.

Rochefort est de plus en plus malheureux. Une seule chose le console au milieu des injures dont on l'accable : l'amour de ses enfants. Il espère notre visite au printemps et dit que nous serons très bien reçus, que tout le monde est aux petits soins pour lui et pour ses amis, surtout s'ils sont députés de Paris !

Notre pauvre prisonnier a les plus graves ennuis avec ses sœurs. Elles font de folles démarches qui le compromettent et nous embarrassent de façon navrante dans les nôtres.

Adam ne cesse de plaider la cause de Roche-

fort pour qu'il puisse signer ses *Dépravés* dans *le Rappel.* M. de Goulard est inflexible.

*
* *

Une nouvelle éclate dans toute la France comme un coup de foudre : Napoléon III est mort ! L'un de mes amis de Cannes vient me l'annoncer le jour même. Je me rappelle ce que m'avait raconté Edmond, le diseur de bonne aventure, mandé il y a une dizaine d'années par Napoléon III qui lui dit : « Regardez dans vos cartes si je mourrai assassiné ? » Et la réponse d'Edmond : « Votre Majesté mourra dans son lit. »

Mon père, dont la rancune survit à la mort, m'écrit :

« Morte la bête, mort le venin impérialiste ! »

D'autres, au contraire, entrevoient une possibilité plus grande de fusion entre la royauté légitime et le prince impérial qui épouserait une nièce du comte de Chambord.

Les impérialistes conviennent aujourd'hui que Sedan pesait d'un poids lourd sur les épaules de Napoléon III, que le prince impérial va être l'espoir de la jeunesse française, qu'il est l'avenir, qu'il a devant lui le temps pour réparer le passé, etc.

Aux messes dites pour le repos de l'âme de l'empereur, les bonapartistes, comme les figu-

rants de théâtre, vont à toutes l'une après l'autre pour faire nombre et foule. Ce sont des manifestations sans cesse renouvelées.

M. Thiers, désirant qu'il n'y eût pas de grands offices, a mandé l'archevêque de Paris, Mgr Guibert. Mais l'archevêque a répondu que, mort, celui qui avait été le souverain de la France « avait droit à tous les égards et honneurs ».

Adam vient passer quelques jours à Bruyères et me raconte les histoires les plus invraisemblables sur les combinaisons des groupes et sous-groupes monarchistes.

J'ai reçu une lettre de Mme de Pierreclos à propos de la *Femme de Claude*, de Dumas fils.

« C'est un défi jeté à l'opinion, me dit-elle, mais un superbe défi. » Sarcey affirme que Dumas aime à faire tressauter, à triompher de tous les préjugés. Mme de Pierreclos a dîné avec Dumas et elle me raconte qu'il a fait de Gambetta de la chair à pâté.

« Dumas prétend, dit-elle, que Gambetta n'a rien d'un chef; d'abord, parce qu'il est borgne; que, par conséquent, il ne verra jamais que la moitié des vérités. Moitié ombre, moitié lumière, c'est un demi-aveugle, d'autant qu'athée, il n'a pas les clartés supérieures de l'âme. Il ne dépassera jamais en politique la mesure des intérêts, des instincts et des formules terre à terre. Il ne fera que du bruit,

tournera en rond, se butera à ce qu'il aura soulevé. Il est destiné finalement à être hué par ceux-là mêmes qu'il aura forcés à l'écouter, dont il aura flatté les passions.

« Si l'on admet, ajoute Dumas, qu'il soit sincère, c'est un naïf révolutionnaire ; il promet aux peuples le bonheur, il ne le lui donnera pas ; il ne peut faire du nouveau avec des utopies ; les réalités brutales auxquelles il aura imprimé une direction se retourneront contre lui et le broieront. On ne crève pas le ciel parce qu'on a donné un coup de pied dedans ; on ne le vide pas parce qu'on a déclaré qu'il est vide. »

« Faites part de cette lettre au « tigre », ajoute Mme de Pierreclos.

Le « tigre » est parti. Je l'aurais mis dans une belle fureur en lui lisant cette lettre. Il connaît d'ailleurs les idées de Dumas fils sur Gambetta.

La rentrée d'Adam à l'Assemblée est un succès, moitié sérieux moitié plaisant. Mes amis attendent mon retour avec impatience et ne comprennent pas qu'Adam ne soit pas resté auprès de moi les quelques jours qui précèdent mon arrivée à Paris pour le mariage de ma fille.

Gambetta, Challemel, Spuller, Louis Blanc, Schœlcher, Duclerc, Peyrat, Laurent Pichat, Lepère, Bardoux, Arnaud de l'Ariège, m'ont écrit des billets goguenards pour me demander « ce qui se passait dans mon ménage ».

Gambetta et Brisson sont malades de bron-

chites qui les retiennent à la chambre. Jules de Lasteyrie va tout à fait bien. Axenfeld, hélas! a dit Potain à Adam, n'est pas guérissable.

La grande affaire qui nous hante et nous passionne à cette heure est la commission des marchés.

C'est à l'occasion des marchés de Lyon que notre ami Challemel prononce son premier grand discours. Ce qu'on m'écrit, ce que je lis, connaissant Challemel comme je le connais, me donne l'illusion d'assister à la séance.

Il a dans le choix des mots une modération parfaite, mais le dédain est tel dans le ton, que la phrase cingle. La beauté littéraire de la forme, la hauteur de la pensée, forcent l'auditeur à écouter, quelle que soit son opinion. Nos amis sont dans l'enthousiasme, la droite s'étonne et se tait. Challemel répond aux interruptions de façon écrasante. Le trait qu'on lui lance est retourné, aiguisé, acéré, et pénètre.

A l'accusation de M. de Carayon-Latour, qui se lève et affirme qu'un maire ayant fait un rapport dénonciateur contre lui et ses mobiles de la Gironde pendant la guerre, M. Challemel-Lacour a envoyé ce rapport au général Bressoles avec cette note : « Fusillez-moi ces gens-là! », Challemel, froidement, demande qu'on produise la pièce. « Elle est trop précieuse pour qu'on ne l'ait pas gardée; elle ne peut avoir disparu. »

On ne produit même pas les rapports du maire qui n'existent pas. Alors, Challemel domine par son impassibilité les interrupteurs et leurs cris. Il rappelle la droite « au respect de la loi, à la pudeur du patriotisme ». On lui crie :

« N'intervertissez pas les rôles.

— Comment, s'écrie Challemel, les rôles sont intervertis? Me prendriez-vous pour un accusé? »

Adam lui ayant dit après son discours :

« Quel superbe mépris vous avez pour vos adversaires.

— Je n'en ai pas laissé percer la centième partie, » répondit Challemel.

J'écris à mon cher Challemel, le sachant souffrant, de venir passer quelques jours à Bruyères pour se reposer. J'ajoute que je gémis de jouir seule, comme une égoïste, de mes fleurs, du ciel et de la mer azurés : il me répond :

« J'ai lu, dans un poète arabe, le vieux Abdallah Ben Eldumeina, qu'un jour une oasis ouvre les yeux et regarde autour d'elle. N'apercevant de tous côtés que le désert sans bornes, elle se prend à gémir : « Pauvre oasis que je suis! Je n'ai point de semblables, personne pour jouir de mes gazons, de mes sources, de mes palmiers. Rien que les sables et le silence du désert inanimé! A quoi me sert

d'être fraîche, fertile et riche, puisque je dois languir dans une solitude éternelle? »

« Une voix s'élève du fond du désert : « Ne te plains pas, ma fille. Si je n'étais pas le désert, tu ne serais pas une oasis. Tu disparaîtrais comme un champ vulgaire et sans nom dans la fertilité commune, et le souvenir de l'ombre que tu prêtes un instant à la caravane, de la source où tu rafraîchis le voyageur, ne remplirait pas au loin ses récits. Supporte donc avec patience l'isolement auquel tu dois l'existence et la gloire.

« P. Challemel-Lacour. »

L'époque du mariage da ma fille approche. Tous nos amis veulent persuader à Adam que si je rentre en février je serai malade. Adam arrive à Bruyères pour en décider; mais il est vite entendu que je repars avec lui.

Une lettre de Rochefort me suit à Paris. Nous avons cru un moment à son départ pour la Nouvelle-Calédonie, et, ne sachant rien à Bruyères, je lui ai télégraphié. Il me répond :

« L'histoire de mon embarquement sur *l'Orne* a pris naissance à la suite d'une jalousie noire de la fausse dame Rastoul, qui, voyant Rastoul désigné pour le départ, a trouvé moyen d'écrire une cinquantaine de lettres, tant aux journaux qu'à la majorité. Je suis constamment comme l'oiseau sur la branche, et il est probable

qu'au prochain convoi il se produira de nouveau un fort tirage. Tout ce que je me souhaite, c'est d'avoir d'ici là terminé un volume que j'écris actuellement et qui, avec mes *Dépravés*, donnera de la marge à mes enfants. A propos de ce malheureux roman dont on parle toujours et qu'on ne voit jamais, voici le parti que nous avons pris; voyez si Adam l'approuve. Les *Dépravés* vont paraître dans *le Rappel* sous la signature de Jean Destrem. Si on crie, il dira : « Je suis le collaborateur de Rochefort et je signe un roman qui m'appartient par moitié. » Personne n'aura le moindre mot à dire. Il ajoutera, bien entendu, que l'ouvrage est fait depuis deux ans. Le feuilleton aura un moindre succès de curiosité, mais comme il est peut-être exécrable, autant pouvoir le renier plus tard. Pourtant, il me semble qu'il est original, quoique lugubre comme un cauchemar.

« Ma santé s'altère. Je n'ai pu dormir un instant depuis plusieurs jours. Les tracas et les inquiétudes de toutes sortes m'assiègent. Croiriez-vous que je n'ai pas touché un rouge liard de la vente de mes tableaux et de mon mobilier ?

« Que pense Adam, le législateur, de la situation qui me paraît de plus en plus tendue ? »

Le « législateur » trouve la situation intenable. L'Assemblée, comme une omelette soufflée, se dévore elle-même. La dissolution se

fait par la désagrégation. Les députés ne vont plus aux séances.

Si M. Thiers avait le courage de s'adresser au pays pour une consultation, le pays lui enverrait une majorité républicaine énorme, mais il continue à vouloir ménager la chèvre, le chou — et le loup. Il est vrai qu'il est lui-même sans cesse menacé.

Mac-Mahon prend des airs de podestat; le mot est de Saint-Hilaire. Ladmirault et lui s'entendent, et, sur les questions militaires, ne cèdent rien au Président.

Le général Ladmirault allait être remplacé par Faidherbe comme gouverneur de Paris, quand Mac-Mahon s'en est mêlé, a déclaré à M. Thiers que s'il touchait à Ladmirault il s'adresserait à l'Assemblée et lui ferait rendre justice. Ladmirault ayant commandé en chef à la dernière guerre ne peut être mis à la retraite à soixante-cinq ans.

M. de Broglie a déposé son rapport de la commission des Trente; c'est, paraît-il, le rapporteur lui-même qui s'est plu à amasser obstacle sur obstacle à toute intervention de M. Thiers dans le Parlement. Ce rapport a un succès de bouffonnerie. Belcastel l'ayant trouvé admirable, incomparable, on s'est rappelé que le dit Belcastel est l'auteur des *Iles Canaries*. On voit d'ici les jeux de mots : « Il connaît le pays d'où viennent les serins, etc., etc. » Bel-

castel est l'ennemi le plus violent de M. Thiers; il est aussi de ceux qu'Adam malmène dans les couloirs, et à qui « le tigre » fait peur.

Messieurs de la coalition monarchique visent donc au grand jour cyniquement M. Thiers. Ainsi, de par le rapport de Broglie, le chef du gouvernement doit être exclu du gouvernement. C'est un défi au sens commun, c'est insensé!

Le mariage de ma fille a lieu le 28 février. Gambetta et Louis Blanc sont témoins.

Tous nos amis, et nous avons la joie de constater qu'ils sont nombreux, nous entourent ce jour-là. Le soir, au bal, quand Mme Kœchlin-Schwartz entre avec Kœchlin, l'ex-maire de Mulhouse, que les Prussiens ont traîné derrière eux quarante-huit heures avec la menace qu'il allait être fusillé; quand, dis-je, Mme Kœchlin entre au bras de son mari, une cocarde tricolore dans ses cheveux blancs, j'éclate en sanglots.

Après le bal, on soupe. Les discours de Gambetta, de Louis Blanc, sont admirables. En vérité, on ne soupçonne pas, en entendant ces discours, que ceux qui les prononcent sont, comme la réaction les en accuse, des destructeurs de la famille!

Le jour même du mariage de ma fille, Gambetta, à Versailles, avait dénoncé au pays les hommes qui composent la commission des Trente et le danger que leurs complots font

courir à la France. Et, le soir, chez nous, on poursuivait Duclerc, qui fait partie de l'extrême minorité de cette commission, avec l'air de *Madame Angot :* « Perruque blonde, etc. ».

Je reçois une longue dépêche de mon ami Castelar. Après l'abdication d'Amédée, il est devenu ministre des affaires étrangères. Si sa grandeur ne l'attachait à Madrid, il serait au milieu de nous, mais son cœur est plein de vœux de bonheur pour les jeunes époux.

Les légitimistes se découragent. Le comte de Chambord glisse entre leurs mains. Les uns répètent qu'il n'a plus qu'à s'enterrer vivant; et les autres vont à Rouher et le supplient presque de les sauver du naufrage. Malgré tous les horions que les impérialistes ont reçu des légitimistes, le vieux chef, qui a la carapace dure, ne demande qu'à oublier. Ce qu'il désire avant tout, c'est d'augmenter son contingent, jusqu'ici fort maigre.

Les séances succèdent aux séances, toujours plus passionnées sur le rapport de Broglie. La droite, compacte, s'efforce de gagner du terrain dans la bataille.

« Vous avez des généraux, vous n'avez plus de soldats, crie Le Royer aux monarchistes; vous êtes l'antipathie insurmontable de la France. »

Le projet de la commission des Trente est voté après treize séances, le 13 mars. Le but

poursuivi par l'Assemblée d'écarter le Président des débats de la Chambre est atteint.

M. Thiers reçoit le coup en pleine poitrine; mais il se raidit contre la douleur que lui cause cette blessure après tant d'autres. Sa tâche, sa grande tâche, il veut l'achever; il se tiendra debout, quitte à en mourir!

Trois jours après, le Président répond à ce que Saint-Hilaire appelle « l'odieux attentat », par une communication au *Journal officiel* qui annonce à la France « que le territoire sera complètement libéré le 30 juillet, avant la date fixée par le traité, sauf Verdun qui ne le sera que le 15 septembre. En retour du paiement du cinquième et dernier milliard, lequel sera complètement versé en septembre, l'empereur-roi s'engagea à évacuer, le 1er juillet, les Vosges, les Ardennes, la Meuse, Meurthe-et-Moselle, ainsi que la place et l'arrondissement de Belfort ».

Le centre gauche se réunit sur l'heure en comité, à Versailles, après avoir télégraphié à ses membres parisiens et décidé qu'au moment de la communication de la libération du territoire à l'Assemblée, il proposera un vote d'acclamation. C'est M. de Marcère et M. Ricard qui sont chargés de porter à M. Thiers la formule arrêtée :

« L'Assemblée nationale déclare que le Président de la République a bien mérité de la Patrie. »

M. Thiers était convaincu qu'un grand nombre de députés patriotes de tous les partis viendraient lui apporter leurs félicitations.

Après avoir annoncé à M. Thiers quelle est la mission dont ils sont chargés, M. de Marcère dit à M. Thiers, au nom de son groupe :

« Nous serons heureux, nous, vos amis dévoués, d'être les premiers à faire une proposition de reconnaissance à l'Assemblée.

— Vous serez les premiers et les seuls, répond le Président, les yeux mouillés de larmes. Voyez, personne n'est venu aujourd'hui que vous...

— C'est un dimanche; tout le monde est à Paris, répliquent vivement M. de Marcère et M. Ricard. »

Le soir, il n'y eut pas dix personnes à la réception.

Est-ce la joie de la libération? Est-ce l'écœurement que lui apporte la plus noire des ingratitudes? mais M. Thiers, après un évanouissement, est pris d'un coma qui dure dix-huit heures.

On le croit un moment perdu, et déjà son ami Léon de Maleville s'en est allé trouver M. Grévy, au nom du centre gauche, pour lui dire qu'on compte sur lui.

« Jamais je ne serai président de la République! » répond Grévy.

Adam, à la première nouvelle de la maladie

de M. Thiers, court, angoissé, chez Saint-Hilaire. Son amitié personnelle pour le Président est profonde. Il apprend en chemin, par un ami, que le médecin de M. Thiers craint qu'il ne soit touché. Ce qu'il aurait eu serait une première attaque d'apoplexie séreuse. On sait ce qu'elle engendre fatalement : la paralysie partielle du cerveau...

Saint-Hilaire dit à Adam « qu'il est impossible d'imaginer la somme de travail donnée par M. Thiers; sa fatigue a dépassé les forces humaines.

« Entre l'Assemblée et Bismarck, il a failli plusieurs fois devenir fou. Sa tête, littéralement, « claquait ».

« Son dernier effort a été sa réponse à la commission des Trente, très bon discours sur les pouvoirs publics.

« On peut dire qu'il a été bombardé, assommé, écrasé par les violences, par les accusations qui pleuvaient sur lui, sans pitié pour son grand âge, sans justice pour son dévouement au pays.

« Lui-même se sentait atteint, mais son énergie continuait à être extraordinaire. Il voulait *terminer sa tâche!* — c'était le mot qu'il répétait sans cesse, y ajoutant parfois : la *couronner*.

« Je faisais chaque jour des vœux pour qu'il en eût la force, ajoutait Saint-Hilaire, car nul à

sa place n'eût pu mener à bien cette tâche, soutenir la lutte diplomatique contre Bismarck avec cette autorité. Ah! mon cher Adam, que de labeurs! Songez que, durant la Commune, il a partagé tous les travaux et même les périls des généraux. Il était toujours aux avant-postes dès qu'il y avait une affaire sérieuse.

« A cinq heures du matin, chaque jour, il faisait sa correspondance avec moi. A six heures, les travaux les plus pressants avec les ministres. A dix heures, conseil des ministres. Le ministre des affaires étrangères et celui de l'intérieur habitaient la préfecture de Versailles pour être sous sa main. Les visites des députés, des chefs des grandes administrations, les commissions de l'Assemblée, les luttes de la Chambre, de plus en plus cruelles, l'épuisaient. Et que d'amertumes, de rancœurs! Ne l'a-t-on pas chassé? N'a-t-il pas été forcé de dire, au moment où il ne méritait que des approbations : « Voulez-vous un esclave, un commis qui vous plaise, qui, pour conserver le pouvoir quelques jours de plus sera toujours votre courtisan? Choisissez-le, il n'en manque pas! »

M. Barthe, le médecin de M. Thiers, avait dit plus d'une fois à Saint-Hilaire, à Mlle Dosne, à Mme Thiers :

« Il est urgent que le Président se repose; il est tous les jours en danger. »

Mais la tâche, la grande tâche à laquelle il

pensait constamment, il fallait l'accomplir, la *couronner*. C'était la phrase sans cesse répétée par M. Thiers.

Un matin, le jour de la signature de la convention, il dit à Saint-Hilaire :

« Je crois toucher au but. Mon âme immortelle a conversé avec celle de la Patrie. »

*
* *

J'accompagne Adam à Versailles, le 17 mars.

A la lecture des conditions du traité d'évacuation par la Prusse, le président du centre gauche, M. Christophle, propose cette motion : « L'Assemblée nationale déclare que M. Thiers, président de la République, a bien mérité de la Patrie. »

Mais, peut-on le croire? La majorité de cette Chambre n'a pas un élan de gratitude pour ce vieillard qui a donné toutes ses forces, sa vie elle-même, pour l'œuvre de la libération.

En revanche, la gauche tout entière s'émeut de la maladie de M. Thiers, de son épuisement, de ce sacrifice de soi du « petit bourgeois », qui va peut-être le tuer.

Un membre de la droite répond à la proposition émue du centre gauche :

« Sans l'Assemblée, il n'aurait pu rien faire. »

Et M. de Saint-Marc Girardin, au nom de trois cents de ses collègues, fait cette contre-proposition :

« L'Assemblée, heureuse d'avoir accompli une partie de sa tâche, etc. »

Une discussion honteuse s'engage. La gauche, indignée, a des mouvements de houle. On y répète : « Ne serait-ce que parce que les Prussiens nous écoutent, la proposition n'eût pas dû être discutée; est-ce que ce vieillard qui s'est tenu debout, malgré l'âge et la fatigue, jusqu'à ce que sa tâche soit remplie, ne mérite pas au moins quelque respect, à défaut de la reconnaissance nationale qu'on lui doit? »

Aussitôt après le vote, un député de la droite s'écrie :

« Trois quarts d'heure d'apothéose, c'est assez ! »

Gambetta, qui trop souvent avait eu à se plaindre de M. Thiers, de son peu de républicanisme, disait haut sa gratitude pour la libération du territoire :

« Cela, il l'a fait en Français, en vrai Français, répétait Gambetta; il ne faut pas lui en marchander l'honneur. »

A la fin de la séance, tandis qu'Adam est allé prendre des nouvelles de M. Thiers auprès de Saint-Hilaire, je descends lentement de ma tribune et je rencontre Gambetta dans un couloir.

« Si M. Thiers meurt, lui dis-je, la droite elle-même sera forcée de lui accorder plus de trois quarts d'heure d'apothéose !

— Ce serait une mort enviable, mais funeste pour nous, me répond Gambetta. J'ai encore moins de sympathie pour Grévy, qu'il nous faudrait subir comme successeur, que pour M. Thiers. »

Adam me rejoint à la gare et me crie, dès qu'il m'aperçoit : « Il est sauvé ! »

Durant les longs pourparlers qui précédèrent la convention sur la libération du territoire, M. Thiers avait, plusieurs fois, pris Adam à part, lui répétant :

« Les idées de Gambetta, ses promenades en province, impriment aux négociations un caractère qu'elles n'auraient pas sans cela. Dites-le à votre ami, qu'il se modère ; il est patriote !

— Dites à M. Thiers qu'il me blâme publiquement, » répondait Gambetta.

Adam transmettait le conseil.

« Mais il vote pour moi à la Chambre, répliquait M. Thiers.

— Doit-il vous renier ?

— Non, sûrement ; mais qu'il fasse un peu de silence jusqu'à la signature du traité d'évacuation. »

Flaubert est à Paris. C'est une joie pour ses amis, non qu'il leur apporte des douceurs, car il est de plus en plus irrité contre nous tous ; il

nous déclare que nous sommes fous à lier, que nous raisonnons, les uns comme des illuminés, les autres comme des enténébrés.

Notre foi dans le suffrage universel a le don de le rendre furibond, et il nous répète que mixturer la plus grande somme de bêtises dans la masse pour lui faire produire la plus grande somme d'intelligence qu'il faille pour gouverner un peuple et modeler un État, c'est de l'insanité pure.

Nous aimons Flaubert du fond du cœur; il est si généreux d'âme, si bon! mais son insistance à nous prouver que nous sommes idiots de ne pas trouver la vie stupide et révoltante nous agace quelquefois. On voudrait « le grand » plus apaisé, plus indulgent pour cette vie qui n'a pas que des cruautés.

Il va partir pour Nohant. Je le désire. Mme Sand lui est si amie! A Nohant, on s'amuse, on a de l'esprit, et Flaubert, bien qu'il déclare les drôleries absurdes, apporte souvent sa quote-part de gaîté.

Flaubert vit trop seul au Croisset. Il en souffre, tout en s'imaginant qu'il est fait pour la solitude, qu'il ne peut travailler qu'en éloignant ses plus intimes et ses plus proches.

*
* *

Le 22 mars, Gambetta défend devant l'As-

semblée le général Carrey de Bellemare contre la décision de la commission des grades.

Le 31 mars, s'ouvrent les débats relatifs à la réorganisation de la municipalité de Lyon.

Au cours de la discussion, notre ami Ferrouillat, député et conseiller municipal de Lyon, défend sa ville avec une ardeur superbe.

« Votre loi d'exception, dit-il, amènerait des élections protestataires. Réformez, restreignez, mais ne supprimez pas. »

Barodet, maire de Lyon, suit d'une tribune la discussion. J'assiste à la séance du 1er avril. Elle est houleuse.

Le Royer, après Ferrouillat, combat lui aussi vigoureusement le projet de suppression de la municipalité lyonnaise. Il s'attache à démontrer que le rapport de M. de Meaux ne repose sur aucun fait indiscutable. La plupart ne peuvent être prouvés; il les résume et ajoute : « Voilà le bagage de la commission ! »

Au mot « bagage », M. de Gramont crie : « C'est une impertinence ! » Le bruit grossit, la rumeur va croissant. La droite entière se lève. On entend les épithètes les plus injurieuses. La gauche, elle aussi, se solidarise tout entière avec Le Royer.

Grévy reste impassible, attend que le tumulte cesse; mais il ne cesse pas. La sonnette alors s'agite. Le président, avec autorité, déclare que de telles clameurs n'ont pas de raison d'être.

ont peur d'un dénouement fatal, et leur chagrin, leurs inquiétudes, ajoutent au chagrin, à l'angoisse d'Adam.

C'est à peine si mon pauvre mari parcourt une lettre que m'écrit Victor Hugo et dont je suis fière. Le « grand maître », comme nous l'appelons, n'a su que ces derniers jours la désolation d'Adam, lorsqu'il a vu mon *Journal d'une Parisienne* dans *le Rappel.*

Il m'écrit le 12 avril :

« J'ai relu votre journal ; l'effet de l'ensemble est aussi profond que l'effet page à page. Vous avez écrit un journal et fait un poème. C'est l'effet des esprits vrais comme le vôtre de toucher à la fois au réel et à l'idéal. Paris était digne de vous avoir pour témoin de sa bravoure et pour historien de sa souffrance. Comme Parisien et comme assiégé, je vous remercie.

« Mes respects à vos pieds,

« VICTOR HUGO. »

« *P.-S.* — Je serre la main à mon cher et vaillant Edmond Adam. »

Après la mort de M. Sauvage, des élections sont fixées au 27 avril. Est-ce que M. Thiers ne s'est pas mis en tête de faire un candidat de M. de Rémusat ? L'échec personnel qu'il a subi dans l'échec de son ami Martel ne lui suffit pas.

M. de Rémusat refuse, résiste, approuvé par Jules Simon, qui dit que « la partie est inutile à jouer », que M. de Rémusat touche de si près à M. Thiers, qu'il a participé à tel point avec lui à la libération du territoire, que courir le risque d'une désapprobation ou d'une approbation insuffisante, c'est une faute, une très grande faute.

M. Thiers déclare « que M. de Rémusat élu par Paris devient la colombe de l'arche et qu'alors la capitale, traitée en ennemie depuis 1871, reprend son rang ».

Mais la présence de M. de Goulard dans le cabinet est une trop criante satisfaction donnée à la droite, les défis répétés que M. Dufaure porte aux radicaux, et surtout la suppression de la municipalité de Lyon, qui est une menace pour celle de Paris, créent un terrain dangereux.

Mme Dorian nous écrit : « Venez ! » Dorian agonise. C'est une pitié de voir Adam, ce courageux, ce fort, révolté comme un enfant; il ne veut pas que son ami, que son frère meure... Dorian est mort.

*
* *

Le vieux levain de la Commune est remué par la suppression de la municipalité lyon-

naise. La candidature de Barodet, maire de Lyon, surgit; mais l'ancien instituteur fait maigre figure à côté de M. de Rémusat.

On eût prédit à Gambetta, à Adam, à tous nos amis, vers le milieu d'avril, que tous ils abandonneraient M. de Rémusat, dont le libéralisme est si inattaquable, la vie si noble, l'esprit si raffiné, la haute valeur si reconnue, pour un Barodet, qu'ils auraient ri. Gambetta qualifiait de « stupides » les raisons qu'on donnait d'élire Barodet contre Rémusat. Il l'avait répété chez nous.

On appelait Barodet ou « le Monsieur quelconque » ou « Trognon de chou ». Mais, peu à peu, sa candidature gagnait du terrain. Allait-il donc nous être imposé par notre queue, celle que Gambetta prétendait être « la docilité même »?

Il y a une élection à Lyon. Gambetta veut y voir nommer Ranc. C'était son Rémusat, son aide, son second durant la guerre. Donnant, donnant. On lui nommerait Ranc à Lyon, mais il soutiendrait la candidature de Barodet à Paris.

Ranc nommé dans la seconde ville de France, c'était l'influence de Gambetta prévalant sur celle de Thiers, dont le gouvernement avait supprimé la mairie de Lyon. M. Thiers vaincu dans la personne de M. de Rémusat, Gambetta triomphant dans celle de Ranc, cela valait la

peine de lâcher la tactique, d'abandonner la politique de modération.

« Trognon de chou » devient le protégé de la *République Française*. Je le digère mal. M. Thiers appelle Adam et lui fait des reproches violents parce qu'il subit la discipline gambettiste. Jules de Lasteyrie et Léon de Maleville viennent à la rescousse. Ils n'obtiennent qu'un mot d'Adam :

« J'obéis à regret, mais j'obéis. » Nos amis du *Rappel* s'indignent qu'on n'ait pas choisi Victor Hugo, qui eût au moins écrasé le candidat de M. Thiers par une supériorité; mais le « Monsieur quelconque » battant M. de Rémusat, ce serait pour la France une humiliation.

Adam, qui subissait, en se cabrant quelque peu, « Trognon de chou », avait tenté une démarche près de Ledru-Rollin, père du suffrage universel, pour qu'il s'offre aux voix des Parisiens et par là défende ce suffrage menacé par la majorité de la Chambre. Ledru-Rollin s'était dérobé. « Je ne comprends plus rien à rien, » disait-il.

Portalis, qu'Adam avait fait arrêter pendant le siège et dont les allures étaient plus que suspectes, organisait depuis plusieurs mois des comités de quartier qui faisaient la loi aux radicaux, comités qui imposèrent d'abord à Rouvier, à Brisson, la candidature Barodet. Mais voilà que Challemel, qui, comme ancien préfet de

Lyon, avait lui-même dissous la municipalité lyonnaise, se met, lui aussi, à soutenir Barodet.

Grévy, Hippolyte Carnot, prenaient parti pour M. de Rémusat. Langlois vint chez nous faire du tapage. Il soutint que l'élection de Barodet serait la répétition des fautes d'avril 1850, que la rupture des radicaux et des modérés avait amené un mois plus tard, le 31 mai, la mutilation du suffrage universel, le coup d'État. Il prédit un coup d'État pour mai. Il criait de sa voix de stentor qu'on entendait du boulevard :

« C'est la même faute, la même imbécillité : vous rejetez à droite tous ceux que vous aviez attirés à gauche, vous êtes des coupables, des fous ! Toujours les mêmes fautes républicaines, les questions avant l'intérêt du parti, l'intérêt du parti avant celui du gouvernement républicain, l'intérêt du gouvernement républicain avant l'intérêt national ! Je me fiche pas mal de ce que Gambetta doit à Ranc ! »

On ne pouvait faire taire Langlois. Je l'essayai en vain.

« Le radicalisme, d'ailleurs, est la conception la plus idiote que je connaisse, ajoutait-il. Sa fonction est de servir de pont de bateaux à la Révolution. Lorsqu'un radical a fait passer l'eau à un communard, il reste avec lui sur la rive dans la crainte de rester en plan sur l'autre.

Écoutez l'avis de Grévy, qui est un sage, qui a vu comme moi 1848 et 51. Il dit : « Dans la « situation actuelle, le gouvernement a plus be- « soin d'aide que d'avertissements. »

Challemel, seul, peut tenir tête à Langlois. Il s'emporte, le cingle de mots cruels et lui impose, non le silence, mais la retraite.

Les monarchistes, pour mieux combattre la candidature de M. de Rémusat, font surgir celle du colonel Stoffel, dont les révélations sur l'armée allemande ont été si sensationnelles. Stoffel obtient 27.000 suffrages qu'il enlève à M. de Rémusat.

Barodet obtient 45.000 voix de majorité sur M. de Rémusat.

Ranc, Lockroy, qui ont fait partie de la Commune, sont élus députés avec d'autres candidats avancés.

Sur le boulevard, le soir de l'élection, nous n'entendons que le cri de : « Vive la Commune. »

On répète que le soir de l'élection M. Thiers aurait dit :

« Ce sont mes funérailles de Victor Noir. »

Les monarchistes triomphent. « Voilà le fruit des faiblesses de M. Thiers, répètent-ils, c'est le triomphe du socialisme le plus bas, c'est la révolution. »

Adam, Challemel, Spuller, sont quelque peu nerveux.

« La droite nous a trop découragés de la modération, disent-ils. Quand on songe qu'un Dufaure, un Casimir Périer, un Rémusat, un Bérenger, un Pothuau, un Cissey, n'ont jamais pu être acceptés par elle? »

Adam est allé à la *République Française* le lendemain de l'élection. Isambert y développait l'opinion suivante :

« C'est une belle victoire, mais nous avons découvert nos batteries trop tôt. Pour nous passer des modérés, il aurait d'abord fallu dompter les excessifs. »

Plus Adam y réfléchit, plus il conclut que la candidature Barodet, patronnée par Portalis, est une manœuvre de nos pires ennemis du dedans et du dehors.

Gambetta est inquiet; il nous le dit, et va jusqu'à nous confier qu'il regrette l'élection Barodet, qui réveille l'appétit des communards et sert d'argument à ceux qui rêvent les « coups de force » contre ce qu'ils appellent la Révolution.

On raconte qu'Ernest Picard, rencontrant M. Rouher dans un couloir, est allé à lui en lui disant :

« Vous nous sauverez, n'est-ce pas, M. Rouher? »

Et que celui-ci aurait répondu :

« Oui, *vous* en sortirez ! »

Le 16 mai, M. Thiers accepte la démission

de M. de Goulard, battu par l'élection de Barodet, car c'est lui qui a proposé la suppression de la municipalité de Lyon à la commission de permanence.

La démission de Jules Simon suit celle de M. de Goulard.

Quarante-huit après, l'*Officiel* publie la liste d'un nouveau ministère : Casimir Périer, Bérenger, Waddington, M. de Fourtou. Les autres ministres gardent leurs portefeuilles.

Adam est d'autant plus inquiet de la situation qu'il sait les bonapartistes prêts à tout. Il voit Saint-Hilaire, le trouve souriant et rasséréné.

« Mais, mon pauvre Adam, les légitimistes et les orléanistes sont les ennemis irréductibles du bonapartisme. Que pouvons-nous craindre? M. Thiers a résisté à Bismarck, rien ne peut le faire plier.

— Il y a des coups qui brisent, répond Adam. La haine commune enfante les unions les plus monstrueuses. N'oubliez pas, Saint-Hilaire, que les légitimistes n'ont jamais cessé d'en vouloir à M. Thiers de ses luttes contre la Restauration, contre « l'ancien régime » et contre les carlistes; que les orléanistes, ses anciens amis, qu'il malmène souvent avec violence, ne cessent de répéter que M. Thiers les a trahis et qu'à la première occasion « ils ne le manqueront pas ». Quant aux bonapartistes, c'est de la

furie! Je vous assure, je sais que le complot est tramé. De Broglie en a arrêté tous les détails, et il se frotte les mains plus nerveusement que jamais. Changarnier se croit déjà président de la République.

— Qu'est-ce que vous voulez Adam? Que je redise tout cela à M. Thiers? Je le lui redirai; mais depuis Barodet vous manquez de crédit! Je ne vous le cache pas. »

Le discours de Nantes, de Gambetta, tombe en pleine effervescence de la réaction. Changarnier crie haut à la commission de permanence qu'il se charge « de tordre le cou au commis voyageur en éloquence ».

La nomination de M. de Fourtou aux cultes n'a pas calmé les droites et a violemment irrité les gauches. Adam, qui n'aime pas Grévy, prétend qu'il savait fort bien l'importance du point d'appui qu'il prêtait à M. Thiers, et qu'en quittant son fauteuil par une démission brusque, presque sans motif, il a sciemment travaillé à précipiter la chute du Président. Thiers gardant le pouvoir, c'était Gambetta à échéance. Thiers renversé, c'est le triomphe de la réaction, et Grévy préfère de beaucoup nos ennemis à Gambetta qu'il exècre et dont il voit grandir l'influence chaque jour.

La veille du 19 mai, pour apaiser mes angoisses politiques, je retourne admirer au Salon *l'Été,* de Puvis de Chavannes. Je sens la douce

chaleur de la lumière, je gagne des yeux l'ombre des bois. Le réel et l'idéal se mêlent sur la toile du maître incomparable, et donnent corps à mes rêves païens les plus idylliques. Moissonneurs et moissonneuses recueillant les dons de la généreuse nature font oublier les hommes qui se déchirent et gâchent les biens répandus sur eux.

Avant la bataille d'où doit sortir, selon nous, la défaite de M. Thiers, Adam va voir Rochefort à Saint-Martin-de-Ré, car notre pauvre ami sera sûrement l'une des premières victimes du triomphe de nos ennemis. Il essaiera de lui assurer quelques sympathies personnelles qui atténueront les coups dont on ne manquera pas de le frapper.

Rochefort m'écrit le jour même de la visite d'Adam l'excellente impression qu'il a laissée. Des membres du cercle républicain de l'île sont allés rendre à Rochefort la visite qu'Adam leur a faite. Rochefort est aussi inquiet de la situation que nous, il la trouve « terriblement sérieuse » et la craint fatale pour lui.

Le 19 mai, à peine peut-on trouver une place dans le train pour Versailles. Notre émotion va croissant à mesure que l'heure de la séance de rentrée approche. La plupart de nos amis trouvent nos craintes excessives.

Dès le début de cette séance l'assaut est décidé. La reconstitution du ministère est insuffi-

sante, répètent les droitiers dans les couloirs, il faut en finir.

M. Buffet dépose une demande d'interpellation signée de 303 membres de l'Assemblée et ainsi conçue :

« Les députés soussignés, convaincus que la gravité de la situation exige à la tête des affaires un cabinet dont la fermeté rassure le pays, demandent à interpeller le ministère sur les modifications opérées dans son sein et sur la nécessité de faire prévaloir, dans le gouvernement, une politique résolument conservatrice. »

M. de Broglie est à la tribune...

« L'ordre moral exige une politique résolument conservatrice, dit-il. Le parti radical est le pire des dangers, M. Dufaure le couvre et le protège, » etc.

Et M. de Broglie recommence... ses accusations contre les républicains! La droite hurle la clôture; elle est prononcée! M. de Broglie se pavane orgueilleusement, M. Buffet ne cache pas sa joie. Il lit d'un ton inénarrable un message de M. Thiers qui demande à être entendu. La séance est remise au lendemain. Elle sera présidée par M. Buffet, réélu contre M. Martel, candidat de M. Thiers!

La bataille décisive s'engage le 23. M. de Broglie soutient l'interpellation des 303. Il parle de conservation sociale de très haut,

comme un chef certain de conduire ses troupes à la victoire.

M. Dufaure, qui jusqu'à ce jour n'a cessé de parler de la République comme d'un gouvernement provisoire, choisit ce jour-là pour déclarer que M. Thiers veut rester conservateur, et, pour cela, proclamer la République définitive.

Le mot : « Jupiter frappe d'aveuglement ceux qu'il veut perdre » est dans tous nos esprits.

*
* *

Le 24 mai, avant neuf heures du matin, je suis là, dans une tribune de l'Assemblée, anxieuse jusqu'à la souffrance.

Nous croisons Target, avec lequel nous sommes liés intimement. Il veut, comme M. Thiers, la République conservatrice. Il me salue à peine et nous dépasse. Adam l'appelle. Il ne répond pas.

Dans le corps à corps entre M. Thiers et M. de Broglie, l'art de la victime qui se défend est incomparable; mais le piège tendu devient de plus en plus visible et se resserre.

C'est bien le même homme qui, ses petits bras croisés, disait, en 1870, au Corps législatif : « Injuriez-moi ; vous ne m'empêcherez pas de vous dire que vous courez à votre perte, à la défaite. »

Ce jour-là, M. Thiers s'écrie, après avoir résumé la mission nationale remplie par lui :

« Je ne ferai pas défaut devant l'histoire et je mérite de comparaître devant elle. »

M. Buffet encourage les interruptions avec une partialité scandaleuse.

Froidement, le Président tient tête au déchaînement de la droite coalisée. A un moment, sur un mot de M. de Broglie, M. Thiers réplique :

« Le feu duc de Broglie serait bien surpris, monsieur, de vous voir le protégé de l'Empire. »

La séance est suspendue. M. Thiers est acclamé par les républicains, hué par la droite, dans les rangs de laquelle on n'entend qu'un mot : « Va-t'en ! va-t'en ! »

Aux Réservoirs, où l'on déjeune, nous ne parlons que de Target, devenu l'homme de M. Rouher, lui, l'auteur de l'ordre du jour déclarant l'Empereur déchu, « responsable de la ruine et du démembrement de la France ».

De son groupe dépend la défaite ou la victoire.

Jules de Lasteyrie, ami intime de Target, nous dit qu'il s'est vendu pour une ambassade.

« Restons calmes, » répète Gambetta.

Raoul Duval crie haut, à une table, qu'on en a assez des rouges, que le radicalisme engendre

le socialisme, qui engendre l'internationalisme, qui engendre l'anarchisme, « que, le soir même, Thiers touchera la terre des deux épaules ».

*
* *

L'ordre du jour Ernoul est voté à la reprise de la séance par toutes les droites et par le groupe Target. Il contient un blâme pour M. Thiers, que 360 voix contre 344 renversent.

Aussitôt la proclamation du vote, Gambetta s'écrie, en s'adressant aux droites :

« Après la libération du territoire, vous trouverez la tâche à la hauteur de votre courage ! »

M. Thiers donne sa démission.

Le général Changarnier a le cynisme de déclarer « qu'il se fait l'interprète de la Chambre et de ses regrets de la démission de M. Thiers ».

La gauche tout entière, révoltée, se lève et injurie celui qui, se croyant déjà président de la République, a cru devoir adresser un salut à son prédécesseur.

Gambetta prie Adam, qui va porter à M. Thiers ses regrets, d'y ajouter les siens, les plus désolés.

Adam ne peut voir M. Thiers, mais il voit Saint-Hilaire, qui lui dit avec un grand calme :

« Ils nous regretteront. Léon Say est là ; il

suit M. Thiers dans sa retraite. Les plus à plaindre, ce sont ces dames, qui n'ont plus de foyer, qui ont accumulé ici tout ce qu'elles ont pu sauver de l'hôtel; leur donnera-t-on le temps de déménager et où iront-elles? »

Le maréchal de Mac-Mahon, qui résiste depuis six semaines, dit-on, aux prières de ses amis, à celles de Mgr Dupanloup, fait une démarche auprès de M. Thiers avant d'accepter la présidence, lui dit que s'il veut rester il s'effacera et lui demande son avis.

« Je n'ai pas de conseils à vous donner, lui répond M. Thiers, glacial; faites comme il vous plaira. Ma démission est définitive. »

Mac-Mahon est président de la République; M. de Broglie, président du conseil, ministre des affaires étrangères; Beulé est ministre; Ernoul, le héros du jour, Batbie, MM. Magne, Desseilligny, l'amiral Dompierre d'Hornoy, font partie du cabinet.

A Paris, on est stupéfait d'un pareil coup d'État; c'est le 2 décembre parlementaire. On se répète le mot de Baragnon :

« Et maintenant, il faudra que la France marche! »

Le maréchal de Mac-Mahon, en prenant possession du pouvoir, déclare qu'il considère le poste où il est placé comme celui d'une sentinelle qui veille au maintien des droits de la France.

Gambetta répond, au nom des gauches unies, par une adresse à la nation :

« Citoyens, dans la situation que fait à la France la crise politique qui vient d'éclater, il est d'une importance suprême que l'ordre ne soit pas troublé.

« Nous vous supplions d'éviter tout ce qui serait de nature à agiter l'opinion publique.

« Jamais le calme de la force ne fut plus nécessaire. Il y va du salut de la France et de la République. »

Les rangs se serrent. Il n'y a plus de nuances entre républicains. Grévy lui-même est parmi les adversaires les plus résolus du gouvernement. Jules Ferry donne sa démission et revient au milieu de nous. Hébrard, au *Temps*, About, au *XIXe Siècle*, prennent courageusement parti contre le gouvernement de combat, avec toute la presse avancée.

Notre maison devient le centre de la résistance.

Adam voit souvent M. Thiers. Il a fait son *mea culpa* pour Barodet, et il continue de plus belle à servir d'intermédiaire entre l'ex-Président et les radicaux.

Lepère fourbit chaque jour des armes nouvelles. Il a une énergie, une vitalité, un entrain dont l'influence parmi nous va croissant. Pourrait-on se décourager à côté de ce courage?

« Je ne lâcherai pas nos adversaires un seul

instant, répète-t-il. Je les attaquerai en toute occasion, sans jamais les laisser respirer. » Ardent, précis, il essaie d'un système de rapports avec les républicains des grands centres pour être au courant des abus de pouvoir et harceler l'ennemi avec des faits indiscutables.

Il faudra voir, nous disons-nous, comment se partageront les miettes du gâteau entre bonapartistes, légitimistes, orléanistes, dans les provinces.

Gambetta, qui a toutes les qualités d'un chef, organise combat contre combat. Il nous parle un soir de son projet pour la formation de comités centraux électoraux. Ceux qui seront enrôlés s'engageront à défendre la République au péril de leur vie. Il faudra qu'ils soient résolus à ne discuter aucun ordre; dans chaque comité, un seul membre connaîtra la volonté d'en haut et saura un seul nom des membres du comité directeur.

Le chef d'un comité central régional sera assimilé à un chef militaire. Il pourra appeler à l'action, sans discussion, les membres qui sont sous ses ordres.

Les monarchistes ayant déclaré que la monarchie pouvait être faite à une seule voix de majorité, il faut à tout prix empêcher que cela puisse être possible.

Aucun programme, sinon celui de défendre la souveraineté nationale contre la coalition des

droites. Un seul mot d'ordre : La République ne doit pas capituler à Versailles comme la France a capitulé devant les Prussiens.

Chaque chef militaire des comités centraux régionaux commanderait à un groupe de deux ou trois cents citoyens éprouvés et sûrs, lesquels auront chacun sous leurs ordres dix ou vingt hommes qui ne connaîtront qu'eux.

Impossible pour le gouvernement de saisir cette organisation.

Nous ne nous désolons nullement, convaincus que la coalition monarchique aura pour effet de rendre la monarchie impossible, par des raisons analogues à celles qui ont rendu possible l'union absolue des gauches. L'intérêt est contradictoire chez nos ennemis, il est commun chez nous.

Pour M. Thiers, pour Grévy, pour Gambetta, Beulé est un homme surfait, et Batbie travaillera de toutes ses forces à l'amoindrir. Habitué, comme orateur, à préparer ses effets, il chancellera sous les coups de boutoir des interrupteurs. Lepère et Gambetta se chargent de l'ahurir.

Le duç de Broglie et M. Rouher sont chacun trop absolus dans leurs idées pour subir la prépondérance de l'autre, et tous deux céderont moins encore aux exigences des légitimistes.

Mac-Mahon n'est pas l'homme capable de

rester maître de lui, au milieu des tiraillements des partis.

Nos adversaires veulent trois solutions contradictoires : l'Empire, le comte de Chambord, le comte de Paris.

Nous, avec trois chefs : Thiers, Gambetta, Grévy, nous n'en voulons qu'une : La République !...

Achevé d'imprimer

le onze mai mil neuf cent sept

PAR

ALPHONSE LEMERRE

6, RUE DES BERGERS, 6

A PARIS

I-2. — 4522.



